

Durcissement en Amérique centrale

Deux villes nicaraguayennes sont bombardées depuis dimanche, et d'importants combats se déroulent au Honduras, à la frontière entre les deux pays. La tension dans l'isthme centraméricain connaît ainsi une nouvelle aggravation au moment où les tentatives de groupe de Contadora en faveur de la paix dans la région sont de plus en plus dans l'impasse.

Cet état de guerre coïncide avec l'arrivée de l'aide américaine de 100 millions de dollars, versée au Congrès en faveur de la Contadora. Les États-Unis apportent en outre un soutien direct à l'armée hondurienne dans son affrontement avec les forces de Managua. Il y a quelques jours des « manœuvres non prévues » s'étaient déroulées dans la région frontalière et avaient provoqué une grande inquiétude dans les populations.

Aujourd'hui encore, ces bombardements, qui n'ont pour l'instant fait que des blessés, relancent le psychisme d'une intervention américaine directe au Nicaragua afin de renverser les sandinistes au pouvoir. Annulée périodiquement à Managua, où on assure que le « plan d'intervention » passe par un affrontement entre le Honduras et le Nicaragua, les combats de ces derniers jours poussent naturellement les autorités à dénoncer l'imminence de cette agression. Le ministre des affaires étrangères, M. Miguel d'Escoto, a même laissé entendre que les bombardements seraient le fait d'appareils américains.

En tout état de cause, ce durcissement répond à une modification de la situation sur le terrain. Contre toute évidence, le gouvernement hondurien nie l'existence sur son territoire du guérillisme antisandiniste. Le renforcement de leur présence dans ce pays découle pourtant des restrictions qui leur ont été imposées par le nouveau président du Costa Rica, M. Oscar Arias, qui n'entend pas non plus accorder aux États-Unis la possibilité d'utiliser ses pistes d'atterrissage pour les livraisons d'armes aux antisandinistes. A cet égard, la capture d'Eugène Hasenfus, ce mercenaire américain condamné au Nicaragua, avait mis en évidence l'existence d'un réseau clandestin d'aide à la Contadora. Ces révélations ont embarrassé plus d'un gouvernement d'Amérique centrale.

Faut-il craindre dès lors une radicalisation de l'engagement américain, conduisant à un affrontement direct entre Managua et Washington, par Honduras interposé ? Une telle éventualité serait plutôt surprenante dans le contexte actuel. Elle serait en effet singulièrement risquée pour le président Reagan, aux prises avec la crise née de l'affaire des ventes d'armes à l'Iran.

On ne peut cependant écarter le danger d'un dérapage incontrôlé. Le président du Honduras a tenu à préciser qu'il avait fait appel à l'aide logistique américaine à la demande des forces armées. Celles-ci ont elles-mêmes déclaré que les attaques se poursuivraient « jusqu'au départ total des troupes sandinistes du territoire hondurien ». La fiction des relations que les deux pays s'attachent encore à maintenir ne tient plus.

Cette nouvelle escalade, obligeant les autorités sandinistes à se figer sur leurs positions et à entretenir leur effort de guerre, laisse décidément peu d'espoir à une évolution pacifique à court terme du conflit centraméricain.

(Lire page 14.)

Après l'appel des étudiants aux syndicats pour une grève générale mercredi

M. Jacques Chirac a décidé de retirer totalement le projet de réforme universitaire

M. Mitterrand lui avait demandé ce geste dès le mercredi 3 décembre

Le gouvernement a décidé, lundi 8 décembre, de retirer l'ensemble du projet Devaquet. Cette initiative répond à la demande d'une partie de sa majorité et à celle de M. Mitterrand. Le chef de l'État avait recommandé au premier ministre, samedi, d'abandonner un projet qu'il juge « inopportun » et « inutile ». La démission de M. Devaquet, acceptée par le premier ministre, devait être rendue publique lundi après-midi.

La coordination étudiante avait appelé l'ensemble de la population à faire de lundi une journée de deuil et toutes les organisations syndicales à observer une journée de « grève générale » mercredi.

La CGT a déjà répondu positivement à cette invitation, la CFDT et la FEN devaient donner leur réponse dans la journée de lundi. FO et la CGC ont refusé de s'y associer. Une marche silencieuse a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes entre la Sorbonne et l'hôpital Cochin, samedi après-midi. Mais cette manifestation a dégénéré dans la soirée et le quartier Latin a été le théâtre de nombreux affrontements entre les forces de l'ordre et des groupes incontrôlés durant une partie de la nuit.

L'autopsie confirmerait que Malik Ousseki est mort à la suite des coups portés par des membres de la police.

2 De la Sorbonne à la place d'Italie, le cortège funèbre ; Les échauffourées du quartier Latin.

3 L'intransigeance du mouvement étudiant ; Une jonction syndicale encore aléatoire.

4 Les circonstances du décès de Malik Ousseki.

6 Avec la CRS 28 et la CRS 51 ; Les nettoyeurs du peloton voltigeur motocycliste.

7 L'avenir du projet Devaquet.

8 Le dixième anniversaire du RPR.

Les exploits de M. Pasqua.



Une certaine idée de l'ordre

N'y aurait-il le choix qu'entre la bavure et les casseurs, les violences de certains policiers et le champ libre laissé aux déprédations ? N'y aurait-il le choix qu'entre deux décrets ? L'un visant la police, qui découle des actes d'une minorité de membres des forces de l'ordre, dans la confusion des charges policières ; l'autre déconsidérant le mouvement étudiant, qui est le fait d'une minorité de provocateurs, parasites d'une mobilisation qui se voulait pacifique ?

La gestion du maintien de l'ordre à Paris, ces derniers jours, amène à se poser des questions. Deux blessés graves à la manifestation de jeudi, la mort de l'étudiant Malik Ousseki, pendant la nuit du vendredi 5 au samedi 6 décembre, puis les vitrines brisées, les voitures incendiées et les policiers blessés au quartier Latin dans celle de samedi à dimanche s'expliqueraient par une fatalité ; le maintien de l'ordre ne connaîtrait pas de juste milieu. Il y

aurait qu'une alternative : cogner, charger sans attendre, avec le risque que les troupes ne fassent pas dans le détail, ou laisser faire, tarder à intervenir, avec, comme conséquence, l'échauffourée de déplorables batailles de rue.

On voudrait croire que la démonstration n'a pas été vaine, que ce n'est là qu'un enchaînement de coïncidences regrettables, mais certains indices sont troublants. D'un simple point de vue professionnel, l'exercice de l'autorité policière semble avoir été inconséquent, imprévoyant et contradictoire.

Jeudi soir, sur l'esplanade des Invalides, le gouvernement n'e-t-il pas laissé se créer un océan de fixation, un terrain propice à la colère et à la violence, en faisant miroiter une négociation qui a fait long feu ? A tel point que les responsables policiers en furent troublés.

EDWY PLENEL

(Lire la suite page 6.)

La déchirure

par ANDRÉ FONTAINE

QU'ILS opposent ou divisent des peuples, des entreprises, des groupes sociaux de quelque nature qu'ils soient, les conflits naissent presque toujours de l'incapacité à se mettre à la place des autres. Lorsque ces ingrédients sont réunis, il suffit d'une initiative maladroite, même si elle est bien intentionnée, d'un incident fortuit, voire d'un mot imprudent, pour que prenne un feu sur lequel il y aura toujours, bien sûr, de bonnes âmes pour souffler.

L'épreuve que vit aujourd'hui la France relève à l'évidence de cette logique aussi banale que navrante : « Une succession d'erreurs », titre le Financial Times de Londres, qui n'est pas précisément un journal de gauche. Il serait fastidieux de les énumérer. Interrogeons-nous plutôt sur les moyens, s'il en est, d'arrêter l'escalade en cours.

« La cohésion nationale », a dit opportunément samedi le président de la République, doit passer avant toute chose. Est-ce trop demander ? En septembre, après tout, le défi du terrorisme avait trouvé le pays résolu et uni au-delà de tout espoir. La classe politique en était encore, à y a tout juste huit jours, à s'amuser des assauts de coï-

bitation courtoise dont l'inauguration du musée d'Orsay lui fournissait l'occasion. Des derniers sondages publiés se dégage toujours l'image d'un pays qui n'est pas las de la cohabitation.

Enfin il faut se refuser à donner aux mots leur sens pour trouver une contradiction entre la condamnation, sans appel par François Mitterrand de « tout recours à la violence » et la juste constatation de Jacques Chirac qu'elle ne fait qu'exaspérer les passions.

Priorité, donc, au refus de la violence. Mais de qui est-elle le fait ?

Aucune tâche ne semble plus urgente que de séparer le bon grain de l'ivraie, d'établir qui sont ces provocateurs que Charles Pasqua a fait figurer en tête de son réquisitoire au congrès du RPR et de quelles complexités ils ont pu bénéficier. Rien en effet ne serait plus dangereux que de laisser croire aux étudiants, qui ne sont plus maintenant seulement en colère mais en deuil, qu'on les amalgame, en quoi que ce soit, à ces professionnels de l'émeute.

Est-ce nostalgie du rôle qu'il joua en mai 1968 dans le retournement de la situation ? Devoir de ne faire applaudir par des militants assouffis d'ordre ?

(Lire la suite page 4.)

M. Shultz sur la sellette

Le secrétaire d'État aurait favorisé le financement des « contras » par des voies non officielles.

PAGE 12

Les violences en Colombie

Assassinats politiques, crimes crapuleux, massacres de paysans, combats avec la guérilla...

PAGE 13

Meurtre à Pantin

Un jeune Français d'origine algérienne mortellement blessé par un policier.

PAGE 16

Le Monde

ÉCONOMIE

Conjoncture : une attente déçue
La chronique de Paul Fabra
Pages 35 à 38

Le sommaire complet se trouve page 44

Percée électorale de l'opposition à Taiwan

Le Kouomintang ébréché

TAIPEH
de notre envoyé spécial

La vie politique taïwanaise, dominée depuis quarante ans par le Parti nationaliste (Kouomintang) (KMT) se dégage lentement de son monolithisme. Les résultats des élections du 6 décembre ont certes permis au KMT de conserver une majorité écrasante tant à l'Assemblée nationale qu'en Yuan (chambre) législative, mais ils n'en témoignent pas moins d'une volonté de réforme de la part de l'électorat.

L'opposition qui, pour la première fois depuis 1949, se présentait en tant que formation constituée sous l'étiquette du Parti démocrate progressiste (DPP), a plus que doublé le nombre de ses sièges dans les deux assemblées : de cinq dans le Yuan législatif, ils

sont passés à douze, et de quatre à onze à l'Assemblée nationale. En termes de voix, le DPP a obtenu respectivement 22,17 % et 18,9 %. A Taipei, la percée du DPP est particulièrement marquée : alors qu'en 1980 les *langue* (littéralement les « bons parti », c'est-à-dire les opposants) avaient obtenu 24 % des voix, cette fois, ils en ont recueilli 31 %.

Etant donné la fiction entretenue par les Nationalistes, qui se veulent les seuls représentants légitimes du peuple chinois vivant sous la domination des « bandits rouges », un quart seulement des assemblées est périodiquement renouvelé. Aussi les élections du samedi 6 décembre concernaient-elles que 73 des 324 sièges du Yuan législatif et 84 des 905 sièges de l'Assemblée nationale dont la fonction

essentielle est d'élire le président de la République.

Sans priver les nationalistes du pouvoir, ces élections contribuent, en particulier, à renforcer la tendance aux réformes dont le président Chiang Chingkuo a donné le coup d'envoi, en octobre, au moment de la levée prochaine de la loi martiale et la légalisation des nouveaux partis politiques.

Le président, âgé de soixante-seize ans et affaibli par la maladie, souhaite mettre en place, avant que le processus de succession ne soit formellement engagé, une structure politique plus adaptée à une société évoluée, éduquée et bénéficiant d'un niveau de vie qui fait de Taiwan une des « tiges puissantes économiques d'Asie ».

PHILIPPE PO.

(Lire la suite page 12.)

Oussekiine. « La victime souffrait d'une malformation rénale congénitale, écrivent dans leur plainte les avocats, [mais] elle menait une existence normale, pratiquant notamment plusieurs sports. A supposer même que cet état de santé ait favorisé son décès, il n'en reste pas moins vrai qu'on ne saurait tenir ces coups comme étonnants à la mort. »

Cortège funèbre

ROGER D'ANS
CHRISTIANE CHOMBEAU
et GÉRARD COURTOIS.

La tête du collège décide de faire un sit-in silencieux devant l'hôpital Cochin. Toutefois le flot des mani-

Les Beurs font la jonction

ROBERT SOLÉ.

(1) L'action collective des jeunes Maghrébins de France. Editions CIEMI l'Harmattan, 215 pages, 95 F.

« Les jeunes Maghrébins n'avaient qu'une action collective défensive. Or, pour s'intégrer dans une société, il faut s'identifier, au moins partiellement, à un mouvement social ou politique », remarque Adil Jazouli, sociologue d'origine marocaine, qui vient de publier un livre intéressant sur le sujet (1). « Pour la première fois, constate-t-il, de jeunes Maghrébins

Casseurs en liberté

uniformes bardés de casques et de boucliers. Deux lignes se mettent en place de part et d'autre du port Saint-Michel, qui sert de no man's land.

LE DROIT DE SAVOIR

DALLOZ

**CODE
DE PROCÉDURE
PÉNALE**

CODE
DE JUSTICE MILITAIRE

DALLOZ
1964-67

CODES DALLOZ - INDISPENSABLES - SÛRS - PRATIQUES

uniformes bardés de casques et de boucliers. Deux lignes se mettent en place de part et d'autre du pont Saint-Michel.

[illegible]

**Combat
sur tous les fronts**

... des prisonniers du samedi
... qui pénétrant le verre brisé
... c un petit frisson, sans jamais
... parvenir. Seuls quelques étu-
... dents encore présents tentent
... nement — de limiter les
... jets. Mais, la cesseuse,
... jurés de l'anonymat grâce à
... foulard sur le nez — il n'y a
... tant pas le moindre gaz lachry-
... gène — prennent un malin
... à détruire et, parfois, à
... r.

es forces de police ne rece-
nt l'ordre d'intervenir qu'aux
tes heures du dimanche; for-
touristes et étudiants, pour la
art, sont partis se coucher.
les courses poursuites, cette
seront menées avec plus de
té que la veille. La police ne
pas à avoir un nouveau mort
es bras...

commence dans le deuil et le
g, le samedi 6 décembre
ève donc dans le feu et le
e brieé. Pour les étudiants
ainsus de leur juste combat,
une déchirure. La lutte n'est
e nra les «buna et les
ants. Il faut se battre à la
contre le gouvernement, le
e, les « récupérateurs », les
ales et les provocateurs.

et l'avenir de la réforme universitaire

... Le Monde • Mardi 9 décembre 1986 3

D'autre part, vingt-deux des vingt-huit personnes interpellées pendant la nuit de samedi à dimanche à la suite des incidents entre manifestants et forces de l'ordre ont été remises en liberté dimanche après-midi. Deux personnes qui avaient pillé des magasins dans le quartier Latin ont été déférées au Parquet de Paris. Quatre autres jeunes gens qui, à bord d'une R 5, avaient renversé un CRS sur le Pont-au-Change et qui

avaient été interpellés après une courte poursuite sur la place Notre-Dame-des-Victoires (2^e) étaient toujours gardés à vue dans les locaux de police lundi matin.

Parmi les personnes remises en liberté figure le chanteur Francis Lalanne qui se trouvait avec huit étudiants circulant à bord d'une camionnette du service d'ordre de la manifestation et qui avaient été interpellés alors qu'ils transportaient

des barres de fer. Les étudiants avaient expliqué au cours de leur audition qu'ils n'étaient pas des casseurs et qu'ils constituaient au contraire un commando anti-casseurs. Ils étaient chargés de repérer les provocateurs et les empêcher d'utiliser leurs gourdins, barres de fer ou manches de pioches, de les confisquer et de ramasser également tout ce qui pouvait traîner sur la chaussée.

Selon un dernier bilan publié dans la matinée du 8 décembre par l'Assistance publique il y aurait encore actuellement dix manifestants hospitalisés dans différents hôpitaux de la région parisienne. M. Francis Rigal, qui avait perdu un œil, est hospitalisé à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Selon les médecins son état est « satisfaisant », le pronostic étant réservé en ce qui concerne d'éventuelles séquelles. Mais, ses jours ne sont plus en danger.

L'intransigeance du mouvement étudiant

« On ne négocie pas avec les terroristes »

Que de chemin parcouru depuis les Etats généraux des étudiants, le 22 novembre ! Malgré l'enthousiasme qui avait marqué ce premier temps fort, personne ce jour-là n'imaginait, on n'osait espérer, un tel enchevêtrement de la grève dans quelques universités, le mouvement s'est étendu à l'ensemble des villes universitaires et aux lycées ; d'une contestation portant sur quatre points de la nouvelle loi sur l'enseignement supérieur, on a dérivé vers la remise en cause globale de la réforme ; et d'une revendication strictement étudiante, on risque de déboucher sur un affrontement politique global avec le gouvernement.

En quinze jours enfin, le rassemblement de quelques 1 500 délégués étudiants à la Sorbonne s'est transformé en un mouvement beaucoup plus structuré, dont la direction est rapidement devenue un enjeu de

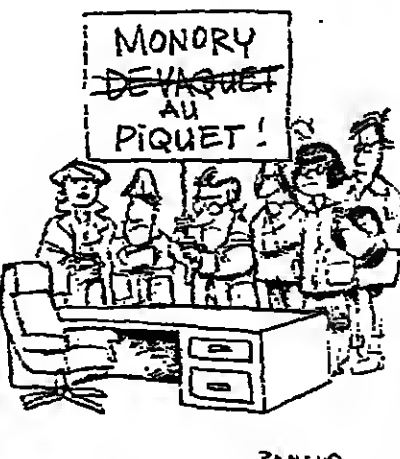
pouvoir majeur. La réunion marquée, tout au long de la nuit de samedi à dimanche, de la coordination nationale des comités de grève en a fourni une nouvelle et étonnante démonstration. Pendant douze heures d'affilée, dans un amphithéâtre de Jussieu bouclé à double tour par un service d'ordre tendu, les quelques deux cent cinquante délégués des étudiants de Paris et de province se sont plongés dans d'interminables débats, qui tournaient et retournaient en tous sens une seule question : l'embryon de direction du mouvement qui s'était formé le 2 décembre, lors de la présente coordination, avait-il respecté le mandat sur lequel il avait été élu et serait-il reconduit ?

Quasi-unanimité

Il est vrai que les interrogations qui ont traversé le mouvement étudiant pendant plusieurs jours, entre la manifestation du 27 novembre et celle du 4 décembre, semblaient désormais balayées. Et avec elles, les risques de division qui menaçaient les étudiants. Comment répondre aux offres de discussion faites par le premier ministre le 30 novembre ? Pourrait-on accepter de dissocier l'ensemble du projet de loi et les trois points sur lesquels le gouvernement acceptait de reculer (droits d'inscription, diplômes nationaux, sélection à l'entrée à l'université et en cours d'études) ? Fallait-il s'en tenir aux options modérées dont certains étaient soupçonnés, ou pousser toujours plus loin l'avantage acquis ?

Les événements dramatiques de la fin de semaine dernière ont contri-

LES NEGOCIATIONS SONT EN BONNE VOIE ! ILS COMMENCENT A CHANGER LEURS EXIGENCES !



bué à trancher le débat. Lors de la coordination étudiante de samedi soir, pas une voix n'a émis l'hypothèse qu'il subsistait la moindre possibilité de négociation. Le retrait total et définitif du projet — rebaptisé « projet Monory-Devaquet » — était certes l'objectif du mouvement depuis l'origine. Mais ce qui tenait pour beaucoup, au début, de la pétition de principe, est désormais devenu une évidence indiscutable, soutenue par une détermination totale des étudiants. Une intervention particulièrement applaudie résumait bien le nouveau consensus sur lequel le mouvement étudiant entame sa troisième semaine de grève : « Comme le dit Pascal, on ne négocie pas avec les terroristes. »

Même si elle n'a pas fait l'objet de dénonciation enflammée, la « répression policière » a fait taire les doutes et les incertitudes et a contribué à souder l'unité du mouvement ; c'est à une quasi-unanimité que la motion fixant les prochaines échéances a été adoptée. Dès lundi, les étudiants appellent, en souvenir de Malik Oussakine l'étudiant mort vendredi soir, à une journée de deuil qui devrait donner lieu à des nouvelles manifestations « dans le calme et le recueillement ».

Mais surtout la coordination a franchi un nouveau cap en appuyant l'ensemble de la population à soutenir le mouvement étudiant et toutes les organisations syndicales d'enseignants et de salariés à se joindre à

un mot d'ordre de grève général mercredi 10 décembre. Avec deux thèmes de mobilisation : la protestation contre la répression et le retrait du projet de loi Devaquet-Monory.

Constitution d'un « bureau »

Le débat de fond étant tranché, la coordination étudiante a consacré de longues heures à maintenir, renforcer et structurer le cartel des courants sur lesquels repose le mouvement. La coordination du 2 décembre avait consacré l'émergence d'un groupe de quatorze « porte-paroles », chargé de le représenter à l'extérieur, auprès des instances politiques ou syndicales et des médias. Cette direction encore assez informelle s'est transformée, dans la nuit de samedi à dimanche, en un véritable « bureau » de la coordination, sans que personne y trouve à redire.

D'autres part les quatorze élus de mardi dernier étaient révoqués par les délégués de la base à chaque nouvelle coordination, tandis que les membres du « bureau » bénéficiaient d'une confiance moins aléatoire. Enfin la direction élue mardi a été confirmée en bloc. Cela n'était pas acquis à priori. Jeudi soir et vendredi dernier de nombreuses voix avaient critiqué la manière dont la manifestation du 4 décembre s'était terminée, et l'absence de mois d'ordre émis au moment où la police a décidé de faire évacuer les places des invalides.

La mort de Malik Oussakine ainsi que les violents incidents qui ont eu lieu au Quartier Latin, dans la nuit de samedi à dimanche, et dont les étudiants se sont catégoriquement démarqués, ont favorisé la réélection

de ce groupe dirigeants dominé, on le sait, par des militants de l'UNEF-ID (indépendante et démocratique) proches du parti socialiste et par des militants d'organisations d'extrême-gauche. Tous semblent décidés, pour l'instant, à oublier leurs vieilles querelles de clochers.

Les militants doivent, cependant, tenir compte de la sensibilité de nombreux délégués étudiants, élus depuis quinze jours par les conseils de grève dans chaque université. Représentant de la « base » étudiante, ceux-ci restent, dans une large mesure — probablement plus de la moitié — indépendants de toute organisation politique ou syndicale, même s'ils se sont progressivement radicalisés au fur et à mesure que la contestation prenait de l'ampleur. Ainsi un épisode tout à fait symptomatique a occupé plusieurs heures des débats de la coordination : fallait-il réintégrer Isabelle Floucas dans le bureau de la coordination ?

Présentée, par les médias, comme l'égérie des premiers jours du mouvement, celle-ci avait été écartée mardi dernier, par des délégués qui refusaient la « vedettisation » excessive qui l'entourait. Or, malgré l'appui du bureau fraîchement élu qui souhaitait faire de sa réintégration à la tête du mouvement un symbole d'unité, la majorité de la coordination a préféré élire un « porte-parole » indépendant, Emmanuel Faure, président du comité de grève de Dauphine. Une fois de plus, la direction du mouvement et sa base ont joué ce jeu complexe qui leur permet depuis quinze jours de se comporter et de relancer le dynamisme.

GERARD COURTOIS.

Ne le vengez pas !

Devant la coordination étudiante, dans un amphithéâtre de la faculté de Jussieu, samedi 6 décembre au soir, M. Denis Rigal, père de François, cet étudiant de Brest qui a perdu un œil à la suite d'un tir tendu de grande calibre sur la place des Invalides, est venu donner des nouvelles de son fils, grièvement blessé.

Dans un silence de plomb, très ému, il a engagé les étudiants à « ne pas affronter le bête », et à « ne pas venger François, qui avait un beau visage ».

Une jonction syndicale encore aléatoire

Les syndicats de salariés ont manifesté un certain embarras face à l'appel de la coordination nationale étudiante à rejoindre le mouvement des facultés et des lycées. En dehors de la FEN — dès le samedi 6 décembre — et de la CGT, qui sont immédiatement entrées en scène, les centrales syndicales ont tenté de définir une position que l'on peut résumer par une double « volonté » : ne pas être absentes du mouvement de réprobation consécutif à la mort d'un étudiant ; ne pas se laisser entraîner dans un mouvement social qui deviendrait rapidement incontrôlable. Visiblement, elles ne veulent pas rejouer mai 1968 en décembre 1986.

L'émotion devant la mort d'un étudiant et la réprobation des violences et de la répression, la CGT, la FEN, la CFTC, FO et la CFTC les manifesteront dès lundi 8 décembre en fin de matinée. La CGT comme FO ont appelé à un arrêt de travail de 11 heures à midi, la FEN, à une « suspension de l'activité normale » à la même heure sous forme de minutes de silence ou de cours d'instruction civique. La CFTC a choisi la formule de minutes de silence et de prises de parole de 11 heures à midi. Si la CGC se tient à l'écart de ces appels, la CFTC préconise de marquer symboliquement le 8 décembre par un refus de la « violence des manoirs » et des « boîtes », une suspension du projet Devaquet et une demande d'ouverture de négociations.

« Ne pas refaire 1968 »

L'appel des étudiants aux syndicats pour organiser une grève générale le mercredi 10 décembre fait apparaître trois camps dans le monde syndical : celui de l'acceptation (CGT, FEN), celui du refus (FO, CFTC, CGC) et celui de l'attentisme prudent (CFDT). Mais, au sein de chaque camp, les syndicats, qui ont eu souvent du mal à établir le contact avec la coordination étudiante, obéissent à des motivations différentes.

La CGT, qui avait déjà envoyé une délégation à la manifestation étudiante du jeudi 4 décembre, a immédiatement embrayé. Elle a appelé les jeunes salariés et les jeunes chômeurs à manifester aux côtés des étudiants le 18 décembre. Tout en affichant son souci de tenir compte des desiderata de la coordination étudiante quant aux modalités, la centrale de M. Krasucki a « lancé un appel à une puissante journée de grève » le mercredi 10 décembre, avec la volonté d'« être le plus haut et le plus fort possible ».

Il s'agit pour elle, qui cherche plutôt vainement depuis la rentrée de septembre à déclencher une « contre-offensive du monde du travail », de protester contre la répression, d'obtenir le retrait du projet Devaquet et le respect de la liberté de manifester. Mais elle greffe sur le mouvement d'autres motifs de mécontentement, comme si elle voulait lui donner un caractère plus global, en évoquant dans sa déclaration « les agressions du gouvernement » sur le pouvoir d'achat, l'emploi et les libertés.

Tout autre est la volonté de la FEN — égarée en un passage par la CGT et le PC —, puis qui elle exclut totalement l'élargissement du combat des étudiants et des thèmes qui leur seraient étrangers. Il s'agit pour la FEN, qui avait démontré sa force lors du défilé du 23 novembre dernier, d'une manifestation de solidarité. C'est dans cet esprit que M. Pommatin, qui redoute que le pouvoir ne joue à « refaire 1968 » en utilisant la peur de l'opinion publique devant les violences, proposera le 8 décembre à ses instances une grève générale, mercredi, pour le retrait du projet Devaquet et la « condamnation des brutalités ».

FO, a, en revanche, pas voulu s'associer à la grève du 10 décembre. Cette décision prise le 7 décembre à l'unanimité du bureau confédéral est motivée, pour M. Bergeron, par le refus de se laisser entraîner dans un « amalgame politico-syndical qui a pour inconvénient grave de dénaturer le mouvement étudiant ». Inquiet de la tournure prise par les événements, M. Bergeron estime que le gouvernement a tout intérêt à retirer le projet Devaquet — dans lequel « il ne reste plus rien ». Et, pour le moins, à engager des négociations.

La position de la CFTC est quasi-déterminée. M. Barnard a indiqué que sa confédération « ne s'associera ni aux grèves ni aux manifestations prévues pour mercredi car il devient nécessaire d'éviter tout risque d'engrenage de violence et toute forme de politisation du mouvement étudiant ».

La CGC a adopté une attitude encore plus carrée en ne s'associant ni aux manifestations du 8 décembre ni à la grève du 10. Tout en demandant au gouvernement de négocier, M. Marchelli considère que tout élargissement du mouvement étudiant au monde syndical risquerait d'aboutir à « une crise politique majeure » et à « un basculement de notre société dans le chaos ». « Toute crise sociale et politique pour l'avenir », a affirmé le président de la CGC, nous condui-

rait tous immédiatement à l'état de chômeurs permanents.

L'attentisme de la CFDT

Occupant une position médiane entre les camps de l'acceptation et du refus, la CFDT observe un certain attentisme. Elle a ainsi choisi, après des contacts avec la FEN, FO et la CGC, de renvoyer à lundi après-midi sa décision sur la grève du 10 décembre. Tout en voulant « exprimer ce qu'il y a en commun entre étudiants et salariés », M. Edmond Maire part de l'idée selon laquelle « les actions des élèves manifestent un élargissement par des agissements minoritaires ».

La CFDT a donc demandé à la coordination étudiante le respect strict de trois garanties avant de se déterminer sur sa participation : l'arrêt des manifestations avant 16 heures pour éviter tout amalgame avec d'éventuels provocateurs ; la préservation du caractère social et syndical de la manifestation, ce qui suppose la non-participation de partis politiques ; la volonté de « se tenir strictement aux objectifs des étudiants ».

Nous refusons toute stratégie d'affrontements politiques », assure fermement M. Maire, qui ne veut pas se laisser entraîner dans une action globalisante politisée et anti-gouvernementale. Comme FO, la CFTC, la CGC et à certains égards la FEN, la CFDT ne veut pas rejouer le « scénario du 13 mai 1968 ». A première vue en effet, les points de comparaison avec les événements d'il y a dix-huit ans ne manquent pas.

En 1968, ce sont les syndicats qui avaient rejoint la contestation étudiante, mais après s'être tenus à l'écart du mouvement. Il avait fallu attendre la « nuit des barricades » (du 10 au 11 mai) pour qu'une riposte syndicale prenne forme par le biais d'une grève générale le 13 mai, à l'appel de la CGT, de la CFDT, de la FEN, de FO et de la CGC. Au lendemain de cette manifestation — huit cent mille salariés et étudiants à Paris — des grèves avec occupation éclatèrent sans mot d'ordre syndical aux usines Sud-Aviation de Nantes puis Renault de Cléon, donnant naissance au plus important mouvement social de l'après-guerre.

C'est la jonction des étudiants avec les syndicats qui devait donner au mouvement de mai 1968 toute son ampleur. Est-on en train d'assister au même scénario ? Mort d'un étudiant, nuit d'affrontements au quartier Latin, grève générale donnant ensuite le coup d'envoi à une

multitude de grèves dans les entreprises ? Analysant en 1972 dans le *Mot de la CGT* les événements de 1968, M. Séguin écrivait : « L'action des groupes étudiants, ce fut l'élément qui mit le feu aux poudres. Mais encore fallait-il qu'il y ait de la poudre, sinon l'étincelle se serait vite éteinte dans le vide. » En avril 1968, on ne comptait que 245 000 demandeurs d'emploi, mais, parmi eux, il y avait déjà près de 50 % de jeunes de moins de vingt-cinq ans.

En 1986, même si les étudiants ne peuvent être assimilés à des « gauchistes », la poudre existe aussi. La montée du chômage et la stagnation du pouvoir d'achat alimentent le mécontentement des salariés. Les syndicats ont durci leurs critiques face à la politique du gouvernement.

Une mobilisation émue

Mais les artificiers ont perdu beaucoup de pouvoir. En 1968, la CGT comptait officiellement (avec les retraités) plus de 2 100 000 adhérents et obtenait 55 % des voix aux élections aux comités d'entreprise. La CGT et la CFDT étaient liées, depuis 1966, par un pacte d'unité d'action. Pour 1983 — dernier chiffre officiel — la CGT n'annonçait plus que 1 622 095 adhérents, et elle n'avait plus que 25,9 % des suffrages en 1985 aux élections aux comités d'entreprise. L'axe CGT-CFDT s'est brisé sans que, pour autant, une nouvelle alliance des centrales réformistes ne se matérialise.

Si la CGT paraît tentée par une exploitation syndicale du mouvement étudiant en souhaitant ainsi retrouver une capacité de mobilisation sérieusement émue, elle sera elle-même conduite à une certaine prudence devant la difficulté à maîtriser une situation politique et sociale particulièrement mouvante. Quant aux autres confédérations, elles ont aussi médité les leçons de 1968 et ne voient pas l'avantage qu'elles pourraient retirer avec le déclenchement d'une crise sociale de grande ampleur dans une période rendue délicate par la fragilité économique et les aléas de la collaboration politique.

La seule inconnue réside dans l'attitude de salariés jusqu'ici bien passifs et s'ils se combattaient. Une partie d'entre eux étaient étudiants en 1968. Mais il y a une marge entre participer à une grève générale de solidarité pendant vingt-quatre heures et se lancer, à travers les entreprises, dans une multitude de grèves.

MICHEL NOBLECOURT.

Images de la provocation

Qui sont les provocateurs ? Des reporters de TF 1 ont apporté un premier élément de réponse dans un document présenté dimanche au journal de 20 heures.

Jeudi après-midi, un groupe d'une vingtaine de jeunes gens d'extrême droite, membres du GUD (Groupe union défense), casqués et armés de barres de fer, fait face à un cordon de CRS barrant la rue d'Assas pour interdire l'accès à la manifestation. Le dialogue s'engage :

L'officier de CRS : « Vous voulez passer de l'autre côté ? »

Un membre du groupe : « Oui. »

L'officier, se tournant vers ses hommes : « Laissez-les passer. »

« Merci », lancent les militants d'extrême droite en ajoutant : « Vous savez, on n'est pas contre vous ! »

« Je sais, je sais », répond simplement l'officier.

Le reportage montrera ensuite le commando à l'œuvre sur l'esplanade des Invalides, puis, tout au long de la nuit, au quartier Latin. Entre deux jets de projectiles, ils ont le temps d'expliquer : « Nous, on est

des Français, on est des Blancs, on a des couilles et on est intelligents. De l'autre côté, c'est des communistes. Nous, à gauche, on tape. »

Dans le même journal, TF 1 montre un manifestant portant un bandeau sur lequel on peut lire : « Difficile de ne pas remarquer un personnage aussi voyant et de ne pas l'appréhender, surtout quand il suffit de tendre le bras », commente le journaliste de TF 1 sur une image où l'on constate que le jeune homme se trouve à 1,5 mètre d'un barrage de CRS et surveille tranquillement les actions en cours.

Enfin, un journaliste de l'AFP a vu, samedi soir, devant l'Hôtel de Ville, peu avant le déclenchement des incidents, un groupe de jeunes gens casqués sortir tranquillement de la mairie de Paris pour aller rejoindre la manifestation, sans être le moins du monde inquiété par les cordons de CRS et de gendarmes mobiles qui entouraient étroitement le bâtiment. S'agissait-il de policiers en civil chargés de repérer des casseurs ou de provocateurs ?

PRIX INTERALLIÉ

Philippe LABRO



L'étudiant étranger

roman

GALLIMARD

Enfin, la fédération FO de la police nationale « se déclare consternée » par la mort de l'étudiant Malik Oussellek, et « exprime ses sympathies à la famille et aux amis de la victime. Elle ne peut cependant accepter aucune forme d'immixtion entre cette mort et l'interpellation des forces de police, car la violence appelle la violence et ceux qu'il convient de montrer du doigt sont les professionnels de l'agitation qui tentent de récupérer le mouvement des étudiants et des lycéens pour provoquer l'affrontement avec les forces de l'ordre ».

DANIELLE ROUARD.

D'autre part, M. Oussidine était effectivement hémodialysé, mais seulement deux fois, à cause d'un accès insatisfaisant. Cette mise sous dialyse était indispensable du fait d'une malformation réelle. En outre, contrairement à ce qu'il avait été indiqué dans un premier temps, M. Oussidine ne portait pas d'anneau artificiel.

On indique, de très bonne source, que l'antéposie minusculement réalisée par le docteur Dominique Lecomte aboutit à un décès consécutif à un état de choc, lequel fut aggravé par des phénomènes pathologiques entraînant une diminution du volume du sang circulant dans l'organisme. De toute évidence, cet état de choc est le consécutif d'une intervention chirurgicale provoquée au thorax et à l'abdomen. Les policiers, indique-t-on également, ont notamment frappé au niveau des épaules l'artificier de la victime.

FRANÇOIS NOUËS
FRANÇOIS MAH

Le Monde
sur minitel
TeleMarket
SPÉCIAL FÊTES
achetez chez vous, hors de la cohue.
36.15 TAPÉZ LEMONDE

*Madame, Monsieur,
Pour la première fois depuis 115 ans,
cette porte s'ouvrira largement au grand public.*



Prochainement, vous pourrez devenir actionnaire du Groupe Paribas.

GROUPE PARIBAS 

Téléphonez au (1) 46.24.11.11 ou écrivez à Paribas-Actionnariat, 3 rue d'Antin - 75002 Paris.

De Saint-Germain-des-Près à l'Odéon
avec la CRS 28 et la CRS 51

isth Depuis 1953

**INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES**

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :

CFPA

l'examen du

diplôme universitaire professionnalisé de 1^{er} cycle

Places limitées

Préparation complète des matières

• Janvier à fin Mai / • Août - Septembre

**INSCRIPTION : 6 rue Léon-Henri 75016 Paris
TEL. 42.34.70.77**

(Publicité)

aujourd'hui, les toutes dernières
affaires en vente de fonds de

COMMERCE

OUTILS - LOCAUX - BUREAUX
Restaurants, cafés, librairies, etc. présentés
dans le journal spécialisé depuis 41 ans

« LES ANNONCES »

en vente partout 4,00 F à 36, rue de
la Chapelle, 75011 Paris - Tél. (1) 48.05.30.20



Les réactions politiques à la contestation étudiante

M. Mitterrand a demandé à M. Chirac de retirer le projet

« Le premier devoir d'un gouvernement responsable est de tout faire pour que la société accueille à bras ouverts sa jeunesse et lui réserve la place à laquelle elle a droit ». M. Chirac a bien raison de parler ainsi.

La gestion, par le gouvernement, du mouvement étudiant et lycéen est la crite illustration de ce décalage. A chaque étape, le pouvoir a répondu par des habiletés tactiques à une levée en masse qui exigeait la franchise. « Nous sommes ouverts à toutes formes de concertation et de dialogue avec ceux qui ont quelque chose à exprimer et non avec des irresponsables fermés au dialogue », dit aujourd'hui le premier ministre. Ceux qui ont « quelque chose à exprimer » étaient des centaines de milliers dans la rue le 4 décembre. M. Manary leur a d'abord répondu qu'il n'avait rien à leur dire avant, vingt-quatre heures plus tard, de leur parler « avec son cœur » pour leur accorder une demi-

satisfaction dont ils ne voulaient plus.

Une partie, la plus dure, de la majorité et du gouvernement, peut aujourd'hui s'écarter à l'appui et l'entrée en piste de la CGT pour la grève de mercredi aidant - agiter l'épouvantail de mai 1968, en espérant qu'il mobilisera, comme il y a dix-huit ans, la « majorité de la peur ». M. Pasqua, ministre de l'intérieur, invite les militants du RPR à se tenir prêts afin d'appeler les Français. « Si les événements le nécessitent - à défendre la démocratie et la République ».

La majorité, un moment, a flanché. Avant la « déclaration gouvernementale » délivrée par M. Monory, le 5 décembre à la télévision, les dirigeants de l'UDF étaient pratiquement tous d'accord pour réclamer le retrait du projet Devaquet. Ils reprochaient aujourd'hui au gouvernement de ne pas les avoir écoutés. M. Toubon, secrétaire général du RPR, parlait à l'Assemblée nationale de « la juste

revendication » des étudiants. Mais aujourd'hui, nul ne veut plus prendre le risque de provoquer une crise politique, même si les plus loquaces, comme M. Chaban-Delmas, offrent une explication de fond du mouvement - l'atteinte à l'égalité des chances et une société plus juste - qui, a contrario, sonne comme un reproche d'incompréhension adressé au gouvernement.

Si la gestion de la contestation universitaire et le maintien de l'ordre public reviennent au gouvernement, le président de la République a décidé de donner son avis. Il lui appartient de le faire au moment on apparaît une « déchirure » du tissu social de la nation. « La cohésion sociale doit passer avant toute chose. Je donnerai tort, et le pays avec moi, à quiconque usera de la violence », avait-il fait dire samedi soir par son porte-parole, au terme d'un entretien de trente-cinq minutes avec le premier ministre. Quelques heures après la mort de Malik Oussekine, cette déclaration s'adressait aussi bien au ministre de l'intérieur, donc au chef du gouvernement, qu'aux « casseurs » qui, déjà, s'étaient manifestés avant de récidiver quelques heures plus tard au quartier Latin.

Les lycéens. L'entre-jeu a porté ensuite sur les mesures à prendre contre les violences.

Pourtant, M. Mitterrand avait demandé au premier ministre, dès le mercredi 3 décembre, veille de la manifestation des Invalides, le retrait total du projet de loi Devaquet. Pourtant, il le lui a répété samedi soir en ajoutant que ce texte, à ses yeux, est « inopportuniste » et « inutile ». D'une façon générale, on est convaincu, à l'Elysée, que le ministre de l'intérieur cherche à recréer les conditions d'un mois de juin 1968 : tout faire pour que des images de violence provoquent un retournement de l'opinion favorable à la majorité.

La « réécriture » du texte laissé par M. Devaquet aux bons soins de M. Monory pose un problème de procédure qui met en jeu les rapports Elysée-Matignon. Le premier ministre, lundi matin, avait opté pour le dépôt d'amendements du gouvernement devant la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale (ce qui a pour effet, entre autres, d'annuler une partie du travail fait par le Sénat en première lecture). Cette méthode maintenait le projet Devaquet et permet d'éviter de soumettre un nouveau texte

au Conseil d'Etat puis au conseil des ministres. Le pouvoir d'intervention du président de la République sur le projet est, dans ces conditions, nul, puisque le chef de l'Etat ne peut pas user de l'un de ses pouvoirs : le refus d'inscription d'un texte à l'ordre du jour du conseil des ministres.

Les propositions que M. Monory devait soumettre à ses interlocuteurs, enseignants et étudiants, étaient prêtes lundi matin. Elles devaient être examinées en nouvelle mise à l'écart du chef de l'Etat, au cours d'une réunion des ministres de plein exercice en fin de matinée, autour de M. Chirac, et à laquelle M. Pandraud, ministre délégué

chargé de la sécurité, a été associé. La procédure devait être également discutée. M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, reçu la veille par M. Chirac avec M. François Léotard, se prononçait avant la réunion pour le retrait du projet Devaquet.

Le premier ministre envisageait de se rendre, mardi après-midi, devant les groupes RPR et UDF de l'Assemblée nationale. Il devait aussi réunir en fin de semaine de gouvernement au complet à l'Hôtel Matignon pour un conseil de cabinet.

JEAN-YVES LHOMEAU.
PATRICK JARREAU.

A l'Assemblée

Les bruits de l'extérieur

Difficile pour des hommes politiques de s'extraire de l'événement. Pourtant, samedi, pendant que se déroulaient la manifestation de nuit et les incidents du quartier Latin, l'Assemblée nationale a dû débattre de quelques modifications du droit social. Mais il ne lui était pas possible de le faire comme si de rien n'était.

Dès l'ouverture, le matin, M. Jacques Chaban-Delmas prenait l'initiative de présenter les condoléances des députés à la famille du jeune étudiant mort dans la nuit et de suspendre quelques instants la séance en signe de deuil. Socialistes et communistes s'associaient aux déclarations du président de l'Assemblée, « qui nous font honneur », soulignait M. François Auzan (PC, Seine-Saint-Denis). Mais, pour eux, ce n'était pas suffisant. Les uns et les autres demandaient que MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud viennent s'expliquer devant les députés. A 19 h 10, M. Robert Montégut (PC, Val-d'Oise) demandait même que M. Jacques Chirac donne ses explications « à la représentation nationale » plutôt qu'aux militants du RPR.

A plusieurs reprises, M. Pierre Joxe soulignait que l'évolution de la situation justifiait de plus en plus la création de la commission d'enquête sur les ordres donnés à la police, qu'il réclame depuis le jeudi 4 au soir. Le président du groupe socialiste mettait séchement, en cause M. Jacques Toubon, président de la commission des lois, qui doit examiner cette demande : « Il faut examiner la loi, à la Défense et d'organiser un « feu d'artifice » plutôt que d'accrocher les choses, alors que « le Parlement doit pouvoir exercer son droit de contrôle ». Finalement, à 21 h 30, M. Charles Millon, un des proches de M. Raymond Barré, qui présidait la séance, assurait M. Joxe qu'il demanderait à M. Toubon d'inscrire ce sujet à l'ordre du jour de la réunion de la commission du jeudi 11 décembre.

Les téléscripteurs diffusant les dépêches d'agence étaient pris d'assaut par les députés et les collaborateurs des ministres. Chacun venait aux nouvelles, mais les représentants de la droite annonçaient le communiqué de la chancellerie donnant la version officielle des causes de la mort de l'étudiant de Dauphine bien avant sa publication.

Profitant de la présence de nombreux journalistes, M. Lionel Jospin ébauchait un bureau du Palais-Bourbon pour faire, à 18 h 50, une déclaration. Il expliquait que le gouvernement n'avait pas « choisi » entre deux attitudes : « Traiter avec ceux qui expriment le mouvement étudiant avec honnêteté », ou bien « chercher à ruser en comptant sur son dévouement et même y contribuer par l'utilisation de la violence ». Mais déjà il lui demandait de « contribuer à ramener le calme » en changeant « de méthode d'action » et en « effaçant » le projet de loi contesté. Le premier secrétaire concluait : « J'espère que M. Chirac s'exprimera et qu'il

ramènera le calme. S'il ne le faisait pas, d'autres devraient le faire ».

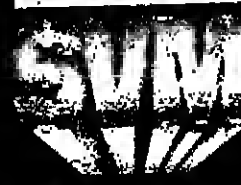
Les députés de droite avaient beau contester l'utilisation des rap- pels au règlement pour évoquer dans l'hémicycle les événements de la rue, eux-mêmes ne pouvaient les oublier.

Th. B.

La mise à l'écart du chef de l'Etat

Selon l'entourage du premier ministre, le président de la République a approuvé M. Chirac d'avoir retiré du projet Devaquet les dispositions contestées par les étudiants et

SCIENCE & VIE



DECEMBRE 86

LES MENSONGES SUR L'AMSTRAD PC

Banc d'essai complet, tests et chiffres à l'appui, SVM l'affirme : l'AMSTRAD PC 1512 est l'un des meilleurs compatibles... et au meilleur prix !



CAPEL n'a pas peur des plus grands que lui

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts

74, boulevard de Sébastopol Paris 8^e

25, boulevard Malesherbes Paris 8^e

Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e

13, rue de la République 69001 LYON

POUVOIRS

1986

39

mai 68

interpréter mai
paradoxes du gauchisme
évolutions communistes
interprétations syndicales
visions gaullistes
brèches
lecture d'Aron
individualisme
messianisme
critiques
à contre-courant

luc ferry
evelyn pisier
claudie journès
denis barbet
paul bacot
edgar morin
gilles lipovetsky
henri weber
cornélius castoriadis
bernard lacroix

Publié avec le concours du C.N.R.S.

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

"NOUS SOMMES FONCTIONNAIRES"...



...ET NOUS SOMMES A LA PRÉFON !

- La Caisse Nationale de Prévoyance de la FONction Publique est un organisme à but non lucratif créé pour les agents de la Fonction publique.
- Elle gère des régimes de Retraite et de Prévoyance garantis par les quatre plus grandes sociétés d'assurances : La Caisse Nationale de Prévoyance, l'U.A.P., le G.A.N. et les A.G.F.
- La sécurité et la rentabilité sont les caractéristiques essentielles de ces régimes particuliers. Les cotisations de retraite bénéficient d'une déduction fiscale intégrale.
- Pour votre retraite.
- Pour votre épargne.
- Pour la sécurité de votre famille.

Adressez-vous directement à la PRÉFON, votre interlocuteur particulier pour la retraite et la prévoyance.

PRÉFON
95, rue de Courcelles - 75017 Paris
16-(1) 42.27.51.84

Nombreux avantages fiscaux

PRÉFON : LA PRÉVOYANCE QUI FONCTIONNE.

Mais oui !
CAPEL
habille aussi
les petits

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts

74, boulevard de Sébastopol Paris 8^e

25, boulevard Malesherbes Paris 8^e

Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e

13, rue de la République 69001 LYON



Les réactions politiques à la contestation étudiante

A l'occasion du dixième anniversaire du RPR

M. Chirac dénonce « les tentatives de déstabilisation » et se déclare « ouvert à toute forme de dialogue »

Le dixième anniversaire de la fondation du RPR, célébré le samedi 6 et le dimanche 7 décembre, a été dominé par le problème de la réforme universitaire, les manifestations de jeunes, le mort de samedi et les « cas-seurs » du lendemain au quartier Latin. M. Jacques Chirac a lancé un appel au calme, « un appel du cœur et de la raison »

« Fête de l'enthousiasme », annonçaient les cartons d'invitation pour la célébration, le samedi 6 décembre, du dixième anniversaire de la fondation du RPR.

Les manifestations d'étudiants pendant les trois jours précédents, la mort de l'un d'eux la veille au quartier Latin, avaient de quoi refroidir cet « enthousiasme » prévu à grand renfort de publicité par le parti que préside M. Chirac depuis la 5 décembre 1976.

Ce jour-là, il y a dix ans, la création, à la porte de Versailles, par l'ancien premier ministre de M. Giscard d'Estaing, d'un rassemblement néo-gaulliste, avait été dérangée par une grève des ouvriers du Livre du Parisien libéré.

Le 6 décembre 1986, l'ambiance

était bien plus alourdie et nettement dramatique, avec les protestations des étudiants contre la loi Devaquet, leur réaction contre M. Chirac lui-même et après la tragédie de la rue Monsieur-le-Prince.

Dans le vaste hall de béton du palais du CNIT à la Défense, l'ambiance s'en est naturellement ressentie. Il aurait été évidemment mal senti que retentisse l'Hymne de la Joie, à la confiance et à l'espoir, que les organisateurs avaient prévu.

Il aurait été choquant qu'après un dîner qui devait être succulent, les militants du parti majoritaire dansent toute la nuit.

Aussi, dès l'ouverture de « la fête », samedi, M. Toubon, secrétaire général du RPR, indiquait aux quelque quarante mille militants

présents qu'il s'agissait seulement de célébrer un anniversaire, car « on peut être en même temps ici et avoir l'esprit ailleurs ; notamment auprès de ceux qui sont au quartier Latin ». Il se disait aussi « bouleversé, attristé et stupéfait » par le mort de la veille.

Le spectacle — on ne pouvait tout annuler in extremis — s'est déroulé dans une ambiance irritable, saluée d'applaudissements de politesse, en présence notamment de M. Lecœur, président de l'UDF, et de M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, un peu interrogé de se trouver là en service commandé. Après les attractions devenues désolées, offertes comme ça apaisant, avec l'arrivée de M. Chirac et de M. Chaban-Delmas

et en lançant un appel aux militants du RPR à se tenir prêts à s'opposer éventuellement à ceux qui menacent le gouvernement et les institutions. Les motions soumises au congrès sur la réforme des statuts, sur la confiance à M. Chirac et sur la « participation », ont recueilli entre 95 % et 98 % des suffrages exprimés.

— ce dernier illustrant éloquentement son accord avec le président du RPR — la réalité a repris ses droits. Surtout lorsque le premier ministre a, en quelques phrases, dit qu'il comprenait « l'angoisse des jeunes », et évoqué les manifestations en espérant « qu'elles ne dégénèrent pas dans une violence qui ne s'est déjà que trop développée ».

La fête était cassée. La gravité remplaçant l'enthousiasme. La politique revenait en force. Surtout pour le congrès extraordinaire du dimanche matin, devant seulement les cinq mille délégués du mouvement, après les scènes d'émeutes et la nouvelle nuit de violence au quartier Latin.

(Lire la suite page 10.)

Privés de fête...

C'était pu être une si belle fête ! Le RPR s'était mitonné un dixième anniversaire aux petites bougies, entre soi, dans cette grande bulle de béton du CNIT, d'où le monde extérieur se résume à un ciel sans couleur et quelques formes vagues. Mais voilà, « les événements, les circonstances », comme les qualifie pudiquement M. Jacques Chirac, en ont décidé autrement. On avait prévu des majorettes ; elles levèrent, malgré les événements, leurs surréalistes gambettes. On se partagea tout de même le gâteau. Mais, « qu'on soit de droite ou de gauche, on a le même cœur », explique une attachée de presse du RPR. Et, autant le dire : ce cœur-là manquait à la fête.

En signe de deuil, donc, M. Jacques Toubon décida d'annuler le bal prévu samedi soir. A la grande fureur de Richard, élève de première dans un lycée privé : « Ce n'est pas parce que des petits gauchistes s'amusent que toute la France doit se mettre en deuil. Cela dit, si l'on ne l'avait pas annulé, les journaux de gauche auraient fait de grands titres : « Le RPR fête les morts ». « Tous les ans, des gens dansent à la fête de l'Unité pendant que les Russes occupent l'Afghanistan », renchérit Jean-François, étudiant de première année de droit à Malakoff. « Il y aurait de meilleurs motifs de ne pas danser, assure un autre étudiant de Malakoff, comme la faim dans le monde. Il y a des gens qui ont fait des sacrifices pour venir ici. Pourquoi les priver de la fête ? » Dix ans, c'est quand même important, soupire une lycéenne d'Orléans, avec des moues d'adolescentes privées de surboom.

« Comme par hasard c'est un Arabe »

Etudiants en première année de droit à Nanterre, Sophie, elle, ne s'indigne pas de l'annulation des festivités : « Ce n'est pas possible que des gens s'amusent avec ce qu'il se passe », explique la jeune fille, qui porte en évidence un autocollant de l'UNI : « Non à la grève politique PC-PS ». Option partagée par une de ses camarades de Nanterre : « En plus, cela montre que nous ne nous sentons pas responsables de cette mort ».

Saisissant contraste. A la tribune, des ministres visiblement désemparés, multipliant les apertés, les conciliabules : « Tout cela, c'est comme si un bloc de béton nous était tombé sur la tête », confie Roger Romani, président du groupe RPR au Sénat.

Des diseurs qui baissent comme au gré du vent, entre la main tendue et la menace de la matraque. Mais en bas, le sable, elle, n'applaudit que la matraque. Elle acclame debout, seul parmi les ministres présents, Charles Pasqua qui condamne « les loubards, les pillards et les agitateurs ». C'est ainsi : la base RPR, avant tout, a soit d'ordre.

Et surtout les étudiants : « Nous, les gauchistes, on les a sur le dos à longueur de journée », explique Sophie. Quand on suit nos cours, ils viennent nous interrompre, monopolisent la radio, nous empêchent de nous exprimer. En plus, le suis sûre que trois sur quatre des grévistes ne savent même pas pourquoi ils font grève. Quant à la mort du jeune Malik : « A la télé, explique Richard, j'ai entendu qu'il était mort d'une crise cardiaque à cause d'une maladie rénale. D'abord, avait-il l'autorisation de manifester ? Quand on va manifester à 22 h 30, on sait à quoi on s'expose. Et, comme par hasard, c'est un Arabe. Est-ce une coïncidence ? Il est mort vingt fois moins que nous en France, mais il y en a autant en Israël ».

Surprenant hasard, Richard se trouvait d'ailleurs à la grande manifestation de jeudi : « J'accompagnais un ami. J'y ai vu arriver des gens d'une quarantaine d'années suivis par des Arabes avec des barres à mine ».

Autant dire que M. Charles Pasqua, quand il fustige les gauchistes et les anarchistes de tout poil, de toute nationalité, interpelle par la police, fait vivre cette jeunesse-là à l'union de ses aînés. « Je ne vois pas ce que SOS racisme vient faire dans les manifestations étudiantes », dit Jean-François. C'est un mouvement scandaleux dirigé par des commandés de gauche qui a essayé de culpabiliser la France ».

Dans son malheur, le RPR est une consolation. Le hasard n'est pas fait pour les choses. La dernière personne qui a été au mouvement, ce vendredi soir, fut une étudiante de troisième cycle à l'université Dauphine, Nathalie Simon, vingt-quatre ans. Une jolie bûcheuse sur mesure qui vient expliquer à la tribune, dans un discours qui sentait bon la spontanéité fabriquée, que « l'avenir se construit par le travail et l'effort, pas par la facilité et le rappel que, en 1983, nous avons manifesté contre Serny, mais sans jeter de pavés ni brûler de voitures ». Belle rectrice, assurément. Si belle que le service de presse du RPR fit barrage autour d'elle pour protéger cette fleur fragile des intervieweurs. De peur qu'on lui fasse le coup du Washington Times ?

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Le sort de M. Devaquet

M. Alain Devaquet, ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, a été reçu par M. Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville, le dimanche 7 décembre en début de soirée, à la suite de la lettre qu'il avait adressée la veille au premier ministre lui demandant d'« accepter sa démission ». Celle-ci a été acceptée et devait être rendue publique lundi après-midi.

C'est au président de la République qu'il appartient constitutionnellement de nommer les membres du gouvernement et de mettre fin à leurs fonctions sur proposition du premier ministre. Le 9 juin 1974, M. Valéry Giscard d'Estaing avait mis fin, à la demande de M. Jacques Chirac, aux fonctions de M. Jean-

Jacques Servan-Schreiber, ministre des réformes, qui n'était pas démissionnaire.

Le 4 avril 1985, M. Michel Rocard ayant annoncé sa démission des fonctions de ministre de l'Agriculture, le président de la République avait, dans un décret, « sur la proposition du premier ministre », nommé à ce poste M. Henri Nallet, « en remplacement de M. Michel Rocard ».

Dans le cas de M. Devaquet, le secrétaire général du gouvernement devait soumettre au président de la République un projet de décret mettant fin aux fonctions du ministre délégué.

« La mort injuste et douloureuse d'un étudiant »

M. Chirac a notamment déclaré dimanche, dans son discours de clôture : « On ne peut pas dire non au changement quand il est nécessaire. Des universités qui produisent en si grand nombre des non-diplômés, c'est-à-dire des frustrés, qui produisent des chômeurs sans tenir vraiment compte des besoins actuels de notre économie et de notre société, faut-il ne pas s'en préoccuper et laisser trop de jeunes s'engager dans des voies qui ne seraient que des impasses ? Il est légitime qu'une jeunesse inquiète exprime son désarroi devant le problème du chômage. Mais il est inacceptable et plus encore pervers que cette inquiétude donne lieu à des débordements où règne la violence pour la violence, avec les conséquences que nous déplorons tous. Les événements de ces jours derniers ont conduit à des affrontements qui ont entraîné la mort injuste et douloureuse d'un étudiant et provoqué de nombreux blessés parmi les policiers, les gendarmes, les manifestants étudiants et lycéens. Nous en sommes choqués et même bouleversés. Si le droit de manifester est légitime et si nous entendons bien qu'il soit respecté, je rappelle que nous ne pouvons accepter des provo-

cations délibérées, les dégradations qui ont été faites, l'agression contre les forces de l'ordre et contre les citoyens les plus fragiles. La violence, nous la déplorons et nous la condamnons, quelles que soient les victimes. Elle ne résout rien, ne fait qu'exacerber les passions, ne fait qu'ajouter aux difficultés. Je lance un appel du cœur et de la raison au calme et à la responsabilité de chacun. Ceux qui, jeunes et moins jeunes, casqués et armés, souvent étrangers au monde étudiant, se livrent à de multiples provocations et exactions s'attaquent aux principes mêmes de notre démocratie. Ils ne souhaitent pas que le gouvernement réussisse. Soit, c'est, leur droit. Mais ils ne souhaitent pas non plus que la France réussisse. Nous n'accepterons ni le désordre ni les tentatives de déstabilisation menées par des minorités casquées. Nous ne nous laisserons pas arrêter dans l'œuvre que nous avons entreprise : la construction progressive et réaliste d'une France nouvelle, généreuse et moderne. Nous sommes ouverts à toutes formes de contacts et de dialogues. Nous recherchons des solutions équilibrées avec ceux qui ont quelque

chose à exprimer. Nous souhaitons que se dégagent parmi eux ceux qui ont la même bonne volonté pour déterminer ensemble l'intérêt de la France ».

« Gauchiste et anarchiste de tout poil »

Avant le premier ministre, M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, avait déclaré : « Il n'y a pas de liberté sans responsabilités et, pour garantir la liberté, il faut prendre des mesures afin d'éviter des débordements et faire preuve d'autodiscipline. Les premières manifestations se sont déroulées dans une atmosphère paisible sans intervention de la police, jusqu'au moment où des éléments venus exprimer se sont infiltrés pour provoquer des incidents, en attaquant délibérément les forces de l'ordre. Il y a eu des blessés des deux côtés. Le bilan établi à cent-soixante-dix membres des forces de l'ordre. La mort de l'étudiant qui est survenue ne peut que nous remplir d'une profonde tristesse, d'une grande colère et d'une grande amertume. Il faut distinguer entre les étudiants et les casseurs ». M. Pasqua a précisé qu'au cours de la nuit de samedi à dimanche, au quartier Latin, cinquante-huit fonctionnaires de police avaient été blessés dont cinquante CRS, deux gendarmes mobiles et trois commissaires de police, ajoutant : « Quatre CRS sont actuellement dans un état grave ».

Le ministre a poursuivi pendant deux heures : « Le quartier Latin a été livré aux loubards, aux pillards et aux agitateurs. Nous ne pouvons pas le tolérer. Il nous appartient de maintenir l'ordre. Nous le ferons avec calme et résolution. Mais, aujourd'hui, les mesures de maintien de l'ordre ne suffisent pas. Ce que je vois se mettre en place derrière les lycéens et étudiants, inquiets et généreux, abusés et débordés, ce sont les professionnels de la déstabilisation, gauchistes et anarchistes de tout poil et de toutes nationalités, comme le prouvent les dernières interpellations. Ce sont des revanchards, ceux qui refusent le verdict du suffrage universel, ceux qui manipulent et trahissent la vérité au travers des médias, ceux qui veulent, par la rue, renverser le gouvernement et les institutions de la V^e République. Face à ces agissements, vous pouvez compter sur Robert Pandraud, sur moi-même, sur le gouvernement et sur Jacques Chirac. Oui, nous tiendrons, mais en ce qui vous concerne, militants du rassemblement, tenez-vous prêts,

si les événements le nécessitent, d'appeler les Français à défendre avec nous la démocratie et la République ».

M. Balladur : « donner l'espoir »

M. Edouard Balladur a surtout insisté sur l'action économique du gouvernement depuis neuf mois, en disant : « Notre vocation n'est pas de rester à l'abri. Nous avons maintenu et nous avons construit, et nous pouvons être fiers de l'œuvre accomplie ». Il a cité en exemple « la privatisation qui a réalisé la démocratie économique en développant le capitalisme populaire, comme vient de le montrer le résultat obtenu par la vente de Saint-Gobain. Nous avons ainsi redéfini la place de l'Etat et modernisé la démocratie. Notre œuvre ne doit pas être remise en cause, ne nous laissons pas détourner de la route droite et ayons confiance en nous-mêmes et en la France ». Le ministre d'Etat a affirmé : « Il faut donner l'espoir à une jeunesse qu'inquiète l'avenir en lui offrant un système de formation qui la prépare mieux à assumer ses responsabilités dans la société ».

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, après avoir dressé le bilan de dix années d'existence du mouvement, a déclaré : « Dans le domaine de la politique sociale, tout le monde comprend que la priorité est d'emploi et à la protection d'un système équilibré de sécurité sociale. C'est une sorte de nouveau consensus qui s'ajoute à celui réalisé sur la défense et sur les institutions. Face aux problèmes d'éducation, de drogue, de nationalité, de protection sociale, il y a, d'un côté, les partisans du laisser-faire et, de l'autre, ceux qui ne veulent pas subir, mais transformer la société pour en faire une société plus accueillante, plus ouverte et en prise directe sur le monde. Cela nous amène à défendre des valeurs telles que celles du mérite, de la maîtrise de soi, de l'autonomie, de la réussite dans le respect de l'égalité des chances ». A propos des problèmes de l'éducation nationale, M. Toubon a déclaré : « Aidons les élèves sincères à dialoguer avec les pouvoirs publics et dénonçons ceux qui ne songent qu'à utiliser la force et qui, dans la violence, défigurent un mouvement qui est sympathique. Prenons nous-mêmes le parti de la vérité, soyons aussi clairs que fermes ».

Les procréations artificielles

Nouveautés

■ **LES PROCRÉATIONS ARTIFICIELLES**

Sous la direction de Marie-Odile Ainoit
Coll. des Rapports officiels, 145 F

■ **ÉTHIQUE ET RECHERCHE BIOMÉDICALE**

Comité consultatif national d'éthique,
Rapport 1985, 70 F

■ **ÉTHIQUE ET BIOLOGIE**

CNRS Coll. « Cahiers S.T.S. » n° 11, 90 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire - Paris 7^e Tél: (1) 42 61 50 10



FRANÇOIS MITTERRAND

UNE INTERVIEW EXCLUSIVE
DE JEAN-PIERRE ELKABBACH

MARDI 9 DECEMBRE DE 18 H A 20 H

sur
EUROPE 1

ante

... Le Monde • Mardi 9 décembre 1986 9

DECROCHEZ L'AMERIQUE



Le fil du téléphone vous aide à resserrer
les liens avec vos partenaires outre-Atlantique.
Le téléphone, c'est la ligne la plus directe

entre hommes d'affaires, et businessmen.
Appelez l'Amérique ! C'est facile, grâce
à la coopération entre les Télécoms et AT&T,

leaders mondiaux des Télécommunications..
Appelez l'Amérique et faites plus souvent
votre numéro aux Américains.



Young & Rubicam BB



Les réactions politiques à la contestation étudiante

M. Chirac dénonce «les tentatives de déstabilisation» et se déclare «ouvert à toute forme de dialogue»

(Suite de la page 8.)

Les responsables du RPR ont été prompts à saisir la nouvelle donne ainsi créée. Alors que depuis vendredi ils avaient tenté de désamorcer la protestation étudiante en retirant du projet Devaquet les dispositions contestées, ils avaient l'occasion de se placer sur un autre terrain. Tous les orateurs du dimanche matin ont donc voulu dissocier les étudiants des « casseurs », opposer les inquiétudes légitimes des jeunes au déchaînement de la violence, pour mieux montrer à quels risques de manipulation, de détournement et de récupération s'exposaient les manifestants s'ils poursuivaient leurs démonstrations de masse.

Chacun a ainsi exprimé sa compréhension envers l'angoisse de la jeunesse, pour appeler avec plus d'insistance à la concertation. Le RPR reconnaît qu'il doit « mieux faire passer son message », comme l'a dit M. Pons, ancien secrétaire général et ministre des DOM-TOM, un peu étonné de tant d'incompréhension, mais n'insistant pas à la mettre au compte de ceux qui veulent « encadrer politiquement » les jeunes, et qui « refusent toute évolution ».

Un hommage a été rendu à M. Alain Devaquet par plusieurs orateurs, et notamment par M. Chirac, alors qu'aucun n'a cité le nom de M. René Monory. Il est vrai que plusieurs membres du gouvernement se disaient étonnés par les jugements portés par le ministre de l'Éducation sur son ministre délégué aux universités, rappelant qu'il avait refusé d'annoncer formellement le « retrait » des dispositions contestées du projet de loi, comme le lui avait demandé M. Balladur

vendredi. Ils soulignaient que son comportement, tout au long de cette crise, n'avait pas toujours été constant.

Un rappel à davantage de cohésion, mais qui avait valeur d'avertissement à peine voilé, a été fait par M. Pons lorsqu'il a dit : « Nos partenaires de l'UDF doivent savoir que le pacte majoritaire les engage autant que nous-mêmes ».

C'est M. Charles Pasqua qui a reçu le plus de coups de cœur devant les militants RPR - l'ovation la plus fournie lorsqu'il a affirmé : « Nous tiendrons ! », lorsqu'il a rendu hommage à l'étudiant tué et à tous les blessés et lorsqu'il a fait une distinction entre les vrais étudiants et « les louards, pillards et agitateurs ». Le ministre de l'Intérieur a ouvert le débat en ennuisant les « revanchards » qui veulent « déstabiliser les institutions de la République », prenant à son tour la responsabilité de politiser et de dramatiser la situation.

M. Pasqua a aussi pris le risque de faire croire à un amalgame rapide, trop rapide, entre les casseurs et les adversaires du gouvernement qui voudraient le renverser. C'est pourquoi il a appelé les militants RPR à défendre en cas de besoin, « la démocratie et la République ». Un instant, fortuitement, n'aurait-il pas dû se souvenir de l'appel au peuple lancé pour la manifestation du 30 mai 1968.

M. Chirac était naturellement le plus attendu (la confiance du RPR lui a été renouvelée par 96,30 % des voix). Et il avait été annoncé par plusieurs orateurs comme le futur candidat à l'Élysée, voire même comme le futur président. Le pre-

mier ministre, qui avait rencontré M. Mitterrand la nuit précédente, s'est dit « choqué et bouleversé » par la mort « injuste et douloureuse » d'un étudiant, et il n'a condamné avec force les violences « quelles qu'elles soient les victimes ».

M. Chirac, comme l'avait fait savoir la veille le président de la République, réprovoque donc les brutalités d'où qu'elles viennent.

Ayant fermement dénoncé « les tentatives de déstabilisation menées par des minorités casquées », M. Chirac a renouvelé avec insistance son offre de dialogue et de concertation avec les étudiants. Le président du RPR s'est toutefois gardé de toute dramatisation excessive et de toute dénonciation approximative. Il ne s'est pas plus prononcé précisément sur le destin du projet de loi qui a provoqué cette crise politique. Il a plutôt lancé des appels au calme, au sang-froid, à la raison et à la réflexion.

C'est donc autant à l'opinion publique qu'aux seuls étudiants, que s'adresse désormais le gouvernement en prononçant à la fois la fermeté et le dialogue. M. Chirac d'ailleurs, n'a consacré l'essentiel de son discours à dresser le bilan de l'action décadennaire de son mouvement et des réalisations de son gouvernement depuis le 20 mars.

Car ce dixième anniversaire du RPR, dénoté par les manifestations étudiantes et surtout par leur dévoiement, constitue pour les chiraquiens une étape dans la mise en œuvre de leur doctrine, celle de la participation, de la démocratie économique et d'une « société de liberté ». Et une autre étape également, sur la trajectoire présidentielle de leur chef de file, dans lequel ils ont toujours la même foi.

ANDRÉ PASSERON.

M. Chaban-Delmas : la jeunesse veut une société plus juste

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 7 décembre, M. Jacques Chaban-Delmas, qui venait de souffler avec M. Chirac les dix bougies du gâteau d'anniversaire du RPR, a proposé une méthode pour la concertation avec les étudiants : « Il faut, a-t-il dit, déclencher une large consultation sur ce qui doit devenir l'université dans le futur. Je verrais assez bien des forums par région ».

« C'est l'intérêt des étudiants que les universités soient bien organisées. Je pense qu'ils seront assez avisés, après avoir obtenu satisfaction sur les points les concernant, pour comprendre que la concertation est ouverte et qu'il faut y venir. Le gouvernement a décidé d'empêcher le projet de loi de tout ce qui constatait que le gouvernement proposait cette concertation et je m'en réjouis. Il l'aurait proposée plus tôt, ça aurait été sans doute différent ».

Les exploits de M. Pasqua

Quand éclata la fronde étudiante, le plupart des parents Français étaient déjà inquiets. Ils avaient du mal à mettre de l'ordre dans leurs idées. La nouvelle majorité parlementaire donnait l'impression, en effet, de faire fonctionner les pendules à l'envers.

Ils repurent le coup de grâce à la lecture de l'éditorial consacré aux manifestations lycéennes et étudiantes, dans le *Figaro Magazine* du samedi 6 décembre, par le docteur Louis Pauwels. On ne peut imaginer ce que furent leurs effres ce week-end là. Toute une journée — et toute une nuit ! — ils éplurent leurs enfants, comme ils l'eussent fait en présence d'extraterrestres, pour tenter de décoder sur leurs visages les effets ravageurs de ce « SIDA mental » dont ces chers petits étaient affligés puisque tel était le diagnostic révélateur (le *Monde* daté 7-8 décembre).

L'idée qu'ils aient pu si longtemps, sans se douter de rien, nourrir en leur sein une génération de dévils profonds, aptes seulement, désormais, à fournir « à la fois avec quoi le socialisme fait son vinaigre », leur était insupportable par ces temps de « nouvelle droite » triomphante. Qui a parlé de la mort des idéologies ?

Certes, ces parents angoissés se consolidaient un peu, en observant que le postulat édicté si brillamment défendu par le docteur Pauwels — et affiché dès le samedi 6 décembre sur les murs de nombreuses universités — avait le mérite de prouver à posteriori les craintes exprimées par les jeunes manifestants à propos de la philosophie ultra-libérale inspirant le projet de loi à l'origine de la fronde... La chose, toutefois, n'y était pas du tout : pouvait-on se

consoler d'avoir des enfants atteints de « tous les virus décomposants » ?

Puis, Charles Pasqua, le dimanche 7 décembre, parla. Le ministre de l'Intérieur souligna tous les parents en établissant un contre-diagnostic : cette fièvre des jeunes n'était qu'un regain du « mal de mai 68 ». Puisque épidémie il y avait, il suffisait, pour y remédier, de neutraliser les virus transmis par les « professionnels de la subversion ». On pouvait faire confiance à Charles Pasqua. N'avait-il pas, déjà, en 1968, « sauvé » la France de l'anarchie ? N'avait-il pas, d'ailleurs, consacré lui-même, quelques années plus tard, une bande dessinée à son propre exploit ?

Incomprise, depuis deux semaines, cette fronde lycéenne était enfin magistralement ramenée à un cas négure identifié par

le général de Gaulle : la « chélie ». Ouf !

Dès lors, tout devenait clair : aux mêmes maux les mêmes remèdes. Il suffisait de mobiliser la « majorité silencieuse » en arguant du vandalisme des « gauchistes » pour susciter un réflexe de peur dans l'opinion publique, en appeler à « la défense de la démocratie dans la République » pour préparer d'éventuelles élections anticipées.

Il ne restait plus qu'à convaincre le président de la République, M. François Mitterrand, de faire un nouveau geste « cohabitationniste », en se rendant très discrètement à Baden-Baden, comme son illustre prédécesseur, pour s'assurer du loyalisme des troupes françaises basées en Allemagne, au cas où...

ALAIN ROLLAT.



MAI 68 : C'EST L'ANARCHIE. Charles Pasqua est à l'origine de la réaction contre l'anarchie et est l'un des créateurs des Coités pour la défense de la République.



Extraits d'une bande dessinée consacrée par Charles Pasqua à sa propre carrière lors de la campagne législative de 1973 dans les Hauts-de-Seine.

Dans la presse parisienne

Les fantômes de mai 68

Avec l'entrée en scène des casseurs, l'empoignade politique et la montée en ligne des syndicats, la presse retrouve ses manes. Photos, gros titres, éditoriaux...

Alain Peyrefitte accuse, dans le *Figaro* du 8 décembre : « On est loin de l'université, on est dans l'émeute (...). Les organisateurs des manifestations de la semaine dernière se sont montrés incapables d'empêcher qu'elles ne tournent mal ». Les fantômes de mai 68 reviennent : « Puisse le gouvernement ne pas manquer de la fermeté qu'exigent les circonstances. Puisse la majorité le soutenir sans faiblesse. Puisse l'opposition de gauche se souvenir du sort que les urnes lui ont réservé en juin 68 ».

En écoutant Charles Pasqua appeler à la défense de la République et de la démocratie, le *Matin de Paris* se croit lui aussi revenu dix-huit ans en arrière. Mais à rôles inversés. Face à « un gouvernement

qui finisse et divise », écrit Christian Fauvet, c'est à François Mitterrand qu'il appartient de rétablir l'unité nationale. « Dès lors que la France plonge dans le drame, un article de la Constitution s'impose à lui : il est le garant de l'unité nationale et de la paix civile ».

« Crise », titre *Libération* en caractères d'affiche. Serge July explique en quoi la « cohabitation » est inapte à résoudre ce type d'affrontements : « En neutralisant l'opposition politique, soucieuse de ne pas gêner la marge de manœuvre présidentielle, elle a laissé le champ libre aux mouvements de société qui n'entraient pas dans la mécanique politique de la coexistence ». Pour le directeur de *Libération*, l'image de présidentielle de Jacques Chirac a été éblouissante. « S'il veut éviter une nouvelle aggravation de la crise, le gouvernement doit retirer la totalité du projet Devaquet » et « sanctionner » les responsables de la répression policière.

La manipulation selon l'« Humanité-Dimanche »

La chronique de la « manipulation » vient de s'enrichir d'une nouvelle pièce. M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, affirmait, le vendredi 5 décembre (sans crainte de malheur l'histoire), que le mouvement étudiant était manipulé par des « trotskistes proches du Parti communiste » en même temps que de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). M. Louis Pauwels y voyait, le lendemain, la main d'anciens trotskistes lambertistes du Parti communiste internationaliste (PCI) passés au PS, « un événement passé inaperçu » aux yeux du *Figaro Magazine* (le *Monde* du 11 juin et du 1^{er} octobre).

L'Humanité-Dimanche, dans 32

dernière livraison, dévoile la marque « de diverses personnalités socialistes ou de la FEN ». François Hillaum, éditorialiste de l'hebdomadaire communiste, les accuse « de chercher à tirer la couverture à elles et d'inciter (le mouvement étudiant) à des formes d'actions qu'il reproche » en lui imposant « des slogans qui ne sont pas les siens ».

Cette attaque frontale contre le PS dans la seconde édition de l'Humanité-Dimanche, samedi, est d'autant plus curieuse que l'éditorial de la première édition, jeudi, soutenait précisément le contraire. Sous le titre « Une bouffée d'oxygène », Magali Jauffret soulignait la « volonté farouche de ne pas se faire récupérer » de ces étudiants qui « ne souffrent pas qu'on décide à leur place ». Et d'ajouter : « Aucune manœuvre n'a pu les distraire de leur rassemblement sur l'objectif très clair, très précis » du retrait du projet de loi Devaquet.

Que s'est-il donc passé entre jeudi et samedi pour expliquer un tel revirement ?

Depuis la manifestation organisée par la FEN, le 23 novembre, pour laquelle la Vie ouvrière, hebdomadaire de la CGT dirigée par M. Louis Vianet, avait précisé qu'il n'y avait pas lieu « de donner suite aux sollicitations dont les organisations de la CGT sont l'objet », l'Humanité,

a consacré la quasi-totalité de ses « unes » au mouvement des étudiants et des lycéens.

Si le quotidien communiste a dénoncé « la tentative grossière de récupération par le PS » de cette démonstration de la FEN, en revanche, il s'est attaché à démentir l'indépendance, l'autonomie, le refus de la récupération et de la manipulation du mouvement étudiant. Dans le même temps, il soulignait que « l'Élysée n'avait rien trouvé à redire » au projet Devaquet pour en conclure que le président de la République « ne cherche donc nullement à cautionner l'agitation étudiante ». Pour ce qui concerne le PCF, l'Humanité rappelle, chaque jour, la volonté des communistes de respecter le mouvement dans son autonomie.

Samedi 6 décembre, jour de l'éditorial accusateur de l'Humanité-Dimanche, Claude Cahen signalait l'éditorial de l'Humanité quotidienne dans lequel on pouvait lire que M. Monory, s'exprimant à la veille à la télévision, s'était « bien gardé d'accuser grossièrement le mouvement des jeunes d'être manipulé ou de contester la représentativité de ses dirigeants élus ». Après le *Figaro-Magazine*, l'Humanité-Dimanche n'est-elle maintenant démasquée un chef d'orchestre clandestin... rue de Solferino ?

O.B.

La lettre d'information de Michel Rocard



CONVAINCRE

20 numéros par an, au tarif de 150 F abonnement normal et à partir de 500 F abonnement de soutien.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____

Envoyez ce bon avec votre règlement sous enveloppe affranchie à : CONVAINCRE, 266 bd Saint-Germain 75007 PARIS



L'ANGLAIS A OXFORD

Stages intensifs individuels à Oxford, toute l'année, toute durée, pour écrit et oral : BAC - HEC SCIENCES-PO DEUG - LICENCE CAPES



EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness - San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration
Reconnu par l'état de Californie. Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P....

Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

2^e CYCLE Intensif : Coursus spécifiques de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sélections : European University of America
3, imp. Royer Collard (M. Luxembourg), 75005 Paris - (1) 46 34 66 06

Communiqué par European University of America - San Francisco - Californie.



LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire - Paris 7^e Tél: (1) 42 61 50 10

A l'Assemblée nationale

Fin du débat sur le remboursement de l'IVG

Le gouvernement a mieux franchi l'épreuve qu'il ne le redoutait : son refus que soit soumis au vote les amendements supprimant le remboursement de l'IVG n'a entraîné que cinq déflections dans sa majorité lors de l'adoption du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social, à l'Assemblée nationale, dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7 décembre. Si M^{me} Michèle Barzach n'a pas convaincu les nombreux membres du RPR et de l'UDF qui — comme ceux du Front national — souhaitent la fin de ce remboursement, elle a su trouver les mots qu'il fallait pour justifier ce refus.

Comme l'a dit M. Jacques Barrot, président de la commission des affaires sociales, et porte-parole de l'UDF, « nous devons plus que jamais dans les circonstances actuelles apporter au gouvernement le signe tangible du soutien de sa majorité ». M. Jacques Godfrain (RPR, Aveyron) a confirmé que l'approbation globale de ce texte était « un vote pour le gouvernement », alors que nombre de ses amis étaient toujours réticents devant la solution retenue pour le dossier de l'IVG. Quant à M. Michel de Rostolan (FN, Essonne), il a justifié le vote négatif de son groupe en expliquant que le gouvernement, par le recours au « vote bloqué », voulait « masquer le fait qu'il avait eu besoin des voix de gauche » pour empêcher l'adoption des amendements supprimant le remboursement de l'IVG.

Après la présentation de ceux-ci, samedi matin, M. Séguin avait en effet demandé la « réserve » sur leur vote puis, dans la nuit, demandé un « vote bloqué » sur l'ensemble de son projet de loi, modifié par divers amendements mais à l'exclusion de ceux sur l'avortement. Son projet fut alors adopté par 288 voix (RPR, UDF) contre 283 (PS, PC, FN). Aucun membre de la majorité ne vota contre ce texte, ni ne s'abstint. Simplement, MM. Jacques Baupré (RPR, Hauts-de-Seine), Pierre Mauger (RPR, Vendée), Jean Valéix (RPR, Gironde), Pierre Baudia (app. UDF, Haute-Garonne) et Jean Diebold (NI, Haute-Garonne) refusèrent de participer à ce vote. Auparavant, M^{me} Barzach avait expliqué que, dans un domaine sensible, « chacun doit respecter les choix des autres », que la loi de 1975 laissait persister des inégalités financières et que la solution du remboursement retenue en 1982, était « la moins mauvaise » ; elle avait d'ailleurs remarqué que, depuis, le nombre d'avortements avait diminué. La gauche ne put que se féliciter de ses propos. M^{me} Maguette Jacquaint (PC, Seine-Saint-Denis) soulignant « leur intérêt » et M. Pierre Joxe « leur honnêteté intellectuelle ». M. Barrot y rendit aussi hommage mais demanda que le gouvernement fasse tout « ce qui est en son pouvoir pour faire reculer l'IVG et pour que toutes les femmes qui ont envie de garder leur enfant puissent le faire ». Le dossier est clos à l'Assemblée nationale, mais le Front national a prévenu qu'il le continuerait dans le pays.

Comme toujours, la discussion d'un texte « fourre-tout » sur la législation sociale fut l'occasion, pour les uns et les autres, de demander diverses améliorations de la législation sociale. Le gouvernement put, pour certaines d'entre elles, obtenir que les membres de sa majorité attendent que l'affaire soit réglée dans un cadre plus général, mais pour d'autres, nombreuses, il accepta des modifications législatives immédiates.

● **Situation des veuves** : à la demande d'Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes), il fut admis que les excédents du Fonds national d'assurance-veuvage serviraient à améliorer la couverture sociale des veuves que celles de plus de cinquante ans bénéficiaient de modalités particulières, que celles qui en avaient besoin pourraient bénéficier d'une avance en attendant le calcul définitif de la pension à laquelle elles avaient droit.

● **Augmentation des retraites** : le gouvernement fit décider que les pensions de retraite, en attendant un nouveau mode de calcul, augmenteraient de 1,8% au 1^{er} janvier 1987 et de 1% au 1^{er} juillet 1987. La gauche s'y opposa en constatant que cela consacrait l'idée que les pensions n'augmenteraient plus comme les salaires, mais comme le coût de la vie.

● **Aide médicale** : M. Savy fit admettre que les bénéficiaires de l'aide médicale pourraient se faire soigner dans des établissements privés « agréés » et plus seulement dans des hôpitaux publics.

● **Assurance des médecins** : M^{me} Barzach fit décider que les médecins adhérents de la convention nationale, mais ayant choisi la possibilité de fixer eux-mêmes leurs honoraires, ne seraient plus obligés de s'affilier au régime général de la

sécurité sociale mais pourraient choisir le régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles.

● **Préservatifs masculins** : leur publicité sera dorénavant autorisée, mais le gouvernement maintint, contre le souhait de M. René Beguet (app. RPR, Paris), la publicité de marque et s'opposa aux souhaits de M^{me} Catherine Tramann (PS, Bas-Rhin) qu'il puisse être fait allusion à leur vertu contraceptive ; seule leur capacité à empêcher les maladies sexuelles pourra être évoquée.

● **Pluriactifs** : M. Savy fit admettre que les personnes ayant une activité professionnelle libérale pourraient continuer à exercer celle-ci et toucher une retraite après la fin d'activité salariée (ce que leur avait interdit la gauche) si elles avaient précédemment cumulé les deux activités.

● **Travail clandestin** : M. Jean-François Michel (UDF, Ardèche), rapporteur de la commission des affaires culturelles, fit préciser que serait réprimée « la publicité par quelque moyen que ce soit qui tendrait à favoriser, en toute connaissance de cause, le travail clandestin ».

● **Faute inexcusable** : M. Etienne Pinte (RPR, Yvelines) n'hésina pas à demander depuis longtemps : les patrons des petites et moyennes entreprises pourront, comme ceux des grandes, s'assurer contre les risques financiers d'une condamnation pour « fautes inexcusables » à la suite d'un accident du travail. M. Paul Chomart (PC, Loire) et M. Michel Coffeigne (PS, Val-

d'Oise) s'y opposèrent pour ne pas « banaliser le risque d'accident du travail ».

● **Cumul emploi-retraite** : la droite n'avait jamais accepté la volonté de la gauche de décourager financièrement les titulaires de retraites importantes de reprendre un travail salarié, qui s'était traduit par la création d'une « contribution de solidarité » en 1982, accrus en 1984, qui devaient payer certaines personnes cumulant un emploi et une retraite ainsi que leurs employeurs. M. Pinte, soutenu par M. Séguin, obtint la suppression de cette pénalisation financière.

● **Employés de maison** : M. Pinte, lors de la discussion du budget, avait obtenu que les personnes âgées (l'âge plancher sera fixé par décret) et les parents d'enfants handicapés puissent bénéficier, comme les parents de jeunes enfants, d'un dégrèvement de revenu de 10 000 francs à partir de ceux de 1987 s'ils ont recours à un employé de maison. Cette fois, il fit décider d'une exonération partielle (dont le taux sera fixé par décret) des cotisations sociales afférentes à partir du 1^{er} avril 1987. M. Jean-Pierre Sucur (PS, Loire) s'opposa sans succès à cette décision, lui reprochant de ne pas fixer un plafond de ressources pour les bénéficiaires, mais M^{me} Tramann n'hésita pas qu'elle soit étendue aux adultes victimes d'une longue maladie et dont l'état nécessite l'assistance d'une tierce personne. M. Séguin se retint l'idée que pour plus tard. Logiquement, le ministre écoute plus les souhaits de sa majorité que de l'opposition.

Th. B.

Dans une atmosphère difficile

Le Sénat achève l'examen du budget

Le Sénat a adopté le projet de loi de finances pour 1987, dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7 décembre, par 225 voix contre 81 (1). Le tour tragique pris par les manifestations d'étudiants et de lycéens a pesé sur le climat de la dernière journée consacrée à la première lecture du budget, qui avait commencé le jeudi 17 novembre. A la faveur d'une ultime négociation entre le gouvernement et sa majorité, cette dernière a obtenu quelques avantages en faveur des collectivités locales. Après son examen au palais du Luxembourg, le budget voit son excédent net de charges majoré de 220 millions de francs.

Dès le début de la séance, les sénateurs communistes, qui ont demandé la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur les « violences policières » et les « conditions » dans lesquelles Malik Oussekine a trouvé la mort, ont, par la voix de leur président, M^{me} Hélène Luc, réclamé, en vain une suspension de séance. A défaut, le vice-président du Sénat, qui présidait alors la séance, M. Pierre-Christien Taittinger (RI, Paris) a décidé d'une minute de silence, en signe de deuil, après que M. Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget eut fait part des condoléances du gouvernement à la « famille de la victime ».

Le ton a de nouveau monté au milieu de la nuit, d'autant que, à quelques centaines de mètres du palais du Luxembourg, des incidents violents se produisaient, avec l'intervention de M. René Rignault (PS,

Côtes-du-Nord), qui a reproché au gouvernement de lancer contre la jeunesse « des forces de police dont certains [membres] appartenaient [...] à l'extrême droite ».

De fait, ces échanges plutôt vifs ont eu pour conséquence indirecte de calmer le jeu en sein de la majorité, et entre cette dernière et le gouvernement. En effet, depuis plusieurs jours, les négociations et discussions n'aboutissaient pas sur l'« affaire » de la CNRACL (Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales). Le gouvernement en restait à sa proposition initiale d'augmentation de 6% des cotisations versées par les employeurs (en l'occurrence les collectivités locales), ce qui, selon lui, entraînerait une hausse de la pression fiscale locale tournant autour de deux points.

Une ultime négociation en début de soirée, samedi, s'est conclue par l'acceptation des centristes d'atténuer leur revendication... et de se rallier à la proposition du gouvernement : limitation à 5% de la majoration des cotisations employeurs et engagement du gouvernement d'octroyer aux communes des acomptes importants sur la DGF (dotation globale de fonctionnement) au mois de juillet.

D'autre part, certaines modifications ont été apportées au projet de loi de finances. Sur proposition de M. Jean Collin (Un. cent., Essonne), un amendement a été voté permettant aux contribuables d'apporter la preuve à l'administration fiscale que leur train de vie est bel et bien assuré par leur capital. Sur celle de MM. Roger Chissand (RI, Paris) et Henri Gotschky (Un. cent., Bas-

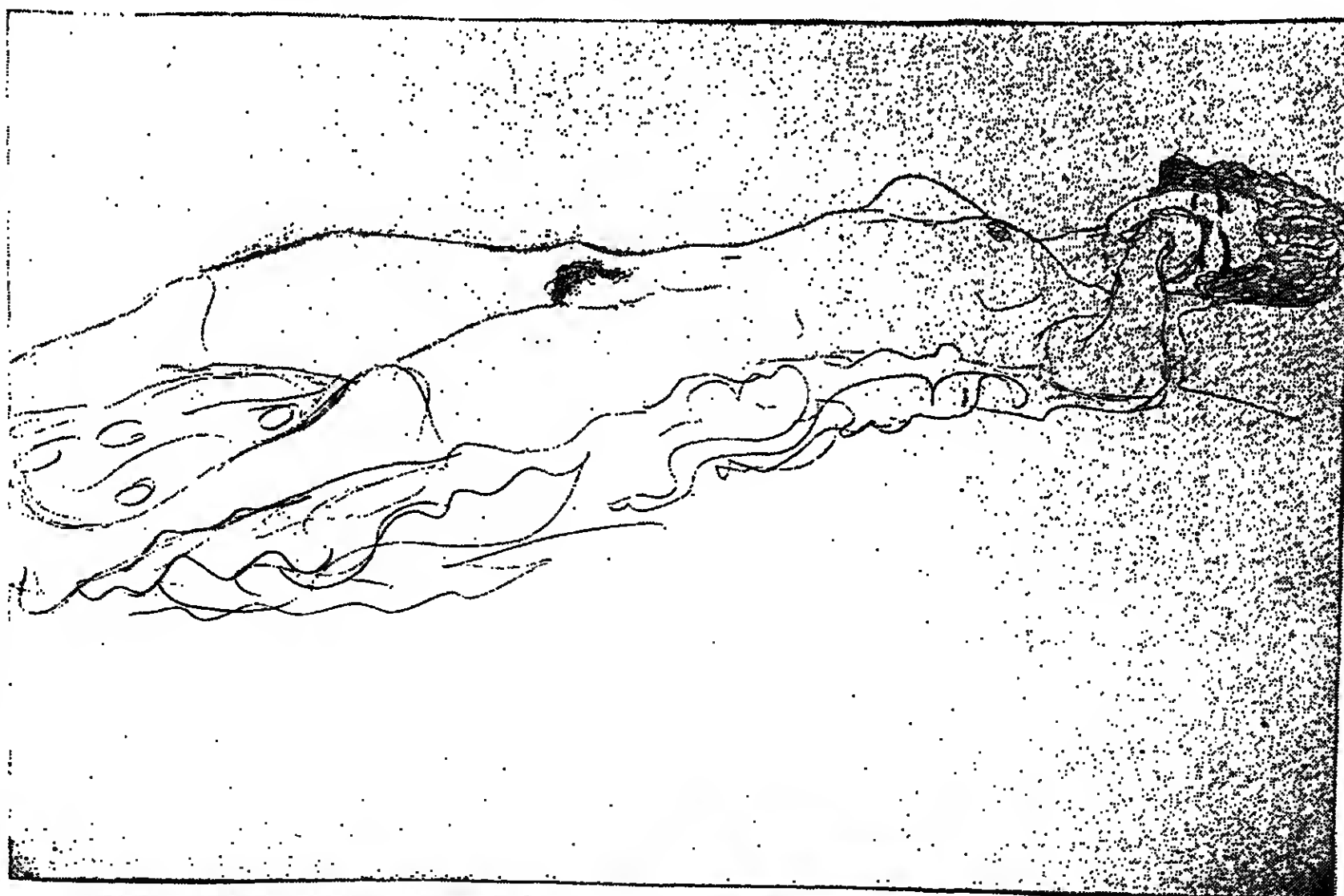
Rhin), et malgré l'opposition du gouvernement, les droits de chasse ne sont plus censés entrer dans « les éléments du train de vie ». Sur celle de M. Jacques Descoms-Desnères (RI, Calvados), est maintenu le système relatif aux dépenses ostensibles ou notoires d'un contribuable, notion que M. Juppé juge « totalement dépassée » et qui ne concourt pas, affirme-t-il, à la lutte contre le trafic de drogue. Sur celle de M. Jacques Oudin (RPR, Vendée) et pour faciliter la « prise de participation » dans le cadre de la privatisation, est décidée l'extension des conditions d'accès aux avantages fiscaux consentis aux sociétés mères sur les bénéfices de leurs filiales.

A la demande des présidents des conseils généraux de la majorité, membres de la commission des finances, le Sénat supprime la possibilité pour les assemblées départementales d'exonérer de la vignette automobile, les familles de cinq enfants et plus.

A. Ch.

(1) Sur 312 votants, ont voté pour : 76 RPR (sur 77), 69 Un. cent. (sur 70), 53 RI (sur 54), 23 Gauche dém. (sur 35) et les 4 non-inscrits. Ont voté contre 61 PS (sur 64), 15 PC (sur 15) et 5 Gauche dém. (MM. Jean-Michel Baylet, Stéphane Bonduel, Maurice Faurio, Joy Moïnet et Michel Rigou). Six membres de la Gauche démocratique se sont abstenus (MM. François Abadie, Louis Brives, Emile Didier, François Gascobbi, Hubert Peyon et Jean Roger). N'ont pas pris part au vote 3 PS (MM. Michel Charasse, Albert Pen et Albert Ramonamy), MM. Jean-Marie Girault (RI), Jacques Braconnier (RPR), Etienne Dailly (Gauche dém.) qui présidait la séance et Alain Fekher (Un. cent.), président du Sénat.

BEL AMI. IL SE PARFUME. ELLE S'ABANDONNE.



Gustav Klimt. Nu couché avec main gauche sur le visage. 1912-1913.

BEL AMI.
UNE EAU DE TOILETTE
POUR HOMME.



HERMÈS
PARFUMS

Opinion 1520

Etranger

ISRAËL : la tension
dans les territoires occupés

Manifestations, grèves et couvre-feu dans les principales villes de Cisjordanie

JÉRUSALEM
de notre correspondant

L'agitation anti-Israélienne s'est poursuivie pendant le week-end dans les territoires occupés : grève générale du commerce, manifestations de rues, jets de pierres, tirs de semence, couvre-feu, arrestations. Dans les principales villes de Cisjordanie ainsi qu'à Gaza et à Jérusalem-Est, la grande majorité des commerçants ont fermé boutique samedi 6 et dimanche 7 décembre pour protester contre la répression israélienne qui avait fait trois morts les deux jours précédents. En outre, dans les quartiers arabes de Jérusalem, les écoles n'ont pas ouvert leurs portes.

Partout, les forces de l'ordre étaient à la fois plus discrètes à l'intérieur des villes et plus présentes sur les axes routiers. A Ramallah, les rues étaient presque désertées tandis que l'armée multipliait les patrouilles et intensifiait la surveillance par hélicoptères. Elle tira en l'air pour disperser une manifestation dans un camp de réfugiés et imposa le couvre-feu dans la ville pendant plusieurs heures. A Naplouse, première ville de Cisjordanie, plusieurs centaines de femmes ont manifesté devant la mairie puis défilé dans les rues.

Le couvre-feu a également été imposé au camp de Balata, après l'enterrement à la sauvette et en pleine nuit du jeune adolescent tué vendredi. Seuls un imam et le père de la victime assistèrent à la cérémonie. Même scénario à Gaza, où les deux étudiants morts à l'université de Bir-Zeit furent inhumés, de nuit, en présence des seuls parents proches et sous l'étroite surveillance des forces de sécurité, soucieuses d'éviter la transformation de ces funérailles en une manifestation nationaliste. Celle-ci eut néanmoins lieu sur la plus grande avenue commerçante de Gaza. Quelques centaines de jeunes gens défilèrent l'armée en criant des slogans favorables à l'OLP.

D'autres incidents ont eu lieu dans plusieurs villes de Cisjordanie,

notamment à Hébron, Bethléem et Jérusalem, et dans plusieurs camps de réfugiés. Au total, les incidents ont fait pendant le week-end une douzaine de blessés arabes et israéliens. A Gaza, un jeune Palestinien a été blessé par balle à la jambe. L'armée a arrêté plus de soixante-dix personnes.

L'effervescence a gagné les campus universitaires d'Israël. A Heifa, des centaines d'étudiants arabes ont demandé l'ouverture d'une enquête sur les incidents de ces derniers jours. A l'université hébraïque de Jérusalem, la police a dû lancer une grenade lacrymogène à l'intérieur des locaux pour empêcher des heurts entre plusieurs centaines d'étudiants de gauche et de droite.

Le conseil des ministres dominical n'a été consacré aux événements de Cisjordanie. Selon M. Rabin, ministre de la défense, « l'armée et les gardes-frontières ont agi en toute conformité avec les instructions en vigueur, et continueront d'empêcher les troubles de l'ordre ». L'affaire a donné lieu à une algarade entre M. Rabin et M. Sharon, ministre de l'Industrie. Ce dernier a souligné que « le maintien de l'ordre passe par la multiplication des implantations juives dans les territoires ». M. Rabin lui a répliqué, au contraire, que « plus il y aurait d'implantations, plus il faudrait de soldats pour les protéger et plus grands seraient les risques d'affrontement avec la population arabe ». Parallèlement, la presse s'interroge sur la brutalité des forces de l'ordre. Elle s'étonne que, après bientôt vingt ans d'occupation des territoires, l'armée ne cherche pas, pour éviter la mort d'hommes, à réprimer les troubles avec des méthodes graduées, utilisées par les brigades anti-émeutes un peu partout dans le monde, et succombe rapidement à la tentation de tirer au fusil sur les manifestants. « Chaque fois que de jeunes Arabes sont tués, note le *Jerusalem Post*, c'est Israël qui, à long terme, est le vrai perdant ».

J.-P. LANGELLIER.

Le refus d'extrader William Naccache

« Nous ne faisons que rendre la pareille à la France »

Jérusalem (AFP). — Le ministre israélien de l'intérieur, M. Yitzhak Peretz, a justifié, dimanche 7 décembre, la décision de son collègue de la justice, M. Avraham Shari, de ne pas extraditer William Naccache, condamné par contumace à la prison à vie en France, en indiquant qu'il n'avait pas « confiance » dans les autorités françaises (*le Monde* des 7 et 8 décembre).

« La France n'a pas respecté les accords d'extradition avec Israël lorsqu'elle a libéré les assassins qui ont abattu onze athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich en 1972 », a expliqué M. Peretz à la radio israélienne ; « en refusant

d'extrader William Naccache, nous ne faisons que rendre la pareille à la France, dans la mesure où tout accord doit être basé sur la réciprocité ».

M. Peretz faisait allusion à Abou Daoud, un Palestinien soupçonné d'avoir participé à l'attentat de Munich. La Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris avait, en 1977, décidé d'expulser Abou Daoud du territoire français, alors que son extradition avait été demandée par un tribunal bavarois et par Israël.

En revanche, d'autres ministres ont critiqué la décision de M. Shari de ne pas extraditer M. Naccache.

Le conflit entre l'Iran et l'Irak

Reprise des bombardements sur les zones civiles

La « guerre des villes » a repris de plus belle ces dernières quarante-huit heures entre l'Iran et l'Irak, les deux belligérants multipliant les bombardements sur des zones civiles. Le dernier a eu lieu dimanche 7 décembre, avec le tir de trois missiles sol-sol iraniens sur Bassorah, le grand port du sud de l'Irak, une ville de plus d'un million d'habitants. Dans la soirée, l'état-major irakien annonçait une dizaine de morts et une trentaine de blessés, alors que l'artillerie à longue portée iranienne continuait à pilonner Bassorah.

C'est la première fois que Téhéran lance des missiles sol-sol sur Bassorah, engins que les Iraniens avaient jusqu'alors réservés à Bagdad, touchée à deux reprises ces derniers mois. Des habitants de Bassorah ont indiqué que la ville était sous le feu depuis samedi soir ; selon les autorités, un orphelinat, une église, un hôpital et une douzaine d'habitations ont été touchés.

L'Iran avait menacé dès samedi soir de bombarder pendant quarante-huit heures tous les centres

névralgiques irakiens quelle que soit leur localisation, à l'exception des villes saintes chiites de Nadjaf, Kerbala, Samarra et Karmiyeh. Selon Téhéran, il s'agit d'opérations de représailles à la suite d'une série de raids aériens irakiens, vendredi, contre plusieurs localités iraniennes. Le plus important d'entre eux a visé Ahwaz, capitale de la région sud-ouest de l'Iran (le Khouzistan), et fait une centaine de morts. Le plus audacieux a eu lieu samedi : pour la première fois depuis le début de la guerre, l'aviation irakienne a bombardé tout au nord de l'Iran, sur le mer Caspienne, à 1 000 km en profondeur, la centrale électrique de Naka, une des plus importantes du Proche-Orient. On ignore les résultats de cette attaque.

Ces raids sont intervenus au moment où l'Iran faisait état de préparatifs pour le lancement d'une nouvelle « offensive », cent mille « volontaires » ayant récemment pris le chemin du front après une campagne de mobilisation d'une semaine dans tout le pays. — (AFP, Reuters.)

ÉTATS-UNIS : l'affaire des ventes d'armes à l'Iran

M. Shultz aurait favorisé le financement des « contras » par des voies non officielles

WASHINGTON
de notre correspondant

La commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants devait interroger, lundi 8 décembre, M. Shultz sur les ventes secrètes d'armes à l'Iran. Ce témoignage était fébrilement attendu depuis qu'on sait que le secrétaire d'Etat a personnellement approuvé, au printemps, une démarche de son département auprès du sultan de Brunei visant à la fourniture de contributions à soutenir financièrement la guérilla antisandiniste. En juin, sur le chemin de Manille, où se tenait la réunion annuelle des ministres des affaires étrangères de l'Association des pays du Sud-Est asiatique, M. Shultz avait ensuite fait une brève escale d'apparences purement protocolaire dans le sultanat et, bien qu'il ne se soit, dit-on, jamais directement entretenu du sujet avec son hôte, ce geste avait porté ses fruits.

Le sultan, dont les convictions anticomunistes seraient ancrées et qui est généralement considéré comme l'un des hommes les plus riches du monde, avait accepté de faire don aux « contras » de plusieurs millions de dollars (« moins de dix ») en s'engageant seulement du moyen de les faire parvenir.

A ce point précis, l'épisode devient explosif. En elle-même, la démarche de M. Shultz n'était pas illégale car, si le Congrès était toujours opposé, à cette époque, à toute aide militaire, directe ou indirecte, aux « combattants de la liberté » nicaraguayens, il leur avait en revanche accordé vingt-sept millions d'aide humanitaire et n'avait pas interdit que l'exécutif sollicite d'autres aides de ce type auprès de gouvernements étrangers. Rien donc là que le secrétaire d'Etat ait à se reprocher. Mais, lorsque le sultan demande au versement d'argent, que fait M. Elliott Abrams, le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires interaméricaines ? Il appelle, au Conseil national de sécurité, le désormais fameux lieutenant-colonel North, qui indique un numéro de compte bancaire anisé — un numéro qui, selon toutes les apparences, était utilisé pour les transactions avec l'Iran et donc pour les achats d'armes pour les « contras ».

Assurément, si la requête était d'ordre humanitaire, l'utilisation des fonds pourrait bien avoir été tout autre. Outre qu'on entrerait alors dans l'illégalité, et que M. Shultz

pourrait en être indirectement ébloué pour son rôle d'initiateur, on voit émerger désormais de la brume un enchevêtrement d'actions — allant de la légalité pure à la pure illégalité — tendant toutes à organiser un soutien américain secret à des forces combattant le communisme de par le monde.

Une politique controversée

Cette politique d'appui aux « combattants de la liberté », ceux d'Angola, d'Afghanistan, du Nicaragua, du Cambodge et de bien d'autres pays encore est un des fondements connus et ardemment défendus par M. Reagan de la politique étrangère américaine depuis 1981. Dans certains cas — celui de l'Afghanistan en particulier — cette politique est largement approuvée à Washington, mais elle est dans d'autres très discutée (Angola, Nicaragua) et ne pouvait, en tout état de cause, être secrètement menée par les canaux normaux de la CIA.

Car le fait est, qu'en le déplore on qu'on s'en réjouisse, que les services secrets américains sont assez étroitement surveillés par les commissions spécialisées du Congrès pour que celles de leurs actions qui ne

feraient pas l'unanimité ou presque de la représentation nationale fassent l'objet de rapides fuites à la presse. Il n'y avait donc qu'un seul moyen d'agir discrètement, et sans laval du Congrès ou contre sa volonté : utiliser le seul organisme échappant au contrôle du législatif, le Conseil national de sécurité, qui n'a de compte à rendre qu'au président puisqu'il est, en théorie, chargé seulement de le conseiller et de lui préparer ses dossiers.

La photo d'ensemble est encore formidablement floue, bien des détails restent à cerner et à relier, mais le sentiment communément minuscule à prévoir, que le lieutenant-colonel North avait décliné des responsabilités de maréchal. Avec d'autres — et notamment, dit-on beaucoup, M. Casey, le directeur de la CIA — il semble bien avoir été mis au centre de l'articulation d'une sorte d'internationalisme anticommuniste. On y sacrifiait ainsi à des idées d'idéalisme vrai. M. Reagan ? Le simple logique commandait de penser que rien n'aurait pu se faire sans au moins un aval présidentiel de principe, et 56 % des Américains considèrent, selon un sondage de *Newsweek* qu'il serait plus dommageable pour lui de n'avoir rien si que d'avoir autorisé.

Officiellement pourtant, M. Reagan ne savait rien des versements aux « contras » des bénéfices iraniens et l'a redit, vendredi, à des parlementaires républicains. La seule chose qui ait changé dans sa position est qu'il a, pour la première fois admis, samedi 6 décembre, que des « erreurs » avaient été commises dans l'effort entrepris pour renouer avec l'Iran et que l'« exécution de cette politique avait été viciée ».

Tout en continuant à défendre sans réserve le principe même de cette initiative diplomatique, le président américain s'est également engagé sur le chemin de la contrition publique en déclarant : « réaliser que [les Américains] devaient être déçus et probablement troublés », être lui-même « profondément déçu que cette initiative ait abouti à une telle controverse » et « regretter qu'elle ait causé tant de préoccupations et de consternation ».

« Mon opinion personnelle, a tranquillement déclaré à un hebdomadaire le vénérable M. Tip O'Neill, speaker démocrate sortant de la Chambre, est que je crois que le président savait... Il n'est visible ment pas le seul.

BERNARD GUETTA.

Le compte suisse est bloqué

Genève. — Le compte bancaire suisse utilisé pour financer les « contras » nicaraguayens à partir des fonds provenant des ventes d'armes américaines à l'Iran a été bloqué à la demande du gouvernement des États-Unis. Le département américain de la justice a fait une démarche en ce sens, vendredi 5 décembre, à l'indiqué à Berne un porte-parole du département fédéral des relations extérieures.

Selon un autre officiel suisse, les autorités helvétiques avaient tenté de prendre d'elles-mêmes une mesure en ce sens avant la requête de Washington. Se retranchant derrière le secret bancaire, les responsables politiques de la Confédération se refusent à divulguer le nom de la banque dans laquelle le compte

incriminé a été ouvert. Il s'agirait du Crédit suisse.

La démarche américaine ne serait pas, à proprement parler, une demande d'assistance légale. Pour invoquer l'accord existant à ce sujet entre les deux gouvernements, les autorités de Washington, a déclaré à Berne un porte-parole du département de justice et de police, auraient dû indiquer que le processus entrant dans le cadre d'une enquête criminelle et indiquant sur qui elle portait et quelles en étaient les raisons.

Ces précisions paraissent traduire le désir du gouvernement helvétique de ne pas être mêlé à une affaire dont il considère qu'elle est de nature intérieure américaine.

Asie

Percée électorale de l'opposition à Taiwan

Le Kouomintang ébréché

(Suite de la première page.)

La nouvelle classe moyenne, fille de la prospérité économique, soutient assurément un pouvoir qui est l'artisan de l'essor industriel de l'île, mais elle se sent aussi un peu à l'étroit dans le cercueil de la KMT. Au sein même de ce dernier, une nouvelle génération de politiciens n'hésite plus à dénoncer le passivisme trépassé de leurs aînés.

Représentant de cette nouvelle génération de nationalistes, M. Chao Shaukong, trente-six ans, le mieux élu des candidats pour le Yuan législatif à Taipei, estime que la percée de l'opposition devrait favoriser le mouvement réformiste au sein du KMT, sans être trop marquée et risquer d'inquiéter les conservateurs.

Le succès de l'opposition est d'autant plus significatif qu'il n'était pas acquis, après les échauffourées entre les manifestants et les policiers le 2 décembre à l'aéroport de Taipei, lors de la tentative de retour inopiné d'un dissident vivant en exil aux États-Unis, M. Hsu Hsiu-liang (*le Monde* du 3 décembre).

La mobilisation massive de troupes pour empêcher un homme seul de rentrer à Taiwan suscita plutôt une certaine sympathie. La volonté de changement manifestée par l'électorat reste toutefois diffuse. Le DPP, qui n'a pas d'existence légale au regard de la Constitution, est encore loin de constituer une solution de rechange et de faire preuve de maturité. Les électeurs ne semblent cependant pas avoir été découragés par les dissensions

internes et les rivalités personnelles qui tiraillent le jeune parti, formé il y a seulement trois mois.

La percée du DPP n'ouvre une brèche dans le monopole du pouvoir du KMT, mais plusieurs inconnues planent sur l'évolution de la situation. Le KMT reste éminemment conservateur et les réformes voulues par M. Chiang Chingkuo se heurtent à de sérieuses résistances. La rumeur court à Taipei que la veuve de Chiang Kai-shek, qui vit à New-York mais effectue actuellement une visite à Taiwan, serait en train d'user de son autorité morale pour persuader la vieille garde du KMT de ne pas s'opposer aux changements.

L'étendue des réformes

Une autre inconnue concerne l'étendue même des réformes. M. Kang Ninghsiang, vétéran de l'opposition modérée, estime que la levée de la loi martiale, qui sera accompagnée par la mise en place d'un système de sécurité nationale strict, ne changera guère la situation en matière de liberté, les nouveaux partis devant se plier à trois conditions : respecter la Constitution actuelle, s'opposer au communisme et rejeter l'hypothèse de l'indépendance de Taiwan.

Pourtant, le processus de démocratisation pose le problème fondamental du statut et de l'identité nationale du bastion nationaliste. Problème épineux : non seulement parce que l'évoquer publiquement c'est risquer de tomber sous le coup des lois contre la sédition,

mais aussi parce que l'éventualité irrite Pékin et embarrasse Washington, qui entretient des liens étroits avec Taïpeh mais dont les relations avec la Chine populaire sont fondées sur la reconnaissance que Taiwan est une province chinoise.

Pour les jeunes libéraux du KMT, il faut être réaliste et réinsérer Taiwan dans la communauté internationale. Les opposants du DPP sont également prudents. Selon un de ses élus de Taïpeh, M. Yu Ching, « notre parti ne constitue pas un mouvement taiwanais dans le sens étroit du terme. Nous entendons représenter tous les habitants de Taiwan, et pas seulement ceux qui sont nés sur l'île. Notre succès à ces élections doit être interprété par la communauté chinoise comme la preuve que, dans le contexte culturel chinois, une démocratisation du système politique est possible. Mais nous sommes aussi favorables à l'autodétermination : le sort de Taiwan doit être décidé par ses habitants, et

aucun gouvernement n'a le droit de s'arroger cette prérogative ».

D'autres opposants, minoritaires, tiennent des propos beaucoup plus radicaux en faveur de l'indépendance. Le grand problème aura à affronter le DPP dans les mois qui viennent sera d'unifier les positions d'un parti qui reste une constellation de factions, de clans et de personnalités dont le seul point commun est de s'opposer au KMT.

PHILIPPE PONS.

● INDE : Émeute à Bangalore. — La police a tué six manifestants et en a blessé plusieurs autres, dimanche 7 décembre à Bangalore (Karnataka, sud du pays), au cours d'une émeute musulmane provoquée par la publication d'une nouvelle juive offensante pour la prophète Mahomet. Six mille personnes armées de cocktails Molotov, de barres de fer, de pierres et de bouteilles se sont livrées à des actes de violence dans le centre ville, faisant au moins trente et un blessés dans les rangs de la police, selon le quotidien *Times of India*. — (AFP.)

● VIETNAM : décès du général Le Trong Tan. — Chef d'état-major de l'armée de terre et vice-ministre de la défense, le général Le Trong Tan est décédé d'une crise cardiaque, a annoncé, dimanche 7 décembre, Radio-Hanoi. Le Trong Tan, qui est mort vendredi, était malade depuis quelques années. Il était commandant en chef adjoint des troupes communistes au Sud-Vietnam lors de la prise de Saigon, en 1975. Originaire du nord, il avait rallié l'insurrection en 1944 et avait fait toute sa carrière dans l'armée. Après la chute de Saigon, il avait été nommé adjoint au commandant militaire de la ville.

Amériques

Assassinats politiques, crimes crapuleux, massacres de paysans, combats avec la guérilla...

La mort au quotidien en Colombie

Une des plus sanglantes tueries jamais perpétrées par un homme seul a eu lieu jeudi 4 décembre à Bogotá, où un ingénieur électricien, ancien combattant du Vietnam, a, sans raison apparente, tué vingt-neuf personnes dans un immeuble et un restaurant, et en a blessé quinze autres, avant d'être abattu par la police (le Monde des 7 et 8 décembre).

BOGOTÁ
de notre envoyé spécial

La « violence », traditionnelle dans ce pays andin depuis trois décennies, parfois jugulée mais jamais brisée, est de nouveau à l'ordre du jour. Assassinats politiques ou crapuleux, enlèvements, disparitions, massacres de paysans, sabotages et attaques presque quotidiennes de postes militaires par la guérilla, exécutons sommaires attribués aux différents groupes paramilitaires ou aux tueurs à gages des patrons de la mafia de la drogue... Moins de quatre mois après l'accession au pouvoir du président libéral Virgilio Barco, la Colombie affronte une recrudescence spectaculaire de la violence à tous les niveaux.

Pas simple dans ce contexte explosif de discerner le vrai du faux, le crime « politique » du délit de droit commun. Des malandrins de quartier rançonnent le bourgeois ou l'épicière du coin au nom d'une quelconque « organisation révolutionnaire ». Les vrais groupes de guérilla arrondissent leur trésor de guerre en extorquant des impôts révolutionnaires aux entreprises nationales et étrangères. Dans certaines régions, les guérilleros deviennent percepteurs, taxent les trafiquants de drogue de leur secteur, qui obtiennent, à contrecoeur, droit de passage ou de production de la coca.

Qui tue qui ? La réponse est difficile dans ce maelström de sang, de lyrisme révolutionnaire et de règlements de comptes intertribus. La violence est tout d'abord une donnée de base, en Colombie, presque banale, admise par tous, bien que dénoncée rituellement par les autorités, par la classe politique, par l'Eglise et par les intellectuels. « Il faut apprendre à vivre avec », la formule exprime à la fois le fatalisme et la volonté de survie d'une société dynamique, non pas résignée mais sans illusions sur la fin de ce cycle infernal.

Celle de la rue à Medellín, capitale de l'Antioquia et quartier général des parrains de la mafia : trois voitures sont arrêtées l'une derrière l'autre à un feu rouge ; le chauffeur de la dernière, impatient, klaxonne ; celui du véhicule de tête, une jeep, descend et abat froidement le conducteur, innocent, de la voiture coincée entre les deux « adversaires ». Pas de constat, pas de poursuite. Dans la foule, une onde passagère d'émotion et de peur, et des regards qui se dérobent.

On me par sans de l'honneur, pour voler, bien sûr, pour se défendre, pour intimider et pour se venger. Il y a des règles. Une famille riche déjà rancœur est théoriquement à l'abri. Ce qu'on appelle joliment ici la *vacuna* : la vaccination. Si la même famille est, malgré tout, victime d'un nouveau chantage — l'un des siens étant enlevé par des guérilleros ou par des bandits, — elle

se révolte, engage des tueurs professionnels pour exécuter les auteurs présumés de l'enlèvement. Un scénario assez fréquent, qui porte un nom : la « vengeance des vaccinés ». L'honneur colombien ne perd pas ses droits.

Assassinats de juges, de responsables de la lutte contre le trafic de drogue, de magistrats, de policiers, de dirigeants politiques et d'abord de ceux de l'Union patriotique (UP) installés légalement depuis 1985 au Parlement de Bogotá grâce aux accords conclus avec le gouvernement, conservateur de Belisario Betancur ; règlements de comptes sanglants entre groupes de guérilla rivaux ; affrontements armés entre guérilleros et militaires. La liste est longue et le tableau complexe.

Sinistère novembre, pour la seconde année consécutive. En 1985, l'assaut du M 19 contre le palais de justice de la capitale avait fait quatre-vingt-quinze morts (dont onze magistrats) et terni l'image libérale et progressiste de Belisario Betancur. Le bilan provisoire de novembre 1986 est encore plus lourd. Au moins soixante-dix guérilleros tués en combat et autant de militaires ; plus de deux cents blessés graves dans les rangs des forces de l'ordre ; des dizaines de paysans pris entre deux feux, enlevés ou massacrés ; des sabotages — en particulier d'installations pétrolières — si graves que les dégâts sont évalués à 50 millions de dollars et que le président d'Ecopetrol (la société nationale des pétroles colombiens) estime que « la production risque d'être paralysée ».

Un dirigeant libéral affirme, en exagérant peut-être, que, « géographiquement parlant, la moitié du pays est aux mains de la guérilla ». L'ancien président libéral Lopez Michelsen estime, en tout cas, que « des régions de plus en plus étendues échappent au contrôle du gouvernement ». Libéraux et conservateurs — qui se querellent au Congrès depuis l'installation du gouvernement de Virgilio Barco — se retrouvent dans l'indignation et la perplexité. La conférence épiscopale a publié un long communiqué, au début du mois de décembre, pour dénoncer « l'aggravation de la violence subversive et l'abominable phénomène du terrorisme et de l'enlèvement ». L'Eglise estime que la démocratie colombienne est « de nouveau en danger ».

Comme guérilla, le M 19, discrédité, décapité et décontenancé depuis sa désastreuse opération manquée du 6 novembre 1985 contre le palais de justice, n'est plus en première ligne. C'est l'ELN (Armée de libération nationale) qui mène l'offensive principale. Groupuscule théoriquement pro-cubain il y a encore deux ans, l'ELN a grossi, récupéré des fonds importants et élargi ses bases. Elle est aujourd'hui le fer de lance de la CNG (Coordination nationale de la guérilla), qui regroupe une demi-douzaine de mouvements armés ayant rompu les accords de trêve avec le gouvernement Betancur, en particulier, le M 19, l'EPL (Armée populaire de libération), le groupe d'autodéfense indigène Quintín Lame.

L'ELN est ou serait dirigée par un curé espagnol en rupture du soutane, le Père Pérez. En novembre, elle a frappé fort dans l'Orient, dans l'Aracataca et le Santander, et dans l'Antioquia. Qui est derrière l'ELN,

médée 1986 ? Les Cubains ? Ou peut-être les Libyens et les fondamentalistes du Proche-Orient, pas fâchés de taquiner, par guérilleros interposés, un gouvernement colombien manifestement aligné sur « le grand Satan » ? Des experts occidentaux estiment ici que la CNG pourrait facilement armer cinquante mille hommes, c'est-à-dire mettre sérieusement en difficulté une armée colombienne qui a pourtant la gâchette facile et plusieurs décennies d'expérience de lutte anti-guérilla.

A court terme, l'aspect le plus inquiétant de la violence est la vague de meurtres et d'attentats frappant les dirigeants de l'Union patriotique, sigle légal du vieux Parti communiste colombien. Trois cents responsables politiques de l'Union patriotique ont été assassinés ces derniers mois. Parmi eux, une vingtaine de conseillers municipaux, quatre membres d'assemblées législatives départementales, un représentant (député) à la Chambre basse de Bogotá et un sénateur de la République.

Les dirigeants du PC et de l'Union patriotique accusent publiquement les groupes paramilitaires, « jamais punis », disent-ils, « parce que la solidarité de corps des forces armées joue en leur faveur ». Ils reprochent au gouvernement Barco son « immobilisme » face à cette situation dramatique et dangereuse. Les treize sénateurs et députés de l'Union patriotique ont boycotté pendant deux semaines les séances du Congrès. Ils ont réintégré leurs sièges la semaine dernière, après avoir reçu des assurances du gouvernement. La plupart d'entre eux bénéficient maintenant d'une escorte armée officielle. Ils sont tous menacés de mort, comme le sont d'ailleurs la plupart de leur collè-

gues du Congrès qui doivent étudier, avant la fin de l'année, une révision du traité d'extradition des trafiquants de drogue passé avec les États-Unis.

Le PC et les FARC

« Les vrais ennemis de l'Union patriotique et des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), affirment des politiciens libéraux et conservateurs, se situent à l'ultra-gauche et non pas à droite ou au centre, comme ils le prétendent. Ce sont les adversaires farouches de toute politique de pacification. »

La « liquidation » systématique des dirigeants de l'Union patriotique remet en tout cas en cause l'accord conclu entre le gouvernement Betancur et les FARC (bras armé du PC). Les FARC, la plus forte organisation de guérilla du pays, ont jusqu'à présent plus ou moins respecté la trêve, l'arme au poing. Mais la grogne monte dans leurs rangs. L'indiscipline aussi. Certains troupes des FARC pratiquent de nouveau le *boleteo* : l'extorsion de fonds.

Les dirigeants du Parti communiste, maintenant reconnu et officiel, s'efforcent de calmer les chefs militaires des FARC, refusent de dénoncer les forces armées en tant qu'institution et s'accrochent à des petits signes encourageants. Pour la première fois, la justice militaire de l'Antioquia a — sur instruction du gouverneur — poursuivi et puni de lourdes peines de prison un officier reconnu responsable du meurtre de six paysans. Mais ils savent bien qu'ils figurent, aux côtés de beaucoup d'autres, sur la liste des hommes à abattre.

MARCEL NIEDERGANG.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

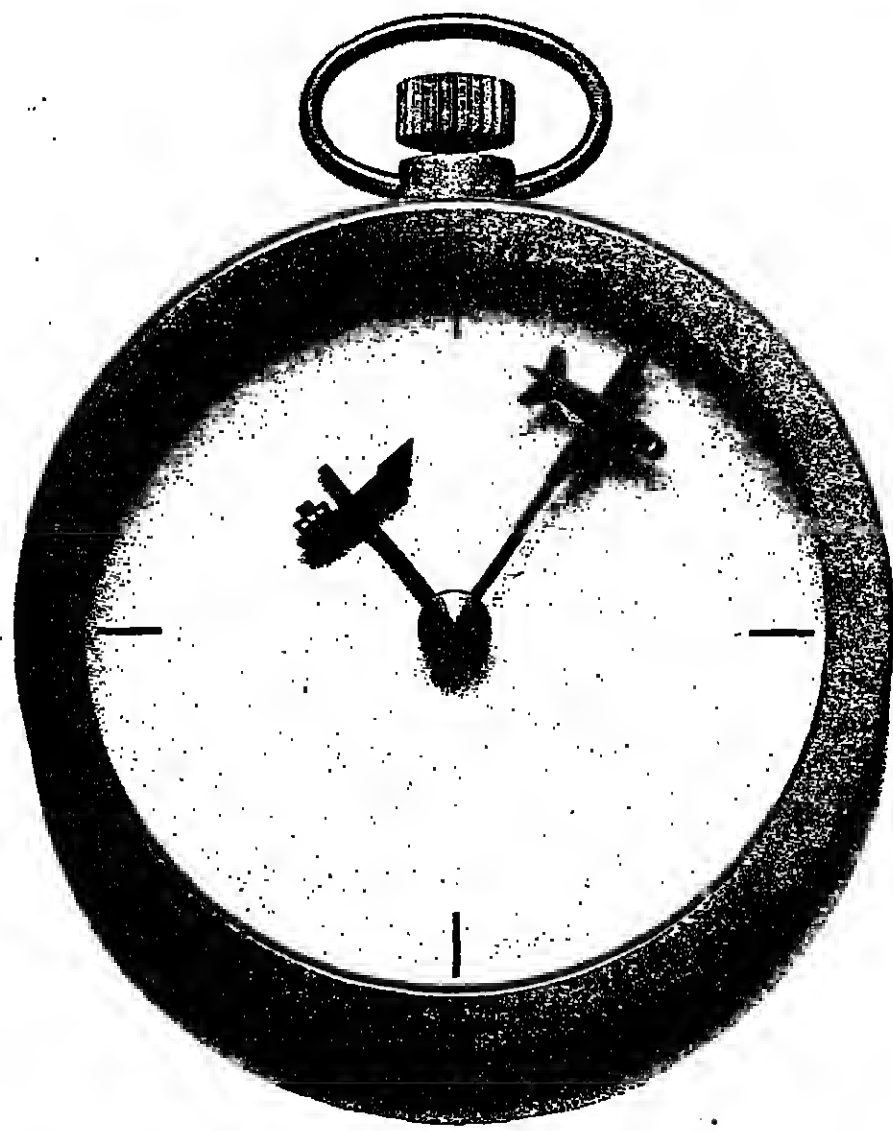
Par l'auteur de Soliman le Magnifique... Haroun al-Rachid (765-809), le calife des Mille et Une Nuits, sort du rêve pour venir se fixer dans la réalité historique.

Laurent Lémire, La Croix



376 pages
120 F

DIRE QUE CERTAINS SE DEMANDENT ENCORE COMMENT FAIRE TOURNER LEUR STOCK 10 FOIS PLUS VITE.



Tout bon gestionnaire le sait : l'idéal, en matière de stock, serait de ne pas en avoir. L'immobilisation financière, les frais de gestion et de garde font qu'une marchandise attend vite des prix prohibitifs.

Voilà pourquoi de plus en plus de fret transite par la voie aérienne. Le stockage n'étant plus nécessaire, le fret aérien devient compétitif.

Chaque semaine, 37 vols UTA Cargo, assurés par des Boeing 747 300 combi ou tout cargo, desservent 29 villes d'Afrique, garantissant une souplesse, une précision et une régularité incomparables dans l'acheminement des marchandises.

UTA CARGO. NOUS EMPECHONS VOTRE ARGENT DE DORMIR.

UTA
CARGO

Doris Dore Benthien

Portrait d'un tueur

BOGOTÁ
de notre envoyé spécial

Le tueur fou de Bogotá ne sortait pas la nuit. Campo Elías Delgado était un homme discret, calme, très réservé, mais courtois avec ses voisins. Ainsi, para dans l'armée américaine, il portait peu de ses deux séjours au Vietnam.

Tueur d'élite — il l'a prouvé avec son triste record — il passait de longues heures chez lui, seul, à nettoyer son arme, en écoutant de la musique douce. Il aimait aussi la psychologie, les ouvrages d'Edgar Poe, le poker, les films de guerre. Il avait une passion pour les ordinateurs et détestait les femmes. Son père s'était suicidé à Bucaramanga en disant : « Je vais aller voir les incas et je reviens ». Campo avait alors quinze ans, et ce souvenir l'obsédait. Il apprenait le français à l'Alliance française ; lui-même enseignait l'anglais à une certaine dame, Clemencia, en utilisant comme ouvrage Docteur Jekyll et M. Hyde.

Les Colombiens, pourtant accoutumés à la violence de la rue, sont stupéfiés par ce Rambo

local, qui a froidement assassiné vingt-neuf personnes. Tous les psychologues du pays se penchent sur son cas : et son cas, conservé dans la forme, doit être classé et analysé par des experts pour déceler une quelconque malformation. On évoque aussi la sorcellerie.

Habillé très correctement, porteur d'un attaché-case dans lequel il avait rangé armes et munitions, poignard de commando fixé au mollet, Delgado est entré tranquillement dans le restaurant Pizzetta. Il avait déjà tué à ce moment-là une dizaine de personnes, dont sa mère. Son marathon sanglant a duré plus de six heures, sans que personne intervienne. Six voitures de police ont encerclé le restaurant où Delgado avait commencé à massacrer les clients. Les policiers lui ont demandé par haut-parleur d'arrêter le feu, mais il n'entendait plus rien, il tirait sur un monde, sur sa mère, coupable à ses yeux du suicide de son père ; il tirait sur les Vietnams, sur le bon docteur Jekyll, qui n'était qu'une moitié de lui-même.

M. N.

Amériques

L'aggravation de la tension
à la frontière du Nicaragua

Des hélicoptères américains transportent les forces honduriennes engagées contre les sandinistes

WASHINGTON
de notre correspondant

Des hélicoptères américains assurent depuis l'après-midi du dimanche 7 décembre le transport de troupes honduriennes vers la frontière du Nicaragua. Cette opération, qui devait en principe s'achever lundi, fait suite à une requête présentée samedi par le gouvernement de Tegucigalpa et immédiatement acceptée par M. Reagan.

L'armée hondurienne a en effet déclenché pendant le week-end une offensive d'envergure contre les troupes nicaraguayennes infiltrées dans la province d'El Paraiso, à 250 kilomètres au sud-est de la capitale. C'est dans cette région que sont installées les principales bases de la guérilla antisandiniste et la tension, d'endémique, y est devenue particulièrement vive depuis quelques jours.

Opération de diversion

Managua semble vouloir décourager à l'avance les « contras » de se lancer dans de véritables attaques contre le territoire nicaraguayen maintenant qu'ils reçoivent à nouveau, avec les premiers déblocages des 100 millions de dollars votés avant l'été par le Congrès, une aide militaire américaine officielle. Les États-Unis et le Honduras, par ailleurs, condamnent en ce moment deux manœuvres conjuguées qui consistent à faire passer des armes à Managua dans la mesure où plusieurs milliers de soldats américains (entre trois mille et cinq mille) sont basés, au Honduras, où un accord de sécurité signé l'année dernière entre Washington et Tegucigalpa prévoit que les États-Unis défendraient militairement le Honduras en cas d'agression et où les scénarios d'intervention américaine au Nicaragua sont pour la plupart fondés sur une dégradation brutale de la situation à la frontière hondurico-nicaraguayenne.

Les autorités sandinistes sont persuadées qu'on souhaiterait créer une diversion politique à Washington et

le ministre des affaires étrangères du Nicaragua, M. Miguel d'Escoto, n'était pas loin dimanche soir de mettre sur le compte de l'aviation américaine quatre opérations de bombardement qui auraient fait dans la journée huit blessés dans le nord du pays.

Selon le département d'État, aucun Américain ne prendrait en fait part au combat et tous les hommes de l'armée américaine auraient reçu l'ordre de se tenir à trente kilomètres du champ de bataille. L'état-major hondurien, de son côté, a officiellement annoncé une série d'attaques aériennes contre les troupes nicaraguayennes qui se poursuivront, a déclaré son porte-parole, « jusqu'à ce que les troupes sandinistes aient complètement abandonné le territoire du Honduras ».

L'intérêt des sandinistes est évidemment de crier au loup pour tenter, en attirant l'attention de l'opinion publique américaine et du Congrès, de faire bloquer à nouveau l'aide officielle aux « contras », ou, à tout le moins, de couper court à toute velléité de renversement de leur régime par la force.

Officiellement, le Honduras n'admet pas la présence sur son territoire de camps des « contras » que les sandinistes ne reconnaissent leurs incursions et l'on tâche donc d'éviter les incidents entre troupes régulières. En mars dernier pourtant, de semblables combats avaient déjà provoqué un recours aux hélicoptères américains pour soutenir l'intervention de l'armée hondurienne et la situation de belligérance rampante est désormais établie.

Environ dix mille hommes de la guérilla antisandiniste sont installés au Honduras et quelque sept cents soldats nicaraguayens auraient cette fois-ci, selon le département d'État, franchi la frontière. Envoyés de la base américaine de Palmerola (au Honduras), les hélicoptères utilisés pour cette opération sont des Huey pour le transport de troupes et des Chinook pour le transport de munitions. Aucun de ces appareils ne serait armé.

BERNARD GUETTA.

Europe

ESPAGNE

M. Herrero de Minon prend provisoirement la direction de l'Alliance populaire

MADRID
de notre correspondant

Le principal parti de droite espagnol, l'Alliance populaire (AP), a un nouveau chef pour au moins trois mois : l'actuel porte-parole de l'AP au Parlement, M. Miguel Herrero

de Minon, aura « tous les pouvoirs » jusqu'au congrès extraordinaire du parti, sans doute en février. Ce huitième congrès aura la lourde tâche de trouver un successeur à M. Manuel Fraga Iribarne, qui a abandonné, le 1^{er} décembre, la direction du parti et de l'opposition.

Samedi matin, la direction de l'AP avait adopté une solution de compromis : le premier vice-président du parti, M. Gerardo Fernandez Albor, a été désigné président par intérim de l'AP, mais en raison de sa fonction de président du gouvernement autonome de Galice il déléguera tous ses pouvoirs à M. Miguel Herrero de Minon.

Juriste âgé de quarante-six ans, sans passé franquiste, brillant orateur à la voix haute perçante, M. Herrero de Minon, connu pour son humour acide, n'a en tout cas pas perdu de temps pour occuper le terrain et se poser en authentique chef de parti : tout en rendant hommage à M. Manuel Fraga, M. Herrero a déclaré que le centre-droite allait devoir « crever son plafond » électoral. C'est précisément cet objectif que de plus en plus de personnes au sein du parti repréhaient à M. Fraga d'être incapable d'atteindre. La crise de l'AP est loin d'être close : la bataille des barons risque de durer encore dans les semaines. Or l'Espagne a, l'été prochain, plusieurs rendez-vous électoraux : les municipales et des élections dans des régions autonomes. Ces scrutins seront certainement un test révélateur de la capacité de l'AP à se passer du « père » et à surmonter ses déchirements internes.

« Sur les 3 millions de votes pour l'AP, 4,9 millions étaient pour Fraga », affirmait une militante au lendemain du départ de « Don Manuel ». (Interim.)

● RFA : Alerta à la bombe. — Emoi, dimanche 7 décembre, à Bonn ! Une bombe aurait été trouvée chez le porte-parole du gouvernement, M. Friedrich Ost, dans son jardin. Le motif de la réaction aurait pu sauter, affirme M. Ost sous le coup de l'émotion au journal populaire Bild. On découvrit un peu plus tard qu'il ne s'agissait heureusement que d'une boîte métallique remplie de clous et de vis avec, pour tout explosif, une fusée de feu d'artifice, dont la mèche a fait long feu. Les policiers estiment qu'il s'agit d'un canular. (Corresp.)

Diplomatie

La fin du conseil européen de Londres

Le conseil européen de Londres s'est achevé samedi après-midi 6 décembre par une conférence de presse de M^{me} Thatcher, qui préside les travaux des Douze jusqu'au 31 décembre prochain, puis des différents chefs d'Etat et de gouvernement. M. Chirac avait, quant à lui, regagné Paris dès la fin des travaux proprement dits, en raison de la situation en France.

Le conseil n'a pris aucune grande décision dans le domaine communautaire, res-

voyant l'examen des principales questions à des réunions ministérielles ultérieures ; il a adopté un certain nombre de déclarations, comme il est désormais fréquent, et en particulier une série de conclusions sur « la sauvegarde de la société de liberté », reposant notamment sur la lutte concertée contre le terrorisme, la drogue, le SIDA. Outre un texte général sur la construction européenne, l'activité économique au sein de la CEE, le marché intérieur, la croissance et

l'emploi, les Douze ont approuvé un texte condamnant à nouveau la présence soviétique en Afghanistan et indiquant que la Commission de Bruxelles doit examiner prochainement la possibilité d'apporter une aide alimentaire au Liban, comme l'avait proposé M. Chirac.

Conformément à la tradition, c'est, par ordre alphabétique, la Belgique qui prendra le 1^{er} janvier prochain la présidence tournante du conseil européen.

Les Douze vont préparer la réforme de la politique agricole commune

« Le point le plus important de ce sommet ? La mission confiée à M. Jacques Delors de procéder à des échanges de vue dans les douze capitales afin de faire avancer les dossiers européens les plus critiques, et notamment le dossier agricole. » Ce propos tenu par M. François Mitterrand au cours de la conférence de presse qui a suivi, samedi 6 décembre, le conseil européen, fait comprendre l'intérêt limité des discussions qu'ont eues vendredi et samedi les chefs d'Etat et de gouvernement des pays du Marché commun. La plus importante est donc une décision de procédure : la préparation minutieuse de ce débat sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) et sur les finances de l'Europe, que les Douze, durant ces deux jours, n'avaient pas osé lancer. « C'est aussi », a ajouté M. Mitterrand, « à juste titre ceci à cela, notre volonté de faire avancer l'acte unique en 1987. » « L'acte unique, continuait-il, va être la préoccupation majeure au cours des cinq années à venir. »

On va donc jouer les prolongations. La réunion des ministres de l'Agriculture qui se tient lundi et mardi prend, après Londres, une dimension particulière. M. François Guillaume et ses collègues, d'habitude peu soucieux de bâtir une réforme qu'ils croient incompréhensible dans les campagnes, sont en quelque sorte sommés d'adopter les nouvelles réglementations du marché de la viande. Celles-ci devraient se tra-

duire par une baisse de l'ordre de 10 % du prix d'intervention.

Il leur est surtout demandé d'arrêter sans plus attendre des mesures visant à réduire la production laitière. Un des principaux conseillers du gouvernement en ces affaires nous disait que, à son avis, les ministres pourraient s'entendre pour réduire au 1^{er} avril 1987 les quotas laitiers, c'est-à-dire les quantités autorisées à être produites dans la CEE, bien au-delà des 2 % décidés au printemps dernier. La Commission propose 4 %, le Parlement européen — y compris M. Michel Debatte, l'ancien secrétaire général de la FNSEA, qui siège au sein du groupe démocrate-chrétien — croit qu'une baisse immédiate de 7 % est nécessaire. Jusqu'ici, M. Guillaume n'envisageait pas d'aller au-delà de 3 %.

« Le conseil européen a demandé aux ministres de la recherche de parvenir, lors de leur prochaine session du 9 décembre, à un accord sur le programme cadre d'action communautaire en matière de recherche et de développement », lit-on dans les conclusions de la présidence. L'invitation est ici explicite, et un échec intervenant trois jours après affecterait le prestige du conseil européen. L'enveloppe financière proposée par la Commission pour la période 1987-1991 est de 7,7 milliards d'ECU (52 milliards de francs), ce qui convient à la majorité des États membres. Mais la France, le Royaume-Uni et, de manière plus restrictive encore, la RFA ont au-dessous de 5 milliards d'ECU, c'est-à-dire de 34 milliards de francs.

« Le conseil s'honorerait en fixant un montant proche de 7 milliards d'ECU (48 milliards de francs) », commentait un haut fonctionnaire français. On se mettra probablement d'accord sur 5 ou 6 milliards d'ECU. Sur le même terrain de la coopération technologique, les chefs d'Etat et de gouvernement ont manifesté le souci que le Conseil adopte avant la fin de l'année la directive qui permettra d'accélérer la définition et l'introduction de normes communes pour les équipements électroniques, informatiques et de télécommunication.

Le programme « Erasmus » pour les étudiants

Le conseil doit aussi se faire pardonner sa mesquinerie de la semaine passée en adoptant sans tarder le programme Erasmus, qui veut favoriser la mobilité des étudiants à l'intérieur de la Communauté et réserver les lieux entre les universités dans des conditions acceptables pour la commission. Celle-ci avait proposé de doter le programme d'un budget de 175 millions d'ECU (1,2 milliard de francs), à dépenser de 1987 à 1989. La plus importante partie de ces crédits devraient être affectés à l'octroi de bourses.

Le conseil consacré aux transports, qui se réunit les 15 et 16 décembre, est invité, lui, à s'entendre sur une première étape de libéralisation des transports aériens. Le compromis présenté par la présidence britannique constitue un moyen entre l'impasse des plus libéraux (Royaume-Uni, Pays-Bas) et la crainte qu'une ouverture inspire aux compagnies aériennes du sud de l'Europe. Il est accepté par la France, à la condition qu'il s'applique de la même manière à tous, c'est-à-dire qu'aucune dérogation ne soit accordée à l'Espagne et à la Grèce.

Enfin, la réunion des ministres des affaires sociales, le 11 décembre, permettra sans doute à M^{me} Thatcher de faire adopter un programme d'action en matière d'emploi qui reprendrait les orientations en faveur desquelles elle plaide avec insistance, sans, il est vrai, tout à fait convaincre. Si, dans les quinze jours qui viennent, l'ensemble des consignes ainsi données sont exécutées, ce conseil européen, en dépit de la monotonie de ses débats, aura été efficace.

PHILIPPE LEMAITRE.

LONDRES
de notre correspondant

Les Douze ont brièvement abordé le sujet du terrorisme, mais une place importante lui a été réservée dans les « conclusions » de la présidence britannique. C'était, pour M^{me} Thatcher, une manière de souligner le rôle particulier qu'elle a tenu à ce sujet durant les six mois au cours desquels elle et son gouvernement ont animé les travaux du Conseil. La contribution britannique à la lutte contre le terrorisme est considérée, au 10 Downing Street, comme l'une des principales réussites de ce mandat, même si l'attitude des partenaires de la Grande-Bretagne après l'affaire Hindawi vis-à-vis de la Syrie n'a pas été à la mesure des espoirs que l'on nourrissait à Londres.

Cela dit, le texte ne comporte aucune nouveauté. Il indique que le conseil européen n'a notamment admis le « principe » d'une « action concertée en réponse aux attaques terroristes et aux preuves de participation étrangères à ces attaques ». On déclare que les chefs de gouvernement ont « confirmé » les décisions prises par la Communauté sur la présentation des « preuves du soutien apporté aux terroristes par certains États ». Des recommandations sont faites aux ministres de l'intérieur — qui se réuniront de nouveau à Londres le 9 décembre — pour qu'ils fassent « la coordination et l'harmonisation éventuelles » des formalités d'octroi des visas, afin de renforcer le contrôle aux « frontières extérieures » de la Communauté, sans remettre en question les efforts entrepris parallèlement pour faciliter la circulation à l'intérieur de l'Europe des Douze. On leur demande, en outre, d'intensifier leur coopération pour prévenir l'immigration clandestine.

Un document séparé a été publié au sujet des relations Est-Ouest, qui avaient fait l'objet d'un large échange de vues vendredi soir (Le Monde daté 7-8 décembre). Cette discussion, la première à douze sur les problèmes de défense et de désarmement depuis Reykjavik, a permis de constater que les deux camps ont des points de vue convergents de ce sommet, par ailleurs marqué de grands débats. Selon ce document, les Douze pensent que la réduction des armements nucléaires rend nécessaires, d'une part, l'élimination des « inégalités » dans le domaine des forces conventionnelles, d'autre part, la recherche d'un accord pour l'interdiction des armes chimiques, « étant donné, ajoute-t-on, le besoin d'un équilibre global ».

Cette précision reflète assez clairement l'inquiétude rétrospective

des Européens après la rencontre Reagan-Gorbatchev d'octobre. C'est un avertissement supplémentaire qui est adressé à Washington, dans la perspective de nouvelles négociations américano-soviétiques. M^{me} Thatcher, le mois dernier, avait déjà transmis un tel message au président Reagan, et celui-ci en avait approuvé les termes. Les Douze, y compris M^{me} Thatcher, ont toutefois estimé qu'un rappel était indispensable.

Toujours prompt à défendre les États-Unis et M. Reagan, avec lesquels elle entend conserver ces liens privilégiés qui font parfois douter de son engagement européen, M^{me} Thatcher a, sur ce point, montré que sa politique proaméricaine n'était pas inconditionnelle. De même est-ce le premier ministre britannique qui, vendredi, avait pris l'initiative d'évoquer les « difficultés » auxquelles le président Reagan fait face actuellement à propos des ventes d'armes à l'Iran. Les « conclusions » du conseil européen n'en font pas mention, mais le premier ministre britannique, répondant à une question, est revenu sur le sujet en déclarant : « Tout ce qui affaiblit l'Amérique affaiblit l'Europe. Aussi ai-je le grand espoir que les choses reviennent rapidement à la normale aux États-Unis ».

FRANÇOIS COHEN.

● M. Mitterrand à Londres et à Madrid. — Le président de la République ira à Londres en janvier prochain pour y prononcer une conférence sur l'Europe, à l'invitation de M. Callaghan, ancien premier ministre, et, au mois de mars, en Espagne, où il a été invité par M. Felipe Gonzalez lors du dîner qu'il offrira, samedi 6 décembre, de retour du Conseil européen, au chef du gouvernement de Madrid.

● PACIFIQUE SUD : traité de désucléarisation signé par l'Australie. — Le premier ministre australien, M. Bob Hawke, a signé, ce lundi 8 décembre, le traité de désucléarisation du Pacifique sud quelques heures après que la France ait effectué un nouvel essai nucléaire dans son centre d'essai souterrain de Mururoa. M. Hawke a précisé que l'Australie était le huitième pays à parapher le traité, ce qui signifie qu'il y a désormais suffisamment de signatures pour que le traité soit appliqué. Le traité établit lors de la réunion du forum du Pacifique sud, en août dernier, interdit l'achat, le stationnement et les essais d'armements nucléaires dans la région et prévoit des obligations légales pour y parvenir. — (AFP.)

Afrique

MAROC : la visite du secrétaire américain à la défense

M. Weinberger promet une aide militaire accrue

Rabat (AFP, AP, Reuters). — M. Caspar Weinberger, secrétaire américain à la défense, a quitté le Maroc pour Londres, samedi 6 décembre, en terme d'une visite de vingt-quatre heures pendant laquelle il s'est surtout entretenu de coopération militaire avec le roi Hassan II. An ennu d'une conférence de presse, il a promis une augmentation de l'aide américaine et a approuvé le principe de la vente de chasseurs F-16 au royaume.

« Nous sommes particulièrement sensibles à la politique modérée et pro-occidentale du Maroc et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour apporter notre aide par tous les moyens que le royaume jugera utile. (...) Nous allons accroître au Maroc toute l'aide nécessaire pour assurer la sécurité au Sahara occidental », a dit M. Weinberger qui a promis que Washington ferait son possible « pour renforcer l'économie marocaine et réduire le fardeau de la dette ».

Au sujet d'un éventuel achat de F-16, le secrétaire à la défense a déclaré que Rabat n'avait pas encore présenté de demande formelle mais que si tel était le cas, l'adminis-

tration américaine n'aurait « pas d'objection ». « J'espère », a-t-il dit, que le Congrès acceptera d'accroître les crédits. La société française Marcel-Dassault est également sur les rangs pour fournir vingt Mirage 2000 au Maroc.

Cette visite intervient après d'importantes manœuvres communes qui ont réuni en novembre plus de dix mille hommes des deux armées dans le sud du Maroc pour un exercice baptisé « African eagle » et présenté comme un « succès » par M. Weinberger.

● M. Abraham Serfaty autorisé à se marier en prison. — Incarcéré depuis douze ans et condamné à perpétuité pour son opposition au régime monarchique, le citoyen marocain d'origine juive Abraham Serfaty a pu, après cinq ans de démarches, épouser à la prison centrale de Kénitra sa compagne française. La cérémonie s'est déroulée fin novembre en présence d'un rabbin et des dix témoins israéliens requis par la loi juïdique. M^{me} Danielle Mitterrand avait joué un rôle déterminant auprès du roi Hassan II, afin d'obtenir que le mariage ait lieu.

A TRAVERS LE MONDE

République sud-africaine

20 mineurs tués en deux jours

Johannesburg. — Dix mineurs noirs ont été tués et vingt et un autres blessés, dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7 décembre, à Veal Reef, la plus grande mine d'or d'Afrique du Sud située à 190 kilomètres à l'ouest de Johannesburg, au cours d'une seconde journée d'affrontements entre mineurs. La nuit précédente, dix mineurs avaient déjà été tués. Le bilan de deux jours d'affrontements s'élève donc à vingt morts et soixante-douze blessés, selon un porte-parole de la société Anglo-American, propriétaire de la mine. Les combats se sont produits aux abords de deux puits de mine employant quelque 6000 mineurs sur un total de 47000 employés à Veal Reef.

Des combats avaient déjà opposé, il y a deux semaines, des membres du syndicat national des mineurs, le NUM, qui tentaient de faire respecter un mot d'ordre de boycottage des débits de boissons clandestins de la mine (mais tolérés par les autorités), pour soutenir les revendications du syndicat relatives à une augmentation des primes à la production, à des mineurs opposés à cette mesure. Huit des treize mineurs tués à l'époque étaient des membres du NUM.

D'autre part, selon le bureau gouvernemental d'information, au moins trois syndicalistes noirs ont été assassinés, samedi, par des mem-

bres du mouvement zoulou Inkatha. Leurs corps ont été retrouvés dans une voiture incendiée près de Howick, à 100 kilomètres au nord-ouest de Durban. (AFP, AP, Reuters, UPI.)

256 jeunes de moins de seize ans détenus sans jugement

Pretoria. — Le général Johan Coetzee, chef de la police sud-africaine, a reconnu, ce lundi 8 décembre, que 256 jeunes âgés de moins de seize ans sont détenus sans jugement dans les prisons sud-africaines. Le jour même, âgé de onze ans, six d'entre eux ont douze ans, les autres ayant entre treize et quinze ans.

Cette révélation du général Coetzee fait suite à un communiqué publié le mois dernier par le Comité de soutien des parents des détenus (DPSC), selon lequel quatre mille jeunes noirs âgés de moins de dix-huit ans sont actuellement détenus ou portés disparus (Le Monde daté 30 novembre-1^{er} décembre). Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok, a été déclaré « profondément affligé » par ces déclarations, affirmant qu'aucun enfant ne sera détenu plus de temps qu'il ne sera « absolument nécessaire ». Justifiant ces détentions, M. Vlok a déclaré qu'il était « attristé du fait que des enfants aient été manipulés par des individus irresponsables et des organisations radicales qui souhaitent rendre le pays ingouvernable en usant de méthodes violentes ». — (AFP.)

Géopolitique

La mauvaise passe que connaît la politique de M. Reagan n'étonne pas Zaki Laïdi qui énumère ses erreurs à travers la planète. Sur le chapitre du Proche-Orient, Jacques Barrot demande que les Européens — et notamment la France — jouent un rôle plus actif pour aider les Etats-Unis à ne pas compromettre les chances de l'Occident.

La logique et le courage

Malgré la diversité de leurs intérêts matériels au Proche-Orient les pays européens et les Etats-Unis n'ont plus droit à l'erreur

par JACQUES BARROT (*)

PAR deux fois en quelques semaines, l'Europe occidentale a pu prendre la mesure des dangers qui la guettent, si elle ne se ressaisit pas. A Reykjavik d'abord, où les Etats-Unis et l'URSS ont failli admettre l'option « zéro », qui implique la dénucléarisation de l'Europe et, à terme, l'abandon de la grande puissance américaine. A Luxembourg,

ensuite, lorsque les pays européens n'ont pu adopter une attitude commune de fermeté à l'encontre du terrorisme et des Etats qui le parrainent.

Parallèlement à cette atonie européenne, les évolutions de la politique américaine au Proche-

Orient ont créé une crise de conscience aux Etats-Unis qui ébranle le pouvoir présidentiel.

L'Occident va-t-il se laisser imposer une nouvelle donne internationale, lourde d'incertitudes tant pour l'équilibre Est-Ouest que pour les relations Nord-Sud ?

Il est temps de comprendre que des notions sur lesquelles nous vivons depuis la fin de la guerre (indépendance, dissuasion, zones d'influence) sont menacées de perdre soudain de leur force ou de leur sens. Ne pas se tromper de diagnostic pour ne pas se tromper de politique, telle doit être la résolution première des Occidentaux, face aux défis que leur lancent les Etats terroristes. Or, chacun des alliés prend un risque sérieux : en faisant une analyse incomplète de la situation au Proche-Orient, notamment vis-à-vis de la Syrie et de l'Irak, ils négocient séparément, dans une semi-clandestinité qui ne favorise guère les résolutions fortes et durables.

Les uns, en souhaitant contenir l'extension du fondamentalisme islamique, prennent le risque de voir l'influence soviétique progresser dans la région. Une influence que les autres tentent de prévenir en prenant le risque de conforter des fanatiques imprévisibles. Malgré la diversité de leurs intérêts matériels au Proche-Orient, les pays européens et les Etats-Unis n'ont plus le droit à l'erreur, et la seule attitude cohérente s'appelle désormais : le courage en commun.

Trois objectifs

La France, qui n'a pas manqué à cette vertu lors de la vague d'attentats criminels en septembre dernier, doit jouer un rôle actif dans cette prise de conscience. Pourquoi ne pas se fixer désormais trois objectifs concrets et clairs :

1) Ne rien céder sur l'essentiel aux promoteurs du terrorisme. Même s'il paraît inévitable de devoir négocier la libération d'otages innocents, nous ne devons pas donner quittance aux Etats qui parrainent le terrorisme et commandent les enlèvements. Leur changement d'attitude doit être sans équivoque. Comment se prémunir, sinon, contre des libérations au compte-goutte, contre de nouveaux enlèvements ou de nouveaux attentats ? Dans toute discussion, nous devons disposer des capacités de pression suffisantes pour continuer à être respectés. Nous devons réaffirmer (*) Député de Haute-Loire, secrétaire général du CDS.

mer que tout n'est pas négociable, que l'Occident ne recherche pas l'arrangement à tout prix.

2) S'engager à réduire le fossé des attitudes occidentales, notamment celui qui sépare les pays européens. La déclaration de Luxembourg du 10 novembre a représenté un minimum et mis un terme à des procès d'intention, dont on aurait pu se dispenser ici ou là. Il faut désormais dépasser les proclamations, verbales et mettre au point un code de conduite des démocraties occidentales dans la mise en œuvre de leur politique au Proche-Orient, notamment vis-à-vis de l'ennemi iranien.

Nos diplomates nationaux, souvent confiés à quelques spécialistes, et nourries de méfiances mutuelles, ont dangereusement tendance à s'ignorer. L'imbrication des conflits et leur complexité exigent, au contraire, la multiplication des contacts, des concertations précises, afin de poser les diagnostics en commun.

Ainsi pourra se dessiner une ligne politique cohérente du monde occidental à partir de laquelle chacun pourra interpréter des variations propres, sans risquer à tout moment d'être contredit ou entravé par ses propres alliés.

3) Relancer le processus du règlement négocié de la question libanaise. Le régime de Damas ne peut plus affirmer qu'il assure aujourd'hui la sécurité au Liban et en prendre prétexte pour y exercer une hégémonie injustifiable. Le retour de l'influence de l'O.L.P. est significatif à cet égard. Voici venue l'occasion d'une initiative concertée, destinée à préparer une conférence internationale, contre laquelle la Syrie a développé des arguments qui s'avèrent désormais caducs. Quel meilleur moyen, d'ailleurs, de tester la volonté de Damas de changer sa politique, tant au Liban que dans ses relations avec le terrorisme ?

Plusieurs événements se profilent à l'horizon : succession de Khomeiny, évolution des régimes irakien et syrien, succession de Bourguiba, crise économique dans les Etats du Golfe, montée de l'intégrisme dans les opinions arabes. La logique voudrait que nos démocraties occidentales affrontent ces échéances avec lucidité et cohésion. Il y va, non seulement de l'indispensable coopération méditerranéenne, mais aussi du dialogue pacifique et constructif entre civilisations islamique et judéo-chrétienne. Pouvons-nous faire preuve aujourd'hui de la logique et du courage nécessaires pour préserver ces chances d'avenir.

La revanche de l'imposture

La hauteur du verbe de M. Reagan a contrasté en permanence avec la modicité des résultats

par ZAKI LAIDI (*)

L'AFFAIRE iranienne n'est que le révélateur d'une conduite somme toute cohérente de M. Reagan où la hauteur du verbe a en permanence contrasté avec la modicité des résultats.

Prenons l'exemple de l'Amérique centrale : M. Reagan souhaitait combattre le gouvernement sandiniste pour mettre localement le holà à la contagion totalitaire. Cinq ans plus tard, plus personne ne pense (et surtout pas le Congrès) que l'aide aux « contras » suffira à déloger M. Ortega. Comme tant d'autres « révolutionnaires », celui-ci joue admirablement bien la partition de « la patrie en danger » pour renforcer son autorité et rogner peut-être d'indispensables libertés publiques.

A cette cécité nicaraguayenne on pourra peut-être opposer la lucidité haïtienne de la Maison Blanche qui, à su organiser la « fuite à Varennes » des Duvalier. Mais l'effort pour conjurer démocratie et justice sociale est-il réellement entrepris ?

Le cas salvadorien apparaît à cet égard ambigu. Washington consent une aide massive (1 million de dollars par jour) au président Duarte. Mais le prix que celui-ci est contraint de payer en retour paraît lourd : soutien à la croisade antisandiniste et gel des négociations avec la guérilla salvadorienne.

L'ambition en Afrique

Tournons-nous vers l'Afrique : l'ambition des Etats-Unis était ici double : obtenir l'indépendance de la Namibie occupée par Pretoria pour faciliter le retrait des forces cubaines stationnées en Angola. Cette construction politique n'était pas en soi irréaliste, d'autant que les africanistes du département d'Etat en charge du dossier avaient sur la question une bonne connaissance des problèmes de la région. On espérait gagner sur le terrain africain en facilitant l'indépendance de la

Namibie tout en démontrant l'irréversibilité des conquêtes soviétiques en Angola. Cette opération délicate, qui passait par un soutien assez large aux objectifs régionaux de Pretoria, a aujourd'hui échoué.

Washington a cru que les dirigeants sud-africains étaient des « dirigeants comme les autres » qui se prêteraient aisément à une négociation diplomatique faite de marchandages et de concessions réciproques. Intéressés par le plan américain tant qu'il leur offrait la perspective d'un retrait des Cubains d'Angola, les Sud-Africains s'en sont détournés dès lors que l'urgence d'un retrait namibien se faisait sentir. Aujourd'hui, et en dépit du contexte intérieur sud-africain explosif, M. Reagan se dément sans succès pour empêcher le Congrès de voter des sanctions de plus en plus importantes contre Pretoria. L'Afrique du Sud

(*) Chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques.

« CEE - VOYAGE EN EUROCRATIE », de Bernard Brigueux

Pierre à pierre

BERNARD BRIGUEUX ne cède ni à l'ironie facile ni au pessimisme à la mode. Constatant que les nations démocratiques d'Europe restent « unies sur l'essentiel » et que leurs intérêts concordent « grosso modo, avec des phases inégalement heureuses mais une remarquable constance à long terme », il se soucie peu que l'Europe se réclame ou non d'un « idéal ». Elle se construit en fait et contre tout, et Bernard Brigueux parle sur son avenir. Son second mérite est de donner de la construction en cours une vue équilibrée et même très complète. Il ne s'en tient pas aux chicanes technocratiques, aux querelles de marchands de tapis et aux ratés du mécanisme de décision qui font le jeu des commentateurs, et accorde leur juste place à des institutions négligées comme le Parlement et la Cour de justice. Mais, surtout, il s'affranchit, sans même s'en excuser auprès des dévôts de l'Europe institutionnelle, d'une conception trop formelle de la Communauté.

Regrettons à ce propos que la manie des sigles l'ait incité à choisir un titre — CEE — aussi rébarbatif qu'injustifié (heureusement corrigé par le sous-titre).

La « coopération politique » (qu'il serait plus juste d'appeler « diplomatie ») ou simplement « internationale » : la coopération dans les techniques et industries de pointe, du type Euréka, pour ne rien dire d'Albus et d'Arnie, entre autres, qui recrutent des partenaires hors de l'Europe des Douze : les sommets réguliers des Etats membres de la Communauté, dont M. Giscard d'Estaing obtint la création en 1975 sous le nom de conseils européens, et qui sont aujourd'hui l'instance communautaire suprême, sont autant de pratiques qui procèdent non des traités de Rome, mais de la dynamique des faits. Précis, documenté, fournissant d'anecdotes et de détails où le lecteur averti aura du mal à déceler des inexactitudes vénielles, d'un style alerte, voire persifleur, ce Voyage en Eurocratie n'est pas exhaustif,

dans la seule mesure où l'Europe elle-même souffre de graves lacunes, de l'absence d'une politique de sécurité et de défense en particulier. « La Communauté européenne est inachevée », souligne l'auteur en se refusant à conclure.

Une leçon implicite se dégage cependant. C'est que l'Europe se construit pierre à pierre, pragmatiquement, et qu'elle aura tout à perdre à une revanche des dogmatiques. Dans la complexité de l'Europe d'aujourd'hui, le « grand mariage » ne risquerait-il pas de compromettre une heureuse « union libre » (pour reprendre une métaphore de Brigueux) et d'engendrer d'insupportables querelles de famille, comme celle de l'armée européenne, qui empêche les années de jeunesse de l'Europe communautaire ? A moins que, comme l'Acte européen dit « unique », fraîchement ratifié par le Parlement français, il ne réserve à l'adultera de multiples échappatoires.

MAURICE DELARUE.
* Editions Alain Moreau, 280 p., 99 F.

COURRIER DES LECTEURS

Et les rapports de domination ?

Ayant récemment opté pour la nationalité française, et — après un temps d'attente — l'ayant obtenue, je puis savoir quelles sont les données et les conditions d'une telle procédure. Si à quarante-sept ans — ce qui est mon âge actuel — j'ai décidé de quelque chose qui est loin d'être subjectivement résolu, c'est pour comprendre et accepter la ligne de ce choix.

Cela m'autoriserait à dire que la faillite des guerres et entreprises coloniales, ainsi que la faillite des décolonisations et des indépendances nationales n'ont rien résolu de la question des rapports de domination économique, culturelle et symbolique, dans le monde, et à plus forte raison des sujets politiques et sociaux de ces dominations.

Alors, quand arrivera-t-on à comprendre que l'immigration et ses générations successives ne sont que les victimes muettes mais désignées par ces procédures ? (...)

NABIL FARES,
étudiant algérien de nationalité française, professeur à l'université de Grenoble-III.

Pour lui
des idées de cadeaux
signés...

MADELIOS
Place de la Madeleine, Paris

Pour ceux qui savent choisir.

(Publié)

LA FRANCE EN GUERRE ?

TOUT SAVOIR SUR LE TERRORISME

« TERRORISME ET DEMOCRATIE »

avec les témoignages de

Robert PANDRAUD

Annie KRIEGL

J.-J. DERRÉ

Alain BESANCON

M. Jean-Marc VARAUT

Jean ROCHET,

ancien directeur de la DST

Prix : 50 F

à commander à

FONDATION DU FUTUR

139, avenue de Villiers

75017 PARIS



SCIENCE & TECHNIQUE

DECEMBRE 86

BANC D'ESSAI COMPLET :

IBM PC-XT 286

Des performances proches du PC-AT 3 et il coûte 13 000 F de moins !

Chambre de commerce et d'industrie de Paris		
EXAMENS ANGLAIS & AMERICAIN		
préparation accélérée		
DIPLOME	DÉBUT SESSION	RENSEIGNEMENTS
C.C. BRITANNIQUE D.A.C. ou D.S.A.	8 JANVIER	EAP
CAMBRIDGE FIRST CERTIFICATE PROFICIENCY	3 MARS	CENTRE MALESHERBES
C.C. AMERICAINE	9 JANVIER	108, bd Malesherbes PARIS-17 ^e
TOEFL	22 JANVIER	Tél. : 47.66.51.34

QUE CHOISIR ?

DECEMBRE 86

TESTS

31 champagnes

13 magnétoscopes

21 skis de fond

Société

FAITS DIVERS

Pantin (Seine-Saint-Denis)

Un jeune Français d'origine algérienne mortellement blessé par un policier

Un jeune Français d'origine algérienne, Abdelhadi Benyahia, dix-neuf ans, a été tué par un inspecteur de police judiciaire dans la soirée du vendredi 5 décembre alors qu'il tentait de s'interposer lors d'une bagarre dans un café de Pantin (Seine-Saint-Denis).

Selon le frère de la victime, le jeune homme tentait de séparer deux inconnus sortis dans la rue pour régler leur différend, lorsqu'un policier — qui n'était pas en service — a brandi son revolver. Criant « Police ! », l'inspecteur a tiré sans sommation et presque à bout portant, selon les témoins. Abdelhadi Benyahia est mort sur le coup. Les personnes présentes ont alors

assommé le meurtrier, dont l'identité n'a pas été révélée.

Dès l'arrivée de la police, les témoins ont été emmenés au commissariat central de Pantin, puis immédiatement entendus par des policiers de l'IGS (Inspection générale des services) saisis par le parquet de Bobigny. L'inspecteur a été laissé en liberté.

Les faits n'ont été connus que près de quarante-huit heures après la mort du jeune homme. Des consignes avaient été données aux policiers pour que le drame — qui s'est produit peu avant qu'un autre jeune ne trouve la mort au quartier Latin — ne s'ébruite pas. Alors que le corps de la victime a été transféré samedi à l'institut médico-légal de Paris, la famille n'en avait toujours pas été informée dimanche soir. Les amis d'Abdelhadi Benyahia, qui effectuaient un stage d'assistant à la Cité des sciences de La Villette, ont appelé à une marche silencieuse de protestation le mardi 9 décembre à Pantin.

Paris

Manifestation contre les incendies criminels

Deux cents personnes environ, dont de nombreux enfants encadrés par leurs parents et leurs professeurs, ont manifesté, samedi 6 décembre dans le vingtième arrondissement de Paris, devant les trois immeubles qui ont été ravagés récemment par des incendies d'origine criminelle et qui ont fait au total dix-huit morts et des dizaines de blessés. Les enfants ont déposé une plaque en bois à l'entrée de l'immeuble de la rue de Tlemcen, où huit personnes, dont quatre écoliers africains, ont trouvé la mort le 27 novembre dernier. M. Michel Charzat, député socialiste du vingtième arrondissement, était présent.

Les associations du quartier ont annoncé qu'une autre manifestation aurait lieu mardi 9 décembre devant l'Hôtel de Ville de Paris pour réclamer le logement des dizaines de familles qui ont été sinistrées.

● PARIS : le directeur d'une agence d'ASSEDIC écroué pour malversations. — Le directeur de l'agence des ASSEDIC du 18^e arrondissement, rue Georges-Aragauz à Paris, M. Louis Halic, cinquante-huit ans, qui s'était livré à des malversations dans l'exercice de ses fonctions, détournant 1 800 000 F en préjudice de son administration, vient de se constituer prisonnier.

M. Halic, qui s'est présenté au cabinet de M^{me} Edith Boisson, juge d'instruction au tribunal de Paris, chargée d'une information judiciaire sur ces escroqueries, a été inculpé et écroué. Louis Halic, depuis plusieurs années, recrutait des chômeurs en fin de droits et les faisait inscrire à son agence en leur attribuant un domicile fictif dans le dix-huitième arrondissement. Ces faux chômeurs percevaient alors de nouveaux subsides qu'ils partageaient avec le directeur inculpé.

Au congrès de l'Association professionnelle des magistrats

« Chalandon, tiens bon, la justice retrouve la raison »

L'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) approuve le projet de prisons privées. Elle éprouve même à son sujet moins d'hostilité que le garde des sceaux, qui travaille aujourd'hui à améliorer son texte, autrement dit à le rendre plus présentable.

L'APM, qui réunissait, samedi 6 décembre, à Paris, son assemblée générale annuelle, se contenterait de confier « à des agents du secteur public (...) certaines fonctions (...) comme les greffes et les postes de direction et d'encadrement ». M. Albin Chalandon est prêt, lui, à une tout autre concession : les gardiens, en contact direct avec les détenus et disposant à leur encontre d'un pouvoir de coercition, resteraient des fonctionnaires, soit détachés, soit « mis à disposition ».

Le choix entre ces deux formules, on d'autre encore, n'est pas arrêté. Nous discutons avec les sénateurs de la commission des lois pour trouver la solution adéquate, a déclaré samedi M. Chalandon. « L'usage de la force et les fonctions disciplinaires, a-t-il confirmé, resteront de toute façon une prérogative exclusive de l'Etat ».

Ce que M. Chalandon n'a pas dit, mais qu'on a appris en marge du congrès, c'est que des discussions parallèles ont lieu à la chancellerie avec les directeurs de prisons FO et les représentants de certaines entreprises privées, discussions destinées à soumettre au Sénat un projet acceptable pour les principales parties prenantes.

Poussé par M. Jacques Chirac à revoir son projet, M. Chalandon s'est attelé à la tâche, avec le souci de ne pas heurter les cadres de l'administration pénitentiaire — dont l'appui lui est précieux — et avec pour objectif de ne pas décevoir les entreprises candidates, car il ne perd pas de vue l'essentiel : la privatisation.

Parlant de la magistrature, M. Chalandon a regretté ses « divisions », ses « déchirements » et sa

politisation. Il la souhaiterait plus respectueuse de l'obligation de réserve. Il aimerait aussi que les nominations de magistrats ne puissent donner lieu à des spéculations sur « l'idéologie politique » des personnes choisies. Enfin, le garde des sceaux a estimé que les « déclarations fracassantes de certains syndicats » nuisaient à la justice.

M. Chalandon n'en a pas dit plus, si bien qu'on ne sait pas qui il visait : le Syndicat de la magistrature qui, le 30 novembre, au cours de son congrès, a discuté puis repoussé une motion exigeant sa démission, ou l'APM qui, jageant trop lent le changement de politique pénale, a réclamé récemment la tête de plusieurs hauts magistrats (le Monde du 4 décembre).

A en juger par les applaudissements, les congressistes ne se sont pas sentis visés. Leur président, M. Jean Pringuez, a, au contraire,

converti d'éloges fleuris le garde des sceaux : « Chalandon, tiens bon, la justice retrouve la raison » : « Continuez à transformer notre credo professionnel en un Te Deum judiciaire » etc.

Concert de louanges

Ce concert de louanges n'empêche pas l'APM de regretter que, « sur quelques points précis », le changement n'aille pas assez vite on ne peut pas aller trop vite. Ses adhérents sont, pour certains, des nostalgiques de la Cour de sûreté de l'Etat et de la peine de mort. Ils reprochent à M. Chalandon de ne pas avoir renoué les prérogatives des procureurs dans toute leur plénitude, prérogatives minées, selon eux, par M. Robert Badinter.

Enfin, M. Jean-Claude Dauvet, secrétaire général, juge alarmante la misère de la magistrature, mal

payée, incapable, souvent, de tenir son rang et, par conséquent, déconsidérée.

Née en 1981 au lendemain de la victoire de la gauche, l'APM revendique 600 adhérents sur 5 600 magistrats. Elle a obtenu 15,303% des suffrages exprimés dans les tribunaux aux élections professionnelles du mois de mai et 12,93 % dans les cours d'appel. Plusieurs membres du cabinet de M. Chalandon en sont adhérents ou l'ont été. Le conseiller technique du premier ministre pour les affaires de justice, M. Alexandre Ben-Makhlof, est, lui aussi, adhérent de l'APM, comme le sont les magistrats choisis récemment pour siéger à la Commission nationale de la communication et des libertés (M. Yves Rocco) et au conseil d'administration de RFO (M. Raoul Bézille).

BERTRAND LE GENDRE.

POINT DE VUE

Non à un lobby privé de l'enfermement

par Jean-Marie Pillard
secrétaire général
de la Fédération Justice CFDT

Le projet de prisons privées, adopté par le conseil des ministres malgré l'avis du Conseil d'Etat, soulève au moins trois questions qui nous paraissent essentielles :

1) Sur le plan de l'éthique d'abord, que dire de la dignité des détenus quand des sociétés privées pourront désormais bâtir leur stratégie économique et réaliser des bénéfices en spéculant sur l'accroissement de la délinquance ? Avec quelle efficacité l'Etat exercera-t-il son contrôle face au lobby privé de l'enfermement ? Quels effets la loi de l'offre et de la demande appliquée aux prisons aura-t-elle sur la politique pénale ?

2) Alors qu'Albin Chalandon a lui-même déclaré, à l'Assemblée nationale, le jour de l'adoption du projet par le conseil des ministres, qu'il y aurait une économie importante en personnels grâce à l'apport des techniques modernes, qu'en sera-t-il de la dignité des personnels de surveillance dans un système électronique où la fonction de surveillance serait réduite à celle d'opérateurs dans une salle de contrôle ? Quelles seront les conséquences de cet appauvrissement des tâches de surveillance sur les détenus ?

3) Sur le plan économique, enfin, le ministre de la justice affirme que le financement privé coûterait beaucoup moins cher à l'Etat. La démonstration nous laisse perplexe, les chiffres annoncés augmentant au fil des semaines.

De surcroît, M. Chalandon, ministre de l'équipement et du logement s'est déjà signalé, en 1970, par sa politique de concession des autoroutes à des sociétés privées qui s'est soldée par un échec si l'on en juge les conclusions auxquelles aboutit le rapport annuel 1986 de la Cour des comptes.

Le projet concernant les prisons privées n'offre aucune garantie d'efficacité économique. Les sommes versées par l'Etat au privé seraient plus utiles à la nécessaire rénovation voire à la reconstruction d'établissements particulièrement vétustes.

En conclusion, la seule réponse adaptée à la surpopulation pénale est une politique active de prévention et de réinsertion, le développement de mesures alternatives à l'emprisonnement ainsi que la modernisation du système public pénitentiaire.

L'ALPINE.

Par Yves Lucas



En remportant la Coupe des Alpes 54, une petite voiture d'apparence anodine allait s'inscrire à jamais dans l'histoire de l'automobile. Et gagner en même temps un joli nom de baptême : Alpine.

Ce n'était alors qu'une 4 ch Renault entièrement revue et corrigée par un pilote passionné autant par la course que par la mécanique. Grand prince de l'automobile, Amédée Gordini devait déclarer quelques temps plus tard : « Attendez un peu, les Alpine étonneront le monde ! Jamais précédent ne fut justifié jusqu'en 1973, l'Alpine remportait le titre très envié de CHAMPIONNE DU MONDE DES RALLIES ».

Aujourd'hui, si l'Alpine a changé de visage, tout comme elle a changé de cœur, entendez par là le moteur, elle a toujours ses amoureux, passionnés, fidèles. Parce qu'elle a su garder son âme.

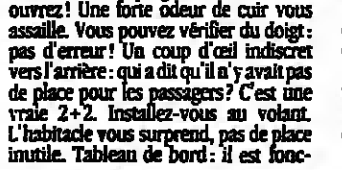
Mais comment se mettre à la place d'un conducteur d'Alpine ? Il n'existe qu'une solution : l'essayer soi-même. Il suffit de prendre rendez-vous. A Paris, c'est à Boulogne-Billancourt, 120, rue Thiers, au Centre Alpine.

Le Centre Alpine

A peine franchie la grande porte coissante, vous les découvrez toutes là, authentiques Alpine de collections, anciennes héroïnes au repos, les Berlingettes, tant de fois championnes et pour l'anecdote voitures sœurs de la gendarmerie — difficile de leur échapper — A 310, petites reines de la compétition moderne et, bien sûr, les plus récentes modèles Alpine, les V6 Turbo toutes garnies sous vos yeux, sans hiérarchie, rutilantes, bleues, rouges, blanches, dans un savant désordre, comme si les grands souvenirs n'avaient pas de place dans la mémoire.

Mais voici venu le grand moment. On éprouve toujours une certaine émotion quand on s'apprête à conduire une Alpine V6 Turbo. C'est un beau félin qui se dresse devant vous. Commencez par l'approvisser. Tournez plusieurs fois

autour, approchez-vous de son museau effilé. Touchez son échine, douce, en fibre de verre plus résistante que tous les aciers du monde. Enhardissez-vous et caressez sa croupe, lisse. Tout a été longuement étudié pour obtenir le meilleur « X » possible. Et c'est réussi puisque l'Alpine V6 Turbo offre le meilleur « X » du monde. Puis, fixez-la bien dans les places. Car y est, elle est à vous, presque. La main sur la poignée de la portière, vous avez le cœur en épiingle à cheveux. Allez, ouvrez ! Une forte odeur de cuir vous assaille. Vous pouvez vérifier du doigt : pas d'erreur ! Un coup d'œil indirect vers l'arrière : qui a dit qu'il n'y avait pas de place pour les passagers ? C'est une vraie 2+2. Installez-vous au volant. L'habitacle vous surprend, pas de place inutile. Tableau de bord : il est fonctionnel. Pas de détail superflu. Tout a été consacré à l'extrême précision. Le volant est dessiné comme celui d'une voiture de course. Le dos bien calé, les épaules maintenues, vos jambes trouvent les pédales exactement dans l'axe du volant. Votre main ne cherche même pas le levier de vitesse : tous deux se rencontrent, s'épousent naturellement. Sous le tableau de bord, la console hi-fi. Pour les mélomanes.



Un feulement sourd

Mais c'est une toute autre musique que vous allez entendre au premier tour de clé : celle du célèbre moteur 6 cylindres en V à injection électronique. La tentation est trop forte : vous donnez juste un petit coup d'accélérateur. Pour voir. Et vous entendez un feulement

sourd venu de l'arrière, tandis que bondit l'aiguille du compte-tour.

Contraste étonnant, le passage en douceur de la boîte 5, magnétique que l'horlogerie. Mettez le pied dedans. Et que la fête commence. En sept secondes, vous grimpez de 0 à 100 km/h. Des accélérations à vous couper le souffle. Mais sans aucune brutalité. La montée en régime se fait tout en souplesse grâce à la géométrie du vilebrequin dont les manetons sont décalés.

En route pour un petit tour à 6000 tours. Juste pour se faire plaisir : 6000 tours à fond de 2,48 s (100 à 160 km/h). A fond de 3,14 s (0 à 100 km/h). Et maintenant, toujours à 6000 tours, 255 km/h (sur circuit), soit 70 my, servo-freins à disques ventilés à l'avant comme à l'arrière.

Avec ses 2458 cm³ de cylindrée, ses 200 ch DIN (147 kW ISO) à 6000 tr/mn de puissance, ses 355 km/h (sur circuit), vous êtes au sommet de la hiérarchie automobile. Vous voilà promu pilote d'une voiture d'exception atteignant le plus haut niveau de performances. Après la souplesse totale en ville, c'est la puissance maxi sur route et l'insolent turbo qui vous bouscule les reins.

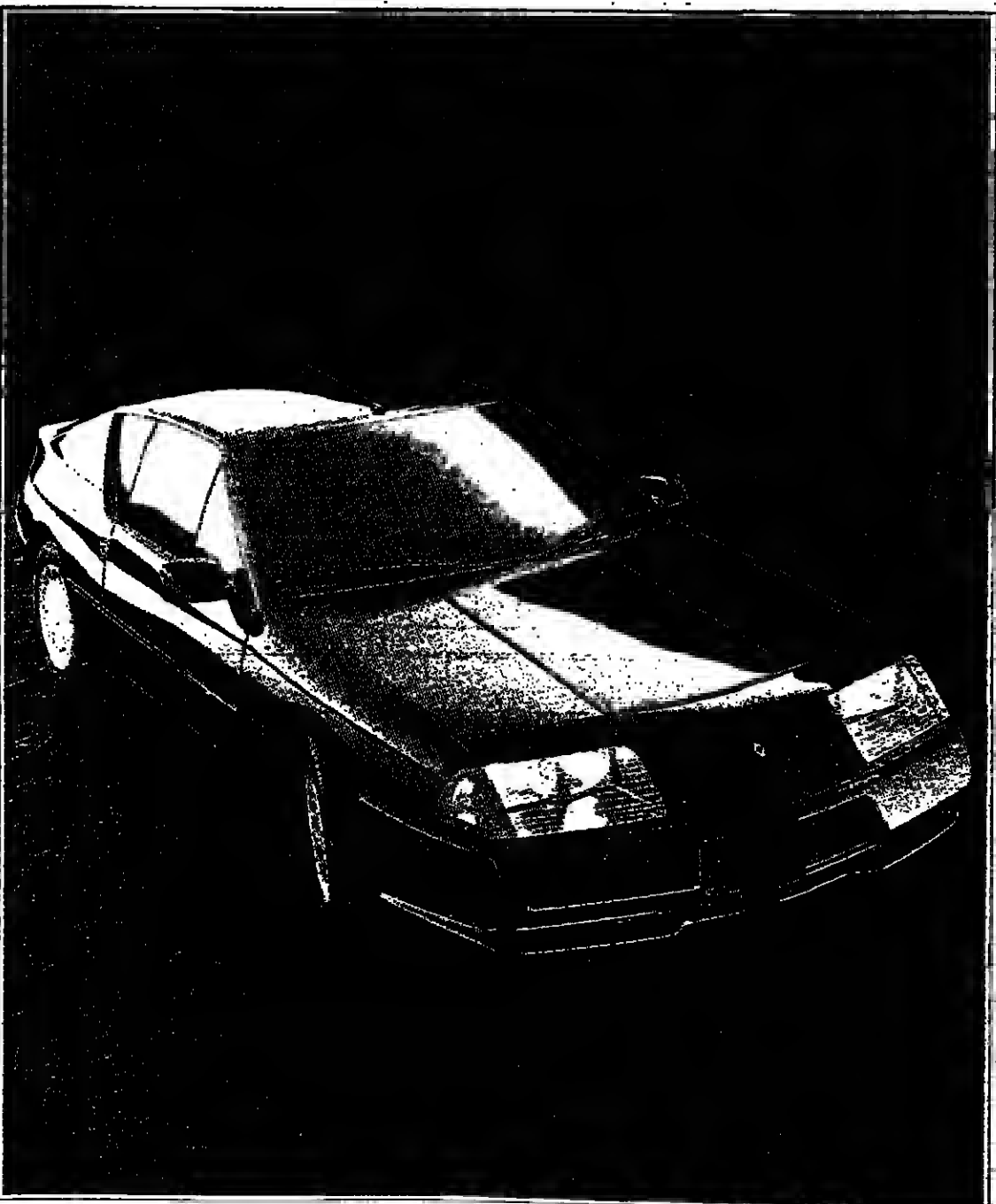
Devenez "Alpiniste"

C'est la fête, un coup d'œil à l'ordinateur de bord, tout va bien. Totale précision, d'une mécanique hors pair qui ne faillit pas à sa tradition. Tous vos préjugés filent derrière vous à plus de 200 à l'heure. Vous n'avez qu'une envie : Encore. Car y est vous êtes devenu un vrai "Alpiniste". Mais vous voici de retour à la case départ. Un dernier petit coup d'accélérateur : juste pour le plaisir. Telle est l'Alpine. Un véritable mythe vivant.

Modèle présenté Renault Alpine V6 Turbo. Prix de vente en fin de série : 27 000 000 F TTC. 64 L à 90 km/h, 8,1 L à 120 et 12,8 L en ville.

La Renault Alpine existe aussi en version atmosphérique. Renault Alpine V6 GT : 1600 cm³ (116 kW ISO), 235 km/h sur circuit, 185 000 F TTC. Conversions normales : 1800 cm³ (132 kW ISO), 255 km/h sur circuit, 205 000 F TTC. 7,0 L à 90 km/h, 7,9 L à 120 et 14,7 L en ville. Ces modèles sont disponibles chez tous les concessionnaires Renault.

Généraliste constructeur 5 ans ou tous les véhicules de tourisme matricule 87. Voir votre concessionnaire.



RENAULT ALPINE



CINÉMA

« La Puritaine », de Jacques Doillon

Entre cœur et jardin

Une fois encore, Jacques Doillon explore le désordre des êtres. Dans une histoire de « fille prodigue », qui se déroule dans un théâtre et où éclate le talent de Sandrine Bonnaire.

Jacques Doillon, le plus poétique des exhibitionnistes, continue à fouiller avec une obstination fiévreuse dans le désordre des cœurs : son nouveau film pourrait aussi bien emprunter le titre d'une de ses œuvres précédentes, *la Drôlesse*, la Femme qui pleure ou évidemment *la Vie de famille*, ou mieux encore *la Fille prodigue*.

Tout se passe dans un théâtre un peu croquant. Tonton Freud est dans la loge d'honneur avec le vieil Édipe qu'on n'arrive toujours pas à liquider. Manon, dix-huit ans, a fait une fugue. Après un an d'absence, elle s'annonce à son père par un télégramme : « Pardon possible ». Quelle faute a-t-elle commise ? Pierre l'apprendra et nous aussi : une histoire de photo trouvée, d'image maternelle souillée.

Avant que n'intervienne la réconciliation finale, filiale, sur une très jolie scène d'abandon et de chasteté, il y aura une folle agitation dans cette salle où, vous l'avez deviné, se déroule la comédie de la vie. Des cintres à la fosse, du plateau aux loges, de l'enfer des sentiments au « paradis » qui menace ruine (attestation, symbole), le père et la fille se livrent à une épuisante partie de cache-cache affectif.

Épuisante pour tout le monde. Depuis longtemps déjà, Manon est là, dans la pénombre, on la devine, on l'espère, mais elle court, elle court la fureuse... On voit surtout Ariane, la maîtresse de Pierre (Sabine Azéma). Nervuse déesse ex machina, elle opte pour le registre vibrant, mention qui tremble, assez vieux théâtre, piège qu'elle



avait évité avec Renaud dans le *Mélo* de Henry Bernstein. Allez savoir...

On voit aussi beaucoup Michel Piccoli (Pierre). Vraiment très bien, très étonnant, vieux chat gris égoïste et gourmand. Dans une longue séquence légèrement urticante, il va mener l'enquête sur le retour de Manon. Choissant d'en demander des interprétations à ses élèves comédiennes, il leur distribue, dans une opération de fragmentation frustrante, des parcelles du personnage de sa fille. Les jolies dénicheuses (Brigitte Coquas, Anne Coesens, Corinne Dacq...) sont ainsi amenées à devenir qui « les orpelles de Manon », qui « la main de Manon », « l'orsille de Manon » et jusqu'à « l'absence de Manon ».

Sandrine Bonnaire

L'absence de Manon, justement, se fait de plus en plus sentir. On s'ennuie, quoi. Quand enfin elle

envahit l'écran, et cette petite « puritaine » qui « se shoote à la honte », comme dit son papa de cinéma, nous empoigne, nous émeut, nous enchante.

Alors donc, c'est aujourd'hui que vous la découvrez la Bonnaire ? Achetez un réveil, une autre paire de lunettes. Vous ne l'avez pas vue chez Pialat ? Chez Varda ? Si, si, elle était formidable, mais dans des rôles plus lourds qu'elle, qui collaient à sa peau comme un manteau de pauvre. Là, elle invente tout, sensible sûrement à la discrétion passionnée de Doillon, docile, mais en même temps s'appropriant une liberté nouvelle, s'affranchissant de ses dernières entraves de chrysalide de star.

Lumineuse, nocturne, belle ou moche à volonté, elle passe avec une légèreté de papillon du chagrin à la jubilation, de la boulevardie butée au charme désarmé. Elle est l'adolescence incarnée. Sandrine Bonnaire.

DANIELE HEYMANN

MUSIQUES

Le concours de piano Marguerite-Long

Un cru moyen

Un Brésilien de vingt-sept ans, impétueux et brillant, et une petite Japonaise de vingt ans, qui collectionnent les récompenses en Europe, ont dominé le prix Marguerite-Long.

Les deux premiers prix ex-aequo, qui ont couronné le concours international de piano Marguerite-Long, pourraient indiquer un niveau exceptionnel ; on y verra plutôt l'embarras du jury, présidé par Pierre Petit, pour décaler un nom dans un lot qui ne dépassait guère celui d'un conservatoire. Peut-être aurait-il mieux valu ne pas décerner la suprême récompense.

Avec l'initiation des concours internationaux, le prix Marguerite-Long connaît une situation quelque peu inquiétante : 36 concurrents seulement (sur 60 inscrits) y ont pris part, contre 52 en 1981 et 76 en 1979. Les meilleurs Français semblent redouter l'échec devant leur public (alors qu'ils ont remporté des succès flatteurs au dernier concours Chopin de Varsovie) et sur les sept présents, aucun s'est parvenu en finale. Seize Asiatiques (dont 8 Japonais) constituaient près de la moitié de l'effectif, tandis que l'Europe Centrale et l'Amérique étaient mal représentées et l'URSS absente.

Les lauréats sont les plus musiciens

Cela noté, le palmarès ne souffre pas contestation. Les deux lauréats sont aussi les plus musiciens. Jeu vif et bien équilibré, tempérament impétueux et lyrique à l'occasion, avec des mains aussi agiles qu'intelligentes, José Carlos Cocarelli (Brésil, vingt-sept ans), très brillant dans la Sonate de Dutilleul et le morceau imposé de Michel Merlet, s'est un peu perdu dans les méandres de la Fantaisie de Schumann, sa Ballade de Fauré n'a pas tenu toutes les promesses d'un toucher fort agréable, et son interprétation du 2^e Concerto de Chopin est restée assez artificielle,

vigoureuse et terne à la fois, sentimentale et assez mièvre.

A vingt ans, la petite Japonaise Yukino Fujiwara, qui collectionne les prix en Europe depuis 1979, séduit par sa passion, sa personnalité de feu, toutes facultés tendues pour entendre et exprimer la musique du fond de son âme. Elle aura sans doute du mal à discipliner au jeu exagérément émotif, un peu brouillon parfois.

Les autres finalistes étaient moins attachants : le Bulgare Vesselin Stanev, bonne technique russe, aux interprétations platement scolaires ; la Coréenne Youngshin An, qui a joué le 2^e Concerto de Beethoven comme M^{me} Czerny, mais des Images de Debussy avec des sonorités extraordinaires ; et deux autres Japonaises trop pâles pour faire carrière.

Correct dans Beethoven, le Nouvel Orchestre philharmonique,

dirigé par Philippe Bender, a témoigné quatre fois, dans le Concerto en fa mineur, de Chopin, d'une médiocrité affligeante, tempi ridicules, phrases approximatives et mous.

JACQUES LONCHAMPT.

Palmarès

Grand prix ex-aequo : José Carlos Cocarelli (qui reçoit également les prix du public et de la meilleure interprétation de musique française) et Yukino Fujiwara ; 2^e prix : Vesselin Stanev ; 4^e prix : Youngshin An ; 5^e prix : Haruko Ueda ; 6^e prix : Kyoko Tabe.

Le concours était richement doté cette année par de nombreux mécènes, en particulier la Caisse des dépôts et consignations, la Fondation Elf-Aquitaine, la Banque nationale de Paris, la Fondation Gulbenkian, la Fujisanki Communications Group, etc.

Le concert de gala des lauréats et la remise des récompenses ont lieu ce lundi 8 décembre, salle Pleyel, à 20 h 30.

La semaine du mélomane

Avant enfin découvert que la vie musicale est aussi vivante en province qu'à Paris, le mélomane fait ses adieux à la capitale, malgré le régal prometteur de Jean-François Heisser (mardi 9, salle Gaveau) et les Enfants du Béthénisme de Pierre, qu'il affectionne tout particulièrement (le 11 à Saint-Germain-des-Près).

Il se rendra d'abord à Lille, où Jean-Claude Casadesu et son orchestre ont invité la violoniste A. S. Muttar, les 8 et 9, à jouer le Concerto de Brahms, puis le pianiste M. Rudy pour un programme Prokofiev (le 11 à Arras et le 13 à Béthune). Il ne manquera pas pour autant les Aspects de la musique contemporaine du conservatoire de Caen : Dao et Xenakis, le 10, par les Percussions de Nantes ; Jolivet, Malec, Boucourschew et Durville le 12 ; Schoenberg, Bartok, Lenor, le 16. Il suivra également la Sinfonietta de Picardie, dirigée par A. Myrat, qui sera le

11 à Amiens, le 12 à Guignécourt, le 13 à Beauvais, le 14 à Senlis, avec au programme : Roussel, Mozart, Routh et Liszt.

Il rejoindra V. Parlemuter le 13 à Oyonnax ou le 14 à Bourg-en-Bresse, à moins qu'il n'aille à Lille le 14 entendre des pièces curieuses de Liszt. Mais comment choisir entre l'Enfance du Christ à Nancy (les 11 et 12), et Roméo et Juliette de Berlioz à Montpellier (les 12 et 14) ? Entre la Janota de Marseille, les 10, 13 et 16 et celle de Strasbourg, les 14 et 16 ? Doit-il aller à Orléans pour Cœur de tulle (les 12 et 14) ou à La Rochelle pour le Barbier de Séville (les 12 et 13) ?

Devant tant de choix impossibles, le mélomane redévoit pénétrer : il lui donc écouter le Symphonie de Chausson avec l'Orchestre de Paris, salle Pleyel, les 10 et 11.

G. C.

ENTRÉE GRATUITE

DU 11 AU 21 DÉCEMBRE 86

Le prodige Scandien : fruit de l'intelligence, il vous donne ses richesses pour maîtriser un vaste domaine, en accueillant les technologies des pays les plus modernes. Afin de faire partager aux Français le prodige Scandien auquel ils ont contribué, l'Institut Scandien vous invite au GRAND PALAIS. Vous y verrez entre autres la plus grande exposition de sculptures en bois du monde, des châteaux et des faucons vivants, un village Scandien, des tentes et des tipis, la salle du Conseil Royal et un fascinant spectacle de danse traditionnelle. Pour les permettre d'adhérer à ce prodige Scandien, l'Institut Scandien vous propose une série de conférences et de spectacles.

Culture

MUSIQUES

« Don Quichotte », de Massenet, à l'Opéra de Paris

Des épines dans les lauriers

La mise en scène de Piero Faggioni emporte l'adhésion d'un public ravi. Il y a pourtant beaucoup à dire (et à redire) sur cette production de l'opéra de Massenet qui ne cesse depuis quatre ans de remporter des succès.

La première de *Don Quichotte* s'est déroulée vendredi soir dans l'euphorie générale; non seulement Ruggero Raimondi (*Don Quichotte*), Gabriel Bacquier (*Sancha*) et Hanna Schwarz (*Dulcinée*) ont été longuement applaudis, mais aussi le chef Georges Prêtre, et le metteur en scène Piero Faggioni, auteur des décors et des costumes. Après les succès répétés de cette production présentée à Vienne en 1982, à Naples puis à Barcelone en 1986, on voit mal comment il aurait pu en être autrement. Alors que le *Don Quichotte* de 1974 avait jeté une ombre tenace sur le début de l'ère Libermann, celui-ci vient à point pour réconcilier le palais Garnier, son public et la critique.

On peut se demander cependant en quoi cette production l'emporte sur la précédente. Il y a deux ans, on s'en était pris surtout à l'œuvre, la plus mauvaise de Massenet disait-on sans rire et sans savoir; à présent, on n'en est plus si sûr: en tout cas la partition est identique et Georges Prêtre la dirige de la même façon.

La distribution est bonne, encore qu'aucun des protagonistes n'y soit dans son meilleur rôle: la prononciation française gêne visiblement Raimondi et Hanna Schwarz, nuisant à l'homogénéité de la ligne vocale, et Gabriel Bacquier a une faiblesse tendancieuse à charger son rôle. Nicolai Ghiaurov, Robert Massard et Victoria Cortez leur étaient-ils de beaucoup inférieurs?

Reste la mise en scène, pierre de touche du succès à l'évidence. Dans la nudité désolante des décors de son cru, Peter Ustinov avait rendu l'ouvrage plus désirable que comique. A l'inverse, Faggioni a surtout soigné l'emballage car la direction d'acteurs ne brille pas par une rigueur particulière ni par une réelle adéquation au rythme dramatique-musical.

Au lever du rideau, *Don Quichotte* expire, nous dit-on, au milieu de ses livres. L'orchestre joue le prélude du cinquième acte — pourquoi pas? — et l'on entend une respiration oppressée. L'idée semble belle jusqu'à ce qu'on découvre que ce souffle est prosaïquement celui de la mécanique des ailes de Pégase. *Don Quichotte* l'enfourchant bientôt en grande pompe, on ne sait pourquoi, tandis qu'une armée de chevaliers viendra se trémousser en mesure sur la musique de la fête qui ouvre normalement l'opéra. Avec ce qu'il faut de fumigènes, c'est ce qu'on appelle un effet, rien de plus. Il a l'avantage d'être réussi, tandis que les chevaux à roulettes poussés par des hommes, la présence continue sur scène d'une foule de spectateurs, le balcon am-

vible de Dulcinée et les flocons du neige du troisième acte laissent assez froid.

Le combat contre les moulins, en revanche, est réellement impressionnant; c'est à peu près le seul des nombreux problèmes scéniques posés par l'ouvrage que Faggioni ait résolu en l'abandonnant de front.

La direction de Georges Prêtre, elle aussi, repose davantage sur une succession d'effets que sur une conception d'ensemble de l'architecture musicale. De là, des chutes de tension, des passages trop voyants d'un groupe instrumental à un autre (des cuivres aux bois notamment) et une grande négligence dans les transitions. L'orchestration de Massenet est trop claire pour supporter l'a peu près. Surtout, il y a ce rubato dont Georges Prêtre use et abuse, qui se traduit à l'orchestre par une imprécision des attaques et de la polyphonie en contradiction avec une écriture toujours nette. Pour Massenet, quoi qu'on en dise, le mauvais style n'est pas le vrai style.

On a en la surprise d'entendre, par ailleurs, la chanson du quatrième acte accompagnée non sur la guitare par Dulcinée elle-même — « c'est *est absurde* », précise la partition — mais à l'orchestre. La partie de guitare n'est cependant pas si ardue qu'une chanteuse ne puisse venir à bout. On a utilisé ici une transcription que Massenet réservait à son autorisation expresse et qu'il ne laisse pas publier; la moindre des choses aurait été de demander à Hanna Schwarz de jouer elle-même des castagnettes, comme cela est spécifié.

La scène, on ne s'est guère soucié des intentions de l'auteur. Que dire alors du parti pris de parler les derniers mots de *Don Quichotte* au lieu de les chanter et de rejoindre ainsi, sur la même note, la voix de Dulcinée?

Une telle sévérité étonnera sans doute à propos d'une production qui plaît et qui n'est pas moins bonne qu'une autre, mais fermer les yeux ou les oreilles au bon moment n'est pas la meilleure façon de rendre justice à un spectacle, surtout si l'on attend un peu plus d'ordinaire.

GERARD CONDÉ

★ Prochaines représentations: les 8, 11, 14, 16, 19 et 22 décembre, à 19 h 30. Ces représentations feront l'objet d'un enregistrement coproduit par Erato, Radio-France et la TVS. L'œuvre sera mise en scène par son 93 à *Don Quichotte*. Outre le livret commenté, on y trouvera divers articles historiques et une discographie (130 p., 58 F.).

NOTES

Les Trans-musicales de Rennes

Rendez-vous annuel désormais attendu, les Trans-musicales de Rennes sont une expérience unique qui permet pendant plusieurs jours de parcourir le pays de ce qui se fait et s'invente en matière de rock et de pop partout dans le monde. Pointue et éclectique, sans être obscure, la programmation, assurée par Hervé Bordier et Jean-Louis Brossard et soutenue par la ville, a souvent été à l'origine de révélations (de Marquis de Sade à Signe Sighe Spoomick, de Etienne Daho aux Woodentops). L'originalité de ce festival, qui se partage entre plusieurs salles de la ville, c'est aussi son esprit et sa convivialité qui provoquent les mélanges: on assiste ainsi régulièrement à des prestations improvisées entre les musiciens de différents groupes.

Pour leur huitième édition consécutive, les Trans-musicales ouvriront en grands pompes le mardi 9 décembre avec Etienne Daho: l'enfant chéri de Rennes, qui doit à ces rencontres (1) sa première expérience scénique, sera entouré de tous ses amis (Elli Medeiros, Françoise Hardy, Jacques Dutronc, Arnold Turbon, Robert Farel, etc.).

A. W.

(1) *Ouest France* a consacré, dans son édition du 28 novembre, un supplément hors série au rock d'Ici avec, en couverture, une photo d'Etienne Daho prise par Kiki Picasso.

Kool and the Gang à Bercy

Dix-huit ans que ça dure, et pas une ride, pas une entorse à la règle. Kool and the Gang a beau être l'un des plus gros vendeurs de disques aux États-Unis, ses musiciens continuent d'assuer de concert en concert, de quitter un car pour en reprendre un autre. Comme un groupe débutant. Et ils alignent les tubes au même rythme: pour leur seul album *Emergency*, quatre titres se sont classés en tête des hit-parades en 1985, et c'est une de leurs chansons, *Celebration*, qui fut

choisie pour accueillir les otages américains de retour d'Iran.

On les a vus en action il y a deux semaines à Berlin devant un public tonton proprement ténébreux. Ils sont neuf, et vieux comme le monde. Mais c'est de la dynamite. Depuis le temps, ces gens-là ont acquis une science imparable de l'acte public. Grosse machine huilée avec mise en place à l'équerre, cuivres pétaradants (la puissance de leurs attaques!), breaks vertigineux et dénivelés sur les chapeaux de roues, ils enchaînent les morceaux sur des rythmes qui catapultent sans relâche des mélodies impeccables et interchangeables.

Is ne sont pas là pour philosopher (les textes parlent d'unité, de l'amour de Dieu et des hommes, surtout pas de sexe: les voix suaves, les pulsions torrides, se chargent de l'évocation) mais pour assurer la fonction dansante. Leur show reste fonctionnel, adapté à la multiplication des concerts, sans la dévotion de leurs homologues. Le plaisir qu'ils procurent pendant près de deux heures est celui de l'instant, sans suite et sans partage, comme un juke-box qui n'aurait qu'un nom au programme.

A. W.

★ Lundi 8 et mardi 9 décembre à 20 heures à Bercy; le 10, à Strasbourg; le 11, à Lyon. Disques chez Phonogram.

L'INVASION COMIQUE

Christian BENTE Guy de MAUPASSANT

13 novembre au 14 décembre

Centre Culturel Jean-Haendrick

LA COURNEUVE 49.36.11.44

A la Comédie des Champs-Élysées

Cziffra ressuscité?

Georges Cziffra n'avait pas joué à Paris depuis la disparition dramatique de son fils en 1981.

Il donne un récital ce lundi.

« Un Cziffra », disait-on dans les années 60. Pour désigner... quoi, en fait? Un éternel enfant prodige? Le miracle de la nature d'une grande virtuosité définitive? Ce genre de pianiste, surtout, dont une partie du public ricane et que l'autre aime à pleurer.

Se souvient-on encore, trente ans après son premier récital parisien, à quel point Cziffra fut aimé? A la fois comme un miracle du drame de Budapest (qu'il choisit de quitter quand les chars soviétiques y entraient), et, bel et bien, comme Liszt réincarné. La réaction lui est d'ailleurs un thème familier. Le récital (Schubert, Chopin, Liszt) qu'il donne ce lundi à la Comédie des Champs-Élysées marque un peu plus que sa rentrée: il renait.

« Pendant deux ans, la seule vue d'un piano m'a donné envie de venir, dit-il. Je ne pouvais pas me décrire; la nuit, j'agressais les passants dans la rue. J'ai subi l'oubli à terre, et jusqu'en 1984, je ne me suis pas relevé. »

« Brusquement, j'ai accepté. J'ai compris que boire deux bouteilles de whisky par jour ne changerait rien à la mort de mon fils. Sans aide, sans médication, sans parler à personne, j'ai cessé de boire et de manger. Je me suis imposé d'avoir l'air sept jours sur sept. « Faites attention, c'est dangereux, il n'y arrivera jamais », disait-on à ma femme. J'ai perdu vingt-trois kilos. Je travaille à nouveau quatre à cinq heures chaque matin. »

« Se remettre au piano, ce n'est pas seulement une question de main ou de mémoire. Il faut discipliner tout son être physique pour pouvoir en disposer de la même façon chaque matin. Autrefois, je me levais, je sautais au clavier, et mes doigts roulaient à eux-mêmes. Avec l'âge, je suis devenu irrégulier, les mêmes intervalles me tombent un jour sous les doigts et, le lendemain, tout le travail est à recommencer. »

« En sortant de ces deux années, j'ai eu terriblement honte, puis j'ai retrouvé, avec le sentiment de mon humanité, l'humilité de regarder mes pouvoirs anciens. Jamais je n'avais eu l'air de musique à ce point. Je voulais tout rejouer. Par quelle œuvre commencer? J'arrêtais mon choix. »

Ma musculature rendait. Comment la plier? Ce terrible dialogue a duré quatre mois, sans résultat. Mais la décision était là: bientôt, les progrès ont commencé.

Nourrison né moribond dans une famille déclassée; pianiste de cirque à cinq ans; mené par miracle de la foire au conservatoire; ballotté pendant la guerre de misères radicales en prélude à la gloire; traversé, un temps, en pianiste de jazz; exotisé, la paix revenue, par la Hongrie socialiste et condamné à transporter des blocs de pierre qui devaient lui laisser les muscles de ses poignets distendus; ambassadeur malgré lui de la Hongrie à l'étranger, exilé, combi par le « paradis français », bienfaiteur dans sa localité (1), György Cziffra — son prénom a, entre-temps, été francisé — est donc encore une fois tombé. Mais il s'est relevé. Son principal allié, pourtant, n'était plus là pour l'aider: « Depuis assez très jeunes, mon fils György déchiffre les signes mystérieux qui m'entraînent, me précèdent et me poursuivent... (2) ».

Pianiste, Cziffra apparaît aussi sans parenté. Peut-être moins interprète, d'ailleurs, qu'improvisateur né et salimbanque du clavier. Professionnel, il ne l'est devenu qu'en

1953: il avait déjà trente-deux ans. Auparavant, sa spécialité était le pot-pourri charmeur de gloires intarissables et de paraphrases vertigineuses sur *Le Dénoué* de Strauss et les hymnes hongrois. Liszt, en cela, était son vrai papa.

Il aura, plus tard, quelque peine à se débarrasser d'un style qu'il qualifiera lui-même de « bizarre, excessif, incohérent et surchargé ». On l'adulait virtuose. Il n'a jamais cessé de rêver à « ce petit imprévu que l'on jouerait en toute simplicité » et qui clouerait le public à son siège comme aucune cizars ne l'a jamais fait. « Être un artiste... je crois que je suis en train d'y arriver. »

Propos recueillis par ANNE REY.

(1) Le pianiste a acquis, par ses seuls cachets, l'ancienne chapelle gothique de Saint-Frambourg, à Senlis, devenue Fondation Cziffra et transformée, avec l'aide des plans Yamah et de la municipalité, en Auditorium Franz-Liszt. De jeunes musiciens et pianistes y sont accueillis pris en charge et exposés.

(2) Des canons et des fleurs: mémoires de György Cziffra, traduits en français par György Cziffra Junior. Editions Robert Laffont.

« Guerre et Paix », de Prokofiev magnifié par Rostropovitch

Six heures salle Pleyel (avec un entracte-sandwich), c'est le fastin enlousal de musique auquel Rostropovitch avait convié Paris en l'honneur de son bien-aimé Prokofiev, dont il dirigeait *Guerre et Paix*, donné pour la première fois en version tout-à-fait intégrale. Les représentations de l'opéra de Sofia sont trop récentes pour qu'on ait pu oublier sur l'œuvre (le 12 avril), sinon pour dire qu'avec un plateau exceptionnel Rostropovitch a tiré la quintessence de cette fresque très inégale.

Galina Vichnevaïka, réincarnant sa bouleversante Natacha du Bonheur avec une voix et un port merveilleux, Lajos Miller (la prince André), Wiesław Ochman, qui s'est élevé à l'humanité sublime de Pierre Bezoukhov, et Nicolai Gedda, terrible Anatole Kouraguine, ont fait apparaître

dans l'immense premier acte une intensité pathétique de plus en plus forte et une rigueur des dialogues qui ne sont pas toujours aussi évidentes chez Prokofiev.

Et, malgré trop d'épisodes patriotiques somnifères, boursoufflés, qui sentent l'obligation de faire simple et de travailler pour le peuple, Rostropovitch a rempli les évocations grandioses ou pittoresques de la guerre contre Napoléon d'un puissant courant épique, à la tête d'une formidable armée de bosses et de témoins slaves (dont Nicola Ghisesev en Koutouzov), étayée par les troupes superbes des chœurs de Radio-France.

J. L.

★ On retrouvera cette prestigieuse distribution sur France-Musique le 20 décembre. A 15 heures, et dans l'enregistrement de *Guerre et Paix* que réalise actuellement Erato.

Dessin politique à Bruxelles

Ouvert le 6 décembre, le premier Festival international du dessin politique qui se tient à Bruxelles jusqu'au 14 décembre. Réunissant les dessins originaux d'une centaine de dessinateurs venus de plus de vingt pays — de la Belgique à la Finlande, de la Roumanie à l'Islande et de la Turquie à l'URSS — ce festival permet de montrer quelles sont, dans tous les pays, les préoccupations majeures des dessinateurs: apartheid, chômage, course aux armements... Au hit-parade des « stars », Jean-Paul II et Ronald Reagan l'emportent semble-t-il sur Gorbatchev et Kadhafi. Encore que la présence d'une forte colonne de dessinateurs français (c'est notre collaborateur Plantu qui a réalisé l'affiche de festival) met François Mitterrand en bonne place.

Deux dessinateurs français ont été primés par un jury de journalistes belges: Jean-François Batelier et Denis Pessin. Ce dernier, auteur des *Aventures de petit Beur*, collabore régulièrement au *Monde*.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Orsay pour les jeunes

Comment rendre la visite d'un musée attrayante pour des jeunes de cinq à vingt-cinq ans? Le musée d'Orsay, qui ouvre ses portes au public le 9 décembre, veut les séduire en leur proposant des formules de découverte qui s'appuient sur l'audiovisuel et l'informatique. Plusieurs films pédagogiques ont été

réalisés spécialement pour le jeune public, et un fichier informatisé permet de parcourir la période 1848-1914, en effectuant des recoupements entre les diverses productions artistiques: peintures, sculptures, photographes.

Pour les plus jeunes, la visite s'organise sous forme de jeu, et des ateliers leur permettent de se familiariser avec les œuvres exposées. Pour les plus de quinze ans, des conférences sont organisées en collaboration avec les enseignants, et une salle de documentation leur est réservée. Pour tous, le service culturel du musée édite des « carnets parcoures », qui proposent de découvrir quelques œuvres, à partir d'un thème précis: Baudelaire et ses peintres, la danse, l'image du paysan au XIX^e siècle, par exemple.

Les enseignants sont invités à participer à la réalisation de projets éducatifs: une réunion d'information est prévue le deuxième mercredi de chaque mois, au musée.

★ Musée d'Orsay, 1, rue de la Harpe, 75007 Paris. Tél.: 45-49-48-14.

PALAIS DES SPORTS
PORTE DE VERSAILLES

L'ANGE BLEU
MUSIQUE MARIUS CONSTANT

20 JANVIER
11 FEVRIER

BALLET NATIONAL DE MARSEILLE
ROLAND PETIT

LOCATION OUVERTE AU PALAIS DES SPORTS
TOUS LES JOURS DE 12 H 30 A 19 H

FNAC ET AGENCES ET MÉTRO AUBER
DE 10 H A 19 H DU LUNDI AU VENDREDI

LOCATION PAR TÉLÉPHONE
48.28.40.90 DE 12 H A 19 H
TOUS LES JOURS SAUF DIMANCHE

RÉCLAMATIONS
48.28.40.10 - 42.50.11.35

RENSEIGNEMENTS
48.28.40.48

RESERVATION SUR MINTEL
COMPOSEZ: 3615 A LA TONALITE, REPONDEZ A LA CLÉE D'ACCÈS - PL -
ET LA LOCATION POURRA SE FAIRE A LA RUBRIQUE:
PALAIS DES SPORTS RESERVATIONS

Culture

THÉÂTRE

« Le Récit de la servante Zerline », aux Bouffes du Nord

Jeanne Moreau passe aux aveux

Mis en scène par Klaus Michael Grüber, le Récit de la servante Zerline est dit par Jeanne Moreau. L'actrice n'était pas montée sur scène depuis plusieurs années. Elle y revient avec la même voix étrange.

L'histoire de la servante Zerline, l'écrivain d'origine autrichienne Hermann Broch la raconte dans un livre, les Irresponsables, qu'il a écrit en 1950 aux États-Unis, où il vivait depuis 1938. Le titre des Irresponsables indique un projet politique du livre. « Le roman décrit des situations et des types allemands de la période préhitlérienne », dit Broch. Les personnages choisis pour les représenter sont dépourvus de convictions politiques... Aucun d'eux n'est directement responsable de la catastrophe hitlérienne... C'est malgré tout dans cet état d'âme et d'esprit — l'expérience l'a prouvé — que le nazisme a pu s'y faire.

Cette implication de la thèse de la culpabilité, non coupable, mais coupable tout de même, dans la lecture des Irresponsables, mais elle n'alimente pas vraiment le livre,

elle a quelque chose d'une bonne idée trouvée après coup, et saupoudrée ici et là pour surévaluer l'œuvre. Le roman d'Hermann Broch est intéressant, écrit avec soin et talent. C'est d'une écriture nettement enfantine par les récits de Kafka, par certains chapitres du *Malte Laurids* Brge de Rilke, par des nouvelles d'Heimannsthal. Un livre brillant, intelligent et habile.

Klaus Michael Grüber est allé trouver Jeanne Moreau, qui n'est pas montée sur scène depuis quelques années, et il lui a proposé de dire, dans une mise en scène de lui, les pages des Irresponsables intitulées Récit de la servante Zerline, qui ont trait surtout à la maison de Zerline et de von Juna.

Jeanne Moreau n'a, bien sûr, de par son apparence, rien de commun avec Zerline, que Broch décrit,

lorsqu'elle fait ce récit, comme une vieille paysanne édentée, rhumatismatique, ayant peine à marcher, et dont le visage ridé a le « caractère monastique » des femmes âgées qui « n'ont jamais eu d'enfants ». Comme toutes les actrices célèbres de l'écran, Jeanne Moreau a imposé une certaine image d'elle-même, qui habite la mémoire de ceux qu'elle a émus, et l'image de Jeanne Moreau

est celle non pas d'une Zerline meurtrière, mais d'une présence heureuse, intelligente, plutôt douce. Il suffit de revoir en pensée la main de Jeanne Moreau posée contre une vitre dans le *Feu follet*, de Louis Malle, ou la silhouette lointaine de Jeanne Moreau dévalant une pelouse à bicyclette dans *Jules et Jim*, de François Truffaut, pour revivre immédiatement une émotion précise, aiguë.

Klaus Grüber a assis Jeanne Moreau, robe noire et tablier blanc, devant une petite table, dans une chambre assez sombre. Le jeune homme appelé A, allongé sur un divan, l'écoute raconter son histoire. En parlant, elle pèle une pomme, range un jeu de cartes. De temps en temps, elle se lève et fait quelques pas.

Jeanne Moreau dit le texte de son étrange voix assez haute qui n'a rien de la fois un peu nasillard, un peu parigot, et très jeune. Elle dévide le récit d'un ton uniforme sans effet. Elle reste assez raide, et plutôt qu'à la Jeanne Moreau de ses films les plus connus, elle fait songer à celle d'un film plus rare, celui que Tony Richardson avait tourné d'après un scénario de Jean Genet, *Mademoiselle* : elle y avait déjà cette tenue sévère.

C'est un spectacle remarquable, attachant, et les spectateurs sont heureux de revoir, réentendre une actrice célèbre.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre des Bouffes du Nord.

L'histoire d'une meurtrière

En Allemagne, dans les premières décennies de ce siècle, une jeune fille de la campagne, Zerline, s'engage comme domestique, en ville, dans la famille d'un général.

Ce n'est pas une trop mauvaise place. La maison est riche. Les maîtres pas trop humbles. Mais Zerline découvre que l'état de domestique implique certaines privations : « J'étais faite pour avoir une douzaine d'enfants... Mais quand une fille entre en service, il faut qu'elle se sorte ces idées-là de la tête. Un enfant est un accident malheureux qu'elle doit redouter. »

Un jour, la générale, sa patronne, demande à Zerline de la quitter pour aller servir dans un autre foyer, celui de sa fille, la baronne W., qui a épousé un

magistrat et qui est sur le point de donner naissance à un enfant.

Zerline obéit. L'enfant naît, c'est une fille : Hildegarde. Zerline, qui est très curieuse, découvre que Hildegarde n'est pas la fille du juge, mais de l'amant de la baronne, un fort bel homme, von Juna.

Plus jolie que la baronne, Zerline s'ingénie à séduire von Juna, qui essaie d'abuser d'elle dans l'herbe, dans une mansarde. Mais Zerline exige que la chose ait lieu dans le pavillon de chasse de von Juna, l'un de ses domaines, repaire habituel de ses frasques.

Ce pavillon est alors occupé par la bonne amie actuelle de von Juna, une chanteuse. Le Don Juan éloigne sa chanteuse pour deux

semaines, et Zerline connaît la victoire sur sa rivale : von Juna est un amant merveilleux.

Zerline retourne chez la baronne W. Le baron est devenu président de la cour d'assises. Zerline s'est emparée des lettres d'amour échangées par la baronne et von Juna. Eclat la nouvelle que la chanteuse a été trouvée morte dans le pavillon de chasse. Von Juna est arrêté.

Il ne déplaît pas à Zerline qu'un assassin soit son amant, mais il lui déplaît qu'un assassin soit le père de la petite Hildegarde, dont elle s'occupe. Le baron W. préside la cour d'assises devant laquelle va être jugé von Juna. Zerline envoie au baron les lettres d'amour de la baronne et de von Juna. Le baron

ne bronche pas et von Juna est acquitté.

Quelques années plus tard, un jeune homme, appelé A., diamantaire, loue une chambre dans la maison qu'occupent la baronne W., Hildegarde (qui ne s'est pas mariée), et Zerline (le baron est mort peu après l'acquiescement de von Juna). Zerline, jouant l'entremetteuse, installe une jeune blanchisseuse dans le lit de A. Cette jeune fille se suicidera, et son grand-père, au terme d'un long entretien, conduira A. à se suicider à son tour. Et Zerline assassinera la vieille baronne, en l'empoisonnant.

M.C.

Communication

La publicité sur les radios FM

Vent d'ouest

« Anarchique, compliquée... » Les publicitaires ont encore sévères quand ils évoquent la bande FM. Sévères ou désorientés, attirés par des chiffres d'audience en hausse constante depuis cinq années, mais déçus par un esprit, des usages, des modes de fonctionnement à l'opposé de ceux des médias périphériques ; rebattus par la multitude d'interlocuteurs, des résultats approximatifs, un sentiment d'ambivalence, et déconcertés par l'image dissidente d'un secteur incertain, né d'une rébellion.

Peu de professionnels, à vrai dire, peuvent se prévaloir d'une bonne connaissance de la FM. Et quelques expériences décevantes ont suffi à dissuader certains de l'utiliser avant que, la concentration aidant, trois ou quatre réseaux nationaux irriguent la France et simplifient l'achat d'espace. L'arrivée des nouvelles télévisions a amoindri l'attrait des radios locales et sans doute faudra-t-il réviser à la baisse les prévisions optimistes concernant les investissements publicitaires sur la FM pour 1986. Parties de 560 millions de francs, celles-ci sont aujourd'hui plus proches de 400 millions de francs, soit le même chiffre qu'en 1985. Bref, la plupart des professionnels de la FM ont le blues. Et il est justifié. Si peu de gens savent vendre la FM !

« Un média riche »

« C'est pourtant un média riche, pointu et d'avenir, proteste M. Yann Travaillé. Un outil souple, avec un fort impact, qui permet de cibler, de segmenter très finement l'audience, de le mobiliser en faisant intervenir la notion d'interactivité. Bref, de renouveler et d'optimiser l'utilisation de la radio. Et de résoudre avec précision des problèmes d'annonces auxquels les radios périphériques n'ont jamais pu répondre. »

Le propos de ce Breton est désormais bien connu des annonceurs et des grandes agences de publicité. Le propos, la démarche et l'efficacité. Directeur de Régio-Ondes et Fréquence (ROF) — la seule FM créée par Ouest-France et Havas en mai 1984 — Yann Travaillé s'est lancé dans une entreprise de promotion de la FM et de pédagogie quant à son utilisation optimale. « L'arrivée des radios FM a rejoint les publicitaires ; leur installation dans les sondages a confirmé leurs espoirs, dit-il, mais l'application à leur rencontre de méthodes héritées des radios périphériques est, non pas prématurée, mais inappropriée. La FM est beaucoup plus riche de possibilités. C'est un concept différent, auquel il faut appliquer de nouvelles méthodes de travail. A nous d'éduquer la profession. »

Son outil privilégié : Médiamétrie et le « sondage 55 000 » qui permet de suivre, mois après mois, l'écoute des radios à travers la France. Et de jongler avec les chiffres pour mieux analyser la réparti-

tion géographique de l'écoute, les problèmes rencontrés par les annonceurs pour atteindre telle région, telle ville, tel public et proposer des solutions adaptées. Ainsi ROF, surtout axée sur l'Ouest, a-t-elle développé des activités de conseil-média et d'achat d'espace FM sur l'ensemble de la France.

Un annonceur souhaite-t-il atteindre, l'été, le public vacancier des plages ? ROF, fort des nombreuses radios avec lesquelles elle travaille, lui dessine sur mesure un plan média, lui permettant de diffuser ses messages sur les stations côtières de Cubourg à Biarritz. Un autre souhaite-t-il faire la promotion de ses produits dans une chaîne spécifique ? ROF, qui participe dimanche 7 décembre à l'émission de TF 1, 7 sur 7. En soulignant que le vote a donné lieu à plus de vingt-heures de délibérations en séance plénière, M. Gabriel de Broglie a affirmé que les choix de la CNCL « ont résulté uniquement de délibérations, aucune autorité gouvernementale n'en a eu connaissance et ne pouvait même les prévoir. Elle en est d'ailleurs surprise ». Dire le contraire, a-t-il conclu, « est faire injure à la compétence professionnelle et à l'honneur » des membres de la CNCL.

La Compagnie financière détient 19 % du groupe Expansion. Le groupe de la Compagnie financière, présidé par M. Edmond de Rothschild, a pris une participation de 19 % dans le groupe de presse Expansion SA. Celui-ci édite notamment le magazine *l'Expansion*, la *Lettre hebdomadaire de l'Expansion*, *Gestion sociale* et possède 51 % du magazine *l'Entreprise* (aux côtés d'Ouest-France).

Détenteur de 40 % des parts d'Expansion SA, M. Jean-Charles Lignel, PDG de Delaroché SA, société éditrice du *Progrès de Lyon* et fondéeur en 1984 de la Banque privée de gestion financière (BPGF). Cette dernière a ensuite revendu 21 % de sa participation à M. Servan-Schreiber. Les 19 % restants ont été cédés pour moitié à la Compagnie financière de M. de Rothschild et pour moitié à la société d'investissement à capital variable luxembourgeoise Leicom Fund, spécialisée dans le loisir et la communication internationale et qui dépend de la Compagnie financière.

M. de Rothschild, président du conseil de surveillance, et M. Bernard Esambert, président du directoire de la Compagnie financière, deviendront à cette occasion administrateurs d'Expansion SA. L'entrée dans le capital d'Expansion SA de ce holding devrait permettre au groupe de M. Servan-Schreiber de s'intéresser à la presse, au cinéma et à la télévision, dans le cadre des futures privatisations. En effet, la Compagnie financière possède déjà une participation d'environ 4 % dans le capital de la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT), de 7,5 % dans Hachette, ainsi que des parts dans le cinéma et la vidéo.

ANNICK COJEAN.

Après la nomination des PDG de l'audiovisuel

Divergences à la CNCL

La Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) « a doublement loupé le coche. D'abord, en proposant qu'un changement politique entraînant inéluctablement un changement de tous les responsables de l'audiovisuel, alors que ce secteur a besoin de la durée. Ensuite, en confiant l'ensemble des présidences certes à des professionnels mais qui sont aussi des personnalités appartenant toutes à la majorité et presque au même parti », déplore dans l'hebdomadaire *le Point* de cette semaine M. Catherine Tasca, l'un des deux membres désignés par le président de la République pour siéger dans cette instance.

Ces propos ont été implicitement démentis par le président de la CNCL, qui participait dimanche 7 décembre à l'émission de TF 1, 7 sur 7. En soulignant que le vote a donné lieu à plus de vingt-heures de délibérations en séance plénière, M. Gabriel de Broglie a affirmé que les choix de la CNCL « ont résulté uniquement de délibérations, aucune autorité gouvernementale n'en a eu connaissance et ne pouvait même les prévoir. Elle en est d'ailleurs surprise ». Dire le contraire, a-t-il conclu, « est faire injure à la compétence professionnelle et à l'honneur » des membres de la CNCL.

La Compagnie financière détient 19 % du groupe Expansion

Le groupe de la Compagnie financière, présidé par M. Edmond de Rothschild, a pris une participation de 19 % dans le groupe de presse Expansion SA. Celui-ci édite notamment le magazine *l'Expansion*, la *Lettre hebdomadaire de l'Expansion*, *Gestion sociale* et possède 51 % du magazine *l'Entreprise* (aux côtés d'Ouest-France).

Détenteur de 40 % des parts d'Expansion SA, M. Jean-Charles Lignel, PDG de Delaroché SA, société éditrice du *Progrès de Lyon* et fondéeur en 1984 de la Banque privée de gestion financière (BPGF). Cette dernière a ensuite revendu 21 % de sa participation à M. Servan-Schreiber. Les 19 % restants ont été cédés pour moitié à la Compagnie financière de M. de Rothschild et pour moitié à la société d'investissement à capital variable luxembourgeoise Leicom Fund, spécialisée dans le loisir et la communication internationale et qui dépend de la Compagnie financière.

M. de Rothschild, président du conseil de surveillance, et M. Bernard Esambert, président du directoire de la Compagnie financière, deviendront à cette occasion administrateurs d'Expansion SA. L'entrée dans le capital d'Expansion SA de ce holding devrait permettre au groupe de M. Servan-Schreiber de s'intéresser à la presse, au cinéma et à la télévision, dans le cadre des futures privatisations. En effet, la Compagnie financière possède déjà une participation d'environ 4 % dans le capital de la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT), de 7,5 % dans Hachette, ainsi que des parts dans le cinéma et la vidéo.

Y.-M. L.

La télévision a cinquante ans

En famille

Pour une fête, ce fut une belle fête ! Toute la famille était là, du pape Léon aux petits-enfants du rock. Sur leur trente et un, bien sages, bien propres, les tontons et les tantes, les Tchernie et les Langens, les cousins et les cousines — à la mode de Bretagne comme d'Avignon — les Patrick et les Christophe, les Miralie et les Dorothée. On n'avait oublié personne, ni les parents pauvres, la petite Gilbert, ni les peu présentables, le grand méchant Polak.

Les gloires passées et la nouvelle promotion, les « pleurés » et ceux qui ne tarderont pas à l'être, ils ont tous répondu présent à l'invitation de fêter les cinquante ans de la télévision française. Ironie du sort : ce fut la première chaîne privée, Canal Plus, âgée d'à peine deux ans, qui a accueilli son aïeule pour souffler les bougies d'un gâteau acheté à un traiteur privé : une compagnie d'assurances, La France.

C'est un direct (et en clair) depuis la grande salle de La Villette que la benjamine a péage a diffusé, pendant près de quatre heures, ce somptueux anniversaire. Sous la bague magique, partagée, une fois n'est pas coutume, par les prestigieux prestidigitateurs — Mourousi, Zitron, Drucker, Sabatier et Gildas — toutes chaînes réconciliées, on a feuilleté devant nous l'album de famille du petit écran.

Un galop à travers l'histoire, du putch des généraux à l'ave-

nement du général de Gaulle, en passant par l'assassinat de Kennedy, un pot-pouri nostalgique des émissions, des feuilletons et des jeux qui ont marqué plusieurs générations : « Cinq colonnes à la une », « Discorama », « Les 36 chandelles », « La Fête aux étoiles » et autres « Din Darn Din ». Un regard attendri sur les ancêtres, les précurseurs, les disparus et les dinosaures incroyables. En rappelant le rôle capital dans le domaine de la chanson et du disque joué pendant quinze ans par Denise Glaser, Michel Drucker a rappelé avec à-propos qu'elle avait connu ensuite le chômage pendant dix ans...

Ce ne fut pas la seule note acide dans ce concert de louanges. Quelques grimaces perçurent derrière les fions-fions et les paillettes. Celles des présidents de chaîne dont c'était la dernière prestation. Celles des quelques trouble-fêtes inévitables, tels ces techniciens qui ont figé le sourire de Sabatier, en ironisant sur « la sponsoring par la privatisation gratuite » et en rappelant que « 80 % des gens de télévision sont au chômage ».

Domage, enfin, que les journalistes (de la presse écrite) aient été interdits d'accès à l'enceinte réservée au petit écran. Si elles tanaient tellement à s'autocélébrer en famille, il fallait le dire avant.

ALAIN WOODROW.

Enseignement supérieur privé et formation continue.

CESCE

Centre d'Etudes Supérieures de la Communication d'Entreprise

Formation intensive à la Communication multimédias : écrit, radio, vidéo, télématique.

Préparation à la Direction de la communication des entreprises, associations et collectivités.

SESSION DE 6 MOIS : Février-Juillet / Septembre-Février

Enseignement théorique et pratique, stage

Admission sur titre : licence, grandes écoles ou équivalent

Admission sur concours : niveau DEUG

40 places par session.

Renseignements-Inscriptions

CESCE : 107, rue de Tolbiac - 75013 PARIS Tél. : (1) 45 85 99 21

dernière 13 décembre

PARIS

AU THEATRE DE L'ESCALIER D'OR

18 RUE D'ENHENG - 10

20 h 45

LE MARIAGE DES MORTS

création

JEAN-PIERRE SARRAZAC

JACQUES LASSALLE

18 h 30

HIRONDELLE DE SAUCISSON

création

FRANÇOIS ROLLIN

JEAN-MICHEL RIBES

LOC. 2 PLACE DU CHATELET

4274 2277

Renseignements-Reservation

42.43.17.17

LE TERRIER

SALLE J.-M. SERREAU

LA CANTATE A TROIS VOIX

Mise en scène de Paul Claudel

Madeleine Marrou

SALLE GERALD ROBARD

CYMBELINE DE SHAKESPEARE

Mise en scène de Gilbert Rouvière

HAMLET de William Shakespeare

Mise en scène de Daniel Mesguich

THEATRE GERARD PHILPE 39 BOULEVARD JULES GUESDE 93207 SAINT DENIS

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■■ Ne pas manquer ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 8 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20.35 **Dernier dimanche connu** ■ Film français de José Giovanni (1969), avec Lino Ventura, Marthe Robert, Michel Constantin, Jean Sobieski, Alain Mottet. Un fils chevronné qui ne vit que pour son métier et une jeune assistante partent à la recherche d'un homme dont le témoignage peut faire condamner un trafiquant. Transposition réaliste d'un roman noir américain de Joseph Harrington. La véritable dimension du récit est dans le réalisme psychologique de la mise en scène.

22.15 **Autour studio** ■ Émission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouanno.

23.25 **Mémoires, l'éternel (rediff.)** ■

23.30 **Journal** ■

23.45 **Magazine : Première page** ■ Médias et communication.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20.35 **Série : Les cinq dernières minutes** ■

22.05 **Documentaire : Mère Teresa** ■ Film de Ann et Jeanette Pétic. L'histoire d'un dévouement total à la cause des malheureux et d'une foi inébranlable.

23.15 **Journal** ■

23.35 **Sports : Boxe** ■ En direct du 78 Champs-Élysées. Sports : tennis. Présentation des finalistes du Tournoi des maîtres ; à 2.00, finale du tournoi, en direct de New-York.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20.35 **Cinéma : Les douze ansopards** ■ Film américain de Robert Aldrich (1967), avec Lee Marvin, Ralph Meeker, Ernest Borgnine, Charles Bronson, John Cassavetes. Douze crapules sont sortis de prison et entraînés par un major américain, pour un commando-suicide en France, au moment du débarquement allié de 1944. Aldrich a mené avec vigueur un traité de la violence et des méthodes militaires : les excentriques deviennent des héros. On peut ne pas être d'accord.

23.05 Journal

23.30 **Magazine : Urbs** ■ Production : architecte. Quatre portraits pour mieux connaître une profession en crise.

0.00 **Prélude à la nuit** ■ Le monde noir, de Messiaen, par M. Debost, flûte, et C. Ivadi, piano.

CANAL PLUS

20.35 **Cinéma : Rouge baiser** ■ Film français de Véra Belmont (1985), avec Charlotte Valandrey, Lambert Wilson, Marthe Keller, Gunter Lamprecht, Laurent Terzieff. 22.25 **Flash d'information** ■ 22.30 La fête aux étoiles. Remise des étoiles d'or de France de football. 23.30 **Boxe** ■ Les meilleurs moments de la nuit du 5 décembre. 23.55 **Football américain** ■ 1.00 **Cinéma : Julie la douce** ■ Film français de Jean-Luc Bernard (1982), avec Cathy Ménéard, Sabina Kaven, Sophie Leroy, Gaby D'Amboise, Jean-Pierre Armand. 1.55 **Série : Hollywood Blues** ■

LA « 5 »

20.30 **Feuilleton : Dynastie 2** 21.25 **Série : L'inspecteur Derrick** 22.35 **Feuilleton : Flamingo Road** 23.35 **Feuilleton : Dynamite 2** 0.20 **Série : L'inspecteur Derrick** 1.35 **Série : Star Trek** 2.30 **Série : K 2000** ■

TV « 6 »

20.10 **Série : Les enquêteurs** 21.10 **Série : Les super-méchants** 22.00 **Série : Les enquêteurs** ■

FRANCE-CULTURE

20.30 **Séances littéraires, scènes de ménage** ■ L'un crée, l'autre crée : Georges Bataille et Laure ; Carson et Reeves McCullers.

21.30 **Musique : L'été indien** ■ Musiques d'Irlande. 22.30 **La nuit sur un plateau** ■ Le style des années 80.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Rassemblements sur Apollo** ■ Concert (en direct de la salle Pleyel, à Paris) : Concours international Long-Thibaud, Norvel Orchestre philharmonique, dir. Philippe Bender, Guy Consolante, 1^{er} violon ; Les allemands du lyrique : La vie passionnée et romantique de Louis Ferdinand Kornfeld ; à 23.05, Concerto pour violoncelle et orchestre, d'Offenbach ; à 23.20, Souvenir d'une nuit de Saint-Sylvestre, pour orchestre, de N. Strauss.

24.00 **Les sélections de France-Musique** ■ Marguerite Long-Jacques Thibaud, Histoire d'un concours 1943-1983.

Mardi 9 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

13.50 **Feuilleton : Tant qu'il y aura des hommes** ■

14.40 **Révisé de vous voir** ■ Émission de Christian Bouchard.

15.45 **Feuilleton : Orner Pacha** ■

16.15 **Magazine : Show business** ■

16.45 **Cinéma : Les douze ansopards** ■ Film américain de Robert Aldrich (1967), avec Lee Marvin, Ralph Meeker, Ernest Borgnine, Charles Bronson, John Cassavetes. Douze crapules sont sortis de prison et entraînés par un major américain, pour un commando-suicide en France, au moment du débarquement allié de 1944. Aldrich a mené avec vigueur un traité de la violence et des méthodes militaires : les excentriques deviennent des héros. On peut ne pas être d'accord.

17.25 **Feuilleton : La nouvelle maîtresse des Indes** ■

18.25 **Mini-journal pour les jeunes** ■

18.35 **La vie des Doyens** ■

19.10 **Feuilleton : Santa Barbara** ■

19.40 **Expression directe** ■

20.00 **Journal** ■

20.25 **Loto sportif** ■

20.35 **Feuilleton : Le rire de Cain** ■

21.35 **Magazine : Vagabondages** ■ Émission de Roger Gicquel et Monica Soru. La chanson française : crise réelle ou faux débat ? Invités : Alain Levy, EDD de Polygram, Patricia Couderc, directrice de Polygram, Gérard Violette, directeur du Théâtre de la Ville, Gilles Serrai, Claude Mauriac, Maxime Le Forestier, Jean Ferron, Karim Kacot, Julie Flandrin, Caroline Loch, Léo Ferré, un extrait du spectacle de Renaud au Zénith, un hommage à Daniel Balavoine.

23.00 **Mémoires et la politique (rediff.)** ■

23.05 **Journal** ■

23.20 **C'est à lire** ■

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

13.50 **Magazine : Aujourd'hui la vie** ■

15.00 **Série : Les enquêteurs** ■

15.50 **C'est encore mieux l'après-midi** ■ Avec Daniel Lavoie, Mahalia, Anne Roche.

17.35 **Révisé A2** ■

18.05 **Feuilleton : Le pont sur la Moselle** ■

18.30 **Magazine : C'est la vie** ■

18.50 **Comment choisir ses joies et ses cadeaux** ■

19.10 **Jeu : Des chiffres et des lettres** ■

19.40 **Actualités régionales** ■

20.00 **Journal** ■

14.20 Jazz Off

14.30 **Feuilleton : Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui** ■

15.00 **Série : Les évasions célèbres** ■

16.00 **Documentaire : Les grands fleuves, reflets de l'histoire** ■ Le Danube.

17.00 **Les après-midi de Disney Channel** ■

17.55 **Croquet soleil** ■

18.57 **Juste ciel, petit horoscope** ■

19.00 **La 19-20 de l'information** ■

19.15 **Documentaire : Les grands fleuves, reflets de l'histoire** ■

19.35 **La 19-20 de l'information (suite)** ■

19.55 **Dessin animé : Les entrecœurs** ■

20.04 **Les jeux à Thiers** ■

20.30 **D'accord, pas d'accord** ■

20.35 **Cinéma : Le crime, c'est notre business** ■ Film de Gordon Fleming (1966), avec Jim Brown, Delannoy Carroll, Ernest Borgnine, John Harris, Gene Hackman. A Los Angeles, un gangster noir prépare avec une petite équipe de « spécialistes » la vol du stade. Le coup réussit mais le partage pose des problèmes. Les policiers de série avec un rythme et une interprétation sans défaut.

22.10 **Journal** ■

23.35 **Prélude à la nuit** ■

CANAL PLUS

14.00 **Cinéma : La Tentation d'Isabelle** ■ Film franco-italien de Jacques Dailon (1985), avec Penny Bascia, Ann-Glenn Glass, Jacques Bonaldi, Xavier Deluc, François Brion, Henri Virlogeux. 15.25 **Cinéma : P'Honnas aux yeux d'argent** ■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1985), avec Alain Souchon, Tanya Lopert, Jean-Louis Trintignant, Lambert Wilson, Vladimir Ivanov. 17.00 **Triangle en hermine** ■ 17.30 **Série : Les enquêtes** ■ 18.00 **Flash d'information** ■ 18.05 **Dessins animés** ■ 18.15 **Jeu : Les affaires sont les affaires** ■ 18.45 **Top 50** ■ 19.15 **Zénith** ■ 19.55 **Flash d'information** ■ 20.05 **Superjeux** ■ 20.30 **Les sélections** ■ 20.35 **Cinéma : L'été indien** ■ Film français de Patrick Jeunès (1985), avec Nathalie Baye, John Sheu, Richard Berry, Maria Loutchova, Peter Donat. 21.10 **Flash d'information** ■ 21.14 **Football : Finale de la Coupe de la Ligue** ■ 0.00 **Cinéma : P'Honnas aux yeux d'argent** ■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1985), avec Alain Souchon, Tanya Lopert, Jean-Louis Trintignant, Lambert Wilson, Vladimir Ivanov. 1.55 **Série : Rawhide** ■ 2.40 **Série : Bateman** ■

LA « 5 »

13.40 **Feuilleton : Flamingo Road** 14.30 **Série : Chipe** 17.15 **Série : Shérif, fais-moi peur** 18.10 **Série : K 2000** 19.05 **Série : Happy Days** 19.35 **Série : Star Trek** 20.30 **Série : Mike Hammer** 21.25 **Série : Supercopter** 22.30 **Feuilleton : Flamingo Road** 23.15 **Série : Mike Hammer** 0.10 **Série : Supercopter** 1.00 **Série : Star Trek** 2.00 **Série : K 2000** ■

TV « 6 »

14.00 **6 Tonic** 17.00 **Système 6** 18.30 **NRJ 6** 19.20 **Feuilleton : Le temps des copains** 19.35 **Série : Max la menace** ■ 20.10 **Cinéma : P'Honnas aux yeux d'argent** ■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1985), avec Alain Souchon, Tanya Lopert, Jean-Louis Trintignant, Lambert Wilson, Vladimir Ivanov. 21.00 **Flash d'information** ■ 21.10 **Flash d'information** ■ 21.14 **Football : Finale de la Coupe de la Ligue** ■ 21.18 **Flash d'information** ■ 21.22 **Flash d'information** ■ 21.26 **Flash d'information** ■ 21.30 **Flash d'information** ■ 21.34 **Flash d'information** ■ 21.38 **Flash d'information** ■ 21.42 **Flash d'information** ■ 21.46 **Flash d'information** ■ 21.50 **Flash d'information** ■ 21.54 **Flash d'information** ■ 21.58 **Flash d'information** ■ 22.02 **Flash d'information** ■ 22.06 **Flash d'information** ■ 22.10 **Flash d'information** ■ 22.14 **Flash d'information** ■ 22.18 **Flash d'information** ■ 22.22 **Flash d'information** ■ 22.26 **Flash d'information** ■ 22.30 **Flash d'information** ■ 22.34 **Flash d'information** ■ 22.38 **Flash d'information** ■ 22.42 **Flash d'information** ■ 22.46 **Flash d'information** ■ 22.50 **Flash d'information** ■ 22.54 **Flash d'information** ■ 22.58 **Flash d'information** ■ 23.02 **Flash d'information** ■ 23.06 **Flash d'information** ■ 23.10 **Flash d'information** ■ 23.14 **Flash d'information** ■ 23.18 **Flash d'information** ■ 23.22 **Flash d'information** ■ 23.26 **Flash d'information** ■ 23.30 **Flash d'information** ■ 23.34 **Flash d'information** ■ 23.38 **Flash d'information** ■ 23.42 **Flash d'information** ■ 23.46 **Flash d'information** ■ 23.50 **Flash d'information** ■ 23.54 **Flash d'information** ■ 23.58 **Flash d'information** ■ 24.02 **Flash d'information** ■ 24.06 **Flash d'information** ■ 24.10 **Flash d'information** ■ 24.14 **Flash d'information** ■ 24.18 **Flash d'information** ■ 24.22 **Flash d'information** ■ 24.26 **Flash d'information** ■ 24.30 **Flash d'information** ■ 24.34 **Flash d'information** ■ 24.38 **Flash d'information** ■ 24.42 **Flash d'information** ■ 24.46 **Flash d'information** ■ 24.50 **Flash d'information** ■ 24.54 **Flash d'information** ■ 24.58 **Flash d'information** ■ 25.02 **Flash d'information** ■ 25.06 **Flash d'information** ■ 25.10 **Flash d'information** ■ 25.14 **Flash d'information** ■ 25.18 **Flash d'information** ■ 25.22 **Flash d'information** ■ 25.26 **Flash d'information** ■ 25.30 **Flash d'information** ■ 25.34 **Flash d'information** ■ 25.38 **Flash d'information** ■ 25.42 **Flash d'information** ■ 25.46 **Flash d'information** ■ 25.50 **Flash d'information** ■ 25.54 **Flash d'information** ■ 25.58 **Flash d'information** ■ 26.02 **Flash d'information** ■ 26.06 **Flash d'information** ■ 26.10 **Flash d'information** ■ 26.14 **Flash d'information** ■ 26.18 **Flash d'information** ■ 26.22 **Flash d'information** ■ 26.26 **Flash d'information** ■ 26.30 **Flash d'information** ■ 26.34 **Flash d'information** ■ 26.38 **Flash d'information** ■ 26.42 **Flash d'information** ■ 26.46 **Flash d'information** ■ 26.50 **Flash d'information** ■ 26.54 **Flash d'information** ■ 26.58 **Flash d'information** ■ 27.02 **Flash d'information** ■ 27.06 **Flash d'information** ■ 27.10 **Flash d'information** ■ 27.14 **Flash d'information** ■ 27.18 **Flash d'information** ■ 27.22 **Flash d'information** ■ 27.26 **Flash d'information** ■ 27.30 **Flash d'information** ■ 27.34 **Flash d'information** ■ 27.38 **Flash d'information** ■ 27.42 **Flash d'information** ■ 27.46 **Flash d'information** ■ 27.50 **Flash d'information** ■ 27.54 **Flash d'information** ■ 27.58 **Flash d'information** ■ 28.02 **Flash d'information** ■ 28.06 **Flash d'information** ■ 28.10 **Flash d'information** ■ 28.14 **Flash d'information** ■ 28.18 **Flash d'information** ■ 28.22 **Flash d'information** ■ 28.26 **Flash d'information** ■ 28.30 **Flash d'information** ■ 28.34 **Flash d'information** ■ 28.38 **Flash d'information** ■ 28.42 **Flash d'information** ■ 28.46 **Flash d'information** ■ 28.50 **Flash d'information** ■ 28.54 **Flash d'information** ■ 28.58 **Flash d'information** ■ 29.02 **Flash d'information** ■ 29.06 **Flash d'information** ■ 29.10 **Flash d'information** ■ 29.14 **Flash d'information** ■ 29.18 **Flash d'information** ■ 29.22 **Flash d'information** ■ 29.26 **Flash d'information** ■ 29.30 **Flash d'information** ■ 29.34 **Flash d'information** ■ 29.38 **Flash d'information** ■ 29.42 **Flash d'information** ■ 29.46 **Flash d'information** ■ 29.50 **Flash d'information** ■ 29.54 **Flash d'information** ■ 29.58 **Flash d'information** ■ 30.02 **Flash d'information** ■ 30.06 **Flash d'information** ■ 30.10 **Flash d'information** ■ 30.14 **Flash d'information** ■ 30.18 **Flash d'information** ■ 30.22 **Flash d'information** ■ 30.26 **Flash d'information** ■ 30.30 **Flash d'information** ■ 30.34 **Flash d'information** ■ 30.38 **Flash d'information** ■ 30.42 **Flash d'information** ■ 30.46 **Flash d'information** ■ 30.50 **Flash d'information** ■ 30.54 **Flash d'information** ■ 30.58 **Flash d'information** ■ 31.02 **Flash d'information** ■ 31.06 **Flash d'information** ■ 31.10 **Flash d'information** ■ 31.14 **Flash d'information** ■ 31.18 **Flash d'information** ■ 31.22 **Flash d'information** ■ 31.26 **Flash d'information** ■ 31.30 **Flash d'information** ■ 31.34 **Flash d'information** ■ 31.38 **Flash d'information** ■ 31.42 **Flash d'information** ■ 31.46 **Flash d'information** ■ 31.50 **Flash d'information** ■ 31.54 **Flash d'information** ■ 31.58 **Flash d'information** ■ 32.02 **Flash d'information** ■ 32.06 **Flash d'information** ■ 32.10 **Flash d'information** ■ 32.14 **Flash d'information** ■ 32.18 **Flash d'information** ■ 32.22 **Flash d'information** ■ 32.26 **Flash d'information** ■ 32.30 **Flash d'information** ■ 32.34 **Flash d'information** ■ 32.38 **Flash d'information** ■ 32.42 **Flash d'information** ■ 32.46 **Flash d'information** ■ 32.50 **Flash d'information** ■ 32.54 **Flash d'information** ■ 32.58 **Flash d'information** ■ 33.02 **Flash d'information** ■ 33.06 **Flash d'information** ■ 33.10 **Flash d'information** ■ 33.14 **Flash d'information** ■ 33.18 **Flash d'information** ■ 33.22 **Flash d'information** ■ 33.26 **Flash d'information** ■ 33.30 **Flash d'information** ■ 33.34 **Flash d'information** ■ 33.38 **Flash d'information** ■ 33.42 **Flash d'information** ■ 33.46 **Flash d'information** ■ 33.50 **Flash d'information** ■ 33.54 **Flash d'information** ■ 33.58 **Flash d'information** ■ 34.02 **Flash d'information** ■ 34.06 **Flash d'information** ■ 34.10 **Flash d'information** ■ 34.14 **Flash d'information** ■ 34.18 **Flash d'information** ■ 34.22 **Flash d'information** ■ 34.26 **Flash d'information** ■ 34.30 **Flash d'information** ■ 34.34 **Flash d'information** ■ 34.38 **Flash d'information** ■ 34.42 **Flash d'information** ■ 34.46 **Flash d'information** ■ 34.50 **Flash d'information** ■ 34.54 **Flash d'information** ■ 34.58 **Flash d'information** ■ 35.02 **Flash d'information** ■ 35.06 **Flash d'information** ■ 35.10 **Flash d'information** ■ 35.14 **Flash d'information** ■ 35.18 **Flash d'information** ■ 35.22 **Flash d'information** ■ 35.26 **Flash d'information** ■ 35.30 **Flash d'information** ■ 35.34 **Flash d'information** ■ 35.38 **Flash d'information** ■ 35.42 **Flash d'information** ■ 35.46 **Flash d'information** ■ 35.50 **Flash d'information** ■ 35.54 **Flash d'information** ■ 35.58 **Flash d'information** ■ 36.02 **Flash d'information** ■ 36.06 **Flash d'information** ■ 36.10 **Flash d'information** ■ 36.14 **Flash d'information** ■ 36.18 **Flash d'information** ■ 36.22 **Flash d'information** ■ 36.26 **Flash d'information** ■ 36.30 **Flash d'information** ■ 36.34 **Flash d'information** ■ 36.38 **Flash d'information** ■ 36.42 **Flash d'information** ■ 36.46 **Flash d'information** ■ 36.50 **Flash d'information** ■ 36.54 **Flash d'information** ■ 36.58 **Flash d'information** ■ 37.02 **Flash d'information** ■ 37.06 **Flash d'information** ■ 37.10 **Flash d'information** ■ 37.14 **Flash d'information** ■ 37.18 **Flash d'information** ■ 37.22 **Flash d'information** ■ 37.26 **Flash d'information** ■ 37.30 **Flash d'information** ■ 37.34 **Flash d'information** ■ 37.38 **Flash d'information** ■ 37.42 **Flash d'information** ■ 37.46 **Flash d'information** ■ 37.50 **Flash d'information** ■ 37.54 **Flash d'information** ■ 37.58 **Flash d'information** ■ 38.02 **Flash d'information** ■ 38.06 **Flash d'information** ■ 38.10 **Flash d'information** ■ 38.14 **Flash d'information** ■ 38.18 **Flash d'information** ■ 38.22 **Flash d'information** ■ 38.26 **Flash d'information** ■ 38.30 **Flash d'information** ■ 38.34 **Flash d'information** ■ 38.38 **Flash d'information** ■ 38.42 **Flash d'information** ■ 38.46 **Flash d'information** ■ 38.50 **Flash d'information** ■ 38.54 **Flash d'information** ■ 38.58 **Flash d'information** ■ 39.02 **Flash d'information** ■ 39.06 **Flash d'information** ■ 39.10 **Flash d'information** ■ 39.14 **Flash d'information** ■ 39.18 **Flash d'information** ■ 39.22 **Flash d'information** ■ 39.26 **Flash d'information** ■ 39.30 **Flash d'information** ■ 39.34 **Flash d'information** ■ 39.38 **Flash d'information** ■ 39.42 **Flash d'information** ■ 39.46 **Flash d'information** ■ 39.50 **Flash d'information** ■ 39.54 **Flash d'information** ■ 39.58 **Flash d'information** ■ 40.02 **Flash d'information** ■ 40.06 **Flash d'information** ■ 40.10 **Flash d'information** ■ 40.14 **Flash d'information** ■ 40.18 **Flash d'information** ■ 40.22 **Flash d'information** ■ 40.26 **Flash d'information** ■ 40.30 **Flash d'information** ■ 40.34 **Flash d'information** ■ 40.38 **Flash d'information** ■ 40.42 **Flash d'information** ■ 40.46 **Flash d'information** ■ 40.50 **Flash d'information** ■ 40.54 **Flash d'information** ■ 40.58 **Flash d'information** ■ 41.02 **Flash d'information** ■ 41.06 **Flash d'information** ■ 41.10 **Flash d'information** ■ 41.14 **Flash d'information** ■ 41.18 **Flash d'information** ■ 41.22 **Flash d'information** ■ 41.26 **Flash d'information** ■ 41.30 **Flash d'information** ■ 41.34 **Flash d'information** ■ 41.38 **Flash d'information** ■ 41.42 **Flash d'information** ■ 41.46 **Flash d'information** ■ 41.50 **Flash d'information** ■ 41.54 **Flash d'information** ■ 41.58 **Flash d'information** ■ 42.02 **Flash d'information** ■ 42.06 **Flash d'information** ■ 42.10 **Flash d'information** ■ 42.14 **Flash d'information** ■ 42.18 **Flash d'information** ■ 42.22 **Flash d'information** ■ 42.26 **Flash d'information** ■ 42.30 **Flash d'information** ■ 42.34 **Flash d'information** ■ 42.38 **Flash d'information** ■ 42.42 **Flash d'information** ■ 42.46 **Flash d'information** ■ 42.50 **Flash d'information** ■ 42.54 **Flash d'information** ■ 42.58 **Flash d'information** ■ 43.02 **Flash d'information** ■ 43.06 **Flash d'information** ■ 43.10 **Flash d'information** ■ 43.14 **Flash d'information** ■ 43.18 **Flash d'information** ■ 43.22 **Flash d'information** ■ 43.26 **Flash d'information** ■ 43.30 **Flash d'information** ■ 43.34 **Flash d'information** ■ 43.38 **Flash d'information** ■ 43.42 **Flash d'information** ■ 43.46 **Flash d'information** ■ 43.50 **Flash d'information** ■ 43.54 **Flash d'information** ■ 43.58 **Flash d'information** ■ 44.02 **Flash d'information** ■ 44.06 **Flash d'information** ■ 44.10 **Flash d'information** ■ 44.14 **Flash d'information** ■ 44.18 **Flash d'information** ■ 44.22 **Flash d'information** ■ 44.26 **Flash d'information** ■ 44.30 **Flash d'information** ■ 44.34 **Flash d'information** ■ 44.38 **Flash d'information** ■ 44.42 **Flash d'information** ■ 44.46 **Flash d'information** ■ 44.50 **Flash d'information** ■ 44.54 **Flash d'information** ■ 44.58 **Flash d'information** ■ 45.02 **Flash d'information** ■ 45.06 **Flash d'information** ■ 45.10 **Flash d'information** ■ 45.14 **Flash d'information** ■ 45.18 **Flash d'information** ■ 45.22 **Flash d'information** ■ 45.26 **Flash d'information** ■ 45.30 **Flash d'information** ■ 45.34 **Flash d'information** ■ 45.38 **Flash d'information** ■ 45.42 **Flash d'information** ■ 45.46 **Flash d'information** ■ 45.50 **Flash d'information** ■ 45.54 **Flash d'information** ■ 45.58 **Flash d'information** ■ 46.02 **Flash d'information** ■ 46.06 **Flash d'information** ■ 46.10 **Flash d'information** ■ 46.14 **Flash d'information** ■ 46.18 **Flash d'information** ■ 46.22 **Flash d'information** ■ 46.26 **Flash d'information** ■ 46.30 **Flash d'information** ■ 46.34 **Flash d'information** ■ 46.38 **Flash d'information** ■ 46.42 **Flash d'information** ■ 46.46 **Flash d'information** ■ 46.50 **Flash d'information** ■ 46.54 **Flash d'information** ■ 46.58 **Flash d'information** ■ 47.02 **Flash d'information** ■ 47.06 **Flash d'information** ■ 47.10 **Flash d'information** ■ 47.14 **Flash d'information** ■ 47.18 **Flash d'information** ■ 47.22 **Flash d'information** ■ 47.26 **Flash d'information** ■ 47.30 **Flash d'information** ■ 47.34 **Flash d'information** ■ 47.38 **Flash d'information** ■ 47.42 **Flash d'information** ■ 47.46 **Flash d'information** ■ 47.50 **Flash d'information** ■ 47.54 **Flash d'information** ■ 47.58 **Flash d'information** ■ 48.02 **Flash d'information** ■ 48.06 **Flash d'information** ■ 48.10 **Flash d'information** ■ 48.14 **Flash d'information** ■ 48.18 **Flash d'information** ■ 48.22 **Flash d'information** ■ 48.26 **Flash d'information** ■ 48.30 **Flash d'information** ■ 48.34 **Flash d'information** ■ 48.38 **Flash d'information** ■ 48.42 **Flash d'information** ■ 48.46 **Flash d'information** ■ 48.50 **Flash d'information** ■ 48.54 **Flash d'information** ■ 48.58 **Flash d'information** ■ 49.02 **Flash d'information** ■ 49.06 **Flash d'information** ■ 49.10 **Flash d'information** ■ 49.14 **Flash d'information** ■ 49.18 **Flash d'information** ■ 49.22 **Flash d'information** ■ 49.26 **Flash d'information** ■ 49.30 **Flash d'information** ■ 49.34

Le Carnet du Monde

Naissances

— Marie-Hélène
et Pierre COULOMB
ont la joie de faire part de la naissance
de

Julien,

le 29 novembre 1986.

4, rue des Mariniers,
75014 Paris.

Décès

— Raymonde Belpomme,
son épouse,
Jean, François et son épouse, Elodie,
ses enfants,
Benoît, Sandrine, Mathilde et Jules,
ses petits-enfants,
Toute sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Robert BELPOMME,

survenu le 5 décembre 1986, à La Verrière
(Yvelines), à l'âge de soixante-
quatre ans.

La levée du corps se fera au centre
généraliste Denis-Forestier, à La Verrière,
le mercredi 10 décembre, à 8 h 30,
puis il sera déposé à la mairie de Tram-
vayes (Seine-et-Marne), de 14 h 30 à
15 h 30, en présence de la famille.
L'inhumation aura lieu au cimetière
de Tramvayes dans le caveau de famille.

Rue Neuve,
71630 Tramvayes.

— La famille,
Les amis de

Victor BRONSTEIN

de Kichinev,

très affligés de sa disparition, survenu le
25 novembre 1986, dans sa quatre-
vingt-sixième année,
font part de ses obsèques qui auront lieu
le 10 décembre.

On se réunira à partir de 14 h 15, à la
porte principale du cimetière parisien de
Pantin.

— Annecy-le-Vieux (Haute-Savoie),
Angers, Paris.

M^{me} Paul Idier,
ses enfants et petits-enfants,
Agnès et Michel Idier,
Marie et Céline Coubertfond,
Anne et Yves Sion,
Emmanuel, Elénor et Carine,
ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-
sœurs,
M^{me} Marguerite-Marie Idier,
M. et M^{me} Joseph Chaillet,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Jeanne Idier,
M. et M^{me} Joseph Idier
et leurs enfants,
M^{me} Gayet,
ses enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} François Perron,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Louis Martinez
et leurs enfants,
Ainsi que tous ses parents, alliés et
amis,

ont la douleur de faire part du décès de

général Paul IDIER,

survenu à Annecy, le 6 décembre 1986.

Ses obsèques seront célébrées le mer-
credi 10 décembre, à 15 heures, en
l'église Saint-Laurent d'Annecy-le-
Vieux.

Veuillez de prières en cette même
église, le mardi 9 décembre, à 20 h 30.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité
familiale.

Condoléances sur registre.

Ni fleurs ni couronnes, des prières.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Provinc.

74000 Annecy-le-Vieux.

— Le conseil d'administration
et les membres de l'association des
Dames du Calvaire.
La communauté des Dames.
La direction.
Les médecins et le personnel de la
Maison médicale Jeanne-Garnier,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne LOUISE,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
présidente de l'association,
survenu le 4 décembre 1986, à l'âge de
quatre-vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mardi 9 décembre, à 10 h 30, en
l'église Saint-Léon, place du Cardinal-
Amette, à Paris-15, où l'on se réunira.
L'inhumation aura lieu au cimetière
des Batignolles, dans le caveau de
famille.

55, rue de Lourmel,
75015 Paris.

— Monique Mahé,
son épouse.

Véronique Mahé et Joseph Lobelson,
Eric Mahé,
Hervé Mahé,
ses enfants,

Simon Lobelson,
son petit-fils,

Marguerite Robert,
sa belle-mère,

Christiane et Henri Lejeune,
sa sœur et son beau-frère,

Les membres de sa famille,
Et tous ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Yves MAHÉ,

président du SMCAR,
survenu le 2 décembre 1986.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi
5 décembre, au crématorium du cime-
tière Saint-Pierre.

16, rue du Docteur-Acuaviva,
13248 Marseille Cedex 04.

— M. et M^{me} Renand Saada-Pages
et toute la famille

ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Aline PAGES,

survenu le 3 décembre 1986, à l'âge de
cinquante-cinq ans.

L'inhumation au cimetière parisien
de Bagneux aura lieu le mercredi
10 décembre, à 10 h 45.

18, rue du Pré-aux-Clercs,
75007 Paris.

— Le Syndicat national des médecins
de protection maternelle et infantile

a la tristesse de faire part du décès de

docteur Aline PAGES,

survenu le 3 décembre 1986.

SNNTNI,
23, rue de Leningrad,
75008 Paris.

— M. et M^{me} Jean Vermay,
M. et M^{me} Jean-Louis Maldent,
M. Eric Veybet,

ont la douleur de faire part du décès de

Nicole VERMAY,

survenu le 26 novembre 1986.

La levée du corps aura lieu le mardi
9 décembre, à 9 h 30, à l'Institut
médico-légal de Paris.

Les obsèques à Cerdon (01) auront
lieu le mercredi 10 décembre, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel
du dimanche 7 décembre 1986 :

UN DÉCRET

— N° 86-1242 du 5 décembre
1986 modifiant le décret n° 64-217
du 10 mars 1964 relatif aux maîtres
contractuels et agrégés des établisse-
ments d'enseignement privés sous
contrat et fixant les modalités
d'accès de ces maîtres aux échelles
de rémunération des professeurs cer-
tifiés.

JACQUES GAUTIER



Collier cristal sur argent
et masque vieux argent... 2 600 F
Boucles d'oreilles... 1 300 F
36, rue Jacob, PARIS-6^e
Tél. : 42-60-84-33

DES ARRÊTÉS

— Du 24 octobre 1986 pris en
application de l'article 15 de la loi
n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à
l'informatique, aux fichiers et aux
libertés.

— Du 12 novembre 1986 portant
agrément de l'avenant à
l'annexe VIII du 23 juin 1986 au
réglement annexé à la convention du
19 novembre 1985 relative à
l'assurance-chômage.

— Du 3 novembre 1986 relatif
aux prélèvements de sang.

LOTTO		TRIMESTRE DE JANVIER à DÉCEMBRE 1986
4	5	17
22	32	46
16		
MONTAGNES, EN DIRECT SUR 353		
MONTAGNES 15 DÉCEMBRE 1986 à 20 h 30		
ET MONTAGNES 22 DÉCEMBRE 1986 à 20 h 30		
TOUTES LES MONTAGNES SONT À LA DISPOSITION DES JOUEURS		
4 BONS N°	1	5 792 865,00 F
3 BONS N°	24	139 315,00 F
2 BONS N°	1 075	10 175,00 F
1 BON N°	77 708	140,00 F
3 BONS N°	1 020 708	10,00 F
BONNE DE SÉCURITÉ 104 406		
1 BONNEMENT D'ÉCHÉANCEMENT 100 000 F à 7 h 20,00 F		
MONTAGNES 15 DÉCEMBRE 1986 à 20 h 30		
ET MONTAGNES 22 DÉCEMBRE 1986 à 20 h 30		
TOUTES LES MONTAGNES SONT À LA DISPOSITION DES JOUEURS		
LES 2 SUPER CAGNETTES DE L'HIVER		

Les amis de

Nicole VERMAY

ont l'immense douleur de faire part de
son décès, survenu le 26 novembre, et
assurent sa famille de leur affection.

Anniversaires

— Pour le dix-septième anniversaire
du décès de

Eric TRUSSON,

une pensée affectueuse est demandée à
tous ceux qui l'ont connu et aimé, en
annonçant la messe qui sera célébrée en
l'église Notre-Dame de Versailles, le
vendredi 12 décembre 1986, à 9 heures,
en la chapelle du Saint-Sacrement.

Messes anniversaires

— La messe annuelle à la mémoire
des anciens des Chantiers de jeunesse et
du général de la Porte du Theil sera
célébrée le mercredi 10 décembre 1986,
à 15 h 30, en la chapelle du Foyer Mai-
glen, 29, rue de Lourmel, 75015 Paris.

— Pour le dixième anniversaire du
rappel à Dieu de

R.P. DABOSVILLE,

Les anciens élèves de l'École Saint-
Martin.
Les membres de la Paroisse universi-
taire.

se réuniront aux côtés du R.P. Dujardin,
supérieur général de l'Oratoire, lors de
la messe qui sera célébrée le samedi
13 décembre 1986, à 17 heures, en
l'église Notre-Dame-des-Champs, à
Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 59 F

Abonnés 50 F

Communicat. diverses 65 F

Renseignements : 42-47-95-03

JEU GAGNANT N° 68 LOTO SPORTIF

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 MONACO	TOULOUSE	9 LENS	LAVAL
2 NANTES	TOULON	10 MARSEILLE	BREST
3 RENNES	NICE	11 CAEN	DUNKERQUE
4 BORDEAUX	LILLE	12 ORLÉANS	STRASBOURG
5 SOCHAUX	METZ	13 TOULS	ARBEVILLE
6 LE HAVRE	R.C. PARIS	14 BÉZIERS	MONTPELLIER
7 NANCY	ST-ÉTIENNE	15 NIMES	CLERMONT
8 PARIS-S.G.	ALGER	16 LYON	COCUREUX

Tirage des " 7 Numéros de la Chance "
du Dimanche 7 Déc. 1986 : 1 2 8 9 11 15 16

loterie nationale		SUSPENSE
TRANCHE (N°208) DU		
1 SEUL BILLET POUR LA SEMAINE, DU SUSPENSE TOUS LES JOURS		
RÉSULTATS COMPLETS		
CETTE LISTE NE TIEN PAS COMPTE DES CUMULS ÉVENTUELS		
OATES DU TIRAGE	NUMÉROS OU TERMINAISONS	MONTANT DES LOTS
LUNDI 1 ^{er} DÉCEMBRE 1986	088 258 779	1 000 000 F 1 500 F
MARDI 2 DÉCEMBRE 1986	347 828 549	1 000 000 F 1 500 F
MERCREDI 3 DÉCEMBRE 1986	236 381 042	1 000 000 F 1 500 F
JEUDI 4 DÉCEMBRE 1986	343 045 789	1 000 000 F 1 500 F
VENDREDI 5 DÉCEMBRE 1986	306 143 878	1 000 000 F 1 500 F
SAMEDI 6 DÉCEMBRE 1986	382 702 151	1 000 000 F 1 500 F
(1401112168)		6 000 000 F
370 129		1 000 000 F
014 981		50 000 F
022 287		50 000 F
031 200		50 000 F
053 488		50 000 F
074 605		50 000 F
086 157		50 000 F
106 636		50 000 F
116 149		50 000 F
106 951		50 000 F
184 281		50 000 F
201 282		50 000 F
236 007		50 000 F
236 042		50 000 F
282 279		50 000 F
339 048		50 000 F
339 858		50 000 F
341 797		50 000 F
351 015		50 000 F
362 298		50 000 F
376 533		50 000 F
651		1 000 F
9		100 F

Religions

Une église occupée, une commune divisée

Port-Marly perd son latin

Le chanoine Roussel doit se
retourner dans sa tombe. Gaston de
son prénom, il était un musicologue
réputé. Le général de Gaulle était
venu l'écouter un jour, à l'impro-
viste, aux grandes orgues de la cha-
pelle du château de Versailles.
Ancien résistant, croix de guerre,
ami personnel d'André Malraux,
c'est lui qui a introduit, aux rendez-
vous de l'Eurovision, la musique de
Charpentier.

Mais Gaston Roussel ne connais-
sait de la messe que celle d'avant le
concile, avec latin, grégorien, ser-
mon en chaire et canon de Saint
Pie V ! Curé de Port-Marly, il offi-
ciait à l'église Saint-Louis, un monu-
ment historique : la première pierre
a été posée, il y a deux cents ans, par
le roi Louis XVI lui-même.

Pendant vingt ans, l'évêque de
Versailles a fermé les yeux. Mais
aujourd'hui, un an après la mort de
son curé traditionaliste, Port-Marly,
petite commune riveraine de la
Seine, dans les Yvelines, est occupée
en deux. La route principale, celle
de Versailles, ressemble, dimanche
7 décembre, à une ligne de front.

Sur un trottoir, les fidèles du nou-
veau curé, le Père Pierre Caro, se
pressent vers la salle de catéchisme,
faisant provisoirement office
d'église paroissiale. Sur une table
d'écolier, la messe est célébrée selon
le rite en usage aujourd'hui dans
l'Eglise, mais, par souci d'ouverture,
chantée en latin.

Juste en face, l'église Saint-Louis
est pleine à craquer, occupée depuis
la nuit du 28 au 29 novembre, par
les thuriféraires de l'ancien curé,
venant pour la plupart de Versailles,
de Saint-Germain-en-Laye et des
communes voisines.

Missel sous le bras, on pétitionne
pour la canonisation de M^{me} Eliza-
beth de France, montée comme son
frère Louis XVI sur l'échafaud. Sur
quelques boutonniers fleurissent les
insignes du centre Charlier, proche
du Front national. On annonce la
visite de Dom Gérard Calvet, prieur
du monastère intégriste du Barroux
et ami de M. Jean-Marie Le Pen.

Le desservant est Dom Bruno de
Blignières, ordonné par Mgr Lefeb-
vre, qui a rompu avec le monastère
bénédictin de Flavigny (Côte-d'Or),
récentement revenu dans le giron de
l'Eglise. Il appelle les fidèles à « re-
fondre une France chrétienne » et à
« restaurer la société ».

Près de mille personnes sont
passés à Saint-Louis aux trois
messes de dimanche. Parmi eux,
M. François Ceyrac, ancien prési-
dent du CNPF, qui était un intime
du chanoine Roussel, et M. Patrice
de Plunket, rédacteur en chef du
Figaro magazine.

Créer

Fables

L'évêque de Versailles,
Mgr Louis Simonneau, a décidé de
reprendre en main la paroisse de
Port-Marly. Il a fait écarter les deux
prêtres traditionalistes qui avaient
assuré d'eux-mêmes la succession du
chanoine Roussel — un missionnaire
de Saint-Esprit et un prêtre zélateur
rappelés par leurs supérieurs — et
demandé au nouveau curé, qu'il a
nommé en septembre, de permettre
une transition en douceur.

Il l'a fait avec l'accord de tout le
clergé des Yvelines, fort de la
conviction d'avoir déjà beaucoup
fait pour permettre aux partisans de
la tradition de s'exprimer. A Ver-

sailles, mille cinq cents d'entre eux
assistent chaque dimanche à la
messe à la chapelle Notre-Dame-
des-Armées, occupée déjà depuis
dix ans. La Fraternité Saint-Pie X
de Mgr Lefebvre est installée à
Mantes-la-Jolie. A Jouy-Mauvoisin,
à Saint-Martin de Brétancourt, dans
une autre chapelle de Versailles, des
célébrations selon l'ancien rite ont
lieu régulièrement. « Assez », dit
aujourd'hui l'évêque, quand il y a
trop d'abus de fixation, j'opère. »

Ceux d'en face réclament le béné-
fice de l'indult romain, accordé par
le cardinal Lustiger à Paris aux
paroissiens de Saint-Eugène-
Sainte-Cécile (1).

Le maire de Port-Marly, M. Louis
Didier, est un homme tiraillé
comme sa paroisse. Dimanche, il est
allé à la messe du nouveau curé.
Dans sa poche, il avait l'ordonnance
d'expulsion du tribunal de grande
instance, mais l'exécution n'avait
toujours pas eu lieu lundi en fin de
matinée.

HENRI TIMCO.

(1) Depuis une décision romaine du
3 octobre 1984, l'évêque peut autoriser,
dans des lieux de culte qui ne sont pas
des églises paroissiales, la célébration
dans l'ancien rite, de manière excep-
tionnelle, « ou de manière habituelle pour
des cas précis ».

Environnement

Fuite radioactive à Grenoble

GRENOBLE

de notre correspondant

L'un des trois réacteurs expé-
rimentaux de type « piscine » installés
dans l'enceinte du Centre d'études
nucléaires de Grenoble, la pile Siloé
(d'une puissance de 35 mégawatts
thermiques) a été arrêté le 2 décem-
bre pour être vidangé. Les responsa-
bles avaient en effet décelé une éva-
poration d'eau dans la piscine
supérieure à la normale, soit environ
un mètre cube d'eau par jour. « Il y
avait des présomptions de fuite »,
explique le directeur du CENG,
M. Michel Suscillon. Les mesures
effectuées dans l'enceinte du Centre
ne devaient toutefois révéler aucune
teneur anormale de radioactivité
jusqu'au vendredi 5 décembre en
soirée.

La nappe phréatique située juste
au-dessous du radier de la pile pré-
sentait, selon les responsables du
CENG, « une légère contamination »,
par le tritium, confirmant
ainsi la présence de fuites au sein de
la piscine du réacteur Siloé. Pour
M. Michel Suscillon « le taux de
radioactivité était égal à celui qu'on

enregistre dans l'eau de mer, celle
dans laquelle on se baigne ».

Le service central de protection
contre les rayonnements ionisants,
dirigé par le professeur Pellerin, a
procédé pendant la journée de sam-
credi à des analyses d'eau prélevée
en divers points du CENG, dans
l'Isère et le Drac. Le SCPRI a,
depuis, fait savoir par un commu-
iqué que « les résultats de ces
mesures qui, compte tenu des radio-
éléments en cause, sont inférieurs
aux concentrations maximales
admissibles dans tous les cas,
confirment que les contre-mesures
prises par le CENG ont été particu-
lièrement efficaces et que cet inci-
dent n'a aucune conséquence pour
l'hygiène publique ».

Le réacteur Siloé, qui a divergé pour
la première fois en mars 1963,
aurait dû être arrêté normalement
au mois de juillet 1987 afin de subir
une révision décennale de l'étan-
chéité de la cuve formant la piscine.
On précise enfin au CENG que,
même si les taux de radioactivité
décelés ne présentent aucun risque
pour l'environnement, la piscine du
réacteur sera vidée dans les pro-
chains jours et son eau stockée.

CLAUDE FRANCHILLON.

Le Monde CADRES

Burke

BURKE MARKETING RESEARCH FRANCE
FILIALE DU 1^{er} GROUPE MONDIAL DE
conseil marketing par les études consommateurs

**RECHERCHE
CHARGÉ (E) D'ÉTUDES**

CE POSTE A POUVOIR IMMÉDIATEMENT
NÉCESSITE UN DOUBLE PROFIL :
- maîtrise des chiffres et techniques statistiques ;
- goût et aptitudes pour le conseil marketing de
grande consommation et sens des relations commer-
ciales.

UNE BONNE CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS
EST INDISPENSABLE

C.V. à envoyer à BURKE MARKETING RESEARCH
SERVICE RECRUTEMENT
TOUR GALLIENI
78-80, AVENUE GALLIENI
93174 BAGNOLET CEDEX

ADHESIFS STRUCTURAUX

Un domaine d'avenir en forte expansion

Jeune ingénieur chef de marché

Une entreprise renommée, filiale d'un des tous premiers groupes
industriels français, recherche un Chef de Marché, chargé d'assu-
rer la gestion et le développement, à court et moyen terme, d'un
grand secteur de clientèle (en particulier celle des industries
électriques et électroniques).

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé débutant ou ayant une première
expérience industrielle.

Sa mission impliquera :

- d'analyser les procédés de fabrication chez les clients et de proposer des
solutions originales,
- de faire développer, par le laboratoire, les spécialités adaptées aux cahiers
des charges,
- de suivre les essais,
- de négocier les contrats.

La réussite dans ce poste nécessite curiosité intellectuelle, sens commercial, dyna-
misme et imagination.
Connaissance de l'anglais indispensable.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. EV 256 CM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

PRODUITS INDUSTRIELS

Directeur commercial chez un premier mondial

Nous recherchons le Directeur Commercial d'une des branches
d'activités, dont le CA est de 500 millions et qui fait partie d'un
puissant groupe international, leader mondial dans son domaine.

Il sera responsable :

- de l'élaboration de la politique commerciale,
- de l'animation d'une équipe de chefs de produits ainsi que des services
promotion des ventes et assistance technique,
- des contacts avec les clients importants.

La réussite dans ce poste implique :

- une formation grande école de commerce,
- environ 10 ans d'expérience dans le secteur des produits industriels avec, si
possible, la connaissance de la clientèle bâtiment,
- des qualités de dynamisme et de négociateur,
- la parfaite maîtrise de l'anglais.

Réelles perspectives d'évolution de carrière.

Poste à Paris. Ordre de grandeur de rémunération : 300.000 F. +

Ecrire sous réf. FV 257 AM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

C.N.C.C.

LA COMPAGNIE NATIONALE
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

recrute pour son

DÉPARTEMENT CONTRÔLE DE QUALITÉ

UN COMMISSAIRE AUX COMPTES

possédant une expérience de plusieurs années

en commissariat aux comptes de sociétés

faisant publiquement appel à l'épargne.

Les candidats devront avoir

une parfaite connaissance de l'anglais.

Une formation universitaire

ou grande école de commerce est souhaitée.

Envoyer candidatures : C.N.C.C.

8, rue de l'Amiral-de-Coligny, 75001 PARIS.

**Société de Services
17^{ème} arrondissement, assurant
la gestion d'un service public
marché (P/V)**

RESPONSABLE COMPTABILITÉ ET FINANCES

Vous avez au moins 27 ans, une formation Sup de Co - DECS
ou équivalent, une expérience significative de 3 à 5 ans.
Responsable de l'ensemble des tâches comptables : de la
gestion quotidienne jusqu'à l'envoi des comptes vous
encadrez et animez une vingtaine de personnes.

Merci d'adresser CV, prétentions sous référence M/2126/A
à CHP 105 boulevard, l'Esplanade 75008 Paris

Jeune ingénieur

technique et commercial chimie minérale

Important groupe industriel français (2400 personnes), leader
dans son domaine, recherche dans le cadre du développement de
ses marchés, un Ingénieur.

Au sein de sa Direction Régionale, située dans le nord-est de la France, il sera
chargé :

- du soutien technique du réseau de vente,
- du développement et de la promotion de nouveaux produits dans les
domaines industriel, agro-alimentaire et agricole,
- de la négociation de marchés.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (ENSL) ayant une première expé-
rience (2/3 ans).

Les candidatures de débutants seront également examinées.

Des capacités d'analyse et de synthèse ainsi que des qualités de contact et d'ouve-
ture sont nécessaires pour réussir dans cette fonction.

La connaissance de la langue allemande serait un atout.

Poste : grande ville du nord-est de la France.

Ecrire sous réf. GW 258 AM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Jeunes ingénieurs

pour des carrières opérationnelles en usine

Nous sommes une société française performante ayant des usines
modernes et à taille humaine et faisant partie d'un grand groupe
renommé.

Nous attachons un soin tout particulier à la valeur de notre encadrement, à la
cohésion de nos équipes et nous préparons nos structures futures de direction.
Nous offrons deux postes particulièrement formateurs à de jeunes ingénieurs
débutants ou ayant une première expérience en usine.

Vous assumerez d'emblée des responsabilités opérationnelles : animation de per-
sonnel de fabrication, progrès technique, gestion vous permettant de faire vos
preuves sur le terrain et d'évaluer rapidement.

La réussite dans ces postes implique :

- une formation AM, INSA, ENSI, ENI,
- de solides connaissances en automatismes, électricité, mécanique,
- des qualités d'animation, d'initiative, de pragmatisme.

Connaissance de l'anglais ou de l'allemand nécessaire.

Postes bilingues est Paris.

Ecrire sous réf. DT 255 CM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

TRES IMPORTANTE SOCIETE (600 personnes)
recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR DU PERSONNEL (V)

Pour l'assister dans tous les domaines de la fonction. 30 ans environ,
juste de formation. Il sera notamment chargé du recrutement, des
études de postes et des descriptions de fonction, des classifica-
tions.

Il devra mettre en œuvre un système d'appréciation destiné à l'éla-
boration progressive d'une politique de rémunération incitative.
Connaissances indispensables de la micro-informatique (gestion des
effectifs, sur tableau, études en liaison avec le service paye, horaire
variable, statistiques, tableaux de bord, bilan social.).

Expérience dans l'édition appréciée.

Adresser CV manuscrit, photo, rémunération souhaitée sous réf.
17546 à CONTEXTE PUBLICTE 20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS
Cedex 01, qui transmettra.

CONTEXTE

**APF AGENCE MONDIALE
D'INFORMATIONS**

recherche pour son siège à PARIS 20^{ème}

INGENIEUR D'ETUDES

"RECHERCHE et DEVELOPPEMENT"

- Vous êtes rigoureux, dynamique, créatif, disponible.
- Vous avez le désir d'assumer la mission suivante : étudier, concevoir, mettre
au point des produits nouveaux, dans des domaines aussi divers que :

- LES TRAITEMENTS DE TEXTES,
- LES TRAITEMENTS D'IMAGES,
- LES TELECOMMUNICATIONS.

Vous possédez :

- un diplôme d'une Grande Ecole Electronique,
- un acquis professionnel de quelques années dans un laboratoire d'Etudes
Electroniques appliquées à l'industrie,
- des connaissances certaines en micro-informatique et microprocesseurs
(matériel et programmation),
- une bonne pratique de l'anglais.

Vous avez une expérience dans le domaine des télécommunications.

Nous vous offrons des conditions de travail attractives dans un environne-
ment professionnel motivant.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et préten-
tions) (réf. LM) à

l'Administrateur du Personnel Technique de I.A.F.P.

11 à 15, Place de la Bourse, 75002 PARIS

IAF-P

CUN

Spécialiste des sédiés filtrants : filtration industrielle et micro-filtration.
CA de plus de 120 millions de francs de chiffre d'affaires. 200 personnes.
Dans le cadre de notre développement et de notre restructuration, nous créons deux
postes à responsabilité.

INGENIEUR D'AFFAIRES FRANCE - EUROPE

Sous l'autorité de notre directeur des ventes vous
prendrez en charge la vente de fabrications spéciales
faites en France qu'en Europe.

A ce titre vous centraliserez toutes les demandes, les
analysera, en ferez les devis et en suivrez la
réalisation.

Plaque tournante de la Société, votre rôle sera de
concilier à la fois impératifs commerciaux et
contraintes de fabrication.

Aussi dire que nous apprécierons également vos
compétences techniques et vos talents de négocia-
teur.

Ingénieur de formation (Arts et Métiers, ENSM, ICAM,
INSA...), vous avez une bonne connaissance de la
chaudronnerie, et avez pratiqué pendant au moins
4 ans la vente de produits industriels.

Anglais et allemand appréciés.

Réf 613 E

claud debray conseil

192 Boulevard Saint-Germain - 75007 PARIS.

CD

CHEF DE PRODUIT INDUSTRIEL

Responsable d'une ligne de produits, vous prendrez
en charge la totalité des opérations le concernant,
depuis sa création jusqu'à sa commercialisation.

Véritable coordinateur, vous superviserez la fabri-
cation du produit, déterminerez les programmes de
vente, assurerez la gestion, le développement de la
marge brute et planifierez les nouveaux produits.

Familiarisé avec ce type de responsabilité vous avez
exercé pendant au moins 5 ans à un poste similaire.
Ingénieur de formation (chimie, mécanique) votre
connaissance de la filtration industrielle sera
appréciée.

Votre maîtrise du marché, l'efficacité de vos recom-
mandations, votre créativité et votre sens du contact
feront le reste.

Réf. 072 G.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous
la référence choisie à Marc Galopin

MARK

INGEVISION
DIVISION DE FRAMATOME

Avec INGECAD solution intégrée pour la conception d'installation industrielle
INGEVISION prend une place importante sur le marché de l'ingénierie assis-
tée par ordinateur et cherche pour son service COMMERCIAL :

Responsable marketing

Ingénieur de formation vous aurez pour mission d'assurer le Marketing
Ventes et la promotion des produits (AO/CAO d'INGEVISION, ce qui
implique une connaissance de ce domaine technique et celle de la
fonction Marketing.

Outre l'aspect relations extérieures (contacts avec organismes profes-
sionnels et publics, fournisseurs informatiques...) vous serez en charge
l'aspect étude (analyse des besoins et tendances, concurrence) et la
partie conception et organisation des produits (campagnes publicitaires,
sofons...).

L'anglais courant est indispensable.

Pour aborder cette fonction ample, diversifiée, évolutive, nous recher-
chons un candidat créatif, initiateur et enthousiaste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. + photo) à

FRAMATOME sous référence 85/63000. DEPARTEMENT

RECRUTEMENT - PLACE DE LA COUPOLE - TOUR FIAT CEDEX 16

92084 PARIS LA DEFENSE

FRAMATOME

media-system

la Vill^{ette}

CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE

Expositions permanentes et temporaires, espace industrie, médiathèque, la Géode, centre international de conférences, espace de découvertes, planétarium, centre de formation, un lieu de rencontre qui conçoit et met en œuvre les techniques les plus avancées de communication informatiques et audiovisuelles.

Nous mettons en place nos structures de maintenance et nous recherchons :

Adjoint au Chef
du Service Exécution

- Il assiste le Chef de Service dans l'organisation du service : qualité des travaux exécutés, tenue des objectifs fixés par les méthodes, gestion des qualifications techniques et des habilitations du personnel, suivi technique et budgétaire des contrats de sous-traitance, contrôle du respect des normes de sécurité.
- Il possède un diplôme d'ingénieur et une expérience de 10 ans en milieu industriel (Maintenance et Organisation).

Responsable
des Travaux sur les Réseaux

- Sous l'autorité du Chef de Service « Exécution », il est responsable des travaux de maintenance sur les réseaux fluides, électriques, de chauffage, de ventilation, de désenfumage et sur les matériels du réseau de circulation verticale mécanisée. Il est aussi responsable de l'exploitation et des travaux de maintenance sur les matériels de manutention.
- Il organise les travaux de maintenance qui sont sous sa responsabilité. Il est responsable du suivi technique et budgétaire des entreprises intervenant en sous-traitance et du respect des normes de sécurité par le personnel.
- Titulaire d'un diplôme d'ingénieur mécanicien ou électricien, il possède 10 ans d'expérience industrielle en maintenance.

Ingénieur Méthodes

- Sous l'autorité du Responsable « Méthodes », il effectue des tâches ponctuelles et est chargé de l'élaboration des dossiers de modifications, de l'étude et du suivi de réalisation d'outillages spécifiques, du suivi des réalisations extérieures.
- Il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur généraliste et possède une bonne connaissance de la réglementation applicable aux locaux recevant du public, ainsi qu'une expérience de 3 à 5 ans en bureau d'études ou en maintenance.

Responsable Méthodes

- Sous l'autorité du Chef de Service « Méthodes - Ordonnancement », il met en œuvre la politique de maintenance.
- Il organise, coordonne et supervise le travail des préparateurs.
- Il a un diplôme d'ingénieur généraliste et connaît bien la réglementation applicable aux locaux recevant du public.
- Il possède une expérience de 10 ans dans la fonction maintenance.

Chef du Service
Méthodes / Ordonnancement

- Sous l'autorité du Chef de Département « Maintenance », il prend en charge la définition de la politique de maintenance de la CSI et a la responsabilité de l'organisation des méthodes de maintenance et de l'ordonnancement des interventions.
- Il élabore et suit le budget de maintenance.
- Il a 10 à 15 ans d'expérience industrielle dont une partie dans la fonction de responsable méthodes d'entretien.
- Il possède un diplôme d'ingénieur.

Responsable
des Ateliers de Maintenance

- Sous l'autorité du Responsable du Service « Exécution » du département maintenance, il est responsable de la bonne exécution de l'ensemble des travaux réalisés dans les ateliers de maintenance.
- Il organise l'exécution de ces travaux.
- Il est responsable de la qualité et de la tenue des délais, de son Personnel, du suivi technique et budgétaire des réparations sous-traitées.
- Titulaire d'un diplôme d'ingénieur mécanicien, électricien ou électronicien, il possède une expérience industrielle de 10 ans en maintenance.

Contrôleur CVM

(Circulations Verticales Mécanisées)

- Sous l'autorité du Responsable de la Section « Exécution des Travaux sur les Réseaux », il est responsable de l'exploitation des matériels de levage et de manutention, et assure le suivi des travaux de maintenance sur les matériels du réseau CVM, et les appareils de levage et de manutention.
- Il est titulaire d'un BTS et possède une bonne connaissance de la mécanique, de l'électromécanique et connaît les réglementations concernant les matériels de levage et de manutention, et les locaux recevant du public.
- Une expérience de 10 ans dans la fonction travaux d'entretien est requise.

Adresser lettre, C.V. et prétentions au Département du Personnel - 75930 PARIS CEDEX 19

L'A.F.P.A.,
Association pour la Formation
Professionnelle des AdultesOrganisme employant 1 000 personnes
réparties dans 150 établissements
recherche pour ses Centres de :

MULHOUSE (68), EVRY (91), LIMOGES (87)

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

Ingénieur diplômé, vous avez au moins 5 ans d'expérience en Production ou en Méthodes - Ordonnancement et avez assumé des responsabilités de fabrication. Vos compétences professionnelles concernent les techniques de production, les méthodes, et vous avez été associé à l'automatisation de la production.

Une expérience de la FAO et la GPAO
constituerait un atout appréciable.

Si vous êtes motivé pour transmettre votre savoir-faire, vous pourrez devenir professeur dans un de nos Centres. Vous participerez à la création de formations et vous animerez des stages pour des techniciens de l'industrie.

Vous pourrez aussi faire partie
de l'équipe de Direction de Centre.Adresser votre curriculum vitae avec lettre manuscrite
à : M. PELOSSE - Directeur du CPTA - AFPA -
35, boulevard Jodion, 69694 VENISSIEUX CEDEX.HOLDING INTERNATIONAL
D'UN GROUPE BANCAIRE

recherche

AUDITEUR INTERNE pour
RENFORCER SON SERVICE D'AUDIT
INTERNEProfil :
- diplôme de l'enseignement supérieur (gestion-finance) ;
- expérience de 7/8 ans dans l'audit de banque ;
- anglais indispensable.

Poste motivant à évolution rapide, quelques déplacements à l'étranger.

Ecrire sous n° 8.209 LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7.

Electrolux

Groupe Suédois à vocation internationale, et surtout européenne,
nous cherchons aujourd'hui à renforcer le Département DEVELOPPEMENT de l'unité « cuisson » basée à Reims
(600 personnes - Gamme de 300 produits).Ingénieurs méthodes
process

Plusieurs projets importants ont été engagés pour optimiser notre production et atteindre une plus grande flexibilité. Dans le cadre de ce nouveau plan directeur, nous offrons à un ingénieur disposant d'une première expérience, la responsabilité de définir les nouveaux processus de fabrication, ceux-ci faisant déjà largement appel à l'informatique et aux automatismes. Mécanicien de formation il aura nécessairement évolué 3 à 5 ans dans une fonction proche. Réf. FAM/15M Pour l'assister dans cette mission nous recherchons également un ingénieur débutant diplômé ENSAM, ENSEM, IDN ou équivalent. Ensemble ils intégreront une équipe méthode attachée aux problèmes d'industrialisation et de gestion informatisée. Réf. FAM/16M

Ingénieurs recherche
et développement

A partir de la conception et de la prédéfinition des produits avec le marketing, les ingénieurs de recherche auront à étudier techniquement les différentes fonctions des futurs équipements, réaliseront ensuite les essais en laboratoire. Nous souhaitons engager deux ingénieurs débutants ayant des compétences en thermique, mécanique des fluides, électricité ou électronique. Ils seront bien sûr créatifs, ouverts sur les applications et travailleront en étroite relation avec le Bureau d'Etudes. Réf. FAM/17M Pour tous ces postes l'anglais courant est un impératif car de fréquents contacts ont lieu avec la maison-mère en Suède.

Nous vous remercions d'adresser un dossier complet en précisant la référence à notre conseil :
INFRAPLAN - 63, Bd Raspail - 75006 PARIS.INFRAPLAN
Paris/BarceloneINSTITUT de FORMATION
en INFORMATIQUE
cherche

FORMATEURS

Pour tous renseignements
contacter le :
Tél. 42-68-11-32.Groupe bancaire international
recherche pour sa filiale française desExploitants
Classe V, VI

Votre formation supérieure (grandes écoles de commerce ou universités), votre sens du risque et de la relation clientèle vous permettent d'accéder à des postes de responsabilité au sein d'une structure dynamique et motivante.

Adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) sous
réf. 9269 au MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris qui
transmettra.CONSEILLER
EN RECRUTEMENT

Le Service Recrutement de la Société Générale, en raison d'une promotion interne, recherche un nouvel "équiper".

Diplômé universitaire, Sciences Po, Ecoles de Commerce, nous désirons celui qui a obligatoirement 2 à 3 ans d'expérience en entreprise ou en Conseil dans le recrutement.

Vous aurez, à l'intérieur du service, vos clients attelés et une autonomie d'action, tout en restant en liaison avec votre supérieur hiérarchique.

Pour vous, c'est une mission intéressante de nous connaître, d'être connu, et ainsi, dans 4 à 5 ans, évoluer vers d'autres fonctions.

Merci, si de telles perspectives vous intéressent, d'envoyer votre candidature, sous réf. 603.PA.050 M, à notre Conseil Béatrice GAJEVSKY.

centor

13 bis, rue Henri Moissan
75009 PARIS

collaborateurs haut niveau H/F

CABINET D'AVOCATS

BUREAU DE PARIS

De renom international, nous sommes l'un des tout premiers Cabinets Européens d'Avocats. Notre activité est exclusivement orientée sur le droit des affaires.

Nos clients, entreprises importantes et réputées, apprécient particulièrement la rigueur et le réalisme de notre approche économique ainsi que la recherche d'anticipation qu'ils retrouvent dans nos synthèses et nos propositions d'optimisation.

L'expansion permanente de notre Cabinet nous amène à intégrer de nouveaux collaborateurs de haut niveau et à fort potentiel :

UN AVOCAT COORDINATEUR CLIENTS.
UN AVOCAT PUBLICITE ET MARQUES.

De formation Doctorat, HEC, DES, DEA, Sciences Po, Université Américaine... vous avez acquis une expérience de trois ans minimum en droit des affaires. Bon rédacteur, motivé, créatif, responsable et organisé, vous avez par ailleurs des qualités indéniables de contact et de travail en équipe.

Nos clients internationaux apprécieront votre maîtrise de la LANGUE ANGLAISE.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. et prétentions) sous référence JPV 22 à notre Conseil, qui étudiera votre dossier confidentiellement.

COCEPLAN

2, rue Louis David - 75016 PARIS

MEDIA BA 71, AV. VICTOR-HUGO - 75116 PARIS

Le Monde
CADRES

Adjoint de direction
H/F



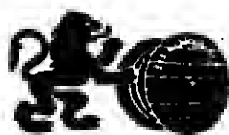
LES CRISTALLERIES ET VERRERIES D'ART DE VIANNE (400 personnes, 80 millions de francs de chiffre d'affaires), situées près d'Agde, sont spécialisées dans la fabrication et la commercialisation de verreries d'art. Elles recherchent une(ou) adjoint(e) de direction générale. Il aura pour mission de seconde le directeur général et d'assurer un certain nombre de responsabilités pendant son absence : courriers, réception de clients, relations publiques, etc... Il devra par ailleurs suivre et réaliser des études précises (ex : projet d'investissement...) et assurer la gestion des ressources humaines. D'une manière plus générale il aura à résoudre les différents problèmes de fonctionnement de l'entreprise que ce soit aux plans techniques, commerciaux ou humains. Ce poste s'adresse à un candidat d'un niveau technique ou commercial ayant acquis une expérience de généraliste avec des compétences en législation sociale, en suivi d'une entreprise industrielle. Une formation supérieure type école de commerce ou universitaire est souhaitée. La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire. La rémunération de l'ordre de 200.000 francs sera principalement fonction de la valeur du candidat venant. Ecrire à C. TIERZ en précisant la référence A/T 7162AM. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

71 bis, allée Jean-Jaures - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.63
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune ingénieur
électricien



LES CABLES DE LYON (10 milliards de francs de chiffre d'affaires, 12.000 personnes) est le numéro 2 mondial dans la fabrication des câbles de télécommunication et de transport d'énergie. Grâce à des investissements importants, il s'est doté des équipements les plus modernes et développe ses activités dans le domaine des câbles haute tension terrestres et sous-marins. Ce développement l'amène à rechercher un jeune ingénieur électricien pour le service technique de la division haute tension installé dans son usine de Calais, spécialisée dans les câbles sous-marins. Ce poste s'adresse à un candidat à fort potentiel, ingénieur électricien (ESE, ENSIBG, ENSEIHT ou HEI option électricité...) débutant ou ayant acquis une première expérience en bureau d'études dans le secteur de l'électro-technique. La connaissance de l'anglais est nécessaire et des notions d'allemand seraient appréciées. La rémunération est motivante et les perspectives d'évolution sont à fait envisageables dans l'usine ou dans le groupe. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence A/4838M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Consultant
ressources humaines

PA, l'une des premières sociétés internationales de Conseil auprès des entreprises recherche dans le cadre du développement de son activité "Ressources Humaines" un consultant. Intégré à une équipe très motivée, spécialisée dans la conception, la promotion et la mise en œuvre de nouveaux outils d'évaluation et de développement de la personnalité professionnelle, il participera à l'ensemble des activités du département : contacts commerciaux, études, applications... Nous souhaitons rencontrer des candidats diplômés de psychologie ou de sociologie, ayant impérativement acquis une première expérience de la gestion des ressources humaines en entreprise ou en cabinet. Nouveaux et créatifs, ils seront particulièrement motivés par les problèmes d'évaluation qualitative de la personnalité. Des connaissances méthodologiques, informatiques et statistiques, sans être indispensables, seraient appréciées. Merci d'écrire à Christine CHABAUD en précisant la référence A/062AM. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

En pleine lumière...

Sans aller jusqu'à vous demander de « sortir de l'ombre », car dans votre entreprise vous êtes connu et... reconnu ! Votre parcours professionnel est fait de vous un

Généraliste d'entreprise

quelque soit votre point de départ, vos étapes intermédiaires et votre position actuelle. A présent, il vous est possible de continuer dans la voie de l'entreprise ! Mais, ENTRE NOUS, n'avez-vous pas, dans VOTRE JARDIN SECRET, laissé une parcelle en friche ? Vous savez, ce SENTIMENT D'INCOMPLÉTUDE propre aux GRANDS ENTHOUSIASMES : ÊTRE UN FACTEUR DE CHANGEMENT, dégagé des contraintes hiérarchiques pour aller PLUS VITE et PLUS LOIN... ÊTRE UN FACTEUR LIANT de la relation ENVIRONNEMENT-ENTREPRISE...

Bref, un ENTREPRENEUR pour nous rejoindre, mais aussi un COLLEAGUE qui possède le même idéal que nous : la réussite de l'entreprise, C'EST TOUJOURS LE BON CHOIX DES HOMMES... Mais, ATTENTION, nous ne sommes pas des « sélectionneurs »... mais des « ÉVOLUTIONNISTES » ! Venez nous rencontrer, nous vous expliquerons ce que nous entendons par là. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/R/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

L'EUROPÉENNE DE BANQUE (PB)

développe sa clientèle PME-PMI et offre à des professionnels de bon niveau des postes à responsabilités au sein de succursales autonomes à Paris :

Exploitants
Classe IV à VI

Vous êtes COMMERCIAL, DYNAMIQUE, diplômé de l'enseignement supérieur ou bancaire, justifiant d'une expérience d'au moins 3 ans dans la PROSPECTION et la GESTION d'un portefeuille de clients PME-PMI.

Votre CARRIÈRE sera à la mesure de vos AMBITIONS.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous la réf. E/LM, à



L'Européenne de Banque

Direction des Relations Humaines - 21, rue Laffitte - 75009 PARIS

THOMSON COMPOSANTS

RESPONSABLE DES AFFAIRES JURIDIQUES

Nous sommes une importante société à vocation internationale (15.000 personnes) dans le secteur des composants électroniques. Notre Responsable des Affaires Juridiques, efficace et rapide, intervient sur des thèmes variés : contrats et accords de toute nature, en particulier dans les domaines technologiques et commerciaux, pré-contentieux et contentieux, assurances.

Rattaché au Directeur des Affaires Extérieures et Juridiques, il anime une équipe de 4 juristes internationaux expérimentés, dont un spécialiste de la propriété industrielle. Avec le support des experts techniques de la société, cette équipe conseille et assiste dans leurs négociations l'ensemble des unités et filiales (françaises et étrangères) de l'entreprise.

Le candidat idéal pour ces fonctions de haut niveau est titulaire d'un DEA de droit des affaires + MBA ou équivalent. Il justifie d'une expérience professionnelle de 8 ans environ au sein d'un cabinet international et d'une entreprise du secteur industriel dans une fonction proche. Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., prétentions) sous référence 91414/LM à THOMSON COMPOSANTS - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.

THOMSON
COMPOSANTS



FONTAINE

SECURITE - CONTRÔLE DES ACCES HAUT DE GAMME

PME dynamique, leader sur son marché, recherche pour accompagner une croissance rapide dans un contexte extrêmement porteur

DIRECTEUR ADJOINT
DU DÉVELOPPEMENT

petite mécanique et électronique

Ingénieur ou similaire, très expérimenté, créatif, ordonné, personnalité très affirmée, à l'aise dans un environnement dynamique

Participation à la recherche et aux études de marché
Amélioration des produits existants.
Définition de produits nouveaux.
Préparation de l'industrialisation.
Qualification des sous-traitants.
Maîtrise de la qualité sous tous ses aspects.
Appui technique à la formation : personnel et clients.

Activité évoluant vers des responsabilités plus larges
Ecrire pour premier rendez-vous à :

FONTAINE S.A.
190, rue de Rivoli - 75001 PARIS

ORGANISME SOCIAL
recherche

Adjoint
de direction

Seconde le Directeur. Participe aux budgets. Responsabilité directe Services Administratifs, Informatique, Approvisionnements, Cuisine, Formation Supérieure, Gestion Générale. Aptitude à diriger. Expérience demandée dans secteur hospitalier.

Envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) à PIERRE LICHAU S.A. - sous réf. 4612 12, rue Président Carnot - 69002 LYON qui transmettra.

ASSISTANTE
ADMINISTRATIVE
3/4 TEMPS
PROFESSEUR
DE FRANÇAIS FLE

expérience exigée

école de langues / formation continue.

Ecrire LE MONDE PUBLICITÉ sous le n° B 210 5, rue Montguyon, Paris-7^e.

Syndicat d'aménagement
du Val de Drôme
recrute
CADRE CHARGÉ
DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

pour conseils aux entreprises, aide aux élus, développement du tourisme. Sont concernés et responsables, expériences en entreprise souhaitées. Adr. C.V. détaillé + lettre + photocopies titres av. le 30-12-86 à Monsieur le Président, S.A.V.D., rue Joseph-Grivel, 26400 CREST.

Adjoint au
Directeur Commercial
ESC Paris

Nous sommes une société métallurgique performante (CA : 600 millions), filiale d'un groupe important. Notre Chef de Service Commercial va prendre un poste de Direction. Parce que vous êtes jeune avec une formation commerciale supérieure et une première expérience de l'industrie, vous lui succéderez après quelques mois d'adaptation. Vous prendrez alors la responsabilité d'un service d'une quinzaine de personnes : réseau, administration, planning de fabrication. Vous aurez pour mission de développer notre chiffre d'affaires par votre action sur le terrain auprès d'une clientèle très diversifiée et importante, dans l'automobile, l'électroménager, etc. La connaissance de l'anglais serait un atout.

Ecrivez à notre Conseil : Maryse PERCHE vous remercie de lui envoyer votre lettre manuscrite + CV et photo sous référence 3183 M.



65, Avenue Kléber, 75116 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

LA MAISON
DE VALERIE



Nous sommes une société de vente par correspondance en pleine expansion.

Service Informatique

UN RESPONSABLE
PRODUCTION MVS

de formation Ingénieur, possédant une expérience d'ingénieur système MVS de 4 à 5 ans ; afin d'encadrer l'équipe système MVS et superviser l'exploitation MVS (environ 15 personnes).

Ordinateurs 3090/150-250 terminaux - DOS - MVS X A - CICS - DLA.

Envoyer C.V. + photo et prétentions à M.V. SERVICES - BP 4 - 41353 VINEUIL Cedex.

Le Monde
CADRES

ICN

INTERTECHNIQUE

AÉRONAUTIQUE - ESPACE
RÉSULTAT SUPÉRIEUR À 5% APRÈS IMPÔT
RECHERCHE

• POUR SA DIRECTION ORGANISATION ET INFORMATIQUE :

La Direction de l'Organisation et de l'informatique, implantée à Plaisir, est maître d'œuvre de vastes projets informatiques pour l'ensemble des sociétés du GROUPE INTERTECHNIQUE.

Organisée en petites équipes sectorielles très proches des préoccupations de chaque société, elle utilise largement les moyens informatiques conçus et commercialisés par la filiale IN2 : plusieurs centaines de terminaux déjà connectés sur des IN 5000 (système IN-PICK), bases de données réparties, réseau et bureautique.

L'expansion rapide du groupe permet d'offrir des opportunités à des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur intéressés tant par les problèmes des secteurs de pointe que par les aspects techniques de leur solution et possédant l'un des profils suivants :

- CHEFS DE PROJETS D'APPLICATION (RÉF. F7/DOI-91)
Ingénieurs Grandes Écoles ou MIAGE, ayant une première expérience de la conduite d'un projet d'informatique de gestion dans le domaine industriel, de préférence dans un secteur de haute technologie.

- INGÉNIEURS INFORMATIENS (RÉF. F2/DOI-15)
Grandes Écoles ou DEA d'informatique, confirmés ou débutants, ayant de solides connaissances techniques. Au sein du service d'études et méthodes

généralistes, ils développeront les domaines suivants à l'usage des services d'applications : méthodes et outils de développement, support technique, réseaux, bases de données, bureautique, micro-informatique.

- INGÉNIEURS D'APPLICATION (RÉF. F6/DOI-92)
Ingénieurs ou MIAGE, débutants ou possédant un an d'expérience.

- ANALYSTES PROGRAMMEURS (RÉF. F6/DOI-93)
DUT ou équivalent, ayant au minimum trois ans d'expérience.

• POUR SA DIVISION SYSTÈMES MILITAIRES ET TRANSMISSIONS :

Lieu de travail : LES UUS

- INGÉNIEURS EN ÉLECTRONIQUE (RÉF. UL-20)
Diplômés grandes écoles, ayant quelques années d'expérience, spécialisés dans l'étude de micro-informatique (matériel et logiciel) pour des systèmes de traitement de l'information.

- UN RESPONSABLE DES APPROVISIONNEMENTS (RÉF. UL-21)
Ayant environ dix ans d'expérience dans la fabrication et le sous-traitance d'équipements électroniques industriels.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE, BP n° 1, 78374 PLAISIR CEDEX.

Cadres, de la région Rhône-Alpes à la recherche d'un emploi.

vous souhaitez élargir vos compétences

en MANAGEMENT

et les compléter par un perfectionnement

en qualité ou/en développement des ressources humaines ou/en contrôle de gestion.

L'IGS vous propose une formation de 1100 heures

Le recrutement est immédiat et sera clos
le 20 décembre 1986.

Merci d'adresser vos candidatures à
Edna FERBER

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
107, rue de Marseille, 69007 LYON
(lien du stage).

Une tête bien faite pour les études

...avec la productivité en plus !

Nous sommes une importante entreprise (1 300 personnes), filiale d'un puissant Groupe industriel français, spécialisée dans l'installation d'équipements de génie climatique et thermique.

Nous renforçons nos structures et proposons à un candidat à fort potentiel technique et excellent gestionnaire de devenir notre futur

Directeur des études

Vous exercerez votre autorité sur les bureaux d'études travaillant en relation avec nos agences, soit environ une cinquantaine d'ingénieurs, techniciens et dessinateurs. Cela implique bien sûr de savoir vous imposer par vos connaissances techniques, mais également de faire preuve de sens du jugement pour apprécier les compétences et optimiser les charges de travail. En bref, un véritable « maître d'œuvre » en interne avec une responsabilité complète.

Vous êtes issu, de préférence, d'une grande École d'ingénieurs et avez déjà acquis à 35 ans révolus une expérience de bureaux d'études et de gestion de chantiers au sein d'une société du BTP ou chez un engineering TCE pilotant des projets importants, avec utilisation de la C.A.O. Notre conseil vous remercie de lui adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions) sous la référence C/ETU/LM, et vous garantit toute discrétion.



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Marketing grande consommation et stratégie



Chez ce grand de l'enseignement les vraies stars sont les marques.

Si rien de ses produits n'est laissé au hasard, c'est grâce à la qualité des équipes et un peu (beaucoup ?) grâce aux moyens mis en œuvre en terme d'études marketing.

Etudes qui élargissent d'ailleurs leur champ d'action à la stratégie globale de l'entreprise.

Vous avez l'ambition de faire carrière dans le marketing et d'accroître progressivement vos responsabilités.

Chaque année cette École de Marketing où votre intelligence et votre cœur trouveront une belle entrée en matière : analyse de l'évolution des marques ; étude de la position de la société face à la concurrence ; développements micro-informatiques constants ; et anglais de rigueur pour cause de Groupe International.

Merci d'envoyer C.V., photo, lettre et prétentions sous la référence 17733 à Connaissance Publique 20, av. de l'Opéra, 75008 Paris cedex 01 qui se

Professionnel de la recherche de cadres de haut niveau

Nous sommes l'un des principaux cabinets de recrutement en France, spécialisé dans la recherche d'ingénieurs et de cadres de haut niveau et dans la gestion des ressources humaines, pour des secteurs économiques très diversifiés. Une part importante de notre activité s'exerce dans le domaine des technologies de pointe, pour laquelle nous bénéficions de l'appui du groupe SEMA-METRA, l'un des premiers groupes européens d'ingénierie informatique et de conseil. Afin de poursuivre notre expansion, nous recherchons un professionnel du recrutement, pour Paris.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous aurez l'occasion de participer à des missions variées vous permettant de valoriser votre expérience et de l'enrichir d'activités nouvelles. Disposant d'une très large autonomie d'action dans la réalisation de vos missions et le développement de votre clientèle, vous serez directement intéressé aux résultats.

De formation supérieure, vous avez au moins 5 ans d'expérience dans le recrutement de cadres, en entreprise ou en cabinet. Votre dynamisme commercial et vos méthodes rigoureuses nous permettront de vous associer à notre développement à notre réussite.

Merci de bien vouloir adresser votre C.V. avec une courte lettre manus., sous réf. 10750/M à P. SALABERRY, Directeur.



SEMA-SELECTION

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

16, rue Barbès 92126 MONTRouGE Cedex.

UN CHARGE DE RELATIONS EXTERIEURES HF

Proche de la Direction Générale et du Département du Marketing, vous participerez à la mise en valeur de l'image de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Île-de-France. Votre mission sera en effet de mieux faire connaître notre Caisse Régionale en entretenant des relations étroites avec les médias (bien sûr, mais également avec les instances économiques et professionnelles de la Région Parisienne. Vous serez associé(e) à l'organisation des activités et manifestations destinées à promouvoir notre image.

Pour réussir à ce poste, vous avez environ 30 ans, une formation supérieure : Sciences Po, école de commerce ou de journalisme ainsi qu'une expérience dans le domaine de la communication.

Adresser votre candidature : CV et prétentions au Service du Recrutement : Crédit Agricole de l'Île-de-France, 26, quai de la Rapée, 75012 Paris.



Organisme Para-Public à vocation Sociale recherche pour assurer le développement d'une maison de protection régionale des personnes et des biens.

UN CHEF DE SERVICE

placé sous l'autorité du Directeur Général.

Sa fonction :

- il optimise, avec l'aide de ses collaborateurs, le fonctionnement du service.
- il assure l'animation et la gestion d'une équipe d'une vingtaine de personnes (travailleurs sociaux et personnel administratif).
- il prend en charge à son niveau, les relations extérieures avec les différents partenaires (magistrats, avocats, notaires, administrations).

Son profil :

- 30 ans environ, de formation Supérieure. Droit, Gestion (type IAE, Sup. de Co.), un cadre du secteur Sanitaire et Social, ayant exercé des responsabilités de gestion.
- il a 5 ans d'expérience réussie.
- il présente des qualités d'ouverture d'esprit, d'adaptabilité - au milieu associatif et social.
- il est capable de gérer, d'organiser, il possède d'excellentes qualités rédactionnelles.

Poste de cadre, basé à LA ROCHELLE.
Merci d'adresser : CV + lettre manuscrite + photo et prétentions, sous réf. 10005, à notre Conseil J.B. MONTES, qui vous garantira toute discrétion.

ACSOR BP 354
79003 NORT CEDEX.

Impte Sté rech. d'urgence TECHNICIENS B.T.S.

B.T.S. ÉLECTROMÉCANIQUE
TECHNICIENS

B.T.S. ÉLECTRONIQUE
Salaires motivants, mobilité et
disponibilité exigées.
Envier MEDIA SYSTEM, réf.
2 153, 15, rue Rivoli, 75100
Toulouse, qui transmettra.

VILLE DE SAINT-QUEN-L'AUMONIE recherche URGENT

INFIRMIÈRE D.E.

(minimum 5 ans d'expérience
supplément des enfants)
pour poste direction mini-
tranche et poste à temps incom-
plet pour crèche familiale.
Adr. candidature à Monsieur le
Maire de Saint-Quen-l'Aumône
(95510), av. le 31-12-1986.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche

RESPONSABLE SECTEUR MÉTHODE

Vous êtes un très bon **TECHNICIEN D'ACTUARIAT**
ayant acquis une bonne expérience des produits

VIE, ÉPARGNE et RETRAITE.

Vous êtes capable de **CONCEVOIR**

et monter **TECHNIQUEMENT**

ce type de produit.

Adresser lettre manuscrite, photo, c.v. et prétentions
au **MONDE PUBLICITÉ**,
n° 8 212, 5, rue Montessuy, 75007 Paris.

UNE CARRIÈRE MOTIVANTE

C'est ce que vous propose l'une des premières
Sociétés françaises d'Assurances IARD
qui recherche pour son siège en Région Parisienne

UN JEUNE CADRE

EXPÉRIMENTÉ EN ASSURANCE DE PERSONNES

Intégré à une équipe, après formation à nos produits, il sera chargé de conseiller, d'orienter, d'assister techniquement les établissements régionaux, qui ont l'initiative des démarches commerciales et de l'acceptation des risques.

Son activité portera essentiellement sur les risques des Particuliers.

Ce poste conviendra à un candidat de formation supérieure (maîtrise de droit) ayant une réelle compétence en assurance de Personnes (Complémentaire Maladie Chirurgie et garanties annexes), ainsi qu'une première expérience réussie dans cette activité.

Ce candidat solide aura : « une très bonne aptitude à la communication » des capacités d'analyse et de synthèse « une réelle souplesse d'adaptation » le goût pour la polyvalence « une rapidité d'exécution » une grande disponibilité. Ce poste pourra ultérieurement évoluer vers d'autres responsabilités.

Si ce poste vous intéresse, adressez-nous lettre manuscrite motivant votre candidature, CV, photo et prétentions à notre Conseil sous référence CMPL1. (Discrétion absolue pour les candidats en poste)



ceforpe
mure forger
et associés
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Le Monde
CADRES

Industrie agro-alimentaire - Nous sommes une importante société française (+ de 500 M de CA) fabriquant et commercialisant des produits de grande consommation - à forte notoriété - tant en France qu'à l'étranger. Pour faire face à des projets industriels d'envergure, nous créons deux postes au sein d'une de nos usines (située dans la région d'Auvergne) :

INGÉNIEUR ENSIAA ou équivalent
Sous l'autorité de la direction d'usine, vous prendrez en charge des études (et vous réaliserez des interventions) concernant l'amélioration du processus : recherche d'une qualité standard, mise en place de moyens permettant une quantification des données, amélioration de la productivité. En dehors de votre formation ENSIAA, ou équivalente, vous êtes à même de travailler en équipe et d'assumer des responsabilités.
Ref. 5.996 M

CHEF DE PROJET
Vous avez une formation DUT électro-mécanique et 3/4 ans de vie professionnelle en RE, aux méthodes ou à l'industrialisation ; vous avez si possible l'expérience des machines automatisées. Vous serez responsable de la mise en place et de la réalisation concrète d'une implantation complexe du secteur emballage. Vous devrez, avec l'assistance interne et externe, être l'homme-dé et terrain de ce projet ingénierie avant d'occuper d'autres fonctions.
Ref. 5.997 M
Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, merci d'adresser un dossier complet en précisant la référence à Roland Gardeux, Sécifo, 47 bis, avenue Daumesnil, 75007 Paris.



Membre de Syntec

**Nous saurons reconnaître vos compétences...
... et vous motiver**



Filiale du Groupe belge GECHEM (12 000 personnes, 9 milliards FF), nous représentons 1 200 personnes en France et réalisons un C.A. de 750 MF.
Leader dans nos domaines d'activités, nous fabriquons et transformons des produits alvéolaires destinés à divers secteurs (automobile, ameublement, literie, bâtiment, industrie).
Pour renforcer le potentiel de nos centres de profit, nous recherchons de jeunes ingénieurs (débutants/3 ans d'expérience) spécialisés en Mécanisme (AM ou équivalent) capables, après une période de formation, de s'impliquer fortement dans les fonctions suivantes :

Adjoint du directeur d'usine

Responsable de la productivité et du développement de cette unité (50 km Est de Paris), vous prendrez en charge la supervision de l'ensemble du personnel de production (65 personnes), la gestion de production et les approvisionnements matières premières, l'entretien et travaux neufs, ainsi que la participation aux études d'investissements et la recherche de l'amélioration de technologies.
(Ref. C/TEC/LM)

Adjoint du directeur technique

Dans le cadre de l'unité située en Haute-Loire (250 personnes), vous serez responsable du développement technologique (recherche de nouvelles formes de process, amélioration de l'outil existant) au niveau des lignes de production et effectuerez les études de rentabilité et la mise en place en matière d'investissements.
(Ref. C/TEC/LM)
Pour ces deux postes très ouverts, il est souhaitable de posséder la connaissance de l'anglais (contacts au plan européen).
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence choisie, à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Systèmes de Contrôles non destructifs

LYON

Ingénieur technico-commercial

Nous sommes filiale française d'un groupe international qui dispose d'Unités de Production en Europe. Nous commercialisons auprès des industries de pointe (Aéronautique, Nautique...) des matériels et des ensembles automatisés de contrôles non destructifs dont les performances nous situent au premier plan en Europe. Nous vous proposons de développer sur le marché français les ventes de nos systèmes haut de gamme et de coordonner, pour certaines applications complexes, l'intervention d'ingénieurs des Unités du Groupe (RFA, GB, USA). Rattaché au Directeur-France, vous êtes étroitement associé à l'ensemble des décisions tout en bénéficiant d'une forte autonomie d'action. Cette mission qui implique des déplacements fréquents sur l'étranger conduit à des voyages ponctuels de courte durée en Europe et aux Etats-Unis. Elle convient à un ingénieur généraliste, possédant une première expérience industrielle et motivé par la précision d'ensembles techniques sophistiqués. La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.
Merci d'adresser lettre man. + CV et prétentions sous réf. 4119/M à Noël MARTIN-BLANDET
Séle-CEGOS Rhône-Alpes 2 rue du Musée Guimet 69006 LYON.



**UNE FUTURE
GENERATION
DE CADRES**



**JEUNES
INGENIEURS
PRODUCTION**

Nous sommes la deuxième fabricant de véhicules industriels en Europe.

Issu de l'union en 1975 de Fiat, OM, Lancia, Unic et Magirus, sous le sigle IVECO, notre Groupe représente aujourd'hui 35 000 personnes et 15 unités de production réparties entre l'Italie, la France, l'Allemagne et l'Angleterre.

Notre croissance internationale, notre engagement dans la recherche et dans le développement technologique nous amènent aujourd'hui à créer une véritable pépinière de futurs dirigeants.

Pour cela, nous recherchons de JEUNES INGENIEURS PRODUCTION.

Basés à TURIN, nous vous offrirons un plan de formation et de développement sur 3 ans. Vous serez amenés à travailler dans nos divers établissements de production situés en Europe.

Vous apprendrez le monde du véhicule industriel et vous serez préparés à devenir de futurs managers internationaux pour nos unités de production.

De formation Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, vous possédez une grande capacité d'in-

tégration et de travail en équipe, ainsi que le sens de l'initiative.

Votre atout principal, c'est avant tout un esprit européen. Dans ce cadre, votre grande mobilité et votre bonne connaissance de l'anglais (et si possible de l'italien) sont les gages de votre réussite.

Si vous désirez devenir cadre dirigeant d'un groupe performant et avoir de larges ouvertures de carrière internationale, prouvez-nous votre motivation.

Prenez l'avenir au bout du fil ! Contactez les collaborateurs d'ALLO-CARRIERES au (1) 45.02.15.74. Elles vous informèrent et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (précisez la réf. 462).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature à ALLO-CARRIERES (réf. 462) - 71, av. Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.

WOW (1) 45.02.15.74
9 h 12 h - 14 h 17 h, du lundi au vendredi

AGF **Souscripteur Risques Spéciaux**

Leader de l'assurance Risques Spéciaux, avec un développement du chiffre d'affaire important, les AGF recherchent un **Souscripteur** pour leur **DIRECTION TRANSPORTS ET RISQUES SPECIAUX**.

Nous vous proposons de devenir l'adjoint - pour la production - du Responsable du Service Risques Spéciaux.

Dans ce cadre, vous analyserez les risques sur le plan technique et négociez les conditions de leur entrée en portefeuille.

Pour réussir dans cette fonction, votre diplôme de l'enseignement supérieur, renforcé par une expérience de 5 ans acquise en Risque Divers sont indispensables. De plus vous parlez anglais.

Si les perspectives d'évolution au sein d'une grande Compagnie vous attirent, merci d'adresser votre dossier de candidature, photo, prétentions s/réf. LM01 aux ASSURANCES GENERALES DE FRANCE - Département Gestion de l'Emploi - 33 rue La Fayette - 75009 PARIS.

asf **DES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES**

Les sociétés financières jouent aujourd'hui un rôle de premier plan dans la vie économique et sociale française. Elles distribuent une part importante des crédits aux particuliers et aux entreprises. Leur action : produits financiers en constant développement, agilité d'observation, qualité de service rendus à la clientèle.

La loi fait de nous la représentation de nos 800 Sociétés auprès des Pouvoirs Publics, mais nous voulons aussi renforcer l'image de notre profession par une communication élargie, notamment en direction des journalistes économiques et financiers.

Vous êtes familiarisé(e) avec le monde de la finance et de la banque. Votre première expérience de la communication vous a permis(e) d'apprécier cette opportunité.

Concevoir et promouvoir une politique de communication

Vous aurez le champ libre au sein de notre association pour faire vivre la fonction par le dialogue, l'écriture, la créativité et le service-fidèle dans la diffusion des solutions politiques, en particulier auprès des journalistes économiques et financiers.

Vous serez de fait le moteur en action et en page de notre communication interne et externe.

Si cette nouvelle responsabilité s'inscrit dans votre développement de carrière, débattre avec nous la communication avec C.E. ROEBER. Sur l'issue de votre dossier, il pourra également et confidentiellement contacter avec vous.

CPA, 3, rue de Lille, 75009, sous référence 45 M 335.

Notre Maison d'Édition (PARIS 8) répète et dynamise, produit et diffuse des collections très prisées d'ouvrages scolaires universitaires et scientifiques.

Nous dirigeons notre équipe éditoriale et recherchons

2 EDITIONS
CHEFS DE PROJETS

1 Scientifique - 1 Littéraire

Ils auront à suivre le cheminement du manuscrit initial jusqu'à sa publication et son lancement. En étroite relation avec l'auteur comme avec les services internes, ils veilleront, dans l'intérêt constant du lecteur, à coordonner les travaux en respectant les délais impartis.

Vous avez une excellente culture générale à dominante littéraire ou scientifique (BAC + 5), des aptitudes rédactionnelles reconnues et une bonne expérience en ce domaine de rédaction.

Votre rémunération, motivante dès le départ, évoluera selon votre propre progression.

Merci d'adresser avec C.V. - prétentions - enveloppe à votre adresse, sous la référence LP/MDI, à

WJF **michel joughannaud conseils**
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

GROUPE DE PROMOTION IMMOBILIERE
étudié à la Défense
recherche pour la gestion financière de ses participations

UN(E) JEUNE DIPLOMÉ(E)

expérience bancaire européenne
maîtrisant micro-informatique
Rémunération env. 150 000 F

Écrire sous réf. 2 215 M
LE MONDE PUBLI-CTE
5, rue Montmarais, Paris-7

ÉDITEUR RECHERCHE POUR EMPLOI À PARIS À PLEIN TEMPS

RÉDACTEURS TECHNIQUES

pour journaux PROFESSIONNELS, concrets, généralistes techniques ou en informatique ; esprit de synthèse et facilité dans l'écriture indispensables.

Envoyer C.V. + PRÉTENTIONS sous le n° 2 210
LE MONDE PUBLI-CTE
5, rue Montmarais, Paris-7

CENTRE DE FORMATION CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
recherche

INGÉNIEUR LICENCE TÉLÉCOM.
Connaissances transmission de données, réseaux, fibres optiques, etc.

Écrire avec C.V. à : CCIP
CENTRE GAMBETTA
247, avenue Gambetta
75071 PARIS CEDEX 20

Organisme important recherche pour agences techniques Ouest et Sud
COLLABORATEURS H.F.
COMMERCIAUX H.F.
T. pour R-VS 45-00-28-57.

Jeune ingénieur chimiste développer et innover résolument

Nous sommes, avec 4 500 personnes, la principale filiale d'un important Groupe Industriel et nos produits - très techniques et diversifiés - sont utilisés dans des secteurs de pointe : automobile, spatial, ferroviaire... Vous, en collaboration avec une équipe de spécialistes, vous animez l'"ATELIER PILOTE" de notre département R et D, - situé dans le Centre de la France - : vous définissez de nouvelles applications, testez leur faisabilité et garantissez le haut niveau de performances de nos produits (Elastomères et dérivés).

Votre première expérience - après, bien sûr, une formation d'ingénieur chimiste avec spécialisation Polymères - a conforté votre intérêt pour la recherche appliquée : alors, vous trouverez chez nous un contexte favorisant vos capacités d'innovation et votre évolution vers d'autres responsabilités au sein du Groupe.

SEFOP, notre Conseil, vous remercie d'adresser votre dossier sous référence AP 1226 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC.

CONSTRUCTION MICRO
recherche URGENT
TECHNICIEN SOFT
TECHNICIEN HARD
Formation BTS ou AUT
INGÉNIEUR
LOGICIEL éprouvé
DÉBUTANTS ACCEPTÉS
Libre de suite
Tél. pr R.V. 47-84-74-52.

L'Opéra de Nancy et de Lorraine recrute
UN PIANISTE
CHEF DE CHANT

Audition :
Lundi 8 déc. à 10 h à Nancy.
Inscription et renseignements :
83-37-85-11, page 2703.

VILLE PROCHE DE PARIS
(48.000 HABITANTS)
recrute pour son Service
Cultural un

RÉDACTEUR (H.F.)

Selon conditions statutaires
Inscription sur la liste
d'aptitude ou par voie de
mutation

Niveau Licence, expérience
souhaitée
Poste à pourvoir
immédiatement

Adr. candidature et C.V.
au **MONDE PUBLICITE**
sous réf. 2.213 M
5, rue de Montmarais,
75007 Paris.

Le Monde CADRES

BERTIN & Cie

Nous sommes la plus importante Société de services technologiques en Europe.

Nous aidons les industriels de tous les secteurs, à intégrer les technologies avancées et les transférer en produits et équipements innovateurs et concurrentiels.

Nos domaines d'excellence sont la mécanique et les matériaux nouveaux, la mécanique des fluides, la thermique, l'optique, l'électronique, l'informatique, la biotechnologie et l'acoustique.

Près de 600 ingénieurs, techniciens et divers spécialistes nous permettent de fournir des prestations allant de la recherche industrielle à la réalisation de biens d'équipements.

Pour accélérer notre développement sur les marchés français et à l'étranger, nous recherchons notre :

DIRECTEUR DE MARKETING STRATEGIQUE

Ses objectifs seront :

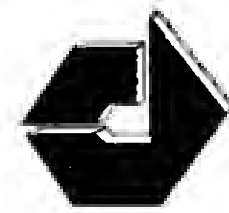
- de mettre en œuvre les méthodes les mieux adaptées à nos objectifs de développement national et international dans le cadre de la stratégie définie par la Direction Générale à laquelle il sera directement rattaché,
- de définir les moyens marketing correspondants,
- de renforcer l'équipe de marketing existante composée de spécialistes sectoriels et d'animer l'action de prospection,
- de mettre en place des réseaux de vente extérieurs, notamment à l'étranger.

Le candidat, de formation supérieure, sera capable d'appréhender l'impact industriel de nouvelles solutions technologiques. Il aura une solide expérience du Marketing en milieu industriel de produits et services à haut contenu technologique, ainsi qu'une bonne connaissance de l'exportation aux USA et en EUROPE.

La capacité d'animation d'une équipe et un bon dialogue avec des opérationnels de haut niveau seront nécessaires pour la réussite dans ce poste dont les responsabilités devraient s'avérer très motivantes pour un candidat de valeur.

Adresser C.V. et prétentions à G. NEYRON - **BERTIN & Cie** - BP 3 - 78373 PLAISIR Cedex.

Cet Etablissement National d'enseignement supérieur des affaires possède le plus fort potentiel de formation du grand Ouest :



groupe
esc
nantes

- Sup de Co (augmentation de 50 % des promotions en 87)
- Institut Supérieur de Management (3ème cycle pour ingénieurs, diplômés du 2ème cycle universitaire, cadres...)
- Master Management, Recherche et Innovation
- Perfectionnement des Cadres et Dirigeants
- Centre de Recherche et Etudes Appliquées
- Programmes Internationaux (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Espagne, Canada, Extrême Orient...)

Ce centre poursuit son développement et recherche quatre ENSEIGNANTS PERMANENTS pouvant intervenir dans ses différents programmes.

RESPONSABLE DEPARTEMENT MARKETING VENTE

Animateur d'une équipe de 4 professeurs Permanents, justifiant d'une expérience d'environ 5 ans en entreprise, et si possible de formateur.

AFFAIRES INTERNATIONALES

exigeant une connaissance du Marketing International, création de filiales à l'étranger...

FINANCES

axé sur la connaissance des marchés financiers.

MANAGEMENT

axé sur la politique générale d'entreprises et la gestion des ressources humaines...

Ces 3 derniers postes conviennent à : 3 jeunes cadres (25 à 30 ans) justifiant d'une formation supérieure et d'une première expérience en Entreprise, en Cabinet, ou de professeur dans des domaines.

Les premiers entretiens pourront avoir lieu soit à Paris, soit à Nantes.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence choisie à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BRUXELLES DUBLIN AMSTERDAM ESPAGNE GRECE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

RESPONSABLE TECHNIQUE "BATIMENTS"

Entretien et Travaux Neufs

L'EPARGNE DE FRANCE Cette compagnie d'assurances est spécialisée dans des produits, vie, capitalisation, retraite, prévoyance.

Elle dispose d'un portefeuille de placement représentant plus de 2 milliards de francs dont une partie importante en immobilier.

Au sein des services gestion et placements immobiliers, le titulaire du poste aura pour rôle essentiel de suivre, de gérer et de contrôler, sous des aspects techniques, (et économiques) l'ensemble des travaux d'entretien et de rénovation du patrimoine immobilier (plus de 1800 lots locatifs dont un grand nombre d'immeubles en totalité).

Son intervention concerne également les opérations et les réalisations de promotions immobilières que la Compagnie engage. Nous souhaitons confier cette responsabilité à un candidat (30 ans minimum) ayant une formation adaptée (ingénieur ou technicien supérieur du bâtiment) et possédant une expérience significative des chantiers T.C.E.

Cette expérience a pu être acquise en entreprise (supervision et conduite de travaux), en Cabinet d'architecte (commis principal) ou au sein d'une société ayant son propre service entretien et travaux neufs (bâtiments).

Le poste est basé à PARIS.

Les conditions offertes, l'intérêt du poste et les perspectives au sein de cette Compagnie en développement sont de nature à intéresser un professionnel compétent.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 61415 E à :

EGOR S.A.

8, rue de Berni - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRECE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

Sélection

RECHERCHE

JURISTE D'ENTREPRISE

- Titulaire d'une maîtrise de droit des affaires.
- Ayant quelques années d'expérience en entreprise ou en cabinet.
- Agé de 30 ans environ.
- Parlant anglais.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite à **SELECTION DU READER'S DIGEST** - Direction des Relations Humaines - 1 à 7, Avenue Louis Pasteur, 92220 BAGNEUX.

Organisation Professionnelle

recherche

RESPONSABLE de son "Département Etudes Economiques"

De formation supérieure (maîtrise, sciences économiques, école de commerce), ce cadre minimum 35 ans, devra apporter la preuve d'une expérience confirmée en matière d'analyse économique et de bonnes connaissances statistiques et informatiques.

Rattaché à la Direction "Il assistera celle-ci, dans la définition de la politique professionnelle dans le domaine d'études économiques et d'organisation informatique. Il animera une équipe de Cadres au siège et dans les régions.

Une connaissance du secteur de la construction serait appréciée.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à Monsieur ELICOTTE

40, avenue de Gravelle, 94220 CHARENTON

GROUPE IMMOBILIER

recherche pour

PARIS

ANALYSTE PROGRAMMEUR CONFIRME

CONNAISSANT GAP 3 SUR IBM 38

Après une mission d'analyse de l'existant de 10 mois en province (BESANCON), il aura à assurer le transfert à Paris, à maintenir et à développer ensuite les applications.

La fonction est rattachée à la Direction Informatique et Organisation du Groupe.

Adresser candidature à M. TRIGNAN GROUPE ROCHER, 15, rue du Rocher, 75008 Paris.

Le Centre de Documentation et d'Information de l'Assurance (C.D.I.A.)

recrute le futur RESPONSABLE DE SON SERVICE DE PRESSE

- 30 ans.
- Expérience journalistique.
- Maîtrise des techniques rédactionnelles.
- Capacité d'expression orale.
- Sens de l'organisation et des contacts.

Libre rapidement.

Il assurera une équipe chargée :

- d'accueillir et de renseigner les journalistes ;
- de produire les bulletins d'information servis régulièrement à la presse ;
- de développer la production d'informations radio et TV.

Adresser cand. manuscrit, avec C.V. à : LAURENT C.D.I.A. 2, Chaussée d'Antin 75009 PARIS.

VILLE DE TREMBLAY-LES-GONNESSE

(93290) 30 000 habitants

recrute d'urgence par voie de mutation ou d'embauche sur liste d'aptitude

UN(E) ATTACHÉ(E)

pour la direction du service culturel

UN(E) ATTACHÉ(E)

(option animation) chargé du suivi de la programmation culturelle

UN(E) DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES

adjoint ayant vocation à devenir en 1987 DST en titre.

Adresser c.v. détaillé à Monsieur le Maire de Tremblay-les-Gonnesse, 33250 Tremblay-les-Gonnesse.

Mutualité

Organisme mutualiste régional regroupant un ensemble de cliniques médicales et chirurgicales, des centres médicaux ainsi qu'une très importante pharmacie, recherche son

DIRECTEUR GENERAL

Il est responsable de la mise en œuvre de la politique qu'il a définie avec le Conseil d'Administration. Il s'attache particulièrement à l'animation des 350 collaborateurs et à la gestion rigoureuse d'un CA de 120 MF, dans le souci constant du meilleur service rendu aux adhérents.

Cette fonction, largement autonome, convient à un manager de formation supérieure, possédant l'expérience de la direction d'une entreprise.

La connaissance du milieu médical est un plus.

Lieu de travail : REIMS.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 601 112 LM (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

PARIS LYON NANTES BORDEAUX

Groupe leader de la distribution

nous recherchons à Paris un

Organisateur H/F

Rattaché directement au Chef du Département organisation (service de 4 personnes) vous prendrez en charge, depuis l'analyse jusqu'à la mise en place et le suivi de ce que vous avez conçu, différents projets d'organisation.

Ingénieur, HEC, ESSEC, SUP de Co... débutant ou avec une première expérience (de 3 ans maximum) en organisation, vous souhaitez vous investir dans les problèmes variés, vous aimez les déplacements et vous savez être autonome.

Vous êtes le véritable "conseil" à l'intérieur de l'entreprise dans laquelle vous saurez évoluer.

Nous vous remercions d'écrire rapidement sous référence 586/M à AL CONSEIL, 102, boulevard Malesherbes 75017 PARIS.

AL conseil

PARCE QU'UNE FONCTION JURIDIQUE PEUT ÊTRE PLEINE DE VIE ET DE RESPONSABILITÉS

Une importante société d'ASSURANCES IARD recherche pour son siège parisien un

RÉDACTEUR CONTENTIEUX SINISTRES RC H/F

motivé par son métier

Il conseillera, guidera les délégations régionales dans la gestion et le règlement amiable ou judiciaire des sinistres. En liaison avec ces délégations régionales, il gèrera des sinistres importants, notamment corporels.

Ce poste convient : à un candidat à potentiel, de formation juridique supérieure. Une première expérience dans une fonction similaire serait un atout supplémentaire. Il alliera la rigueur du juriste à la qualité relationnelle, la capacité d'analyse à la synthèse, la réflexion à un esprit décisionnel.

Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre Conseil sous référence REM.1

ceforpe

marc forget
et associés

10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Le Crédit Industriel et Commercial de Paris recherche

Un(e) Cadre

Pour son département des affaires juridiques.

- **Fonction :** rédacteur juridique assurant le recouvrement des créances litigieuses et la défense des intérêts du CIC dans toutes actions judiciaires.
- **Formation :** maîtrise Droit Privé ou Droit des Affaires. 2 à 3 ans d'expérience professionnelles dans une fonction similaire.

Adresser lettre, CV et prétentions à Annick SOREAU, Département Ressources Humaines, 66 rue de la Victoire 75009 PARIS.

CIC

groupe CIC

filiale d'un groupe industriel européen, n° 2 sur le marché de l'isolation, recherche suite à une promotion

ACHETEUR MATIERES PREMIERES

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Ingénieur + IAE...), vous avez, au cours d'une première expérience, prouvé vos qualités de négociation et de méthode, d'autonomie et d'ouverture d'esprit.

Votre réussite à ce poste vous permettra d'évoluer vers de plus larges responsabilités. Le poste est basé sur le site de production à proximité de CLERMONT-FERRAND (63).

Adresser votre candidature à **ROCKWOOL ISOLATION** - Service recrutement 48-50 rue Albert - 75013 Paris



ROCKWOOL-ISOLATION

LAINE DE ROCH VOLCANIQUE

UNIVERS DE LA GESTION



FONDS D'ASSURANCE FORMATION DES SALAIRES DES PME

recrute un (e)

responsable gestion formation

Formation supérieure, ayant une expérience de l'entreprise et de la formation professionnelle.

Chargé (e) de la mise en œuvre et de la coordination de toute l'activité "Gestion de Groupes d'Entreprises".

- analyse des besoins en formation des groupes,
- rédaction des projets de conventions ou d'accords,
- interlocuteur des délégations régionales (AGFOS PME) pour la réalisation des actions de formation,
- gestion des budgets des groupes.

Poste basé à PARIS 17^e. Mobilité exigée pour déplacements en province.

Confidentialité assurée. Adresser C.V. et prétentions, sous réf. 5236-M à Mamrègès, qui transmettra.

Mamrègès
3 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

Spécialiste ingénierie financière

Banque - 400/500.000 F

Rapprochements d'entreprises, prises de participations, restructurations patrimoniales - Une importante banque d'affaires française, réputée dans le domaine des affaires industrielles et financières, souhaite renforcer son équipe d'ingénierie financière par l'intégration d'un nouveau spécialiste confirmé de la fonction. Placé sous l'autorité du directeur du département concerné, il agira en véritable conseiller financier des entreprises clientes ou susceptibles de le devenir. Assurant personnellement les contacts au plus haut niveau, il sera responsable de toutes les activités inhérentes à sa spécialité : évaluations d'entreprises, diversifications, fusions, acquisitions, problèmes de structure d'actionariat, LMBO, prises de participations etc... Ce poste ne peut convenir qu'à un spécialiste confirmé de l'ingénierie financière, ayant acquis une expérience similaire dans une banque ou dans un établissement réputé dans ce secteur. Outre la technicité indispensable, le candidat devra être doté d'un sens profond des relations commerciales et de réelles qualités d'autonomie. Ecrire à J.P. ROUGIER en précisant la référence A/R 9208M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chargé d'affaires

Location financière et Crédit-bail 250.000 F

Une société financière, réputée dans son domaine, et membre d'un des premiers groupes bancaires mondiaux, renforce son équipe commerciale et recherche un nouveau chargé d'affaires pour faire face au développement de ses activités de location financière et de crédit-bail mobilier. Placé sous l'autorité immédiate du directeur de l'établissement, il assurera les contacts commerciaux au plus haut niveau, et proposera un service financier complet aux constructeurs et distributeurs de biens d'équipement dans les secteurs les plus divers : informatique, bureau, transports, travaux publics, équipements industriels, médicaux, etc... Ce poste, basé au centre de Paris, ne peut convenir qu'à un cadre âgé de 30 ans minimum, doté d'un excellent sens commercial et capable d'intégrer les dimensions financière et juridique à sa démarche. Son expérience aura été acquise au sein d'une société similaire (crédit-bail mobilier, location financière...), chez un constructeur ou un distributeur de biens d'équipement (ingénieur commercial, crédit-man...), ou dans une banque (exploitant entreprises). La rémunération annuelle brute, fonction des compétences, pourra atteindre 250.000 francs. Ecrire à J.P. ROUGIER en précisant la référence A/R 9215M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Le Monde CADRES

Banque - Strasbourg ORGANISATEUR CONFIRME

Nous sommes une grande banque régionale implantée dans l'Est de la France. Déterminée à relever les défis de la banque de demain, nous recherchons des spécialistes confirmés de nos structures et de notre organisation.

Dans ce but, nous renforçons notre service Organisation et recherchons un organisateur confirmé. Opérationnel rapidement, il prendra en charge des projets dans le cadre de la mise en place de notre nouveau système d'information. En relation avec les différents services et le département informatique, il analysera l'existant et prendra en compte la transformation des besoins. Il révisera les procédures et les circuits de traitement des informations.

Nous recherchons un organisateur expérimenté ayant une formation académique supérieure (Bac + 4, double diplôme) ou une formation commerciale supérieure. Sa spécialité, son sens de l'analyse, ses capacités d'écoute et son autonomie seront déterminants. Agé de 25 à 35 ans, il aura une première expérience de 3 à 5 ans dans son domaine.

Nous lui proposons un travail passionnant dans un environnement jeune et dynamique. La fonction est évolutive.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M412032 A à :

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON



HENKEL

Fille d'un des premiers Groupes chimiques mondiaux, d'ant en France 2800 personnes, + de 10 filiales et un C.A. de 3,5 Mds de F. C'est aussi l'un des Grands de la cosmétique (FA, DIADERMINE) et des produits ménagers (SUPER CROIX, X-TRA, BREF). Le Département Juridique et Fiscal veut intégrer un(e)

JURISTE HAUT NIVEAU

titulaire d'un DEA de Droit des Affaires, ayant une expérience diversifiée d'au minimum 5 ans en Cabinet ou en Entreprise. Il (elle) prendra en charge un portefeuille de marques et brevets et conseillera les unités du Groupe dans tous les domaines du Juridique (Publicité, Droit de la Consommation, Droit des Sociétés). La connaissance de l'allemand serait la bienvenue.

Adressez votre dossier sous N° 883

GABRIEL MARCU

154, bd Maestherbes - 75017 Paris.

DIRECTEUR COMMERCIAL Industrie du Jouet

Notre client est un des principaux groupes internationaux dont les ventes de produits pour enfants ont cessé d'augmenter. Le nouveau directeur sera chargé de développer l'organisation basée à Paris. Le candidat retenu, qui rendra compte au Directeur Général pour l'Europe basé au Royaume-Uni, sera chargé dès le départ de coordonner toutes les activités de ventes, de participer aux foires aux jouets de 1987, de recruter le personnel clé et d'atteindre les objectifs de développement planifiés. Les candidats devront être des directeurs de comptabilité dans l'industrie du jouet et posséder les

qualifications de directeur nécessaires pour devenir directeur général. Ils devront aussi parler l'anglais couramment. Cette excellente opportunité de carrière s'accompagne d'une suite et d'avantages très intéressants. Veuillez écrire ou téléphoner à Peter Barnett en précisant la référence 8566 pour organiser une entrevue à Paris pendant la semaine du 8 décembre.

Barnett Consulting Group Ltd., Providence House, River Street, Windsor, Berkshire, SL4 1QT, Angleterre. Tél. : 19 - 44-753-856723



Dans le cadre de sa forte croissance, GOULD ELECTRONIQUE, filiale française du groupe américain GOULD, qui conçoit, fabrique et commercialise des instruments de MESURE et de CONTRÔLE électroniques (systèmes d'enregistrement, oscilloscopes numériques, analyseurs logiques) recherche un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

qui viendra renforcer son équipe de vente en région parisienne. Il aura la responsabilité de la gestion et de la commercialisation d'une gamme de produits.

- Ce poste nécessite :
- une expérience réussie de la vente à haut niveau dans le domaine de l'instrumentation de mesure,
 - une formation technique supérieure en électronique,
 - la connaissance du marché industriel,
 - une parfaite maîtrise de la langue anglaise ou la connaissance des micro-ordinateurs seront des atouts appréciés.

Pour ce poste, il sera offert une rémunération motivante et une voiture de fonction.

Les candidats feront parvenir CV et prétentions à : GOULD ELECTRONIQUE, Direction du Personnel, 57, rue Saint-Sauveur - BALLAINVILLIERS - 91160 LONGJumeau

Important organisme de protection sociale, en pleine extension, implanté dans les domaines :

- de la retraite complémentaire,
- de la prévoyance,
- de la protection familiale,
- des assurances,

recherche pour sa région de ROUEN

un JEUNE CADRE

à fort potentiel pour organiser, animer, gérer.

Première expérience professionnelle réussie. Formation supérieure exigée, commerciale souhaitée.

Adresser C.V., photo et prétentions à VALENS CONSEIL, s/réf. 9806, BP 359, 75064 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Consultant



Numéro 1 de « l'incubateur », nous créons des programmes de motivation et de stimulation du personnel pour de grandes entreprises françaises et internationales.

DIRECTEUR DE CLIENTELE

Sa mission : trouver de nouveaux clients, solliciter les particularités des entreprises, concevoir les projets et les programmes adaptés, assurer le suivi des affaires.

C'est un jeune cadre de formation supérieure ayant une expérience confirmée de l'animation des ventes et de la fonction marketing-promotion en entreprise ou en Agence.

Le poste représente une réelle opportunité dans un groupe dynamique, de grande notoriété.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1008 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac - 75007 Paris

FUJI BANK

IMPORTANTE BANQUE JAPONAISE implantée à PARIS (Champs-Élysées) recherche dans le cadre de son expansion

SERVICE GESTION TRESORERIE GRADE H/F - CLASSE II

Avec expérience de 2 à 3 ans dans le BACK-OFFICE - Anglais apprécié. Réf. BO

SERVICE ETRANGER GRADE H/F - CLASSE II

Compensation, transferts étrangers, suivi de comptes, caisse. Anglais indispensable, expérience similaire souhaitée. Réf. SE

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prêt, sous réf. du poste choisi à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

AUDIT

vous êtes SENIOR

dans une firme d'Audit - Vous recherchez un poste à responsabilité dans un grand Cabinet Français, Commissaire aux Comptes d'importants groupes.

- Nous avons un projet pour vous.

- Expérience indispensable en Audit : 3-4 ans.

Env. lettre de candidature manuscrite, CV, photo et prétentions à Yves GALTIER

FRINAULT FIDUCIAIRE, 8, rue Bellini 75016 PARIS

BANQUE ÉTRANGÈRE PARIS

JEUNE GRADE CLASSE IV

CONTRÔLE DE GESTION FISCALITÉ

Niveau études supérieures comptables. Bac + 3.

Première expérience de 2 ans minimum dans une fonction similaire en milieu bancaire - cabinet d'Audit.

Bonnes notions d'Anglais.

Intéressantes possibilités d'évolution.

Envoyer CV + lettre manuscrite sous réf. 1058 à SWEET'S Publicité 9 rue du Delta 75009 Paris qui transmettra.

L'organisme central d'un important groupe bancaire recherche pour son

CONTROLE DE GESTION JEUNES DIPLOMES

BTS DE COMPTABILITÉ OU DUT GEA (OPTION FINANCES-COMPTABILITÉ)

Lieu de travail : PARIS-2^e.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + curriculum vitae), sous la référence 4480/LM, à



71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

UNIVERS DE
LA GESTIONCOMPAGNIE GENERALE DE BANQUE
CITIBANKrecherche
pour son siège à ParisOrganisateur rattaché
au responsable du département
organisation

Missions : assister le responsable du département dans les études organisationnelles répondant aux objectifs stratégiques de l'entreprise; auditer les méthodes administratives en vigueur (siège et agences) et proposer des procédures correctrices intégrant les normes du groupe; promouvoir les évolutions du système informatique; animer les groupes de travail concernés par ces évolutions.

Profil : âgé d'au moins 25 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat aura une première expérience de l'organisation en secteur tertiaire, si possible au sein de la banque; connaissance de l'environnement informatique; excellente capacité de synthèse et sens aigu de la communication; pratique de l'anglais vivement souhaitée. Réf. B/5909M

Adjoint du responsable
de la comptabilité

Missions : assister le responsable du service (relations extérieures, animation de l'équipe...); participer à la mise en place de la comptabilité analytique; auditer et faire évoluer nos méthodes comptables françaises et anglo-saxonnes; conseiller et assister les agences.

Profil : âgé d'au moins 25 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (ES, DES, etc.) et possédant une première expérience en cabinet d'audit ou d'expertise comptable; connaissances bancaires et fiscales appréciées; pratique de l'anglais vivement souhaitée. Réf. B/5910M

Merci d'adresser votre dossier complet (cv, photo, lettre) en précisant la référence choisie à la direction des relations humaines - COMPAGNIE GENERALE DE BANQUE/CITIBANK - BP 704 - 75821 PARIS cedex 17.

GESTIONNAIRE...
ET MANAGER

Filiale de THOMSON-CSF, au tout premier rang de la compétition internationale, nous concevons et développons des équipements et systèmes de détection sous-marine pour la plupart des pays occidentaux et d'Extrême-Orient. Pour renforcer notre équipe de gestion, nous souhaitons intégrer le

RESPONSABLE DE LA
GESTION COMMERCIALE

Rattaché au contrôleur de gestion de notre département de Cagnes-sur-mer (1000 personnes, CA 600 Millions de Francs), vous avez la responsabilité d'un groupe de 5 personnes chargé d'assurer le suivi des affaires du département, et de leur financement.

Contacts fréquents avec les chefs de service et leurs responsables d'affaires.

Nous souhaitons rencontrer des cadres de formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co...), justifiant d'une expérience de quelques années dans le domaine proposé. Votre capacité d'initiative, votre aptitude au travail en équipe, constituent des atouts supplémentaires.

Si, contribuer à la réussite de nos projets vous intéresse, nous vous proposons d'adresser votre candidature à Pierre BERETTI - THOMSON SINTRA ASM - Chemin des Travaux - BP 53 - 06801 CAGNES-SUR-MER, en précisant la référence MG/12/86.

THOMSON SINTRA
ACTIVITES SOUS-MARINESLe Monde
CADRES

Ingénieur Chef de Projets Développement

Société du Groupe SAINT-GOBAIN, leader européen sur son marché, nous développons en permanence de nouveaux procédés de fabrication, de nouveaux produits. L'évolution de nos structures nous amène à rechercher un **INGENIEUR CHEF DE PROJETS DEVELOPPEMENT** à fort potentiel.

VOUS ANIMEREZ une équipe pour faire aboutir les projets dans le respect du cahier des charges, du planning, du budget.

VOUS RECHERCHEREZ, à partir d'une installation pilote, les meilleures possibilités de fabrication.

VOUS ASSUREREZ la production en production industrielle.

VOUS EVOLUEREZ vers la responsabilité du Service avec des possibilités industrielles ultérieures au sein du Groupe. De formation Grande Ecole d'ingénieurs, E.C.P., A.M. ou similaire, une première expérience industrielle et permis de développer vos compétences techniques, vos qualités de contact, d'animation, de communication.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser, sous référence 46 1803 M, à Gérard KERN qui garantit la confidentialité.

EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARISJEUNE
JURISTE
H - F
DROIT DES
SOCIETES

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL DE PREMIERE IMPORTANCE, nous employons en France plus de 4000 personnes et notre siège social est situé en proche banlieue Ouest de Paris.

Nous souhaitons intégrer au sein de notre Département Juridique un **JEUNE JURISTE**.

Vous aurez pour mission l'application du droit des sociétés, le suivi des dossiers s'y rapportant, la gestion des taxes locales, la participation à la fiscalité de l'entreprise et des études diverses.

De formation supérieure (minimum MAITRISE DROIT DES AFFAIRES), organisé, vous avez le goût des études et possédez de réelles qualités rédactionnelles.

Vos facultés d'adaptation et votre sens des contacts vous permettront de collaborer avec des interlocuteurs variés.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, c.v., photo et préférences) sous la référence 3819 à AXIAL Publicité 27 rue Tailbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Leader mondial sur son créneau
en fort développement - filiale
groupe international réputé,
équipe pour son centre de pro-
duits européen situé en région
parisienne nordINGENIEUR
TECHNICO-CIAL

Ingénieur de formation
ENSI ou similaire, 35 ans maxi-
mum : sera pour mission :
prospération, analyse des
besoins, établissement des
offres, négociations, vente
auprès des clients sur l'Europe de
l'Ouest.
Anglais, parlé et écrit.
Expérience souhaitée des ins-
tallations parvi et automatique
postal, pharmaceutiques, transpor-
teurs... Connaissance logisti-
que + automatisation appré-
ciées : formation spécifique au
produit assurée.

Ecr. avec C.V., dét., photo,
préf. a. réf. 5136-M à Gullon
Sélection, 93, rue Joubert,
75017 Paris
(réponses et sélection
seulement).

Trader
vos actions
à la hausse
chez Beghin-Say

Le premier producteur européen de l'industrie sucrière offre l'opportunité à un jeune trader (3 à 5 ans d'expérience) de s'impliquer dans un groupe puissant et d'évoluer sur un marché porteur. Les rouages de l'export, le négoce international de produits agro-alimentaires, les marchés à terme, sont autant de domaines où vous êtes professionnellement très à l'aise.

De formation supérieure (ESCA, ESSEC, HEC...), vous avez environ 30 ans, maîtrisez l'anglais ainsi qu'une 2^{ème} langue et possédez des compétences en micro-informatique.

Avec le punch qui vous caractérise, vous réussirez lors de négociations internationales (déplacements de courtes durées à l'étranger : CEE, Afrique...), contacts téléphoniques à maintenir et développer à haut niveau nos relations avec la clientèle.

Vous voulez valoriser vos actions, vous exprimer totalement dans un métier qui est aussi une passion ; pour évoluer dans un deuxième temps vers des responsabilités plus étendues.

Donnez suite à cette offre en adressant, sous réf. DC 01, lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à Mme Claude BEGHIN, Beghin-Say, Direction des affaires sociales, 54, avenue Hoche, 75008 Paris. Poste basé à PARIS.

Beghin
Say

Le Monde

Avec 900 millions de chiffre d'affaires, des ventes Presse et Publicité en hausse, une diversification des produits et 1000 personnes, notre journal construit son avenir d'entreprise performante dans le monde des médias. La Direction Financière recherche un professionnel de la comptabilité pour

Mettre en oeuvre les systèmes de gestion
et animer les équipes comptables

Votre fonction sera évolutive : dans un premier temps, vous participerez à la conception, à l'élaboration et à la mise au point des systèmes de gestion, de la comptabilité analytique aux tableaux de bord, en collaboration étroite avec le Contrôleur de gestion et le Directeur de la comptabilité. A partir de ces nouveaux outils et systèmes, vous rédigerez l'ensemble des procédures qui présideront aux nouvelles méthodes de travail des équipes comptables - une quinzaine de personnes - dont vous assurerez la formation. Dans un deuxième temps, lorsque ces outils, ces systèmes et ces procédures s'avèreront opérationnels, votre engagement dans ces réalisations vous amènera à prendre le leadership des équipes comptables que vous encadrerez, animerez et contrôlerez. Pour ces fonctions très larges, nous souhaitons rencontrer des professionnels de la comptabilité en milieu industriel possédant 5 à 8 ans d'expérience réussie dans des missions similaires avec éventuellement un passage en Cabinet d'Audit. En plus d'une formation supérieure d'écoles de commerce ou de gestion, avec le DECS, nous apprécierons une spécialisation en organisation. Ces responsabilités font appel aussi bien à la rigueur et à l'initiative, à l'autorité et à la concertation, à la souplesse et à la ténacité. Nous parlerons ensemble de votre rémunération et de votre évolution dans notre structure.

Merci d'adresser votre dossier + CV + photo + prétentions à notre Conseil, 10, rue du Colisée - 75008 PARIS, sous la référence 303.

PAUL-EMILE TAILLANDIER & CONSEIL

Bendix Electronics

Bendix Electronics, l'un des premiers constructeurs mondiaux d'équipements électroniques pour l'automobile dont la division européenne de 800 personnes est à Toulouse, recrute

Responsable
service comptable

FORMATION : type DECS complet ou jeune expert comptable ou école de commerce (finance-comptabilité).

EXPERIENCE : 5 à 10 ans expérience poste similaire.

EXIGENCES DU POSTE : - rompu aux techniques comptables et fiscales des sociétés françaises,
- pratique animation d'équipe (11 personnes),
- bonne capacité de synthèse et de rédaction,
- pratique organisation informatique et intégration de systèmes comptables,
- connaissance comptabilité anglo-saxonne très appréciée,
- anglais indispensable.

RATTACHE AU DIRECTEUR FINANCIER.

Cadre en
organisation comptable

FORMATION : type jeune expert comptable d'entreprise ou école de commerce (finance-comptabilité) ou ingénieur + formation complémentaire finance-comptabilité.

EXPERIENCE : 5 à 10 ans d'expérience

Organisation/contrôle de gestion/comptabilité.

FONCTION : - assurer la coordination des actions aboutissant à la refonte du système comptable,

- assurer la conduite technique de la mise en place de deux logiciels en anglais "général ledger" et d'un "cost accounting", en 1987,

- conduite technique de l'intégration des systèmes d'informations financières et comptables de la société,

- rédaction des cahiers des charges informatiques des applications de comptabilité générale, analytique et de contrôle budgétaire.

Bonne connaissance du contexte anglo-saxon et anglais indispensable.

RATTACHE AU DIRECTEUR FINANCIER.

Adresser C.V. avec photo récente et prétentions à

Bendix Electronics, service 0411

BP 1149 - 31036 Toulouse Cedex.

ALLIED Automotive

VALENS CONSEIL

UNIVERS DE LA GESTION

Contrôleur financier international adjoint Province

Un important groupe industriel français (CA : FF 5 Mds) réalisant 40% de son CA à l'étranger où il possède des filiales dans 22 pays recherche un Contrôleur financier international adjoint.

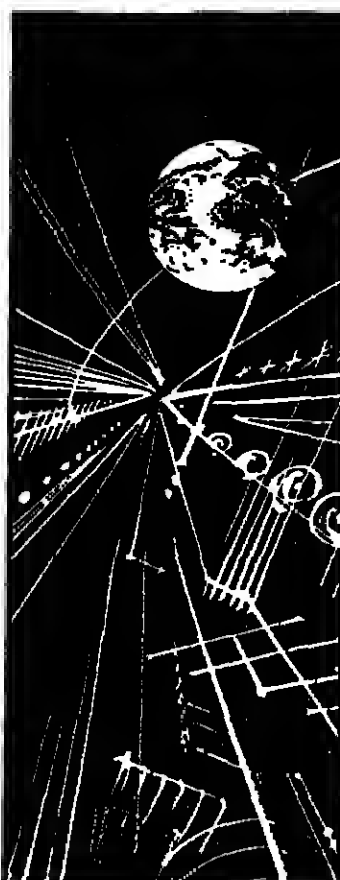
Vous serez le principal interlocuteur groupe des responsables administratifs et financiers des filiales dans les domaines suivants : comptabilité, reporting, fiscalité, contrôle budgétaire.

Agé d'environ 30 ans, vous possédez une formation supérieure (DECS, école supérieure de commerce ou équivalent), 4 à 5 ans d'expérience dans un cabinet d'audit international ou comme auditeur interne d'un grand groupe international. Une bonne maîtrise de l'anglais est impérative et la pratique de l'allemand serait un plus.

De réelles opportunités au sein du groupe un niveau national ou international seront offertes à un candidat de valeur.

Veuillez contacter Charles-Henri Demons au (1) 40.78.80.36, ou envoyer un CV + téléphone + rémunération actuelle à Michael Page International, 19 avenue George V, 75008 Paris.

MP
Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney



IRELLI

Nous construisons les routes de l'énergie et de la communication.

Filiale Française du 1^{er} câbleur Mondial C.A. 1,5 milliard de F dont 30% à l'exportation, 2.300 personnes.
Notre Directeur Financier recherche pour le siège situé dans la banlieue Est de Paris 2 jeunes Cadres pour les postes de :

TRESORIER

Il ou elle prendra en charge avec une équipe de 12 personnes la gestion quotidienne de la trésorerie, les prévisions, la gestion des placements à court terme, les situations périodiques, les relations bancaires, etc.
25-28 ans, le (la) candidat(e) a une formation supérieure de type HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE, Dauphine + une expérience de 2 à 4 ans en entreprise dans ce type de fonction.

Réf. TR/12

AUDIT

Il ou elle s'assure du respect des procédures comptables, de l'élaboration et de la mise à jour de nouvelles procédures de contrôle, de la fiabilité du système informatique, des relations avec les Auditeurs Internationaux et les Commissaires aux Comptes et réalisera des études ponctuelles.
25-30 ans, de formation supérieure type SUP de CO + D.E.C.S., le (la) candidat(e) possèdera une expérience de 2 à 3 ans à un poste similaire en entreprise.

Réf. AC/12

Pour ces deux postes, la connaissance de l'Anglais est souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle en indiquant la référence à notre Conseil Patrick BRUNETEAU
International Management
8, rue Georges Ville, 75116 Paris.

Nous sommes une Compagnie Financière parisienne spécialisée dans la gestion des opérations sur les marchés financiers français et internationaux. Notre recherche est :

Contrôleur de gestion

Rattaché au directeur central, votre mission recouvre les axes traditionnels de la fonction : reporting, participation aux processus budgétaires, définition et contrôle des procédures.

Indépendamment des relations avec les services fonctionnels de l'établissement, vos centres d'activité sont de trois ordres :

- les services opérationnels - Bourse, Titres...
- le service informatique central - dont le poids budgétaire est très important -
- les sociétés filiales spécialisées dans des fonctions commerciales, de services ou de centres d'exploitation...

Agé d'au moins 33 ans, vous êtes issu d'une formation supérieure complétée d'un cycle de gestion ou de comptabilité. Une expérience déjà confirmée dans un poste similaire vous a sensibilisé aux mécanismes des établissements du secteur tertiaire pour lesquels l'informatique représente un moyen stratégique de production.

Michel DIEUX étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8612.43 au Cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

Poin Champs



COGESAL, société française du GROUPE UNILEVER fabricant des produits glacés et surgelés sous les marques MOTTA et IGLO, recherche un

CONTROLEUR DE GESTION USINE
HEC, ESSEC, ESCP...

Muni impérativement d'une première expérience professionnelle, vous assurerez la responsabilité du contrôle de gestion de notre unité de production située à Argentan-Orne (environ 400 personnes). Vous contribuerez notamment à la définition des objectifs et en contrôlerez la réalisation. Vous participerez aux études d'amélioration de l'efficacité ainsi qu'à l'élaboration des projets d'investissement.

Sous l'autorité directe du responsable contrôle de gestion société et en liaison étroite avec la direction de l'usine, vous pourrez démontrer vos compétences techniques, votre sens de l'autonomie et vos qualités humaines.

Vos possibilités d'évolution seront à la mesure de vos résultats et de la dimension internationale du GROUPE UNILEVER.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 19/86 M à UNILEVER FRANCE SERVICES - Recrutement des Cadres - 8 avenue Delcassé - 75384 PARIS Cedex 08.

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE



Un jeune contrôleur de gestion pour la direction internationale
CA : 3,7 milliards de F

Nous recherchons pour le Département ANALYSES ET PREVISIONS de cette Direction, un adjoint au responsable du Contrôle de Gestion.

Basé à PARIS mais effectuant de courts déplacements à l'étranger, sa mission sera d'analyser les résultats de nos Filiales et Succursales, de concevoir et mettre en place de nouveaux circuits d'information et de communication ainsi que de mener des études financières et prévisionnelles.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'une grande Ecole commerciale (HEC - ESSEC - ESCP - Sciences PO : Eco FL...) ayant choisi au cours de ses études une

option comptabilité-finances, ou d'une Ecole d'ingénieurs avec une spécialisation en gestion. Vous évoluerez dans un contexte largement informatisé.

La maîtrise parfaite de l'anglais (l'espagnol serait un plus) est indispensable pour réussir dans cette fonction qui débouchera à terme sur des responsabilités dans une filiale à l'étranger.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. LM02 aux ASSURANCES GENERALES DE FRANCE - Département de l'emploi - 33 rue La Fayette 75009 Paris.

GROUPE **AVA** recherche pour sa Division "Prises de Participations Minoritaires" un

ANALYSTE FINANCIER JUNIOR

Profil : Etudes Supérieures, formation Economique et Financière, ESSEC, Sciences Politiques (ECONO) SPAF ou 2/3 ans d'expérience en Cabinet d'Audit Anglo-saxon.

Fonction : Analyse financière et suivi des participations (sociétés françaises non cotées ou cotées au second marché).

Adresser C.V. et prétentions, sous réf. 4730 M, à l'Agence AFFLUENTS, 49, avenue Trudaine - 75009 PARIS - qui transmettra.

BANQUE PRIVEE QUARTIER OPERA recherche pour son Secrétariat Engagements

1 GRADÉ (H. ou F.) CLASSE III ou IV

- La personne recherchée est âgée d'environ 30/35 ans.
- Elle a acquis une expérience d'un minimum 5 ans dans un poste similaire au sein d'une banque importante, de préférence en Agence.
- Elle a une très bonne pratique de la mise en place des Crédits, du suivi Administratif des engagements et dans l'ensemble des opérations administratives découlant d'une clientèle d'Entreprises.

Adresser lettre de candidature (avec prétentions) ainsi que CURRICULUM VITAE et PHOTO à : O.S.P. 64, RUE LA BOETIE, PARIS-8 - en rappelant sur l'enveloppe "Service D. qui transmettra.

Immobilier d'entreprise

RESPONSABLE GESTION PATRIMOINE LOCATIF

Paris

Cette SICOM, cotée en bourse, est particulièrement performante. Pour poursuivre son expansion, elle recherche son Responsable Gestion Patrimoine Locatif.

Bénéficiant d'une large autonomie, il a pour principales missions d'assurer : la gestion des investissements, des charges et des encaissements ; l'organisation des assemblées, le contrôle du secteur assurance, les relations avec les locataires et la surveillance du patrimoine réparti sur toute la France.

Pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons rencontrer des candidats âgés d'environ 45 ans, diplômés de l'enseignement supérieur (science en droit, ICH, ESC...). Une expérience significative dans une fonction similaire et la maîtrise de la législation relative aux immeubles commerciaux et à la co-propriété sont indispensables.

L'entreprise et les conditions offertes sont de nature à intéresser des personnalités possédant un fort potentiel.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 372031 A à :

EGOR BANQUE et SERVICES
8, rue de Bani - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN



ECS, leader sur le marché de la location d'ordinateurs IBM, recherche

Contrôleur de gestion international

Rattaché à la Direction Internationale, vous participerez à la mise en place de nos systèmes de gestion au sein de nos filiales (Europe et Asie) et en contrôlerez l'utilisation.

De plus, vous assurerez les fonctions de contrôle de gestion classiques, du suivi des tableaux de bord à l'élaboration des budgets.

De formation Ecole de Commerce, vous avez une première expérience réussie d'audit, de préférence en cabinet.

Votre rigueur et vos qualités relationnelles seront des atouts essentiels dans ce poste à forte autonomie. L'anglais courant est indispensable.

ECS

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. DS/741 à ECS, Relations Humaines, 16, rue Washington 75008 PARIS.



L'Européenne de Banque
recherche sur PARIS

Exploitants de clientèle privée

CLASSE IV à VI

Nous vous offrons notre grande tradition de service bancaire et de conseils en patrimoine appuyés par des outils de gestion performants au sein de succursales autonomes.

Votre candidature nous intéresse si vous êtes :

- entreprenant, dynamique et si vous recherchez des perspectives de carrière motivantes.
- diplômé de l'enseignement supérieur ou bancaire.
- avec une expérience similaire d'au moins 3 ans,
- connaissant les valeurs mobilières, les produits d'épargne et la fiscalité.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous la réf. ECP/LM à L'EUROPEENNE DE BANQUE - Direction des Relations Humaines 21, rue La Fayette - 75009 PARIS.

UNIVERS DE
LA GESTION

Banque Sud

180 000/an +

Fabricant de cuisines pour collectivités (50 personnes, 30 millions de CA)
Nous recherchons le successeur de notre

CHEF COMPTABLE

Responsable de l'ensemble de la comptabilité générale jusqu'au bilan, le candidat de 30 ans minimum et de formation supérieure comptable aura également en charge l'administration du personnel.

Il définira les prix de revient, coordonnera les achats et supervisera les stocks. Rapportant directement à la Direction Générale, ce poste très autonome nécessite une première expérience significative acquise de préférence en P.M.L.



Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions) sous réf. 506/LM à C.C.S.P. Conseil en Recrutement - 9, rue de Miromesnil, 75008 Paris.

Raychem

De la comptabilité aux responsabilités financières

Nous sommes la filiale française d'un Groupe américain fabricant et commercialisant des produits de haute technologie, pour l'industrie, les télécommunications, l'électronique. Notre chiffre d'affaires est de 700 MF. Sur des marchés complexes, notre Société se caractérise par un souci constant de la recherche, de l'innovation et de la qualité. Notre personnel est donc composé de spécialistes de haut niveau tant pour les postes opérationnels que fonctionnels.

Le candidat que nous recherchons s'inscrit dans le cadre de cette politique. Rattaché au Directeur Financier, il anime une équipe de 10 personnes, apporte assistance et conseil aux responsables des Divisions opérationnelles. Il est le garant des informations comptables de la Société (comptabilité générale et analytique), établit le reporting, veille au respect des procédures internes et externes et développe les systèmes d'information interne.

Nous souhaitons recruter pour ce poste un(e) jeune cadre à fort potentiel, capable de s'intégrer à nos équipes et d'évoluer ultérieurement vers d'autres responsabilités. A 28 ans au moins, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Grande Ecole, E.S.C., Maîtrise de Gestion), avec un minimum de 3 ans d'expérience dans une Entreprise Industrielle et/ou un Cabinet d'Audit. Vous maîtrisez la comptabilité et le reporting anglo-saxon, savez utiliser l'informatique dans vos fonctions et parlez couramment l'anglais. Notre secteur d'activité, la qualité des équipes et notre développement assurent votre avenir.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle à notre Conseil, Marc SIBOLD, qui vous assure de sa totale discrétion. COFROR - Référence 422/80 - Tour Fiat - Cedex 15 92084 PARIS LA DEFENSE.

COFROR

UNE SANTE DE FER
POUR DE L'AUDIT FINANCIER
SANS FRONTIERES

Diplômé d'une Grande Ecole de Gestion, option finances, bilingue Anglais-Français, depuis 3-4 ans jeune spécialiste de l'audit et du contrôle financier, vous êtes passionné de micro-informatique. Vous êtes même en mesure de mettre en place une application. Rattaché à l'état major du groupe, votre fonction débute par la participation à la mise en place dans nos sociétés de financement d'un logiciel original de gestion. Pédagogue né, vous formez les utilisateurs (en anglais). Dans la foulée, basé à Paris mais souvent entre deux aéroports, vous prenez en charge le contrôle financier et l'organisation. Les qualités pour réussir? Tout d'abord une santé de fer et une disponibilité totale, ensuite, rigueur et créativité, autonomie et sens de l'équipe, goût des contacts à tous niveaux.

Diplômé d'une Grande Ecole de Gestion, option finances, bilingue Anglais-Français, depuis 3-4 ans jeune spécialiste de l'audit et du contrôle financier, vous êtes passionné de micro-informatique. Vous êtes même en mesure de mettre en place une application. Rattaché à l'état major du groupe, votre fonction débute par la participation à la mise en place dans nos sociétés de financement d'un logiciel original de gestion. Pédagogue né, vous formez les utilisateurs (en anglais). Dans la foulée, basé à Paris mais souvent entre deux aéroports, vous prenez en charge le contrôle financier et l'organisation. Les qualités pour réussir? Tout d'abord une santé de fer et une disponibilité totale, ensuite, rigueur et créativité, autonomie et sens de l'équipe, goût des contacts à tous niveaux.

Rattaché à l'état major du groupe, votre fonction débute par la participation à la mise en place dans nos sociétés de financement d'un logiciel original de gestion. Pédagogue né, vous formez les utilisateurs (en anglais). Dans la foulée, basé à Paris mais souvent entre deux aéroports, vous prenez en charge le contrôle financier et l'organisation. Les qualités pour réussir? Tout d'abord une santé de fer et une disponibilité totale, ensuite, rigueur et créativité, autonomie et sens de l'équipe, goût des contacts à tous niveaux.

Tout d'abord une santé de fer et une disponibilité totale, ensuite, rigueur et créativité, autonomie et sens de l'équipe, goût des contacts à tous niveaux.

Merci d'adresser à Stéphane MARCILHACY ECONOCOM INTERNATIONAL 14, rue Pergolèse 75116 PARIS.



LA DISTRIBUTION INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE

CONTROLEUR
BUDGETAIRE

Rattaché au Chef du Service Plan et Contrôle, il aura pour missions : • d'implanter le système de contrôle de gestion sous TOLAS (système de gestion intégré GSI) ; • d'animer une équipe fortement motivée chargée du suivi budgétaire et des coûts de production.

ESC ou équivalent, vous possédez une solide expérience en comptabilité analytique (3 ans min.) acquise dans une entreprise dotée d'un système informatisé de gestion.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, rémunération souhaitée) à l'attention de Pascale Desvignes, SMT Goupil, 3 rue des Archives, 94000 CRETEIL.

363 MF en 1985, une progression de 36% prévue cette année : GOUPI, plus que jamais, s'appuie sur le savoir de la micro-informatique. Pour assurer et maîtriser votre expansion nous recrutons des structures et recherchons un Contrôleur budgétaire.

GOUPI

PLACEZ VOTRE
REUSSITE EN PREMIER
N° 1 OBLIGE.Jeunes Diplômés
en actuariat (ISFA, ISUP, ...) en mathématiques (Maîtrise, DESS, DEA, ...) Rejoignez notre Direction
EPARGNE et ASSURANCES DE PERSONNES.

Que vous soyez débutant ou ayez une première expérience, il vous sera confié au sein de notre Service Etudes, à l'issue d'une période de formation à l'Assurance-Vie et à la Capitalisation :

- La conception et la mise au point des produits.
- La détermination des règles techniques, concernant la gestion des contrats.
- L'établissement des comptes d'exploitation prévisionnels par catégorie de contrats (surveillance des résultats, analyse des risques...).

Vous possédez une connaissance informatique (langage APL apprécié) et affichez un goût certain pour les analyses statistiques et financières.

Pour ces postes basés à PARIS-LA DEFENSE, adressez, sous référence A3, votre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Maryline VIALA - Tour Assur - Direction du Personnel - Service du Recrutement Cedex - 92003 Paris-La Défense.

UAP

Paris
AUDIT INTERNE

Auchan se situe aujourd'hui parmi les leaders de la distribution moderne (25 milliards de C.A., plus de 14000 personnes). Nous sommes implantés sur l'ensemble de la France, avec de nombreuses diversifications et des filiales à l'étranger. Notre développement nous conduit aujourd'hui à créer le poste d'audit interne, au sein de la direction générale. La filière du poste, dépendant directement du directeur financier, dispose de la plus large autorité pour intervenir dans tous les domaines, au sein des 12 magasins de la région parisienne. Il pratique un audit complet qui va du détail du simple contrôle financier et comptable. Il peut conduire des missions relatives aux circuits marchands, aux circuits de fonds, à la sécurité générale, aux frais généraux, à l'informatique, etc. La conception et la mise en œuvre des solutions préconisées lui permettent de jouer un rôle actif au sein du groupe. Nous souhaitons recruter un diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce ou maîtrise de gestion) + DESS âgé de 30 ans environ. Il doit posséder une expérience réussie de trois à cinq ans dans la fonction ou dans un grand cabinet d'audit.

Le poste implique des déplacements. La taille du groupe permet de réelles possibilités de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 27/1582 Z à :

EGOR DISTRIBUTION
83, rue de Pontlevy - 75008 PARISPARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT-BRITAIN ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

egor

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche
pour une de ses filiales (Bretagne-Sud)CHEF COMPTABLE (H/F)
Capable de diriger une équipe,
DECS exigé,
Carrière susceptible d'évolutionAdressez C.V. manuscrit, photo et prétentions à :
HAVAS EMPLOI - Réf. 121 P.A.T.
BP 190 - 56104 LORIENTNous sommes
une Banque d'Affaires basée à Paris
et nous recherchons un :
EXPLOITANT CLASSE 4

En agence, vous serez chargé de clientèle. Vous possédez le sens du risque, des responsabilités et une expérience commerciale confirmée. Ce poste vous offre des possibilités d'évolution rapide. Merci d'envoyer votre dossier (lettre + CV + photo) sous référence 1997 à Mide-System, 8 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris qui transmettra.

DEMANDES
D'EMPLOISINGÉNIEUR
GÉNIE CIVILdiplômé STRASBOURG
Expériences confirmées
en projet, réalisation, rénovation France et étranger : bâtiments administratifs, habitations, industries, hôpitaux, centres thermiques et scolaires, ouvrages particuliers.

Offre services ingénierie, conception, expertise.

Série AYCET, 38, rue Jean-Picotte, 78500 Sartrouville.

F. 37 a., 15 a. entreprise cadre personnel et gest. budgétaire, psychologue (DESS) sing., esp., pers. rigueur et diplomatie, ch. pose dans une division nat. hum. / techn. ou tout autre offrant contacts, esprit d'équipe. M^{me} Anne-Marie Dubois, 4, rue du Parc, Paris-15^e (1) 42-39-02-80.

J.F. 23 a., mult. administrations, nat. et étr., (A.E.S.), exp. serv. administratif et comptable, ch. poste administratif, sur Paris, 43-78-70-15.

F. 32 ans, docteur 3^e cycle géographie, rejoindra entreprise comme assistant chargé d'études et/ou de recherches. Tél. : 43-45-12-25.

ECONOMISTE, nation, recherches, résidences Congo, mène missions courtes durée Afrique francophone. S'adresser Aubergier, B.P. 2455 Brazzaville.

J.M. 26 ans, échange multilingue droit privé (notion droit des affaires) + stage en entreprise contre emploi stable. Tél. : 43-27-31-66.

CHEF
DE PUBLICATION

Expérience édition, pub., PLV, cherche poste Paris ou R.P. Tél. : 43-51-55-45.

J.F. 26 a., maîtrise en droit et en science politique étudie théor. d'emploi, M^{me} Clément, 31, r. du Capitaine-Merle, Paris-20^e, T. 43-57-05-78.

J.H. 28 ans, mult. Sc. Eco. + DEA, Exp. Res. humaines. Étude des proc. : serv. pers. nat., etc.

Série sous le n° 8.214 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson, Paris-7^e.Employé de bureau nat. exp. stable, travail sur ordinateur. Exp. M^{me} NOEL, 5, 21, rue Henri Wallon 93100 Argenteuil.

J.F. 22 ans, D.E.S.S. L.A.E. Gestion, D.I.T., comm. internat. ch. emploi marketing, commerce et gestion. Téléphone : 43-47-31-55.

CHEF DU PERSONNEL

F. 42 ans, nat. nat. 10 ans d'expérience en service d'entreprises de la dimension médiane, tout au long de la fonction - Anglais courant. Ecrire sous le n° 8.218 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson, Paris-7^e.

J.H. 27 ans, ESC + Crédit Management degré. Expérience 5 ans Direction financière, bilingue anglais, espagnol courant, cherche cabinet en dépendance.

Département + Opération et projets + grande entreprise. Ecrire sous le n° 7.023 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson, Paris-7^e.NOUS SOMMES
LA DIVISION CONSEIL
EN ORGANISATION D'UN CABINET
A VOCATION INTERNATIONALE
EN PLEIN DEVELOPPEMENT
NOUS RECHERCHONS
DES CONSULTANTS DEBUTANTS
Grande Ecole Commerciale ou de gestion
DES CONSULTANTS
AYANT 1 à 2 ANS D'EXPERIENCE
DU CONSEIL EN ORGANISATION

- Motivés et prêts à prendre rapidement des responsabilités
- Considérant l'informatique comme un outil qu'il est indispensable de dominer.

NOUS OFFRONS :

- des opportunités d'évolution rapide au sein d'une équipe de professionnels dynamiques,
- l'apprentissage d'une démarche anglo-saxonne à travers un programme de formation continue,
- des missions diversifiées en France et à l'étranger.

Nous étudierons avec soin votre dossier de candidature que vous adresserez sous réf. 16987 à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Nous sommes spécialistes des équipements de bord électroniques et électroniques de grande série pour l'automobile (ordinateurs de bord, aides à la conduite, communication homme-machine). Nous recherchons pour notre Gaine de CAEN (H/F)

CONTROLEUR de GESTION

Rattaché hiérarchiquement au Directeur de l'usine et fonctionnellement au Contrôleur de Gestion Central, vous serez responsable du budget, des prix de revient, des tableaux de bord, du reporting mensuel, etc... Vous contribuerez à la mise en place du nouveau système de comptabilité analytique dans cette unité de 750 personnes. Vous devrez avoir une formation supérieure en gestion comptable par une expérience d'au moins trois ans dans un domaine industriel proche du nôtre.

Adressez C.V., photo, prétentions à Pierre STOFATI
Gestion des Cadres JAEGER
2 rue Baudin - 92303 LEVALLOIS PERRET

JAEGER

Casino

L'un des premiers groupes privés français (38.000 personnes, 37 milliards de chiffre d'affaires en 1985), grande diversification dans les secteurs Distribution, Restauration, École-hôtel et Agence immobilière, recherche pour son siège social

Fiscaliste

maîtrise de droit + spécialité fiscale

Vous avez 30 ans environ, une expérience en entreprise, en cabinet ou dans la fonction publique (vérificateur). Votre fonction sera essentiellement axée sur le contrôle des règles fiscales des différentes sociétés du Groupe. Ce poste nécessite de fréquents déplacements en France, de courts séjours à l'étranger. La rémunération inclut une fonction de l'expérience acquise.

Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser votre candidature, sous réf. M06 à Casino, Service des Ressources Humaines, 25 rue de la Morue, 92009 Saint-Etienne Cedex.

NOUS DISTRIBUTONS LA QUALITÉ, C'EST UN CHOIX.

Casino

J.F. 20 a. 1985

UNIVERS DE LA GESTION

Un jeune organisateur pour un groupe financier



Nous sommes un important GROUPE FINANCIER privé (2 500 personnes) spécialisée dans le financement des particuliers et des entreprises et occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité. Notre Direction Administrative recherche pour son service

ETUDES ET ORGANISATION

un diplômé Grande Ecole de gestion ou d'ingénieurs.

Nous vous confierons des missions très variées de conception et mise en place de procédures et systèmes organisationnels, au niveau de l'ensemble des services et activités de notre groupe. Ces missions, très opérationnelles, vous amèneront à être en contact avec nos différentes directions commerciale, informatique, juridique, comptable... Vous avez deux années d'expérience dans un cabinet ou service organisation. Merci d'adresser votre dossier sous réf. 6122 M à notre Conseil SENANQUE - 62 avenue de Wagram - 75017 Paris.

Sénanque

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE recherche ASSISTANT CONFIRME

pour missions d'audit, de révision + analyses économiques. BTS/DECS min. 5 ans. EPC apprécié 2 à 3 ans exp. comme réviseur.

Envoyer C.V. et références à GUY-ELBAINE - FIDUCIAIRE, 115, rue Cardinet, PARIS-17^e.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE C.A. 300.000 Kf

Secours Equipement Manager recherche pour NICE, son

DIRECTEUR FINANCIER

Il a une solide formation, 5 ans, maîtrise de l'informatique et les négociations financières. Il est ouvert à la gestion générale de l'entreprise. Env. C.V. + photo + lettre man. à M. THEDENAT SOCIÉTÉ FIDAL 14, avenue Mirabeau 06000 NICE.

SECRÉTAIRES

Secrétaire

Grand groupe industriel français également implanté aux Etats-Unis (C.A. : 2,5 milliards de francs), nous recherchons pour notre DIRECTION COMPTABLE une Secrétaire de haut niveau.

Vous avez une formation BIS de secrétaire et une expérience réussie dans un poste similaire. Vous possédez une bonne maîtrise de TEXTOR et MULTIPLAN et vous aimez les chiffres. La connaissance de l'anglais et de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Pour ce POSTE DE CONFIANCE, vos qualités personnelles : excellente présentation, disponibilité, discrétion, ainsi que votre sens des relations humaines seront décisives pour mener à bien votre mission. Nous vous offrons une rémunération attractive et des avantages sociaux.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo exigée, sous la réf. 4477/LM, à

Communiqué

71, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt

ETIENNE-MARCEL duplex, imm. XVII^e rénové, magnifique jardin, 2 chbres, poutres, cave, haut plafond, car, piscine, 1 300 000 F. T. 49-06-81-50.

LA PLUS BELLE VUE

6 Pcs sur Seine, plein sud Téléphone : 45-06-36-58.

12^e arrdt

NATION, RUE DORIAN 3/4 p., ensoleillée, p. de t. asc., très impeccable, posséd. 125 000 F. P. 1 125 000 F. T. le matin avant 11 heures : 43-41-59-70.

13^e arrdt

GOBELINS

2 P., bain, REFAIT NEUF 440 000 F. T. 45-26-99-04.

14^e arrdt

AV. DENFERT-ROCHEREAU

Direct. optatis, BEAU 8 P. 120 m², 20 m² STANDING Occupe Lot Ouest. Fin. Bât 81/12/86. 42-80-26-23.

15^e arrdt

CAMBROU

Immeuble pierre de taille, placement ou réhabilitation, appartements occupés 300 000 à 500 000 F. Bât. Conseil Rénovation 42-80-64-74, poste 233.

16^e arrdt

AV. BUGEAUD

GD STOD QUALITE EXCEPT, 140 m², gd liv. sur jardin, 2 chbrs, 2 bns, 8 déps, parking, DRESSAY 46-24-93-33.

appartements achats

GIERY S.A. RECHERCHE

appartements même à rénover, spécialistes 11^e, 12^e, 20^e et Est de Paris. Séries, efficacité assurée. T. 43-73-06-81.

Recherche 1 à 3 P. PARIS

avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire 48-78-20-67, même le soir.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

5, avenue de Messine 75008 PARIS recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTELE ETRANGERE corps diplomatique et cadres de Grds Multinationales. TEL 45-62-78-93.

Pour personnel et dirigeant SOCIÉTÉ EUROPÉENNE INFORMATIQUE rech. ttes catégories. STUDIOS, VILLAS Paris et environs. Tél. au : 45-04-04-46, de 10 h à 18 h 30.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE

Pour cadres français Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par ttes ou AMBASSADES. 45-26-10-50.

maisons individuelles

Propriétaire 17^e (300 m²) vend magnifique maison indépendante pleine de soleil R. + 1 = 140 m² + 70 m² cours. Prix sacrifié 1 000 000 F. cash offre, localement aménagée. Tél. : 48-97-44-55.

propriétés

240 m² HABITABLES RER 20185V-ST-LEGER - VILLECRENES, sup. pôté 7 Pcs, et ch. Paris 2, 113 m² Pcs. 1 875 000 F. MAS IMMOBILIER 43-45-89-53.

bureaux

Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS

DE 16 à 100 m² STANDING OUVERT 24 H SUR 24

Loc. courte ou longue durée. Tous services : tél., téléphone, fax, restaurant, parking, secrétariat, tél. personnel.

ACTE 43-80-90-10.

SIÈGE SOCIAL

Secrétariat + Bureaux Neufs Démarchés R.C. et R.M.

SOXEC SERVICES Champs-Élysées : 47-23-55-47 Nantais : 43-41-81-81.

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM Constitution de Société Démarchés et tous services Permanence téléphonique 43-55-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE

16^e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO Loc. bure. secrét. tél. fax Domiciliation : 170 à 330 F/M CIDES, 47-20-41-08.

ÉTOILE

BUREAUX MEUBLÉS

toutes durées, tous services TEL. (1) 47-27-18-59.

Votre adresse commerciale ou SIÈGE SOCIAL

CONSTITUTION STES

Prix compétitifs. Délais rapides ASPAC 42-93-60-50 +

DOMICIL. CCIALE 8^e

TELEX/PERMAN. TÉLÉPH. Travaux secrétariat, bureaux AGECO 42-94-95-28 (STATIONNEMENT ASB).

STÉ RECHERCHE LOCAL COAL

même avec habit. et parking. Faire offre sous réf. 1518 M à AFFLUENTS 48, av. Trudaine, 75008 Paris qui transmettra.

DOMICILIATIONS

Forum des Halles - Bureaux Constitution de Société Tél. secrét. 40-26-15-12.

DOMICIL. CCIALE 8^e

TELEX/PERMAN. TÉLÉPH. Travaux secrétariat, bureaux AGECO 42-94-95-28 (STATIONNEMENT ASB).

immoier information

AGENCE MUTUELLE IMMOBILIÈRE

L'ENTREPRISE DU 3^e TYPE II

- Des honoraires très chers (20 % en moyenne).

- Une gamme de paiement de loyers INTÉGRALE et UNIQUE.

Toutes transactions immobilières : Achats, ventes, locations, gérance locatives, etc.

L.A.M.I.

OUVRE UNE NOUVELLE AGENCE À PARIS 22, rue d'Aumale, 75009. Téléphone : 40-16-08-09 42-90-69-22.

Pour vendre ou acheter Maison - Appartement Chateau - Propriété Terrain - Commerce sur toute la France

LAURANCE 8, rue La Chapelle, Paris-17^e. Tél. : 18 (1) 40-54-08-08.

Pour consulter une affaire immobilière dans le Sud Téléphone : 51-59-11-11

CRÉDIT RAPIDE.



Michel MORACCHINI, conseil en recrutement (département sébanque) recherche pour deux de ses clients

2 CONTROLEURS DE GESTION

BORDEAUX pour un établissement financier Réf. B686 NANTES pour une société de crédit-bail mobilier. Réf. B687

Vous serez chargés de la mise en place du contrôle de gestion, de l'élaboration et de l'application des procédures, de la préparation du budget et des tableaux de bord, des opérations de vérification.

Vous avez une trentaine d'années, une formation supérieure (BAC + 4 Gestion-Finances-Economie) et vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans dans le contrôle de gestion d'une banque (pour Bordeaux) d'une entreprise, d'un cabinet ou d'un établissement financier (pour Nantes).

Dans l'un et l'autre poste les fonctions s'exerceront dans une structure souple, évolutive et dynamique. Rémunération motivante.

Adresser CV détaillé avec lettre manuscrite et photo en précisant la référence à Michel MORACCHINI, Département Sébanque, 22bis, rue des Belles Feuilles, 75116 Paris qui vous garantira une discrétion absolue.

SPECIALISTE HF

SICOMI

Ce collaborateur participera à : - la recherche et au montage d'opérations locatives et de crédit-bail, - l'analyse des comptes et à la gestion prévisionnelle, en liaison avec le service informatique.

Les candidats, de formation supérieure, auront acquis 5 à 10 ans d'expérience dans le métier. Le goût du travail en équipe, le sens du contact humain seront particulièrement appréciés.

Merci d'adresser lettre, C.V. + photo, sous la référence 4474/LM, à

71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

ATTACHE DE DIRECTION HF

Il (ou elle) participera aux activités de ce département, qui traite en particulier des restructurations de capital et de l'ingénierie financière du haut de bilan (moyennes et grandes entreprises).

Les candidats auront une expérience financière d'au moins deux ans : établissement financier, banque d'affaires ou cabinet d'audit.

Une très bonne aptitude à l'analyse et aux contacts à haut niveau est nécessaire.

Anglais courant indispensable.

Une double formation est souhaitée (ingénieur et gestion).

Merci d'adresser lettre, C.V. + photo, sous la référence 4474/LM, à

71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



CENTRE NATIONAL DES CAISSES D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE. Chef de Bureau de 450 Caisse d'Épargne et 21 Sociétés Régionales de Financement. La Direction Financière recrute

CADRE FINANCIER ET COMPTABLE

pour le département de la RESTRUCTURATION COMPTABLE ET DES MÉTIERS DES CREDIT. Dans une petite équipe de cadres, animée par un expert-comptable, il sera chargé de définir et de faire appliquer la réglementation comptable du réseau, d'organiser les procédures et circuits financiers internes et de proposer de nouvelles méthodes de gestion.

La fonction s'adresse à un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, ESC + DECS, ou ayant le niveau du certificat supérieur de révision comptable), pouvant justifier d'une expérience de trois ou quatre ans des problèmes financiers et comptables, soit dans un cabinet d'expertise comptable, soit à la direction financière d'une banque. La connaissance de la réglementation bancaire serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre man., C.V., photo et prêt) au CENCEP (sous réf. M 12) - 5, rue Masseran - 75007 PARIS.

GROUPE FINANCIER DE PREMIER PLAN

Recherche JURISTE

Droit du travail

Au sein du département juridique et fiscal assurant un ensemble de prestations d'études et de conseil, il sera plus spécifiquement chargé des questions relevant du droit des relations sociales. A ce titre :

- il répond aux demandes des services, départements et filiales du Groupe ;
- il anime la fonction « information » en matière de législation du Travail par des notes de synthèse ;
- il est chargé des relations avec les organismes sociaux du Groupe et les URSSAF ;
- il est associé aux procédures de contrôle de l'Administration sur nos filiales et prépare éventuellement les dossiers de défense.

Pour ce poste, intégré à une équipe intervenant dans d'autres domaines du droit, nous souhaitons recruter un juriste de haut niveau ayant impérativement un minimum de 3 ans d'expérience du droit du Travail et des relations sociales en entreprise, si possible dans un établissement financier.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 17714 à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE BANCAIRE

recherche dans le cadre de son développement

UN JEUNE DIPLOME

HEC, ESSEC, ESCP, OPTION FINANCES

pour un poste de débutant à la gestion de portefeuilles.

Le titulaire devra posséder :

- de solides connaissances en théorie financière en vue de l'élaboration de modèles d'aide à la décision (matif, options...)
- des aptitudes au travail en équipe.

Envoyer CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 5657 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.

Financial Controller : Créez la fonction

Pour ce groupe industriel international qui vient d'acquies en France une PMI en plein développement spécialisée dans la fabrication de produits chimiques de haute technicité.

Collaborateur direct du Directeur Général, responsable de l'ensemble de la gestion financière et administrative, vous aurez beaucoup à faire : harmoniser la comptabilité (générale et analytique) et le contrôle de gestion en accord avec les principes et procédures du groupe, mettre en place le contrôle budgétaire et le reporting, gérer la trésorerie, organiser l'administration du personnel (60 pers.) ; l'ensemble s'articule autour d'un système informatique performant que vous mettrez en place et ferez évoluer. Votre fonction vous conduira très vite à vous impliquer fortement dans la bonne marche de l'entreprise.

Une réelle opportunité si vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce + DECS, auditeur en cabinet international depuis quelques années ou chargé de responsabilités analogues au sein d'une Direction Financière d'une société pratiquant les méthodes de gestion anglo-saxonne. L'important est que vous manifestiez un intérêt certain pour l'opérationnel, gage de votre réussite à ce poste situé à 30 km au Sud de Paris.

Prérez d'adresser lettre de candidature, CV, photo, s/v. ES6 9124.

TEG 113 rue de L'Université 75007 PARIS.



capitaux propositions commerciales

INFORMATICIEN, 10 ans d'expérience en gestion, disposant capitaux et matériel, recherche association avec PME région parisienne. Sire M. BONNET, 1, rue de Strasbourg, 92500 Asnières

ventes

de 5 à 7 CV.

305 GLD Break diesel 1983 63.000 km. 34.000 F Téléphone : 43-72-99-59.

travail a domicile

Apprenez lettres classiques par le travail de rédaction correction de textes littéraires, éditoriaux, journalistiques. Téléphone : 43-40-51-38.

Sports

SPORTS ÉQUESTRES : la victoire de Pierre Durand à Bordeaux

Le bal du Centaure

Le Bordelais Pierre Durand sur Jappeloup de Lasse a remporté, dimanche 7 décembre, le Grand Prix de Bordeaux comptant pour la Coupe du monde de saut d'obstacles, devant l'Américain Lisa Tarapoff sur Adam et le Lyonnais Hubert Bourdy, sur Lichen V. Forçant la main aux organisateurs, qui souhaitaient un plateau restreint, la Fédération équestre française avait envoyé à Bordeaux un contingent de dix cavaliers. Initiative finalement payante, puisque, outre Durand et Bourdy, trois autres Français figuraient parmi les onze finalistes : Philippe Rozier, sur Jiva, terminant cinquième, Hervé Godignon, sur La Bellefère, sixième, et Jean-Marc Nicolas sur Midway Saint-Paer (dixième). Grâce à sa victoire, Pierre Durand prend la tête du classement provisoire de la Coupe du monde et Hervé Godignon s'installe à la troisième place.

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Martelés joyeusement par des milliers de pieds, les tribunes deviennent tambours. Quand le palais des expositions, transformé en stade équestre, résonne ainsi, Pierre Durand et son fidèle Jappeloup ne sont pas loin de s'élancer sur la piste. Le couple vedette de l'équitation française est ici chez lui. Le nombreux public du Jumbo — un diminutif qui consacre la notoriété du jumping de Bordeaux — le lui signifie bruyamment, avant de retenir son souffle jusqu'à l'ultime obstacle, avalé avec gourmandise par le fameux petit cheval noir.

En cinq participations, Pierre Durand n'avait jamais pu être prophète en pays gironnais, touchant toujours en finale. Dimanche, le sort s'est retourné contre John Whitaker, vainqueur des deux dernières éditions et encore en position de gagner avant le dernier obstacle. Grâce à une audace de trajectoire et à son agilité, Jappeloup prenait sa revanche sur Next Milton, le grand cheval gris de l'Anglais.

Le résultat de Bordeaux confirme d'ailleurs l'efficacité des chevaux de petit format. Lichen V, de Hubert Bourdy, n'est guère plus grand que Jappeloup, dont la rivalité, à l'appareil, comme au classement de la

Coupe du monde, s'appelle Moët et Chandon La Bellefère. Cette jument lui ressemble comme une sœur. Même robe noire. Même gabarit minime (1,56 mètre au garrot). Même tempérament fougueux et frondeur. Une manière de sauter, à quelques nuances morphologiques et techniques près. La principale différence est question de fraîcheur. Pierre Durand doit ménager sa monture, âgée aujourd'hui de onze ans, s'il veut l'amener au meilleur de sa forme pour les Jeux olympiques de Séoul. Tandis que, à neuf ans, La Bellefère ne fait qu'entrer dans la carrière.

Un cheval
une raquette...

Après une jeunesse passée aux Antilles à gambader dans des concours pour rire, elle n'a couru sa première épreuve officielle qu'en juillet 1984. Obligé de s'installer en Guyane, son propriétaire avait préféré la renvoyer en métropole et la confier à Hervé Godignon, un cavalier spécialiste des petits gabarits. « Elle avait peu de bases de dressage, se souvient celui-ci. Aujourd'hui, elle est encore très difficile à piloter mais, au moins, elle m'écoute. Auparavant, j'avais l'impression d'être un passager clandestin. Elle me promenait où elle voulait. » Fâcheux dans un sport de précision, où quelques millimètres seulement peuvent séparer la gloire de l'anonymat, il suffit d'un sabot paresseux qui traîne sur une barre ou d'une course d'élan incertaine.

Depuis quelques mois, la « petite Guadeloupéenne » a fait d'énormes progrès ; elle ne sera jamais un modèle de sérénité, mais sa régularité nouvelle vaut à son cavalier de figurer à nouveau sur la scène internationale. Après une saison en demi-teinte, Hervé Godignon se découvre, à trente-quatre ans, de nouvelles ambitions. « Je ne vise pas spécialement la finale de la Coupe du monde (1), dit-il, mais les JO de Séoul, pour lesquels La Bellefère devrait connaître sa pleine maturité. »

Ayant connu plusieurs éclipses après Electre (avec laquelle il fut champion de France en 1978), Gitan (avec lequel il gagna le Grand Prix de Bordeaux en

1980), et Khadidja, il compte bien exploiter les promesses de La Bellefère. « Un cavalier est entièrement dépendant de la qualité de son cheval, dit-il ; si un joueur de tennis casse sa raquette, dans la seconde qui suit il retrouve la même, alors qu'il nous faut beaucoup de temps pour fabriquer un cheval. » Et beaucoup de chance pour le découvrir. « Tous les cavaliers, explique-t-il, ont connu des passages à vide dans leur carrière. » Assurer la relève est l'obsession de tout professionnel. « Je travaille avec des chevaux de qualité, s'affirmera-t-il deux ans », dit Hervé Godignon, pour qui la succession de La Bellefère, à peine débutante, est d'ores et déjà à l'ordre du jour. Pour Pierre Durand, en revanche, cavalier amateur, homme d'un seul cheval, Jappeloup est irremplaçable. « Ma carrière s'achève avec la sienne », annonce-t-il.

Dans l'immédiat, Hervé Godignon rêve de vivre avec son nouveau cheval l'aventure du couple bordelais qui a établi, à l'instar de Galoubet et Balanda naguère, une complicité avec le public français. « Pour l'instant, je n'ai pas encore senti passer ce courant, avoue-t-il ; il est vrai que La Bellefère a réalisé ses bonnes performances en catimini, devant les tribunes vides de Fontainebleau et à l'étranger. » Un refus à l'abord du triple, dans le dernier parcours du Grand Prix dimanche, a encore retardé sa consécration de grande star. Mais, de toute façon, Jappeloup vaillait.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) A Paris-Bercy du 9 au 12 avril 1987.

SKI ALPIN : le critérium de la première neige

Une équipe à « farter »

Le super-géant hommes couru samedi 6 décembre à Val-d'Isère, a été remporté par l'Allemand Marcus Wasmeier en 1 mm 46 s 56. Il a devancé l'Italien Robert Ehrlicher et le Luxembourgeois Marc Girardelli de plus d'une seconde. Disqualifié pour avoir « oublié » la quatrième porte du parcours, le Suisse Pirmin Zurbriggen garde néanmoins la tête du classement provisoire de la Coupe du monde, grâce à sa victoire dans la descente vendredi.

VAL-D'ISÈRE
de notre envoyé spécial

Absents des résultats à Sestrières (Italie) lors du premier week-end européen de la Coupe du monde, les skieurs français n'ont pas non plus brillé à Val-d'Isère, vendredi et samedi derniers. La piste Killy n'a pas souri aux tricolores. Roland Francy, l'entraîneur suisse qui dirige depuis deux ans l'équipe de France, reconnaît sans s'émouvoir que « la saison a mal débuté ». Mais le placide patron des garçons, et depuis cette année des filles, refuse de prendre la situation au tragique.

Il rappelle toujours que son plan de quatre ans « pour constituer une équipe forte » se poursuit normalement depuis son arrivée en France, en 1984. L'objectif pour lui demeure les prochains Jeux olympiques. Même si de petites satisfactions comme la victoire de Didier Bouvet, au slalom de Parpan, en janvier dernier, agrémentent son travail.

Roland Francy reste modeste. Il ne promet pas une moisson de médailles aux championnats du monde, qui auront lieu à Crans-Montana (Suisse).

« L'accession au sommet se fait lentement », plaide celui qui a formé des skieurs suisses qui ont pour noms Zurbriggen ou Buerger. Son premier souci a été d'améliorer la préparation physique des coureurs. Un domaine légèrement négligé depuis plusieurs années par les jeunes et leurs clubs. « Quand le skieur possède une bonne condition physique, alors il devient nécessaire de travailler la technique », plaide Roland Francy.

Du vélo aux exercices de renforcement musculaire en passant par les assouplissements, les onze garçons de l'équipe de France ont profité de l'intersaison pour faire travailler leurs corps.

En ce qui concerne la technique, le directeur estime que le niveau de « ses jeunes » est équivalent à celui des autres participants au Cirque blanc. Considérant son équipe comme « théoriquement compétitive », Roland Francy a profité de l'automne pour affiner la préparation psychologique à la course. « Il s'agit d'éliminer les doutes chez les coureurs, de les responsabiliser. En somme, de leur apprendre à gagner. »

Hélas, les amateurs de victoire attendent encore la montée des Français sur les podiums. Ce sur-saut qui permettrait à une nation, leader mondial dans le matériel de ski et future capitale olympique, de se reconnaître dans ses champions. Pour éviter un désin-

frêt du public pour le ski alpin, les combinaisons blanches aux touches multicolores doivent très vite paraître parmi les dix premiers des compétitions.

Confronté à cette demande, Roland Francy répond que mettre en avant un ou des favoris. Il préfère parler de groupe et d'équipe. Or pour lui cette équipe est encore jeune. A part Daniel Moggel, âgé de vingt-neuf ans, les autres skieurs français ont entre vingt et un et vingt-trois ans. Les skieurs et les descendues tentent de se rapprocher des grands. Mais la seconde et demie qui, lundi, sépare le Luxembourgeois Marc Girardelli du premier Français Philippe Verneir (18^e) risque d'être difficile à combler. « Les coureurs doivent faire preuve de plus d'audace pour franchir un nouveau palier dans la compétition », affirme le directeur.

Comme en écho, Philippe Piccard (27^e) explique qu'il manque encore de confiance en lui pour lutter avec les leaders. Agé de vingt-deux ans, l'enfant d'Albertville possède une très bonne technique. « Il ne lui reste qu'à être plus agressif », ainsi que le souligne son entraîneur. Le respect que les skieurs français portent à Jean-Claude Killy, l'espèce de référence qu'ils lui manifestent à l'arrivée des épreuves, ne se manifeste pas chez eux par la même rage de vaincre que leur aîné.

Les cinq psychologues qui ont en charge le moral des garçons, vont devoir multiplier leurs conseils pour stimuler l'ardeur des coureurs avant les prochaines compétitions.

SERGE BOLLOCH.

TENNIS : le Tournoi des maîtres

Une formule de fortune

Les quatre meilleurs joueurs mondiaux étaient qualifiés pour les demi-finales du Tournoi des maîtres, dimanche 7 décembre. Troisième et quatrième, Wilander et Edberg ont été battus respectivement par Lendl et Becker, premier et deuxième, qui devaient disputer lundi 8 décembre une finale, revanche de la précédente édition.

Pour arriver à ce stade, le Tchèque Jan Kodeš et l'Allemand de l'Ouest ont fait une époustouflante démonstration de force. Lendl a notamment aligné 15 points contre Wilander, battu 6-4, 6-2 après avoir marqué seulement 3 points sur service adverse. Becker, vainqueur d'Edberg (6-4, 6-4), a fait une série de 13 points.

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Ancien double vainqueur du grand chelem, l'Australien Rod Laver a lancé la pièce qui, en retombant face, a déterminé l'ordre des demi-finales des Masters. Lendl-Wilander, Becker-Edberg. Si le sort avait voulu que ce fût pile, Becker aurait retrouvé dimanche Wilander contre lequel il avait disputé samedi la partie la plus excitante du Round Robin. Cela aurait été ridicule. Mais le directeur du tournoi, Gene Scott, n'a pas trouvé de meilleure solution pour éviter les magouilles inhérentes à la formule en vigueur de 1970 à 1982. Lendl, notamment, avait volontairement perdu un match contre Connors pour ne pas avoir à affronter Bjorn Borg en demi-finale. Mais y a-t-il une bonne solution ?

Les Masters sont comme une cerise confite posée au sommet de la pièce montée du grand prix : l'occasion de rassembler les meilleurs de l'année écoulée pour une compétition de prestige.

L'élimination directe à laquelle les organisateurs ont recouru lors des trois dernières éditions s'est révélée peu attractive. Seul le

Round Robin, qui permet aux vedettes de disputer plusieurs matches, apporte le « plus » qui différencie les Masters des tournois classiques.

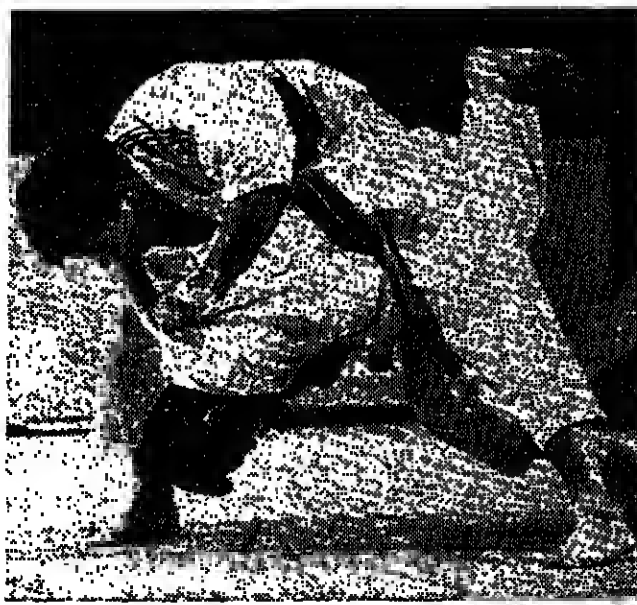
Pour éviter que certains ne « balancent » leur troisième match, les organisateurs ont décidé d'attribuer 20 000 dollars pour chaque victoire dans le Round Robin. La motivation a été assez forte pour Andreï Goumko qui a mis un point d'honneur à battre Yannick Noah, alors que l'Équatorien était d'ores et déjà éliminé de la suite des opérations. Mais les dollars ne suffisent pas toujours à pimenter des parties qui sont sans enjeu véritable pour la suite de la compétition. On l'a bien mesuré samedi lors des matches Nystrom-Leconte et Lendl-Noah, qui ne pouvaient pas avoir de conséquences sur la suite.

« Les Masters ont connu six changements depuis leur création. Il faudra encore tâtonner pendant un peu de temps pour trouver la formule idéale », a estimé Marshall Happer, l'administrateur du conseil professionnel. Une idée a été lancée qui mériterait d'être étudiée sérieusement : la sélection des douze meilleurs joueurs de l'année répartis en quatre groupes de trois joueurs dont les vainqueurs seraient qualifiés pour les demi-finales. La principale objection qu'on puisse faire à cette formule est qu'il faudrait recourir à l'indice de performance — peu dans l'esprit du jeu — pour connaître le vainqueur d'un groupe dans le cas où chaque joueur aurait une victoire et une défaite. En contrepartie, aucun match ne « compterait pour du beurre ». Et ce serait la meilleure façon de relancer l'intérêt du public. Mais dans ce cas encore il y a un palliatif au désintérêt américain qui a été provoqué en grande partie par le déclin des joueurs des États-Unis : une organisation itinérante comme ce fut le cas de 1970 à 1976 permettrait de mettre en valeur le goût cosmopolite des courts.

ALAIN GRAUDU.

JUDO : Europe-Asie

Soleil déclinant



Disputée dimanche 7 décembre devant 7 000 spectateurs au Palais omnisports de Paris-Bercy, la première rencontre officielle Europe-Asie de judo a tourné à l'avantage du Vieux Continent, qui l'a emporté par 17 victoires à 11 et 85 points à 64.

Si l'équipe européenne, composée de six Français, de trois Soviétiques, de trois Allemands et de l'Ouest, d'un Belge et d'un Autrichien, était quasiment la meilleure possible, celle d'Asie était diminuée par plusieurs absences de marque.

Déclin du judo japonais et coréen ? Simple répit plutôt que les quatorze judokas asiatiques présents à Bercy étaient en majorité des jeunes espoirs.

AUTOMOBILISME : l'Olympus Rally

Final en catimini

Vainqueur de l'Olympus Rally, disputé du 4 au 7 décembre dans l'Etat de Washington, sur la côte nord-ouest des États-Unis, le Finlandais Markku Alen (Lancia Delta S 4) devra attendre la réunion du comité exécutif de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), le 18 décembre, pour savoir s'il a bien obtenu à trente-cinq ans, après treize ans de fidélité au groupe Fiat-Lancia, son premier titre mondial des pilotes.

Pour avoir trop tardé à se prononcer sur l'affaire du Rallye de San-Remo, où les Peugeot 205 turbo 16 avaient été mises hors course pour un « effet de sol » infligé par le tribunal d'appel de la Fédération internationale de l'automobile, la FISA se trouve désormais en situation délicate. Si elle confirme le classement final de San-Remo, donc la victoire d'Alen, elle laisse la porte à la dernière et peut être soupçonnée de favoriser Lancia. Si elle annule le résultat du rallye ou si elle prend en compte le classement au moment de l'exclusion des 205 turbo 16, Markku Alen deviendra champion du monde et la FISA pourrait être accusée de privilégier Peugeot.

A l'image de ce titre mondial des pilotes, qui sera finalement décidé autour d'une table de réunion, c'est presque en catimini que les Peugeot 205 turbo 16 et les Lancia Delta S 4, reines du groupe B, ont fait leurs adieux en championnat du monde des rallyes, où elles seront remplacées en 1987 par les voitures du groupe A, plus proches des véhicules de série.

Peugeot s'étant déjà assuré un deuxième titre mondial des marques depuis le Rallye des Mille Lacs, ce fut un curieux final, où seule l'écurie Toyota vint se mêler au duel entre Markku Alen et John Kankkunen. Entre ce dernier, qui avait triomphé aux rallyes de Suède, de l'Acropolis et de Nouvelle-Zélande, et le vainqueur du San-Remo, la décision s'est faite sur deux incidents de course : un retard au départ d'une spéciale pour un changement de batterie et une crevaisson, qui coûtèrent respectivement 1 minute puis 43 secondes à Kankkunen.

Alen s'est finalement imposé de 1 minute et 32 secondes. Mais les deux pilotes se retrouveront l'an prochain chez Lancia au volant des nouvelles Delta HF turbo alignées dans le championnat du monde 1987.

G. A.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

CROSS DU « PELERIN »

Le Savoyard Paul Arpin a gagné, dimanche 7 décembre, le cross du Pelerin, à Vence, devant les Britanniques Richard et Tonia (deuxième et troisième) et les Portugais Pinheiro et Comario (quatrième et cinquième).

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (deuxième phase, quatrième tour aller)

*RCP Paris b. Vichy 104-90
*Limoges b. Châlons 100-79
Lorient b. *Villeneuve 71-64
*Monaco b. Saint-Etienne 117-97
*Orléans b. Tours 108-81
Aucles b. Moulhouse 104-100
*Classement. — 1. Limoges, Monaco, Orléans et RCP Paris, 12 pts ; 5. Villeneuve, 10.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Deuxième journée)

France Volants b. *Reims 6-1
Mont-Blanc b. *Rouen 6-3

Grenoble b. *Viry-Essonne 4-3

Gap b. *Villard-de-Lans 6-2

*Chamonix b. Amiens 7-1

*Classement. — 1. Mont-Blanc, 38 pts ; 2. Français Volants, 26 ; 3. Gap, 22.

Jeu à XIII

TOURNÉE DES KANGOUROUS

L'Australie a battu, dimanche 7 décembre, à Albi, l'équipe de France B, par 50 à 0.

Natation

RECORD DE FRANCE

Laurence Besson a battu, dimanche 7 décembre, à Orlando (Floride), son propre record de 200 mètres quatre nages, en 2 mn 19 s 30.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Deuxième journée)

Pool 1

*Grenoble b. Toulouse 27-25

*Nice b. Brive 20-6

Béziers b. *Narbonne 34-20

*Rouen b. Montpellier 16-16

*Grasse b. Aurillac 25-15

*Classement. — 1. Toulouse, 25 ; 2. Brive et Montpellier, 24.

Football

Agès b. Valence 44-6

*Pau b. Perpignan 12-12

*Biarritz b. Bayonne 28-13

*Toulon b. Lourdes 24-10

*Nîmes b. Racing 15-9

*Classement. — 1. Toulon, 26 pts ; 2. Agès, 24 ; 3. Racing, 23.

Ski alpin

COUPE DU MONDE FÉMININE

La Française Christelle Guignard a terminé quatrième du slalom géant de Waterville-Valley (États-Unis), gagné, samedi 6 décembre, par la Suissesse Vreni Schneider.

Tennis de table

INTERNATIONAUX DE FRANCE

Finale. — Waldner (Aut.) b. Grubba (Pol.), 21-16, 20-22, 21-10, 19-21, 22-20.

Par équipes masculines, la Suède a battu la Tchecoslovaquie (3-0).

Voile

Coupe Louis-Vuitton

Démâtage de Challenge France

Challenge France, opposé à France Kles, lundi 8 décembre à Fozzente a défilé. L'esper du bateau d'Yves Ragot s'est brisé au niveau du deuxième étage de barres de flèche alors que France Kles possédait un avantage de 2 mn 24 s après le premier bord de largue. Stars and Stripes ayant connu dans le même temps le défilé contre USA, France Kles qui avait été battu la veille par New Zealand, occupe à nouveau la deuxième place des éliminatoires de la coupe de l'Amérique.

Le Monde ECONOMIE

La conjoncture

Une attente déçue

La contre-choc pétrolier n'a pas tenu
ses promesses de croissance, mais l'économie
mondiale s'adapte à cette nouvelle donne.

par JACQUES SAUVANT

Jacques Sauvant présentera
tous les deux mois dans « Le
Monde de l'économie » la
conjoncture en France et à
l'étranger.

Le bilan de l'économie mondiale en 1986 peut paraître bien décevant par rapport aux attentes du début de l'année. De l'effondrement du prix du pétrole, on attendait moins d'inflation, un peu plus de croissance et un début de correction des déséquilibres de balances des paiements entre pays industrialisés.

Seule la désinflation n'est au rendez-vous. Pour le reste, la croissance moyenne de la zone OCDE - environ 2,5 % - aura été un peu plus faible qu'en 1985. L'évolution du commerce international s'est ralentie et le déficit des paiements américains s'est encore élargi, avec pour contrepartie un renforcement des excédents japonais et allemand.

pays de l'OCDE a augmenté de 4,3 %. La progression atteint 4,8 % pour l'Europe. Elle dépasse 5 % en Allemagne et en France. Mais la vigueur de la demande intérieure, qui s'est poursuivie au troisième trimestre, n'a pas suffi à accélérer la croissance en raison de l'affaiblissement concomitant de la demande provenant des pays extérieurs à l'OCDE (- 10 % environ au premier semestre 1986 par rapport à la moyenne 1985).

Ainsi, les pays industrialisés ont accéléré leurs importations au premier semestre, mais dans le même temps le commerce international était déprimé par la réduction des achats des pays pétroliers et par une baisse de la demande des pays en développement d'une ampleur inattendue.

Autre phénomène majeur : la baisse du dollar a été si forte qu'elle a perturbé les flux financiers internationaux sans produire rapidement les effets heureux qu'on pouvait en attendre. Aussi

acteurs économiques. Dans le cas de l'Allemagne, le rapport des « cinq sages » présenté à la fin de novembre vient de souligner ces limites, relançant du même coup le débat de politique économique.

Dans ces conditions, le principal élément d'incertitude pour 1987 porte sur la conjoncture américaine elle-même. La prévision de la situation actuelle ouvre le champ à toutes les hypothèses. Le rebond de l'économie attendu d'une évolution plus favorable des échanges extérieurs tarde à se manifester, et les moteurs internes de la croissance se sont arrêtés l'un après l'autre, la consommation et l'investissement prenant même une tournure franchement négative au cours des dernières semaines.

Un nouveau ralentissement de l'activité, qui était jusqu'ici écarté par la majorité des spécialistes, ne peut plus être exclu. Il accélérerait la réduction du déficit extérieur américain, mais contribuerait à déprimer une croissance mondiale déjà modeste.

France : en demi-teinte

La conjoncture en France résume assez bien - en la grossissant - l'évolution de la situation économique dans le monde. Le sentiment prévaut que l'économie française, l'une des principales bénéficiaires de la baisse du prix du pétrole (1), aurait pu tirer plus grand profit d'un contexte très favorable.

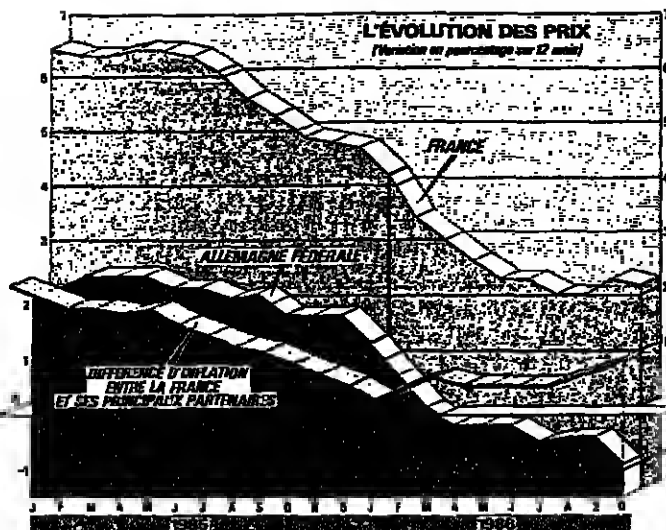
La déception est venue du commerce extérieur et plus particulièrement des échanges de produits industriels : de 7,3 milliards en 1985, leur excédent mensuel est tombé à 2 milliards, en moyenne, au cours des six derniers mois. Sur l'ensemble de l'année, la balance commerciale devrait être tout juste équilibrée. Elle ne sera améliorée que d'une trentaine de milliards, pour un allègement de la facture énergétique de l'ordre de 85 milliards. Les deux

Ces évolutions montrent l'incapacité persistante de l'appareil productif français à répondre à une accélération de la demande. Le problème a été aggravé cette année par une dégradation de la compétitivité sur le marché intérieur. En effet, si les industriels ont amélioré leur compétitivité à l'exportation en acceptant une réduction de leurs marges, ils ont souffert, sur le marché français, de hausses de prix excessives par rapport à la concurrence.

La poussée des importations s'est faite au détriment de la production nationale (2) sans cependant empêcher de se développer. Pour la première fois depuis plusieurs années, la croissance française est à peu près en phase avec celle de ses principaux partenaires depuis la mi-1985, autour d'un rythme moyen de 2,5 %. Mais la demande intérieure a été plus dynamique en France qu'à l'étranger. Elle a été satisfaite plus largement par l'importation, une configuration évidemment plus défavorable pour la balance commerciale.

La croissance du deuxième trimestre a, pour partie, été un rattrapage du premier, qui avait été très médiocre dans tous les pays européens. Elle semble être restée très soutenue au troisième trimestre, au cours duquel la production industrielle a rejoint son maximum de 1979. Elle se serait ensuite ralentie en fin d'année si l'on en croit la dernière enquête mensuelle de l'INSEE.

Faut-il voir dans cette évolution une inflexion durable qui marquerait l'épuisement des effets sur l'activité du contre-choc pétrolier ? La baisse du prix du pétrole, source principale des gains de pouvoir d'achat du premier semestre, est désormais interrompue (3) et une légère remontée est prévisible en fin d'année. Dans ces conditions, la consommation ne progressera plus qu'à un rythme ralenti et ne



niveaux actuels sont bas, aussi bien pour les demi-produits que pour les produits finis. La reprise des cours des matières premières et l'aisance générale des trésoreries pourraient conduire à les reconstituer.

● **La demande de logements** enfin, stimulée par l'amélioration du pouvoir d'achat et par la loi Méhaignerie.

La croissance devrait donc se poursuivre. Elle reposera sur un meilleur équilibre entre demande interne et demande extérieure. A court terme son rythme sera fonction de l'ampleur du ralentissement du pouvoir d'achat, c'est-à-dire de l'évolution des prix.

La hausse des prix ne descendra pas en dessous du seuil des 2 %. En glissement annuel, le point bas a été atteint au cours de l'été. Les résultats de fin d'année ne s'éloigneront guère des 2 %. L'objectif gouvernemental d'une hausse annuelle de 2,3 - 2,4 % sera atteint. Mais une accélération devrait apparaître dans la première moitié de 1987.

La raison en est toute simple : la baisse du prix de l'énergie importée est sur le point de cesser (sauf nouvelle baisse du dollar), et la hausse des prix va progressivement remonter au niveau de l'inflation interne. Celle-ci est actuellement de l'ordre de 4 % si l'on en juge par la hausse sur les douze derniers mois de la partie « hors énergie » de l'indice des prix (4). Elle est même supérieure à 4,5 % pour les produits industriels et les services privés et, ce qui est préoccupant, elle ne se réduit plus depuis six mois.

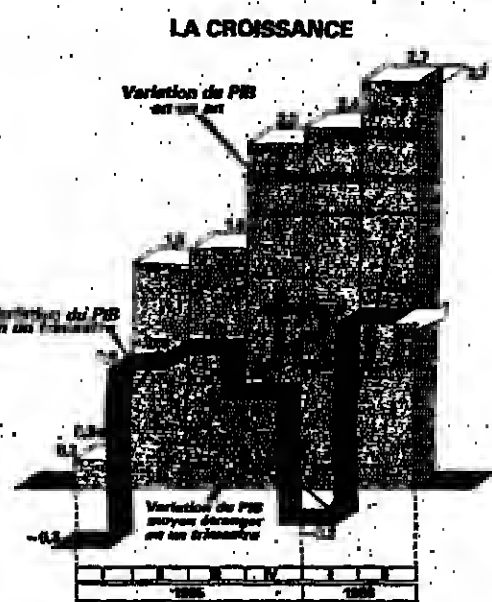
Cette résistance des prix domestiques explique que l'écart d'inflation avec nos partenaires ait recommencé de s'élargir au cours des derniers mois. En Allemagne, par exemple, où la désinflation s'est poursuivie à la rentrée, le ralentissement du coût de

la vie ne résulte plus directement, comme au premier semestre, de la baisse de l'énergie, mais de sa répercussion dans les prix des entreprises.

Ce n'est pas le cas en France, au moins jusqu'en octobre. Cela est d'autant plus surprenant que l'augmentation des salaires, qui continue de se modérer, est désormais inférieure à celle d'outre-Rhin : elle est estimée à 3,6 % sur la période octobre 1985-octobre 1986, ce qui correspond à une évolution nulle, voire légèrement négative, des coûts salariaux unitaires dans l'industrie, après déduction de la productivité. Cette modération des coûts finira peut-être par se traduire dans les prix, mais il faudrait que cela se fasse vite, sans peine d'une relance des anticipations inflationnistes.

En attendant, les entreprises reconstituent allègrement leurs marges. On leur avait « fait payer » les deux chocs pétroliers. Elles prennent aujourd'hui leur revanche. A l'heure des comptes, 1986 apparaîtra sans doute comme un cru exceptionnel pour les résultats des sociétés. Le meilleur usage qu'elles pourraient faire de ce supplément de ressources issu du contre-choc pétrolier serait de le transformer rapidement en emplois et en investissements.

- (1) Le transfert de revenu résultant de la baisse du prix des importations représente l'équivalent de 2 points de PIB.
- (2) En 1986, l'écart entre l'évolution des exportations (stabilité en volume) et celle des importations (augmentation d'environ 6 %) représente l'équivalent d'une perte de production de 1,5 %.
- (3) Il valait 630 F/tonne à la rentrée, contre 1 850 F en 1985.
- (4) 4,1 % en octobre dont 4,7 % pour les produits manufacturés et les services du secteur privé ; 2,7 % pour l'alimentation. Sur la même période, le prix de l'énergie a baissé de 14,2 %.



Toutefois, l'économie mondiale est en train de s'adapter : à des transferts de revenus massifs ; à une énergie moins chère ; à un bouleversement des situations de compétitivité. Des mécanismes puissants sont à l'œuvre.

Pour expliquer la performance relativement décevante des économies industrielles en 1986, on a souvent évoqué la trop grande prudence des particuliers et des chefs d'entreprise. Cette explication ne vaut certainement pas pour les ménages : dans tous les grands pays de l'OCDE, à l'exception du Japon, la croissance de la consommation a été de 4 à 5 % entre la mi-1985 et la mi-1986, et de 2 à 3 % sur le seul premier semestre 1986.

Les ménages ont donc consommé rapidement les gains de pouvoir d'achat tirés de la baisse du prix du pétrole, et ils ont même été un peu au-delà puisque les taux d'épargne ont diminué dans la plupart des pays. Cette flambée d'achats a surtout porté sur les biens durables : automobile, électronique. La reprise du pouvoir d'achat, après plusieurs années de rigueur, a déclenché une vague d'achats de renouvellement.

Si attentisme il y eut, il a été le fait des entreprises. Celles-ci ont, en effet, retardé des achats de demi-produits dans la première moitié de l'année. C'est un comportement logique en période de baisse de prix, qui a pesé sur la production et les échanges de biens intermédiaires. Quant à l'investissement, il a continué de progresser en Europe, mais moins qu'on ne pouvait l'espérer.

En fait, dans l'ensemble, les comportements n'ont pas été si prudents et réservés. Une caractéristique notable de la période récente est, au contraire, la rapidité de réaction des demandes intérieures aux gains de pouvoir d'achat apportés par l'extérieur. Il y a là une différence avec les deux chocs pétroliers de 1974 et 1979 à la suite desquels les adaptations qui s'opéraient étaient beaucoup plus lentes.

An total, sur la période d'un an s'achevant au deuxième trimestre 1986, la demande intérieure des

les déséquilibres des balances des paiements ont-ils été aggravés dans un premier temps par les effets classiques de « courbe en J » : un pays dont la monnaie s'apprécie commence par bénéficier d'une baisse de ses prix d'importation avant de subir des pertes de parts de marché. Ce phénomène a été aggravé par le fait que les pays les plus excédentaires étaient aussi les principaux bénéficiaires de la baisse du pétrole.

Cependant le rééquilibrage, s'il n'apparaît pas encore sur les soldes en valeur, est bien engagé sur les volumes : en termes réels, les exportations japonaises subissent une forte baisse ; celles de l'Allemagne ne progressent plus et, si l'on en croit les dernières statistiques, la réduction du déficit commercial américain est peut-être amorcée.

D'insupportables déséquilibres

Les déséquilibres de balances des paiements entre pays industrialisés sont devenus et resteront longtemps le principal problème de l'économie mondiale. Les niveaux atteints par le déficit américain et l'excédent japonais sont insupportables. En même temps, ils sont devenus quasi structurels, c'est-à-dire qu'ils tendent à se perpétuer. Diverses études ont montré que la dépréciation du dollar, sauf à être beaucoup plus forte que celle intervenue jusqu'ici, ne pouvait à elle seule ramener les paiements américains à l'équilibre. D'où l'insistance des États-Unis à réclamer une relance de la demande chez leurs partenaires qui puisse faciliter le développement de leurs exportations.

Un écart de conjoncture entre les États-Unis en voie de ralentissement d'une part, l'Europe et le Japon d'autre part, s'est bien créé au cours des derniers mois, et devrait se maintenir en 1987, mais on peut s'interroger sur son ampleur. La demande interne semble devoir rester assez dynamique en Europe et au Japon, mais sans dépasser certaines limites liées à des blocages structurels ou au comportement des

tiers du bonus pétrolier ont ainsi été consommés dès la première année.

On distingue désormais assez clairement les causes essentielles de cette dégradation, à savoir l'écart qui s'est créé entre une demande intérieure très active et une demande externe déprimée, et une forte augmentation de la pénétration étrangère sur le marché français.

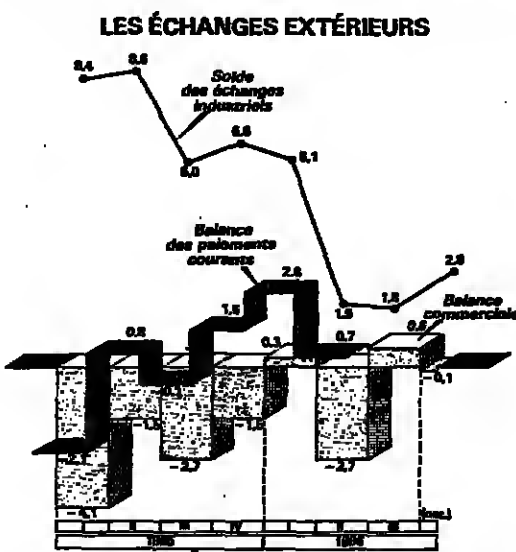
Les exportations ont légèrement reculé au premier semestre. Mais leur évolution au cours de cette période n'a pas été très différente de celle des autres pays de l'OCDE ; les pertes de parts de marché ont donc été limitées. Dans le même temps, les importations ont littéralement explosé : pour les seuls produits industriels, les volumes importés de juillet-aout sont supérieurs de 8 % à ceux du quatrième trimestre 1985. Les augmentations correspondantes atteignent 24 % pour l'équipement ménager et 13 % pour les biens de consommation.

pourra plus tirer la croissance comme elle l'a fait jusqu'à l'été. Déjà les achats de produits industriels des ménages ont légèrement faibli à la rentrée, après dix-huit mois de croissance très vive.

Tous les espoirs reposent désormais sur les autres composantes de la demande. Trois d'entre elles semblent en mesure de prendre le relais d'une consommation désormais moins active :

● **La demande étrangère** d'abord, dont l'amélioration est perceptible depuis l'été et qui devrait notamment bénéficier d'une reprise des importations des pays en développement non-pétroliers dont la situation des paiements s'est nettement améliorée.

● **Les achats des entreprises** ensuite, c'est-à-dire l'investissement et la formation de stocks. Les données sur les stocks sont comme toujours difficiles à interpréter, mais plusieurs d'entre elles donnent à penser que l'enra-



le premier investissement à offrir à ceux qui veulent gagner.

Robert Papin
Stratégie pour la création d'entreprise

Robert Papin
Le Directionnaire

LES ÉCHANGES DE SERVICES EST-UEST

Un potentiel endormi

LENTE libéralisation du commerce extérieur, mise en place des codes d'investissement pour favoriser les *joint ventures* avec l'Occident, un léger mouvement est perceptible dans les pays socialistes en faveur d'une plus grande intégration au commerce international.

Ce lent dégel profitera-t-il aux échanges de services entre l'Est et l'Ouest? La réponse des participants au colloque organisé sur ce thème par le Centre franco-autrichien, les 20 et 21 novembre à Budapest, est aussi prudente que pointilliste.

Une conclusion s'impose : le processus s'annonce lent pour ne pas dire laborieux, et dans un premier temps tout au moins, la « pente de la montagne sera mal orientée pour les pays socialistes » appelés à

importer nettement plus qu'à exporter.

Ce constat recouvre une réalité complexe tenant à la différence des systèmes économiques existant à l'Est et à l'Ouest, mais aussi aux difficultés mêmes de définition du concept de services. L'incapacité d'organismes multilatéraux aussi bien utilisés que le Fonds monétaire international à « cibler les services dans la balance des comptes courants explique, à elle seule, une bonne part du « trou noir » de 90 milliards de dollars existant dans les statistiques internationales », indiquait ainsi M. Michel Develle, sous-directeur de Paribas.

On peut aussi ironiser sur le bien-fondé de la dénomination de « pays industriels » lorsque le revenu national de la plupart d'entre eux provient pour près

Les pays du COMECON se heurtent à l'inconvertibilité de leurs monnaies

de 60 % des services. C'est ambiguïté ne font que souligner un « sous-développement » statistique d'autant plus gênant en matière d'échanges Est-Ouest que les services sont eux-mêmes, « sous-développés » dans les pays socialistes. M. Zbigniew Kamecki, de l'Ecole supérieure de planification des statistiques en Pologne, n'a pas manqué de le reconnaître.

Faire la distinction

Le retard accumulé par les pays socialistes tient en partie à l'importance majeure accordée au facteur productif dans l'analyse marxiste. Les biens matériels — assurances ou brevets, tourisme ou transferts des travailleurs émigrés — sont exclus de ce fait des comptabilités nationales. Au moment où les Occidentaux cherchent à s'entendre sur les services, — nouveau thème d'importance pour les négociations commerciales multilatérales qui commencent au sein du GATT, — les pays socialistes abordent pour leur part un monde méconnu.

Faire, dans leur cas, la distinction entre la sphère traditionnelle des services « induits » par les échanges commerciaux, les investissements à l'étranger ou les mouvements de capitaux et les services « autonomes » appelés à se développer indépendamment d'opérations commerciales, comme le savoir-faire technologique, la formation dans les

sens large ou les conseils juridiques, exige de repenser tout un système. Cela prendra, par la force des habitudes, des prérogatives et de la lourdeur administrative du temps, beaucoup de temps.

Les obstacles énumérés tout au long du colloque sont significatifs : l'insuffisance de l'information, la divergence entre les systèmes de prix, de gestion, de planification à l'Est et à l'Ouest, en constituent les données concrètes. Plus discrètement abordés, les enjeux stratégiques s'y conjuguent, renforçant — règles du Cocom obligent — un « fossé technologique » aggravé depuis quelques années par la volonté des pays socialistes de réduire leur endettement vis-à-vis de l'Occident.

Cette liste de problèmes exclut-elle pour autant de nouvelles percées dans les échanges Est-Ouest de services? Sans doute pas. Certes les ventes de l'OCDE vers le COMECON progressent lentement : de 2,9 % des exportations globales des vingt-quatre pays de la zone en 1965, elles n'ont atteint que 3,4 % quinze ans plus tard.

De même, on ne peut oublier que les échanges de services ont jusqu'à présent été à la remorque du commerce de biens matériels entre l'Est et l'Ouest. Mais s'il paraît plus aisé d'échanger des produits tangibles entre systèmes économiques différents que des services mal cernés, la volonté

même des membres du COMECON de rattraper le temps perdu mérite l'attention.

Certains peuvent souligner à juste titre que de tels échanges exigent trois vertus cardinales mal assimilées par nombre de pays industriels eux-mêmes, la Communauté européenne est la première à le reconnaître actuellement : la liberté de commerce, de circulation des hommes et des capitaux. Des progrès ont d'ores et déjà été réalisés, sous la pression des événements, dans les relations financières entre l'Est et l'Ouest. L'apparition de financements plus affinés — crédits acheteurs ou fournisseurs bonifiés, prêts en ECU, financements d'opérations déconnectées de projets définis — le prouve.

Desserrer les carcans

Leur limite o'en est pas moins évidente : tant que les pays de l'Est ne bénéficieront pas de monnaies convertibles, toute opération conjointe posera la question de « risque-dechange ». Qui le prendra et compte et sur quelle base? Les membres du COMECON sont d'autant plus conscients de ce problème qu'ils essaient encore plus la répartition de tels risques dans le cas de *joint-ventures* (« opérations conjointes ») entre pays de l'Est, comme le recommande depuis peu l'URSS, qu'avec des pays à économie de marché.

Sensibles aux pièges à éviter, chacun à Budapest s'est pourtant déclaré prêt à reconnaître que les services constituent un « potentiel endormi à réveiller » pour donner une nouvelle impulsion aux échanges. Même

si, l'Ouest étant mieux armé, l'Est risque de rester longtemps en position d'acheteur plus que de vendeur, le tourisme ne pouvant constituer un débouché majeur si l'on en juge par la place réduite qu'il occupe dans le commerce international. Même si, comme le soulignait M. Thierry de Montbrial, président du Centre franco-autrichien, « les nouveaux services sont liés à une forte décentralisation des économies et à de petites unités peu compatibles avec un système d'économie planifiée ».

La nécessité de desserrer les carcans n'a malgré tout fait évoluer les esprits. L'exemple hongrois est là pour l'illustrer avec pragmatisme. Le « plus ouvert » des pays de l'Est reconnaît que les *joint-ventures* réalisées avec l'Ouest pèsent peu dans l'ensemble de l'économie, quelque 70 millions de dollars. Elles n'en représentent pas moins, aux yeux des autorités de Budapest, une possibilité d'apprendre à mieux travailler en tenant compte des impératifs de rentabilité.

Les Hongrois ne sont plus les seuls à le penser. Les Polonais, qui regrettent amèrement aujourd'hui « l'erreur fondamentale d'avoir condamné les petites et moyennes entreprises il y a vingt ans », escomptent eux aussi redécouvrir — à travers de *joint-ventures* comme celle qui vient d'aboutir entre l'américain Mariott, l'autrichien Imbau et la compagnie aérienne polonaise Lot, pour la construction d'un hôtel, — les règles d'une concurrence impliquant de nouveaux risques, si possible calculés.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

DOCUMENTATION SUR DEMANDE
INSEE - 9 210 7300
18, 20 A. PARADIS - 75007 PARIS CEDEX 14

ENTREPRISES
PERSPECTIVES A L'HORIZON 1991
établies à partir des hypothèses économiques du INSEE

9 DOSSIERS SECTORIELS :

- Agro-alimentaire.
- Métallurgie et travail des métaux - Mécanique.
- B.T.P. - Matériaux de construction - Verre.
- Chimie - Parachimie - Pharmacie.
- Papier - Carton - Caoutchouc - Plastiques.
- Matériels électriques et électroniques.
- Équipement ménager.
- Construction automobile - Aéronautique - Navale - Armement.
- Textiles - Habillement - Cuir - Chaussures.
- Bois - Meubles - Industries diverses - Imprimerie - Presse - Édition.

INSEE Institut National de la Statistique et des Études Économiques

HAUT ENSEIGNEMENT COMMERCIAL

THE FRENCH MASTER IN BUSINESS ADMINISTRATION

ICN

Restons Français. L'ICN est la seule grande école de commerce de France de statut universitaire*. Les Prépa., DEUG, DUT, BTS (Licences, Maîtrises, Ingénieurs - en 2^e année) doivent présenter le concours national** de cet Institut réputé.

Une réputation justifiée par FORMATION : tiers-temps-terrain intégral et l'envergure internationale de l'ICN.

Soyons Internationaux. L'ICN est la seule grande école de commerce de France qui offre ces quatre filières de spécialisation : Commerce-Marketing, Finance-Comptabilité (14 UV/16 à la MSTCF), Gestion des Systèmes d'Information et Affaires Internationales (avec la possibilité d'obtenir gratuitement un MBA pendant la scolarité ICN).

Don't forget! On entre à l'ICN par un concours spécial. Demandez vite la brochure détaillée par le bon ci-dessous.

THE BUSINESS SCHOOL WITHIN THE UNIVERSITY **ICN**

POUR MIEUX CONNAÎTRE L'ICN

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Tél. _____

ICN : 4, rue de la Pannelle - Case cit. n° 120 - 54037 NANCY CEDEX - Tél. : 83.35.22.52

* dans 30 villes.

Le Montréal Trust acquiert le Crédit Foncier (franco-canadien).



Le Montréal Trust s'est récemment porté acquéreur de toutes les parts du Crédit Foncier (franco-canadien).

De l'union de ces deux importantes institutions qui œuvrent au Canada depuis plus d'un siècle, résulte une institution financière de toute première importance, avec un bilan de près de 7 milliards \$ Can et un total de biens administrés de 30 milliards \$ Can.

Le Crédit Foncier a depuis 1880 joué un rôle de premier plan dans le secteur du financement

hypothécaire à travers toutes les régions du Canada. Ses titres et ses obligations ont toujours représenté des placements sûrs et privilégiés pour de nombreux investisseurs européens.

Déjà reconnu comme chef de file dans les domaines des services aux entreprises et de gestion de fonds, le Montréal Trust peut maintenant offrir à encore plus de particuliers sa gamme complète de services financiers par l'entremise de 125 succursales et bureaux à travers le Canada.

Montréal Trust
Siège Social
1, Place Ville Marie, Montréal (Québec)
Tél. : (514) 397-7000

AVEC M
DITES
A L'AV
LES BORDONNES A
EN L'AVANCE

CROISSANCE EN CORÉE DU SUD

Le phénix de la planification

Séoul abandonne la politique industrielle, mais introduit la politique sociale

par RÉMY PRUD'HOMME *

La Corée du Sud est l'un des derniers pays du monde à croire encore aux vertus de la planification. Tout d'abord, et contrairement à certains clichés qui font de la Corée un paradis du capitalisme sauvage, l'influence de l'Etat dans la conduite de l'économie y est traditionnellement considérable. Ensuite, le rôle du ministère du Plan, l'Economie Planning Board (EPB pour les intimes), est essentiel dans le dispositif de gouvernement, notamment parce que c'est l'EPB, non le ministère des finances, qui prépare et contrôle le budget.

On connaît l'extraordinaire performance économique de la Corée. A la fin des années 50, ce pays était sans ressources, sans routes, sans usines, sans rien, au niveau des pays d'Asie que ou des plus pauvres Etats d'Amérique latine. Aujourd'hui, après trente années d'une croissance du revenu par habitant de 7 % par an — le taux le plus élevé du monde, si l'on met à part des pays comme l'Arabie Saoudite ou Singapour, qui sont

hors concours — la Corée exporte des ordinateurs.

Cet admirable développement a bien entendu des causes multiples, mais il a été conduit par les planificateurs, encadré par cinq plans quinquennaux. La Corée est l'un des grands — et des rares — succès de la planification.

Actuellement, elle termine la préparation de son VI^e Plan, qui, couvrant la période 1987-1991, prévoit la mort de la planification, et sa renaissance sous une autre forme.

La carte du marché

EPB organise le recul de la planification en matière économique et sociale. C'est la fin de la planification industrielle. Il n'y aura plus, comme dans le passé, d'industries stratégiques (c'était l'électronique, la pétrochimie, la machine-outil dans le plan précédent) bénéficiant des faveurs publiques.

L'économie coréenne est devenue trop complexe et doit devenir trop flexible pour être gérée par quelques hauts fonctionnaires, même sortis de l'Université nationale de Séoul, puis d'une bonne université américaine. Seule la pression de la concurrence amènera les entreprises à innover, à baisser les coûts, à améliorer la qualité, à trouver des débouchés, bref, à être compétitives sur les marchés mondiaux. C'est pourquoi la Corée va s'ouvrir davantage aux marchandises et aux investisse-

ments étrangers — ce qui fait grincer bien des dents à Séoul, mais devrait donner des idées à Paris.

Peut-on parler pour autant du dépeçage de l'Etat? Non. Le Plan lui assigne trois fonctions : faire respecter la concurrence, assurer les équilibres macro-économiques, et — c'est le plus important et le plus nouveau — promouvoir une politique sociale.

Les planificateurs coréens voient et disent que le marché n'est efficace que lorsqu'il fonctionne correctement. Il s'en faut de beaucoup en Corée, où le marché financier est très insuffisant, et le poids des gros conglomérats déterminant. Le Plan prescrit donc toutes sortes de mesures pour renforcer le marché des capitaux et le système bancaire, et pour favoriser la création et le développement des petites et moyennes entreprises.

Un pays aussi dépendant du commerce extérieur (la Corée exporte 37 % de son PNB, à comparer avec 14 % pour le Japon) et aussi endetté (la Corée est, parmi les pays en développement, le quatrième débiteur après le Brésil, le Mexique et l'Argentine) ne peut pas badiner avec les grands équilibres macro-économiques. Il est actuellement servi par les trois « bas » : le bas prix du pétrole, le bas niveau des taux d'intérêt et le bas taux du dollar — auquel le won est accroché — qui contribuent à assurer la stabilité des prix intérieurs et l'amélioration de la balance commerciale. Mais les planificateurs savent combien tout cela est fragile et ne pensent nullement à abandonner leurs armes fiscales ou monétaires.

(*) Professeur à l'université Paris XII.

L'innovation la plus remarquable du VI^e Plan, avec l'abandon de la politique industrielle, est l'introduction de la politique sociale. La phénoménale croissance de l'économie coréenne a évidemment entraîné disparités, déséquilibres, frustrations sur le plan social. Le Plan entend y remédier, en introduisant davantage d'équité, de sécurité et d'indépendance nationale.

Un gros effort sera fait pour améliorer la distribution des revenus entre les ménages et entre les régions. Non que l'inégalité soit très prononcée en Corée. Elle est bien moindre que dans les autres pays du tiers-monde (on cite toujours le cas de la Corée lorsque l'on veut montrer qu'une distribution des revenus égalitaire n'est pas un obstacle au développement). Mais elle est plus mal tolérée qu'ailleurs.

Un souci d'équité

Le souci d'équité est si fort que les planificateurs prévoient des mesures, comme le salaire minimum ou l'aide accrue aux régions arriérées, dont ils connaissent parfaitement les inconvénients purement économiques. Le VI^e Plan prévoit également, pour la sécurité, l'introduction d'un système de retraites, financé principalement par capitalisation plutôt que par répartition.

C'est enfin un souci purement politique qui les amène à réduire le recours à l'endettement extérieur. Tous les banquiers sont disposés à prêter à un pays aussi sérieux et efficace que la Corée ; ce sont les Coréens, par réflexe nationaliste plus que par raison économique, qui veulent s'interdire cette facilité.

Ainsi, en Corée, le Plan ne se saborde pas. Il se transforme. Les technocrates du « pays du Matin-Calmé » pensent il est vrai pour le pouvoir politique, organisent leur sortie par la porte de l'économie, tout en prévoyant leur rentrée par la fenêtre du social.

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES

Affaires / Commerce
Relations publiques
Compléments tous azimuts aux formations du commerce, gestion, communication.
CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES / UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE / BTS
TRADUCTEUR D'ENTREPRISE
Préparation à distance, possibilité de vos études, de vos activités, en plusieurs langues, inscriptions toute l'année. Durée d'étude au choix.
Doc. gratuite sur ces diplômes, leur vocation, les cours, à :
Langues & Affaires, service 4569, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Ou par tél. : (1) 42-70-81-88 (téléfax, privé).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVEC NOUS, DITES OUI A L'AVENIR.

TITRES SUBORDONNÉS A DURÉE INDÉTERMINÉE
ÉMISSION DE F 1,5 MILLIARD



Pour vous, un placement très intéressant :

- La rémunération : calculée sur la base des taux à l'émission des obligations de 1^{re} catégorie, elle est supérieure à celle d'une obligation à taux variable (TMO) de caractéristiques habituelles.
- La tenue boursière : elle bénéficiera de l'avantage que constitue sur le plan boursier, la formule du taux variable.
- La fiscalité : le TSDI ouvre droit au même régime fiscal que celui de l'obligation.

Pour nous, un moyen de renforcer nos fonds propres afin de poursuivre notre politique de développement et de service, et d'accroître notre pouvoir de dire oui.

Caractéristiques de l'émission :

Prix d'émission : le pair, soit F 5000 par titre.

Jouissance et rachat : 5 janvier 1987.

Rémunération : le taux d'intérêt annuel sera égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés, diminuée de 0,30 %.

Toutefois, la rémunération payable le 5 janvier 1988 sera au moins égale à F 440 par titre, correspondant à un taux minimum de 8,80 %.

Sur la base d'un TMO de 8,90 %, les conditions de rémunération font ressortir une marge actuarielle brute négative de 0,28 %.

Elle est calculée pour un titre perpétuel en prévoyant le paiement du coupon tous les ans.

Date de paiement : le 5 janvier de chaque année. Le Conseil d'Administration peut, en l'absence de bénéfice distribuable, décider de reporter la mise en paiement de la rémunération annuelle.

Remboursement : uniquement en cas de liquidation de la Société, à un prix égal au pair.

Toutefois, le Crédit Lyonnais se réserve le droit de rembourser tout ou partie des TSDI en circulation, le 5 janvier de chaque année, à partir de 1984, au prix de F 5100.

Rachats : possibles en Bourse à tout moment et par tout moyen.

Cotation : Bourse de Lyon.

Toutes les agences du CRÉDIT LYONNAIS reçoivent les souscriptions. Une fiche d'information portant le visa CDB n° 86-428 en date du 03.12.1986 est tenue gratuitement à la disposition du public.

BALO du 03.12.1986.

CRÉDIT LYONNAIS, LE POUVOIR DE DIRE OUI.

CRÉDIT LYONNAIS

DOSSIER NOËL : CHOISIR SON MICRO-ORDINATEUR PERSONNEL

5 constructeurs essentiels mis à nu.

DECEMBRE 86

Etudiants africains en France

L'Institut de développement régional à Sup de Co Marseille, en cycle de séminaire de formation à la

Création d'entreprise en Afrique.

Renseignements : Sup de Co Marseille, domaine de Lumley, Case 911 - 13208 Marseille Cedex 9.

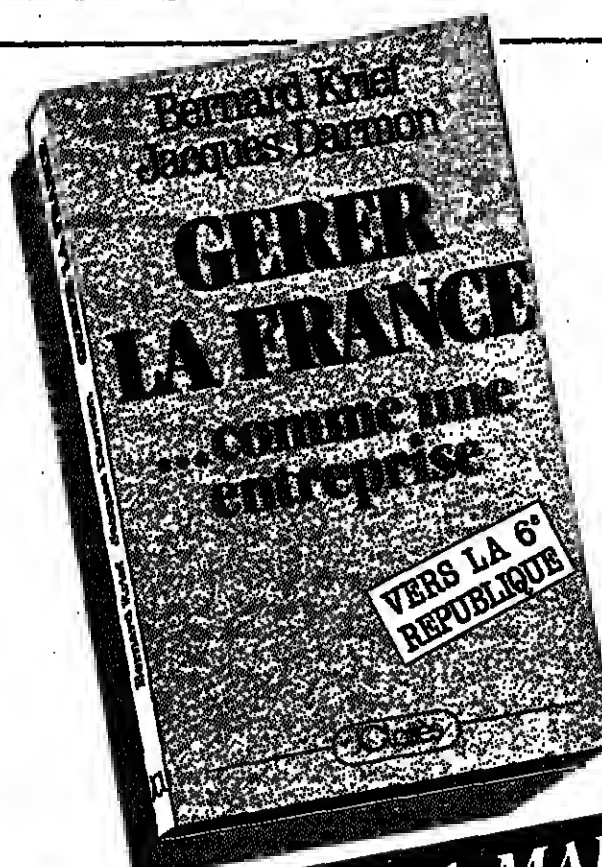
Téléphone : (16) 91.41.01.60.

L'ÉDUCATION

ECONOMIE

LES LYCÉENS FLOUÉS

NUMÉRO DE DÉCEMBRE 1986
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



- Mise à plat lucide du système étatique français, ce qui en fait mieux apparaître les lacunes et les blocages.
André Passeron - *Le Monde*
- L'ouvrage sera utile aux hommes politiques... comme aux citoyens.
Christian Radoux - *Le Progrès de Lyon*
- Les auteurs renouvellent heureusement le thème du "trop d'Etat".
Le Nouvel Observateur
- Voilà une nouvelle bible que chaque élu du 16 mars, national ou régional, devrait ne plus quitter.
Xavier Larère - *La*
- Darmon et Krief taillent hardiment dans le gras des structures et de l'organisation de notre pouvoir exécutif.
François de Witt - *L'Expansion*
- Un livre stimulant
Guy Sorman - *Le Figaro Magazine*

POURQUOI LA MARGE DE MANŒUVRE DE F. MITTERRAND EST-ELLE ÉTROITE ?

POURQUOI LA FRANCE COUTE-T-ELLE TROP CHER AUX FRANÇAIS ?

COMMENT LE LIBÉRALISME ARRIVE-T-IL ENFIN À SE METTRE EN MARCHÉ ?

La chronique de Paul Fabra

Si on ne cesse de tourner en rond autour des phénomènes qui frappent le plus durement nos sociétés, chômage et nouvelle pauvreté (on compte plusieurs milliers de personnes sans emploi dans l'agglomération de New-York à l'apparition des premiers froids de novembre), la raison n'en serait-elle pas qu'on n'ose pas formuler clairement l'explication la plus plausible ? La vérification de l'hypothèse du refus obstiné de regarder la réalité en face, on le trouve dans l'audience dont sont assurés toutes théories et tous essais d'interprétation propres à bloquer un examen au fond de ces questions pénibles.

Ainsi s'explique l'attrait de l'idée que, si des hommes et des femmes en nombre croissant sont marginalisés tandis que des millions d'autres ne trouvent plus d'emploi, c'est d'abord et avant tout parce qu'ils sont les victimes de bouleversements techniques en cours dans presque tous les secteurs d'activité, usines et ateliers, mais aussi bureaux et grands commerces.

Non pas, bien sûr, qu'il soit faux de prétendre que les machines, et plus peut-être encore les machines modernes, robots et ordinateurs, ne soient, quand elles sont introduites, destructrices de postes de travail, et partant, génératrices d'échec.

Chômage = sous-développement

du niveau de vie pour beaucoup d'ouvriers, d'artisans, d'employés, de chefs de petites entreprises.

Non pas, non plus, que les gouvernements fassent le jeu de l'obscurantisme en affirmant dans le « déclaration sur les aspects sociaux du changement technologique » qu'ils ont adoptée le 19 novembre dernier au château de la Muette, d'une part, qu'ils considèrent « le développement et la diffusion rapides des nouvelles technologies » comme « des facteurs essentiels du progrès économique et social » et, d'autre part, qu'il convient de tenir la plus grande compte, par des politiques d'aide appropriées, « des appréhensions et des inquiétudes compréhensibles » qu'ils peuvent susciter « chez les travailleurs au sujet de la sécurité et de la qualité de leurs emplois ».

Ils étaient dans leur rôle en donnant mission à Jean-Claude Peyre, secrétaire général de l'OCDE, de créer un groupe d'experts chargé de « préparer un rapport sur les répercussions, au plan national et international, des nouvelles technologies et la fois sur l'emploi et nos sociétés en général ». Heureuse initiative, à

condition de se persuader que les problèmes posés par les nouvelles technologies ne doivent pas être abordés isolément des difficultés proprement économiques dans lesquelles se débattent les sociétés en question. Faut-il, en l'analyse des effets à attendre de l'application des nouvelles technologies risquerait à sa manière de nourrir une des plus dangereuses illusions qu'aient entretenues les pays d'économie de marché.

C'EST que, en expliquant presque exclusivement par l'amélioration de la productivité due aux nouvelles techniques l'évolution à long terme de l'emploi, on encourage sans crier gare une étrange association d'idées. A mettre les maux les plus graves dont on souffre sur la compte des progrès spectaculaires accomplis par le génie qui multiplie, sous nos yeux, par 100, par 1 000, par 10 000 en l'espace de quelques années les capacités de nos ordinateurs, de nos robots, de nos outils de communication, on confie aux déficiences de l'économie une tout autre signification. Elles apparaissent comme la rançon de performances enregistrées

ailleurs. Elles témoignent négativement du progrès d'ensemble de la société. Et, si la technique perfectionnée engendra aujourd'hui le chômage, pourquoi ne pas imaginer qu'elle rendra possible demain la société sans travail contraignant ? Telle est la conclusion (1) à laquelle arrivent trop vite ceux qui oublient que la technique est perfectionnée pour servir les exigences de plus en plus grandes de l'effort humain.

Une telle façon de présenter les choses fait bon marché d'une analogie qui devrait pourtant hanter nos esprits. Tous les maux que nous subissons aujourd'hui ont un trait commun : il y a moins d'une vingtaine d'années, on ne les rencontrait simultanément que dans les pays sous-développés, où la technique est souvent rudimentaire et la productivité très médiocre. Outre le chômage et l'extrême pauvreté qui a fait son apparition dans nos cités, je citerai pêle-mêle les taux d'intérêt élevés qui tuent les projets à long terme, l'instabilité générale des marchés et des changes qui favorise les activités purement spéculatives au détriment des activités productrices (voir le scandale Boesky qui a

récentement secoué mais nullement découragé Wall Street), le protectionnisme ouvert ou couvert, l'économie clandestine, la ruine des agriculteurs, l'érosion du pouvoir d'achat de catégories de plus en plus nombreuses de la population, le faible taux de l'investissement.

Si, aujourd'hui, les pays les plus développés rétrogradent bien que leur technologie n'ait jamais fait autant de progrès en si peu de temps, c'est peut-être que celle-ci n'explique pas tout ; que le désordre financier et économique tarit les sources de l'épargne prête à s'investir dans la production ; qu'en conséquence la formation du capital est faible, d'où il résulte que chaque fois qu'on procède à une dépense en matériel d'équipement — et plus la technique est « de pointe », plus la dépense est élevée, — il faut la compenser par une économie sur d'autres postes, à commencer par la main-d'œuvre. Ce n'est pas parce que la technique progresse que le chômage s'étend, c'est parce que les conditions de la vie économique ont régressé.

(1) Voir par exemple, parmi les textes récents, celui que publie, dans le numéro de novembre de la revue *Futuribles*, le professeur israélien David Mazarow sous le titre « Un monde sans travail ».

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

EDGARD ANDREANI

Les retraites

Faut-il s'étonner que, dans ce domaine, parfois apparenté au rêve, les illusions soient aussi fréquentes que les calculs ? Sans présenter aucune équation mystérieuse, le professeur de Nenterre, rapporteur des VII^e, VIII^e et IX^e Plans, nous donne un ouvrage sérieux, documenté, où sont bien dénoncées quelques illusions courantes sur la limitation absolue du nombre des emplois, d'où dérive le slogan : « Plus tôt payer des retraites que des chômeurs », expression qui, en fait, accroit le nombre des seconds.

Sauf erreur, la notion fondamentale de circuits d'emplois n'est pas plus abordée ici que le nombre d'emplois peuvent résulter de l'orientation d'une somme donnée. Tout est à faire, il est vrai, en ce domaine. La comptabilité nationale, claironnée en 1950, a pris un bon... coup de vieux.

Nous sommes, est-il précisé, avec franchise, à la fin de l'âge d'or du système des retraites, sans, pour autant, ajouter, l'avoir vraiment goûté. Bien signalé aussi le droit qu'invoquent les retraités aux fruits des progrès techniques futurs, bien que le seul respect des promesses nominales exige déjà un effort sérieux. Clairement exposés les avantages et défauts de la répartition et de la capitalisation, mais le véritable souci, en France, n'est-il pas ailleurs ?

Le vieillissement — qu'il faut se garder de confondre avec l'allongement de la vie — est-il inéluctable, ce qui condamnerait les vieux de demain ? L'auteur, si soucieux jusqu'à de détruire les illusions, s'arrête, ici, soudainement. Le « sans enfants, pas de retraite » (dans le cadre national) est à peine esquissé et l'idée d'un retour au renouvellement des générations n'est pas présentée. Ainsi, tout est étudié avec soin, répartition des revenus, espérance de vie selon la profession, excepté l'essentiel, le vital.

« Un problème de société » est-il conclu ? Encore faut-il en présenter la donnée fondamentale.

★ *La Découverte*, Paris, 1986, 18 cm, 124 pages, 32,50 F.

DANIELLE CHABARD-RYCHTER

Espace et temps du travail domestique

Sur des pensées antiques, faisons des vers nouveaux. N'est-ce pas la meilleure chance, la meilleure « recette » ? Longtemps de pure morale ou même tolelement ignorée, la question du travail domestique entre, non sans provoquer des appréhensions, dans une phase plus scientifique. Sans être considéré comme un véritable pionnier, le regretté Philippe Ariès (qui se disait, du reste, volontiers conservateur) suggère, ici, une base de travail : « Il n'y a pas de division du travail selon les sexes inscrite dans la nature. »

Tout en ignorant, malheureusement, les enquêtes fondamentales de l'INED (A. Girard) sur l'influence de la culture des parents (et surtout de la mère) sur la réussite scolaire, les auteurs commentent volontiers Sourdeau, tout en citant les enquêtes de budget-temps, sans en expliciter les résultats, et c'est regrettable.

Le travail ménager, est-il estimé, devrait recevoir un salaire. Vieille revendication, non moins ancienne que

la question, trop ignorée encore, des rapports existant entre la métrologie des actes productifs et la fiscalité. Ne peut-être imposé que ce qui est « saisi », disons mesuré. Nous pourrions en revenir à l'exemple classique du coiffeur et du cireur qui, en cessant brusquement d'échanger leurs services, échappent du même coup au fisc. Vient également à l'esprit le cas de l'homme qui en épousant sa cuisinière fait diminuer le revenu national, tout en risquant de tomber dans l'impôt sur la fortune. Bien impuissante ici, l'école de Chicago, quelque peu surannée.

Une étrange lacune : n'est pas invoquée, ici, la plus troublante défaillance socio-fiscale, celle de l'accès à la retraite : qui est ici le plus mal pourvu ? C'est le femme qui élève le plus d'enfants, c'est-à-dire de pourvoyeurs de retraites, s'excluant ainsi de la vie professionnelle.

Partout, dans l'ensemble de l'ouvrage, nous nous trouvons devant la notion de « perte sociale », sans que celle-ci soit mesurée ni même définie. De ce fait, l'ouvrage souffre quelque peu du manque de mesures et de proportions.

★ *Librairie des Méridiens*, Paris, novembre 1985, 21 cm, 156 pages, 95 F.

DOMINIQUE CHALVIN

Les cent soixante lois de Chalvin. Comment échouer à coup sûr dans sa vie professionnelle

Dès l'introduction, l'auteur ramène l'éditeur d'avoir tout fait pour le dissuader d'écrire cet ouvrage puisqu'il a ainsi... échoué. Dans l'avertissement, il ajoute qu'ayant toujours été d'échec en échec, il a échoué... dans l'étude de ceux qui échouent. D'où cet ouvrage. Le ton est-il donné ? Pas encore.

Le contraste, la contrepente, le paradoxe, sont des procédés classiques pour déclencher ce que Bergson appelle « le rire », et que nous préférons aujourd'hui désigner sous le nom, plus distingué, d'humour. « Du mécanisme sur du vivant », écrit-il, bien primitivement, Bergson. Du chemin a été parcouru depuis, sans ouvrages mûrs sur le sujet.

Nous trouvons d'ailleurs, ici, des comportements familiaux, mais dans une tout autre intention. C'est ainsi que le lieu commun est, une fois jugé comme tel, bien peu honoré : « Que le meilleur gagne ! » est encore supportable, mais « Je suis crevé ! » ou bien « Nous sommes dans le même bateau », c'est déjà plus « sérieux ».

Des conseils sont aussi donnés aux femmes : il leur convient de n'être pas naturelles. « En général, les hommes craquent devant une femme qui pleure. » Plus visé encore, bien sûr, le chef d'entreprise : le conseil donné est « Perdre, en étant efficace », alors que nous attendions plutôt un « Gagner, grâce à l'erreur ».

Il faut d'ailleurs distinguer cinq types d'entreprises : entreprise organisée, participante, réputée dynamique, pragmatique, enfin « entreprise qui pratique le management avancé ». Il ne s'agit plus ici de contrastes ou de paradoxe, mais de caricature. Et les critiques de plouvoir discrètement sur les classiques conseils de saine gestion. Suivent des tests, des calculs de probabilité, des « trucs », la méthode G2M, et les « bienheureux cercles vicieux ». Et, parvenus à ce point, nous nous demandons si ces leçons de dévoiement ne deviennent pas... sérieuses.

Il faut enfin savoir aider les autres à perdre, mais ici risquons un conseil à nos lecteurs : ne lisez pas la conclusion ; l'auteur aura ainsi... échoué.

★ *Editions Pierre Belfond*, Paris, 1986, 22,5 cm, 283 pages, 95 F.

JACQUES DUPAQUIER

Dénatalité.

L'antériorité française 1800-1914

Sous ce titre curieux et de forme peut-être discutée, ont été rassemblés onze articles, dus à onze auteurs, aussi différents dans leurs jugements que dans leurs connaissances de base.

Inspirée directement du regretté Philippe Ariès, Françoise Lebrun (Rennes-II) décrit « la place de l'enfant dans la société française depuis le XVI^e siècle ». Pendant longtemps, il a été loin de tenir, dans sa famille, la place qu'il y occupe aujourd'hui. Du fait même de sa fragilité et de son abondance, sa disparition n'était pas ressentie, alors, comme une perte irréparable.

La société est-elle redevenue « malthusienne », en 1964, comme il est dit ici (et ailleurs) ? C'est oublier, une fois de plus, la diffusion de la pilule à cette époque. Dès 1958, avait été annoncé, dans la *Montée des jeunes*, ce changement, si important était alors le nombre d'enfants non désirés.

David Weir, nous dit E. Van de Walle (université de Pennsylvanie), « a estimé scientifiquement que, dans la France rurale, la transition (mieux serait ici « la baisse ») de la fécondité a commencé à partir de 1790 ». Nombreux sont, cependant, à partir de 1760-1770, les auteurs à dénoncer : « On trompe la nature jusque dans les villages ». Plus prudent, A. Landry écrit que « la baisse de la natalité a commencé en même temps que celle de la mortalité ».

Revenons à l'essentiel, les causes de l'antériorité française : c'est, en effet, un siècle plus tard seulement que la contraception se répand en Angleterre. Jansénisme, a-t-il été dit ? Mais J.-L. Flandrin, qui évoque ce point, est loin d'être convaincu.

Faut-il rappeler le jugement d'un homme d'Etat français contemporain sur la question ? « L'antériorité de la France dans la contraception, c'est une Réforme rentrée. »

Un domaine immense où les hypothèses l'emportent largement sur les preuves. Félicitons J. Dupaquier, initiateur et créateur de l'immense *Histoire de la population française*, en cours de rédaction, de ce remarquable rassemblement sur un sujet aussi vital que peu exploré.

★ *Seuil*, Paris, 1986, 24 cm, 275 pages, 85 F.

SYLVIE BRUNEL

Asie, Afrique. Greniers vides, greniers pleins

Contrairement à ce que pourrait suggérer le titre, c'est en Asie que les greniers sont, le plus souvent, bien garnis, résultant à peu près opposé aux sombres prévisions émises il y a trente ans sur les pays très peuplés.

Dans l'introduction, le maître genevois Gilbert Etienne souligne les disparités régionales et le fait que les pauvres profitent eux-mêmes de la croissance. Plus loin, il montre, avec quelques réserves pour le Bangladesh, que les pays d'Asie sont tous en mesure d'éviter la famine de surpopulation.

Selon P. Gourou, les différences observées, par exemple entre Asie et Afrique tropicales, résultent fondamentalement des encadrements respectifs (et par là, des techniques utilisées), et non des milieux physiques. Y. Lacoste précise que l'Asie tropicale, six fois plus peuplée que l'Afrique tropicale, se concentre cependant sur une fraction réduite de son territoire.

La production de vivres en Afrique augmente moins vite que la population. Au Sahel, en particulier, dégradation des terres et déboisement se poursuivent. La responsable, selon J. Gallais, un peu moins pessimiste, n'est pas l'exportation de vivres, si souvent dénoncée.

En trente ans, nous dit J. Racine, les rendements céréaliers ont doublé en Asie et n'ont augmenté en Afrique que de 17 %. Effet, toujours, de l'encadrement agro-administratif. Ce qui confirme une fois encore combien étaient déplacées les lamentations, la plus souvent effectuées, formulées naguère contre la révolution verte... Le climat africain est-il en voie lente de dégradation ? Réponse prudente de J. Giri : l'assèchement progressif, depuis plusieurs siècles, n'est cependant pas contesté.

Confirmant les vues de J. Klatzmann sur la possibilité de nourrir bien plus d'hommes qu'il n'y en a, Sylvie Brunel (Liberté sans frontières) publie des perspectives qui sont évidemment des espoirs : le nombre moyen de calories par tête et par jour passerait de 2176 en

1980 à 2300 en l'an 2000. Mais il faut, pour cela, éliminer tradition et modernité.

Intéressantes objections et suggestions de M. Labonne (INRA), d'Elisabeth Berg (Banque mondiale), J.-P. Léné (Paris-VIII), Michelle B. Mc Alpin (E.U.), enfin de J.-L. Maurer (Genève) sur l'Indonésie.

Un ensemble de haute qualité sur un sujet troublant.

★ *Economica*, Paris, 1986, 24 cm, 192 pages, 75 F.

Le Nordeste brésilien

Depuis longtemps déjà est dénoncée la pauvreté extrême qui afflige cette pointe de l'Amérique du Sud. Si affligés que nous soyons par les tableaux de Portinari, nous restons mal informés sur les causes et les conditions de cette misère persistante, sur un territoire trois fois plus grand que la France et disposant de ressources naturelles. Pourquoi l'espérance de vie à la naissance n'y est-elle que de cinquante-trois ans, alors qu'elle dépasse soixante ans pour l'ensemble du pays ?

Sont souvent invoqués le manque d'eau, l'aridité, les rigueurs du FMI, la propriété foncière, le manque d'industries, la préférence excessive accordée aux cultures d'exportation, et jusqu'à l'existence de *gangs* dévies. Tout doit être ici nuancé, vérifié, réfléchi : la production agricole d'alcool carburant, à base de canne à sucre, a été désastreuse. Quant à la sécheresse, elle sert de prétexte à bien des abus. L'auteur ne parle-t-il pas d'une « industrie de la sécheresse » ? Trois zones en vue : le Nordeste proprement dit, les régions littorales humides et le Sertão, plus sec. Pas de famine aiguë, mais sous-alimentation chronique.

S'agit-il d'une désaffection de la part du reste du pays, d'un semi-abandon ? En aucune façon. La SUDENE, basée à Recife et placée sous les ordres directs du président de la République, a déjà formulé plus de cent deux projets, sous toutes les formes : agronomique, industrielle, sanitaire, etc. Du côté santé, les résultats ne sont pas négligeables, puisque la mortalité infantile, test fondamental, est revenue de 14 % en 1960-1970 à 10,5 % en 1970-1980 (en France 8,8 %).

C'est l'état sociopolitique qui semble en question : les grands propriétaires disposent encore de leurs milices armées et contrôlent même les syndicats ruraux. Une réforme agraire ? Depuis longtemps en vue, mais toujours ajournée, elle ne serait que la première étape d'un développement qui s'annonce par maints symptômes, mais qui ne peut être que lent dans le proche horizon.

★ *Fondation Liberté sans frontières*, Paris, n° 3, 1986, 24,5 cm, 45 pages, 25 F.

FRANÇOISE LEMOINE

L'économie chinoise

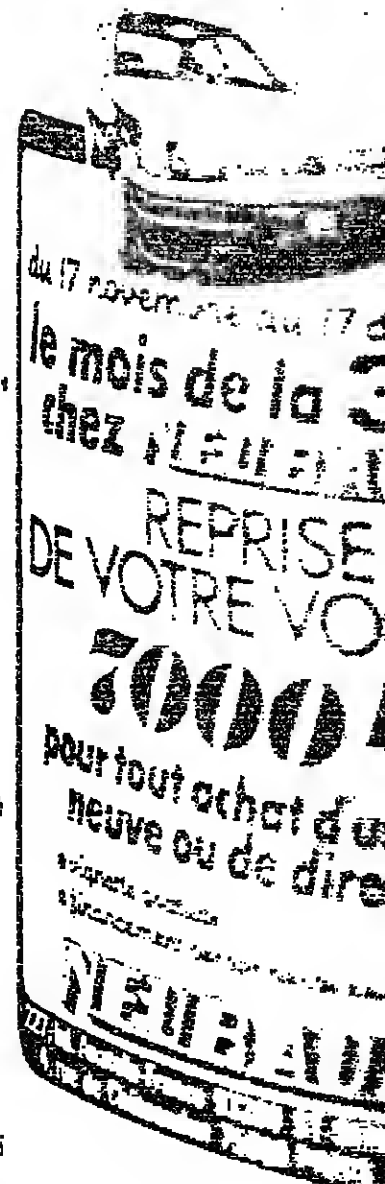
En constante augmentation, mais très inégale en valeur, la bibliothèque sur la Chine s'enrichit d'un petit ouvrage de lecture facile, dû à une chercheuse du récent CEPII. Cependant, l'effet de dimension est trop souvent employé pour impressionner, alors que l'important réside dans les proportions et l'évolution. Quant au surpeuplement apparent, il peut n'être qu'une forme de sous-développement.

La démographie n'est pas oubliée, en tout cas, et des chiffres curieux sont même donnés sur la différence importante entre le nombre des garçons et celui des filles, au-dessous de quatre ans. La disproportion confirmerait les nouvelles concernant le meurtre des filles dans les campagnes, pour des raisons financières, mais les explications font défaut.

Le PIB par habitant ne dépasserait pas 300 dollars, mais, compte tenu du décalage, il doit atteindre aujourd'hui 400 dollars, qu'il faut juger en comparaison avec les prix.

Utile été une comparaison entre la période écoulée et ce que fut l'évolution en URSS à ses débuts. Sans doute la Chine a-t-elle bénéficié de l'ouverture sur la mer et de l'absence de guerres intestines.

★ *La Découverte*, Paris, 1986, 18 cm, 128 pages, 32,50 F.



Privatisations

Paribas se met en frais de publicité

Lundi 8 décembre, une vie nouvelle commence pour Paribas, banque d'affaires sévère et discrète : l'élegante et austère contenance (elle est née en 1872) de la rue d'Antin entre dans l'ère de la publicité par la grande porte, celle de la télévision, et pour se vendre elle-même, privatisation oblige.

Curieux mariage (imposé par M. Balladur), que celui de l'actionnaire populaire et d'une banque d'affaires, dont la puissance a bien l'intention de rester occulte. Le pari publicitaire avait de quoi séduire, et il a séduit. Après quatre jours de compétition, quatre agences restent en lice le 15 septembre : Eurocom, Publicis, Dupuy-Saatchi et Saatchi-Comptin, et Synergie. Eurocom l'emporte finalement le 20 septembre, et encore, avec une équipe constituée pour l'occasion, sous l'autorité de M. Bernard Brochant, président du directoire

d'Eurocom, d'éléments de premier plan soustraits à différentes agences filiales du holding publicitaire de l'agence Havas. Du sur mesure, de la haute couture plutôt, pour une cliente qui ne saurait se voir en prêt-à-porter. La procédure est tout à fait exceptionnelle et ne saurait se renouveler, affirme M. Brochant.

Aux difficultés ordinaires de la publicité pour la privatisation à la française s'ajoutent les difficultés propres à la personnalité de Paribas. Certes, il faut satisfaire à la fois l'annonceur et le ministère des finances. Il faut susciter dans le grand public un intérêt qui aille jusqu'à l'achat de titres. Il faut respecter les trois temps du rythme incommensurable de ce genre de campagnes : sensibilisation, incitation à l'achat, entretien de l'intérêt dans l'actionnariat.

Mais il faut faire tout cela sans toucher à la discrète image de puis-

sance mystérieuse, de solidité complexe, de haute finance austère et impeccable que Paribas a réussi à construire en dix années d'efforts patients et discrets.

Dix ans d'information « below the line » (le « sous la ligne », des agences américaines), celle qui ne se voit pas mais qui fait comprendre à des « prescripteurs » soigneusement choisis (journalistes, hommes politiques, financiers, professionnels de haut niveau) ce qu'est la banque. Seule concession au relâchement des mœurs, le familier « Paribas » qui a depuis quelques années remplacé le trop long « Banque de Paris et des Pays-Bas ». Il n'est pas question de se livrer à un strip-tease publicitaire qui serait indécent.

Il faut aussi éviter de susciter chez les actionnaires potentiels une vague de candidats clients : en aucun cas le fait d'entrer dans le club select des actionnaires ne don-

nera droit à un chèque presque aussi rare que celui de la Banque de France. Bien que la distinction formelle entre banque d'affaires et banque de dépôts ait disparu, Paribas veut demeurer le type même de la banque d'affaires, qui se soucie comme d'une guigne de la tenue onéreuse de médiocres comptes de particuliers.

Trouver suffisamment de souscripteurs ne semble inquiéter ni les responsables de la banque ni les publicitaires. Une enquête de la SOFRES menée en septembre dernier sur une population représentative de huit millions de foyers a montré que quatre Français sur cinq connaissent le nom de Paribas et que 24 % d'entre eux se montrent « intéressés » par l'achat de titres : en tout, un million et demi d'actionnaires possibles qu'il faut convaincre.

Rien d'étonnant, dès lors, que le personnage principal du film publicitaire soit l'hôtel particulier de la rue d'Antin où négocie Bonaparte épouse Joséphine, dont l'orgueilleuse porte de bois sculptée s'ouvre à la voix de Barbara Hendricks chantant Mozart.

La publicité dans la presse écrite, toute en noir et blanc, déclinera, sans faiblesse démagogique mais avec un clin d'œil de connivence aux futurs happy few, la page 39 du rapport d'activité, les chiffres clés consolidés du groupe (« Madame, monsieur, l'argent est important, ne serait-ce que pour des raisons financières... », ses principales participations... C'en est fait. Un bastion tombe. Paribas entre en publicité.

JOSÉE DOYÈRE.

Succès de Saint-Gobain

La privatisation de Saint-Gobain a connu « un succès tout à fait exceptionnel », a estimé, le samedi 6 décembre, le ministre de l'Economie au soir même de la privatisation. Le bilan définitif ne sera disponible que dans une dizaine de jours, mais les résultats partiels permettent déjà à la Rue de Rivoli d'annoncer que « plus d'un million de Français, voire sensiblement plus d'un million, sont portés acquéreurs de Saint-Gobain ».

« Les résultats obtenus sont également tout à fait excellents pour ce qui concerne les salariés. C'est ainsi que pour les établissements de Saint-Gobain en France, le nombre

de salariés ou d'anciens salariés qui ont souscrit devraient représenter environ 50 % des effectifs du groupe (...). »

Le succès en France a été conforté par le succès du placement international qui s'est achevé vendredi. Au point que, selon Christopher Hughes, notre correspondant à la City de Londres, l'Etat français aurait fait jouer son droit de reprise. Cela signifie que le nombre d'actions offert à l'étranger aurait été réduit de 10 % pour être ramené à 5,04 millions de titres. Les 10 % repris seraient affectés au placement français.

La demande particulière devant être servie en priorité, les investisseurs institutionnels risquent d'être réduits à la portion congrue. Ce qui est plutôt une bonne chose pour la tenue future de l'action. Les institutionnels seront contraints d'aller faire leurs emplettes sur le marché secondaire, soutenant ainsi le cours du titre. A la veille du week-end, l'action Saint-Gobain se traitait d'ailleurs au la « marché gris » à 350/360 F.

Avec plus de 1 million d'actionnaires individuels, Saint-Gobain aurait quatre fois plus de petits porteurs que n'importe quelle autre société française (L'Air liquide en compte 250 000).

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Daimler-Benz et KHD : coopération dans les tracteurs

Daimler-Benz, premier groupe industriel ouest-allemand, envisage de coopérer avec la société Kloeckner-Humboldt-Deutz (KHD) dans le secteur des gros tracteurs agricoles à quatre roues motrices, spécialité de KHD. Les deux sociétés ont soumis à l'Office fédéral des cartels un projet de rapprochement qui prévoit, selon le quotidien *les Echos*, la création de deux sociétés communes : l'une pour développer une nouvelle génération de matériel, et l'autre pour commercialiser leur gamme actuelle dans ce créneau. KHD est le premier constructeur allemand et le sixième fabricant européen de tracteurs. Il n'y a pas, l'an dernier, l'activité d'achat agricole d'Alfa Chalmers et connaît depuis le début de l'année une passe difficile, due à un recul de ses ventes de machines agricoles et de gros moteurs Diesel.

Micro-ordinateurs : Amstrad augmente ses prix au Royaume-Uni

ché de la micro-informatique, où les prix n'ont jusqu'à présent pas cessé de baisser.

Regroupement dans la chaussure de ski

Même le champion de l'électronique à bon marché, Amstrad, n'est pas à l'abri d'une hausse des prix. La réévaluation du yen par rapport à la livre sterling a contraint le fabricant britannique d'appareils électroniques et informatiques à augmenter ses tarifs de 12,5 % au Royaume-Uni à partir du 1^{er} janvier. L'essentiel de sa production est en effet, réalisée en Asie du Sud-Est, en zone yen. La variation des taux de change n'étant pas aussi sensible entre la livre et le franc français, les tarifs pratiqués par la filiale française, qui se fournit directement en Extrême-Orient, sont pour l'instant maintenus. Il s'agit d'une des premières hausses de prix sur le mar-

La société italienne Caber, filiale du groupe canadien Warrington et spécialiste de la chaussure de ski, passe en totalité sous la coupe de son concurrent Lange. Cette dernière société est la propriété personnelle de M. Laurent Boix-Vives, par ailleurs, président du groupe Rossignol (matériel de sport). Ce rapprochement permettra à Lange de porter sa capacité annuelle de production de 170 000 à 500 000 chaussures. Selon toute vraisemblance, Lange et Rossignol se concerteront pour rationaliser la distribution de leurs produits.

SOCIAL

Les députés abrogent les dispositions qui limitent le cumul emploi-retraite

A la faveur de l'examen de diverses mesures d'ordre social, les députés ont adopté, le 6 décembre, un article qui supprime les freins, depuis 1982, au cumul emploi-retraite. M. Etienne Fintz, député RPR des Yvelines, a présenté un amendement qui permettra d'annuler l'ordonnance de mai 1982, l'article 13 de la loi du 9 juillet 1984 et la loi du 17 janvier 1986.

Ces dispositions, qui avaient été à l'époque contestées par l'opposition, avaient pour objectif de limiter les possibilités de cumul entre les pensions de retraite et les revenus d'une activité exercée après soixante ans. Une contribution de solidarité, à verser sur la rémunération de l'activité, avait été prévue, dont le taux était de 10 % pour les travailleurs indépendants, de 20 % pour les salariés — les employeurs devant prendre à leur charge la moitié de cette somme — et de 10 % pour les artistes (dont 5 % pour les auteurs). Toutefois, les retraités pouvaient renoncer provisoirement à leur pension et être ainsi dispensés de cette cotisation.

La mesure, conçue pour lutter contre le chômage, n'avait jamais été réellement efficace et avait donc été modifiée plusieurs fois. Selon les estimations de 1984, 18 000 retraités seulement avaient été soumis aux règles du cumul emploi-retraite, dont 2 000 anciens fonctionnaires de l'Etat. Financièrement, son rendement avait toujours été limité (140 millions de francs en 1984) et la réglementation sur le cumul avait surtout une portée psychologique à l'égard d'une opinion publique qui accepte mal ces pratiques.

C'est sur ces aspects que souhaitait revenir M. Etienne Fintz, pour qui « une mesure injuste est enfin supprimée ». La contribution « était une discrimination manifeste entre les citoyens en fonction de l'origine de leurs revenus, et il ne faut pas en résoudre ni le problème des retraites ni celui du chômage, cette mesure avait un caractère aussi vexatoire qu'inefficace ».

L'abrogation des textes en question aura pour conséquence de faciliter la remise en cause de la retraite à soixante ans ou, du moins, favorisera la poursuite d'une activité.

LA BUREAUTIQUE SE REVEILLE DANS UN CRI:

16/32 BITS ... 1 MEGA DE RAM
... 8420 F HT ...



ATARI!

Offre bureautique Atari
Jusqu'au 15 janvier 1987, pour tout achat d'un 1040ST, Atari vous offre 4 logiciels bureautiques hautes performances, interactifs et formant un ensemble cohérent.

- Traitement de texte • Tableur graphique • Gestion de fichiers • Utilitaires de bureau.

Le 1040 ST Atari (16/32 bits, 1 Mega de RAM, lecteur de disquette intégré) est livré avec un moniteur haute résolution, une souris et son environnement GEM™ (icônes, menus déroulants, ...).

L'ensemble pour 8420 F.H.T.*
Qu'attendez-vous pour crier de joie ?

*Prix public conseillé 10 000 F.T.T. **Prix de vente conseillé 8 420 F.H.T.

Pour tout renseignement, (1) 45.06.31.31.

ATARI AU COEUR DU BUSINESS, LE DERNIER CRI INFORMATIQUE.



du 17 novembre au 17 décembre
le mois de la 309
chez **NEUBAUER**

**REPRISE
DE VOTRE VOITURE
7000 F** au moins

**pour tout achat d'une 309
neuve ou de direction**

- vignette gratuite
- financement personnalisé exceptionnel

NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Economie

REPÈRES

Croissance

Révision en baisse
des prévisions américaines...

Les conseillers économiques de la Maison Blanche ont révisé à 3,5 % leurs perspectives de croissance économique pour 1987, après avoir tablé sur 4,2 %. Ce relâchement n'a pas fait l'unanimité. Le secrétaire au Trésor, M. James Baker, et le directeur du budget, M. James Miller, n'ont pas encore trouvé de terrain d'entente avec le responsable des conseillers économiques, M. Beryl Sprinkel, sur ce point essentiel. Le chiffre de la croissance sert, en effet, de base à la mise au point du projet de budget 1988, qui prévoit des dépenses supérieures à 1 000 milliards de dollars et sera présenté le 5 janvier, un mois avant la date traditionnelle.

...et japonaises

Le produit national brut japonais ne devrait augmenter, en termes réels, que de 2 % à 3 % durant l'année fiscale qui s'achèvera en mars 1987, alors que les premières estimations gouvernementales escomptaient 4 %. Cette révision en baisse intervient après l'annonce d'une hausse médiocre de 0,6 % du PNB durant le deuxième trimestre de l'année budgétaire (juillet-septembre). Un ralentissement essentiellement dû, selon l'Agence

de planification économique, au fléchissement des exportations et à la baisse des investissements, principales conséquences de la flambée du yen vis-à-vis du dollar, notamment.

Travaux publics

+ 7 % en 1986

M. Jean-Louis Girel, président de la Fédération nationale des travaux publics, a indiqué, le 4 décembre, à Amiens, que l'activité dans ce secteur connaitra, en 1986, une augmentation de 7 % au moins, alors qu'elle n'avait été que de 4,4 % en 1985. Ce redressement est dû, selon lui, à la mise en œuvre, en 1985 et 1986, de mesures judiciaires « et notamment d'orientations très favorables à l'investissement de la part des collectivités locales, qui sont le moteur de la reprise dans notre secteur ».

M. Girel a, toutefois, exprimé des craintes à court terme, car le budget de l'Etat fait apparaître, pour 1987, une régression de près de 5 % des crédits de paiements consacrés aux travaux publics. Il s'inquiète aussi de la volonté du gouvernement d'« inciter les collectivités locales à freiner leurs investissements » au moment où « se ralentit le programme nucléaire et où le SNCF ou la RATP décident d'étaler leurs programmes d'entretien et d'investissements ».

AGRICULTURE

Le Parti socialiste propose d'aménager
le système des quotas laitiers

L'an III des quotas laitiers se présente mal. Après une première campagne (1984-1985) où la France avait respecté le volume qu'elle était autorisée à produire, la dérive a commencé dès la deuxième année (1985-1986), avec un dépassement de 180 000 tonnes, entraînant des pénalités d'environ 360 millions de francs.

Encore cette dérive fut-elle limitée grâce aux quotas morts, volumes de production autorisés qui n'ont pas été atteints par certains éleveurs du fait notamment de la sécheresse.

Pour l'an III des quotas, cela risque d'être la dégringolade. L'Office du lait estime à 400 000 tonnes l'excédent de production que viendraient réduire seulement 150 000 tonnes de quotas morts contre 314 000 l'an passé. Les pénalités pourraient atteindre alors 500 millions de francs. Les inégalités de traitement entre les producteurs ont entraîné une vague de mécontentement qui n'est pas achevée. Il s'agit alors des pénalités liées à la campagne 1985-1986.

Pour la campagne actuelle, commencée depuis neuf mois, c'est l'incertitude totale. Les producteurs, qui contestaient les modalités de répartition des pénalités, ne connaissent toujours pas la position du gouvernement français, ni sur ce sujet ni sur les propositions d'arbitrage.

faites en octobre par la Commission européenne qui cherche par tous les moyens à réduire le flux de lait (voir page 14 l'article de Philippe Lemaître sur la politique agricole commune).

Profitant en quelque sorte du silence des pouvoirs publics, le Parti socialiste a choisi d'occuper le terrain et de lancer ses idées. Il y a été poussé par le ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume, qui, dans une réponse à une question orale à l'Assemblée nationale, avait mis au défi les groupes politiques de s'expliquer avec lui sur ce point.

Le Parti socialiste l'a fait avec une certaine solennité puisqu'il a réuni devant la presse, la semaine dernière, trois anciens ministres, MM. Nallet, Sonchay, et Jaxx. Selon eux, le temps qui passe et le silence du gouvernement sont préjudiciables à la position de la France dans les négociations futures au plan européen où les décisions seront désormais prises plus souvent à la majorité qualifiée.

Il est une question qu'avant tout le PS pose : « Existe-t-il, oui ou non, un autre système que la limitation physique de la production pour garantir le prix payé aux producteurs ? Oui ou non, le ministre français de l'Agriculture va-t-il répondre clairement à cette question ? »

Pour Henri Nallet et ses amis, la réponse est claire : « Les producteurs ont pu constater au cours de la campagne actuelle une augmentation du prix du lait de 2 %, alors que la plupart des prix des produits non soumis à maîtrise comme les céréales ou la viande bovine ont connu des évolutions négatives. »

D'autres mesures

Mais cette limitation de la production doit, selon les socialistes, s'accompagner d'autres mesures :

• Des discussions « sérieuses » avec les autres pays producteurs (Nouvelle-Zélande, Australie, États-Unis) pour qu'ils ne profitent pas de la réduction communautaire afin d'accaparer les marchés mondiaux ;

• L'adoption d'un programme spécial assurant la disparition en trois ans des stocks de beurre ;

• Le maintien, contrairement aux objectifs de la Commission européenne, des quotas par laitier et des compensations entre les régions ;

• La suppression de la taxe de corresponsabilité que paient les producteurs ;

• La possibilité pour chaque Etat membre de répartir en fonction de ses structures propres les efforts de réduction demandés aux éleveurs ;

• La mise en place d'un programme d'indemnisation pour ceux qui s'engagent à réduire leur volume

pendant cinq ans, afin de pouvoir accorder des volumes supplémentaires aux nouveaux installés ;

• Le réexamen des engagements financiers de ceux qui ont un plan de développement dont les objectifs ne peuvent plus être atteints ;

• La relance d'une politique d'installation des jeunes avec la création d'une commission nationale qui gèrerait une réserve de quotas d'environ 100 000 tonnes.

Un double prix

Le PS constate pour finir que, d'après le règlement européen adopté en 1984, le régime des quotas devrait prendre fin en 1989. Les Néerlandais et les Britanniques se préoccupent déjà de la future organisation du marché laitier en Europe. Il convient donc en France de s'y préparer dès maintenant, car les enjeux économiques et sociaux sont importants. Les socialistes suggèrent que soit exploré un système de double prix du lait, c'est-à-dire une combinaison de quotas individuels et de quotas d'entreprise permettant à chaque producteur d'avoir un volume de production payé au prix garanti sans freiner les efforts de productivité de ceux qui veulent aller au-delà en accentuant alors le prix du marché.

La balle est maintenant dans le camp du ministre de l'Agriculture. JACQUES GRALL.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

All these Notes have been sold. This announcement appears as a matter of record only.

Heron International Finance B.V.

(Incorporated with limited liability in The Netherlands)

FF 400,000,000

8 1/2 % per cent. Guaranteed Notes due 1993

Unconditionally guaranteed jointly and severally by



Heron International N.V.

(Incorporated with limited liability in the Netherlands Antilles)

and

Heron International PLC

(Incorporated with limited liability in England)

Crédit Lyonnais

Crédit Commercial de France

BankAmerica Capital Markets Group
Banque Internationale à Luxembourg S.A.
Credit Suisse First Boston Limited
Hambros Bank Limited
Orion Royal Bank Limited

Banque Bruxelles Lambert S.A.
Banque Nationale de Paris
Generale Bank
Lazard Frères et Cie
Société Générale
Swiss Bank Corporation International Limited
Westpac Banking Corporation

November 24, 1986

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le 28 novembre 1986, la valeur liquidative de la SICAF « Valeurs de France », société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 342,56 F (337,89 F le 15 novembre 1986).

A la même date, l'action de Valeurs de France cotait 342,50 F (339 F le 15 novembre 1986).

L'ACTIF DE LA SICAF ÉTAIT COMPOSÉ COMME SUIT :

- Obligations : 16,38 %
- Titres intermédiaires (1) : 23,80 %
- Actions : 29,84 %
- Disponibilités (2) : 29,98 %

(1) Titres participatifs, certificats d'investissements, bons de souscription d'actions et d'obligations...

(2) Produit de la récente augmentation de capital actuellement placé en SICAF CT et en attente d'investissements.



DECEMBRE 86

LES MENSONGES
SUR L'AMSTRAD PC

Banc d'essai complet, tests et chiffres à l'appui, SVM l'affirme : l'AMSTRAD PC 1512 est l'un des meilleurs compatibles... et au meilleur prix !

QUE
CHOISIR ?

DECEMBRE 86

ENQUÊTE

ENDETTEMENT
IMMOBILIER :

La pierre au cou

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DANS
LE N° 2 D'EXPRESSION :
CARAÏBES
LE PARADIS PERDU
DES STARS D'HOLLYWOOD

ET AUSSI : ARCEBOLD, LE PICASSO DE LA RENAISSANCE
JAPON : LA TÉLÉVISION DU XXI^e SIÈCLE



Economie

BIBLIOGRAPHIE

L'« Histoire secrète des dossiers noirs de la gauche » de J.-M. Quatrepoint

Le rôle néfaste des conseillers du président

L'industrie, la gauche communiste, nationalisation, planification, anticipation — en une expression, la rupture avec le capitalisme — étaient au cœur du débat politique avant 1981. Et Jacques Auriant n'hésitait pas, en 1977, dans sa préface au *Socialisme industriel* d'Alain Boublil, à vanter les « nationalisations de la demande qui viendront par leurs commandes de biens d'équipement, réorienter sur le marché les entreprises pour créer des marchés nouveaux pour les entreprises privées et publiques dans ces secteurs et contribuer ainsi à rééquilibrer la structure industrielle de pays aujourd'hui trop faibles dans les industries du développement ».

Jean-Michel Quatrepoint a donc raison de souligner dans son *Histoire secrète des dossiers noirs de la gauche* (1), écrite en collaboration avec Eric Le Boulanger, Danièle Auriant et Laurent Mauduit, que les socialistes ont plus appris en cinq ans de pouvoir qu'en vingt-cinq ans d'opposition. Mais cet apprentissage est passé par bien des reculs idéologiques, bien des défections, bien des compromissions aussi.

Nul n'a décrit jusqu'à présent avec autant de minutie « le drame de l'audiovisuel », pièce en de très nombreux actes où tout le monde ment à tout le monde. Les stratégies se font et se défont au gré des intérêts personnels. Nul, et surtout pas Laurent Fabius ou Jack Lang, n'ose dire au président qu'il se trompe, et le gouvernement, alors même qu'il accroit les possibilités des téléopérateurs, se trouve finalement sur la défensive, au moment des élections, sur la culture, la création, la liberté et même sur une certaine morale dans la gestion des affaires publiques. Tout cela parce que M. Mitterrand voulait avoir après le 16 mars une télévision qui lui soit favorable et que *Sus Exultans* Silvio Berlusconi, « patron » par le socialiste Bettino Craxi, a su séduire le prince ; mais aussi parce que le premier cercle des proches (Riboud et Rousset) se déchire, que le chargé théorique du dossier Georges Filliard, « de bourgeois en bourgeois, de conservateur en bourgeois, de parcourant cinq ans durant son chemin de croix », et parce que la politique à l'égard de la C.I.T. belge-

luxembourgeoise ne sera jamais clairement définie non plus que qui doit négocier avec qui.

Résultat, le cahier des charges de la « 5 » a été tellement exorbitant du droit commun que l'indignation sera faible lorsque Jacques Chirac annoncera la suppression de la « 5 », l'annulation du contrat du consortium européen pour les trois canaux de TDF 1, la remise en question de la concession de la « 5 » en même temps que la privatisation de TF 1 et de la SEP.

Tout aussi précise est l'histoire des télécommunications, du Yalta de l'électronique, entre Thomson et CGE aux négociations de Georges Feibereau — « Monsieur » — avec ATT et ITT. Et là encore, « entre l'Etat, Mitterrand, les ministères de l'Industrie et des P. et T. et la direction générale des télécommunications, les fils sont emmêlés, les lignes brouillées ». Il est vrai que les conseillers du président contribuent sans vergogne, comme ils le feront aussi dans l'affaire Boursac, ministères techniques, voire Mitterrand avec ce « la président pense que » qui est sans appel même s'il est parfois sans fondement.

On pourra certes critiquer le choix des dossiers (Renaud, le plus grand déficit français, en Censuel, le plus grand déficit, s'imposent pour être plus que la loi Quilès dans une histoire industrielle), mais nul ne peut nier que la précision des détails, leur abondance même, montrent mieux que toutes les analyses le pourquoi de certains échecs de la gauche. Plus que l'idéologie initiale, est ainsi mise en cause l'incapacité des socialistes à réformer ce système français de l'exercice du pouvoir où des conseillers officiels ou officieux, irresponsables mais parfois omnipotents, au cœur des luttes de clans quand ce n'est pas de corps, engagent des décisions, lentes de conséquences et transportent les luttes politiques à un échelle et économique, seules devraient compter.

BRUNO DETHOMAS.

(1) *Histoire secrète des dossiers noirs de la gauche*, Jean-Michel Quatrepoint, éd. Alain Moreau, 390 p., 99 F.

BRÉSIL : La visite du président argentin

Buenos-Aires et Brasilia renforcent leur coopération

BRASILIA de notre correspondant

Le président Alfonsín rend visite à partir de ce lundi 8 décembre à son homologue brésilien, M. José Sarney. Celui-ci avait fait le déplacement à Buenos-Aires en juillet. Depuis leur arrivée au pouvoir, les deux chefs d'Etat se sont rencontrés avec une fréquence inhabituelle. On peut dire que le Brésil et l'Argentine ne sont jamais aussi proches.

Cette idylle s'est concrétisée il y a six mois par un plan d'intégration économique qui sera appliqué à partir du 1^{er} janvier prochain et sur lequel MM. Alfonsín et Sarney vont réfléchir de nouveau ces jours-ci. Elle met fin à une rivalité ancienne et qui paraissait naturelle entre les deux pays.

Après avoir été le chef de file industriel du sous-continent, l'Argentine dut céder sa place à son voisin. Cela n'a pas été sans mal ni sans méfiance réciproque. Un jour, les militaires arrivaient au pouvoir à Brasilia et l'Argentine s'inquiétait de leurs ambitions économiques, de leur objectif de « projection continentale ». Un autre jour, c'était l'Argentine qui s'inquiétait après un long exil à la Casa-Rosada et les généraux brésiliens s'alarmaient devant l'agitation politique et sociale entretenue par les « muchachos », nom donné à l'élite jeune de gauchistes du péronisme. Ils en craignaient les débordements dans leur territoire.

Mais lorsque des régimes militaires furent en place en même temps dans les deux pays, la suspicion demeura. Sans doute les policiers et les armées mirent au point une collaboration exemplaire pour traquer les opposants. Mais les rivalités s'en sublimèrent plus, avivées par les ambitions nucléaires de Buenos-Aires et de Brasilia.

Les inquiétudes ont bien changé. Au lieu d'opposer les deux voisins, elles les réunissent. « Nos situations sont les mêmes », dit-on à l'Itamaraty, le ministère brésilien des relations extérieures. « Nous avons les mêmes problèmes de dette extérieure et avons mis au point des programmes similaires pour résoudre nos difficultés économiques. L'Argentine a du mal à vendre sa production agricole, comme nous nos produits manufacturés. Le consensus milit-

taire qui s'est établi dans le cône sud ces dernières années nous a convaincus de l'interdépendance entre nos pays et nos régimes respectifs ».

En arrivant à la présidence, M. Alfonsín a bien vu qu'il avait tout à gagner — lui et le régime démocratique — à une entente avec ses voisins : les rivalités traditionnelles ne pouvaient que favoriser le lobby militaire et empêcher les coupes nécessaires dans le budget de l'armée. En outre, le Brésil est un partenaire commercial idéal — et longtemps négligé — pour un pays qui a de plus en plus de mal à écouler sa production de grains. Il a, en effet, d'énormes besoins alimentaires insatisfaits. Même dans l'industrie, où le rapport des forces

est favorable, et de loin, aux Brésiliens, l'intégration économique peut être bénéfique à l'Argentine, dit-on à Brasilia. L'exemple est donné de l'industrie automobile : « Les Argentins fabriquent 130 000 véhicules par an mais leur capacité installée est de 300 000. Nous, nous en fabriquons 1 million. Si les Argentins nous vendaient 50 000 voitures, cela nous ouvrirait une grande influence sur notre production mais pour eux, ce serait un gain considérable ».

Le besoin d'association est évident aussi dans la recherche technologique et scientifique. « C'est un secteur où les coûts sont très élevés et où il est préférable de travailler à plusieurs », disent encore les Brésiliens qui n'oublient pas que leurs voisins ont obtenu trois prix Nobel, dont l'un en biotechnologie.

CHARLES VANHECKE.

D'ici à l'an 2 000

Les chemins de fer espagnols consacreront 105 milliards de francs à leurs grandes lignes

MADRID de notre correspondant

« Notre plan part du principe que le train n'a pas pour mission de relier tous les points de la géographie nationale », explique M. José Rodes, directeur de planification de la RENFE. « Nous avons donc voulu définir avant tout les créneaux pour lesquels les chemins de fer nous semblaient les plus compétitifs face à la route et à l'avion. L'essentiel de l'investissement sera concentré sur ces secteurs ».

La RENFE, la compagnie espagnole des chemins de fer, vient de rendre public un ambitieux plan de rénovation de ses installations destiné à la mettre au diapason des plus modernes de ses concurrents européens, et pour lequel l'Etat investira, d'ici à l'an 2 000, la somme de 2 100 milliards de pesetas, soit 105 milliards de francs.

La RENFE avait bien besoin d'une telle remise à neuf. Son réseau est vieillot, aucun train ne circule, à l'heure actuelle au sud des Pyrénées, à plus de 160 km/h. Un handicap dû tout à l'absence de travaux de modernisation et aux difficultés géographiques. En outre, la part du réseau comportant une double voie est de moins de 22 %. Rien d'étonnant si, dans ces conditions, le transport routier s'est multiplié par trente entre 1950 et 1980, tandis que celui assuré par le chemin de fer doublait à peine.

ment considéré comme prioritaire. En ce qui concerne le trafic de marchandises, le plan prévoit que le train se spécialisera dans le transport marchandises pondéreuses sur de grandes distances.

Les promoteurs du plan considèrent que les tarifs appliqués sur ces trajets doivent couvrir effectivement les coûts, afin de réduire le déficit chronique de la RENFE, qui s'élevait en 1985 à 203 milliards de pesetas (10 milliards de francs). En revanche, les tarifs des trains de banlieue, dont la fonction sociale est primordiale, seront, eux, subventionnés.

Les responsables de la RENFE soulignent que le train ne peut continuer à couvrir les zones d'habitat dispersé et d'accès difficile, pour lesquelles l'autobus semble davantage indiqué. C'est pour la même raison qu'ils avaient déjà décidé, le 1^{er} janvier 1985, la fermeture de 900 kilomètres de voies ferrées correspondant à des lignes « hautement déficitaires », c'est-à-dire dont les recettes couvraient moins de 23 % du coût réel d'exploitation.

THERRY MALINIAK.

« Même un patron qui réussit a parfois besoin d'un entretien confidentiel avec une équipe créative et pluridisciplinaire... » Bernard Krief

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

Pourquoi un « s » à Consultants...

CURIEUSE image que celle de Bernard Krief Consultants... Chasseurs de têtes, agence de communication et de relations presse, conseils en marketing et développement commercial. Ou encore, conseils en organisation de structures de management...

Autant de visions justes et partielles à la fois sur ces « docteurs en entreprise » qui ont su constituer des équipes hantecot spécialisées. Pour former un pool pluridisciplinaire qui, par la constante mise en commun des compétences et des expériences, détecte le vrai problème derrière le besoin ressenti. Objectif : résoudre très concrètement l'appareillement insoluble.

Là où ils excellent... Dans les entreprises qui veulent aller plus loin, plus vite. Quand une décision stratégique est à prendre au sein d'une société ou d'un service. Quand un problème se pose au niveau de l'image, de produits qui pourraient « partir » mieux, du marketing, de la communication, des rapports humains, de l'organisation, de la logistique (y com-

pris les achats), de la promotion des ventes et de la stimulation des hommes.

Bref, la réflexion et l'intervention sur le terrain. Pour aider le patron (so sens de responsable) dans la décision et dans l'action.

Créatifs autant qu'opérationnels, les consultants Bernard Krief s'oot en effet qu'un seul credo : les résultats.

Et tant pis si on leur reproche parfois de ne pas être les hommes d'une méthode. Eux ne se veulent que des hommes de méthodes. Pour qui la solution n'existe pas toute faite, mais nécessite chaque fois d'être inventée.

C'est pourquoi ils ne travaillent qu'avec les décideurs (p.-d.g., directeur général, directeur de service ou de fonction...). Et d'abord avec des entreprises performantes.

Reste évidemment que la prestation n'est pas donnée : de 60 000 F pour plus qu'un diagnostic, jusqu'à 1 million de francs et davantage pour un contrat de longue durée.

JEAN-FRANÇOIS CHAUVET



Bernard Krief Consultants
115, rue du Bac, 75007 Paris. tél. : (1) 45 44 38 29. Téléc. : 260 911

SONGES
AMSTRAD PC

DETTEMENT
MOBILIER :

PIERRE DU COU

PRESSION :

PERDU
OLLYWOOD

SOCIÉTÉ	ÉTRANGER	CULTURE	SPORTS	ÉCONOMIE	SERVICES
2 à 10 Les manifestations étudiantes. - L'avenir de la réforme universitaire. - Les réactions politiques.	12 L'affaire des ventes d'armes à l'Iran. 13 Colombie : la mort au quotidien. - La fin du conseil européen de Londres.	17 Cinéma : la Puritaine, de Jacques Doillon. 17-18 Musiques : Don Quichotte, de Massenet à l'Opéra de Paris. Georges Cziffra à nouveau sur scène. 19 Théâtre : Jeanne Moreau dans la Servante Zélie. - Communication.	34 Équitation : la victoire de Pierre Durand à Bordeaux. - Ski : la Critérium de la première neige. - Tennis : le Tournoi des Maîtres à New-York.	39 Privatisations : Paris se met en frais de publicité. - Succès de St-Gobain. 40 Le Parti socialiste propose d'aménager le système des quotas laitiers. 41 Brésil : la visite du président argentin. 42-43 Marchés financiers.	Radio-télévision 21 Annonces classées 23 à 33 Carnet 22 Météorologie 21 Mots croisés 21 Loto, Loto sportif 22 Programmes des spectacles 20
POLITIQUE	DÉBATS				
11 Les débats au Parlement.	15 Géopolitique.				

Dans « le Point »

Une note confidentielle de M. Nucci à M. Chaliar

Alors que MM. Guy Penne, ancien conseiller présidentiel pour les affaires africaines, et Christian Nucci, ancien ministre de la coopération, affirment avoir ignoré le mécanisme de financement du sommet franco-africain de Bujumbura (Burundi) en décembre 1984, l'hebdomadaire *le Point* publie, dans son numéro du 8 décembre, une note confidentielle qui apparaît en contradiction avec ces déclarations.

Cette note datée du 3 avril 1984 est signée de M. Christian Nucci et adressée à son chef de cabinet Yves Chaliar. Elle énumère les dispositions à mettre en œuvre en priorité pour le sommet franco-africain : hébergement, sécurité, transports, télévision, transmissions et déplacement de la délégation française. Le ministre conclut ainsi : « Dans le cadre de la convention qui lie le

département à Carrefour du développement, vous utiliserez les services de cette association pour acquiescer et mettre en place les moyens que vous jugerez nécessaires à la réussite du sommet. En tout état de cause, les diverses lettres de commande devront m'être soumises pour signature ». A moins que son paragraphe n'ait été imité, M. Nucci était donc parfaitement au courant du financement du sommet par l'association.

Une copie de la note a été adressée à M. Penne, aujourd'hui sénateur représentant les Français de l'étranger. Celui-ci avait affirmé, le 29 novembre, n'avoir assumé que « les préparatifs politiques du sommet » de Bujumbura et tout ignorer de son financement.

Après cinq additions de M. Chaliar, le juge Jean-Pierre Michau, a commencé à reconstituer, dans le détail, le montage financier de la conférence et l'utilisation des sommes en liquide obtenues par le biais de fausses factures. Le vendredi 5 décembre, M. Chaliar a affirmé au magistrat avoir notamment versé 1 million de francs provenant de Carrefour du développement à l'Association pour la promotion communale internationale (APCI), dirigée avant sa dissolution par le président du Sénat, M. Alain Pober.

C. La.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 8 décembre

Baisse

La baisse était au rendez-vous de la séance matinale du lundi 8 décembre. Le mouvement s'est accéléré. De 1,2 % à l'ouverture, le repli de l'indice instantané atteignait 1,68 % à la clôture.

Recul compris entre 5,5 % et 3,2 % de Crouzet, Esso, Lyonnaise des Eaux, Accor, Total, CSF, Synthelabo, Proust, Navigation.

Valeurs françaises	Cours	Premier	Dernier
	clôturé	cours	cours
Accor	505	491	495
Agencia Films	2162	2145	2145
Air Liquide (L)	728	708	708
Banque (L)	1136	1130	1120
Bouygues	2550	2550	2540
Bouygues	1270	1270	1265
B.S.M.	4670	4637	4620
Carrefour	3740	3780	3750
Ci-Par	1485	1470	1472
Club Méditerranée	694	688	682
Orléans National	1570	1556	1530
Esso (L)	1380	1350	1345
ELF-Aquitaine	318	311	310 50
Esso	3738	3710	3710
Lafarge-Coppel	1430	1408	1405
Michelin	2588	2540	2515
Medi (L)	1879	1880	1860
Mot-Hennessy	2540	2510	2500
Norv. Mines	1182	1140	1125
Orléans (L)	3580	3580	3580
Pechelone	1252	1256	1280
Pernod-Ricard	1098	1075	1078
Procter & Gamble	1165	1148	1140
Santel	720	715	715
Suez	803	798	791
Thomson C.S.F.	3370	3350	3355
Total C.F.P.	1700	1647	1640
T.R.T.	424	410	410
Veolia	2280	2270	2240
Veolia	524	519	515

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN: LES PRIX! TISSUS RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS



LES HOMMES PETITS ONT ENFIN LEUR PRET-A-PORTER

Roland Eveline a créé, pour les hommes dont la taille est courte, une collection complète de prêt-à-porter. (Costumes, vestes, chemises, pardessus, etc.). En sélection dans la Collection Hiver : le costume Prince de Galles (2.725 F), le t-shirt lyonnais (1.992 F).

167, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS
Tél. (01) 42.60.47.26 (PLACE DU THEATRE FRANÇAIS)
ROLAND EVELINE

"JOYEUX APPLE" c'est à la Règle à Calcul

PROMO NOËL APPLE IIc 5893 F HT*
Unité Centrale 384 K
Moniteur monochrome Apple
Lecteur 5" 1/4 intégré
Stand Moniteur
Souris IIc
Sac de transport
Adhésion au Club Apple
Bons de réduction sur le matériel
Catalogue de logiciels en promo
Logiciel intégré Apple Works
* 6 990 F TTC



65-67, 80, bd St-Germain, 75005 PARIS
Tél. : 43.25.68.68, Telex : 201 324

POLOGNE : création d'un « conseil consultatif »

Un demi-succès pour le général Jaruzelski

Un projet cher au général Jaruzelski a pris forme, samedi 6 décembre à Varsovie : un « conseil consultatif » auprès du Conseil d'Etat, formé de cinquante-six personnalités censées représenter différentes tendances de l'opinion polonaise, a été constitué à l'issue d'une première réunion exploratoire.

L'idée d'un tel organisme avait été avancée par le général Jaruzelski lors du congrès du parti, à la fin juin. Après la spectaculaire libération des prisonniers politiques, en septembre, il est apparu clairement qu'en créant ce conseil, les autorités voulaient donner un signe complémentaire de bonne volonté, montrer à l'opinion polonaise, et aussi aux puissances occidentales, que le pouvoir ne refusait pas le dialogue. Mais « restriction essentielle » avec des interlocuteurs qu'il choisissait lui-même et auxquels aucune garantie ne serait donnée quant au rôle qu'ils auraient à jouer.

Le résultat — si l'on en juge par la composition du conseil, qui sera présidé par le général Jaruzelski — n'est ni un réel succès ni un échec total.

Certes, la plupart des personnalités les plus respectées dans l'opposition, parmi celles qui avaient été présentées par le pouvoir pour donner un peu de lustre et de crédibilité à son entreprise, ont décliné l'offre : c'est le cas en particulier de M. Jerzy Turowicz, directeur de l'hebdomadaire catholique indépendant *Tygodnik Powszechny*, et de deux autres membres éminents du Club des intellectuels catholiques (KIK) — MM. Wlodekiewicz (ancien expert de Solidarité) et Stompa (ancien député qui, lui, avait pourtant été fortement tenté de donner son accord) — et aussi de M. Ryszard Bugaj, un expert économique de l'opposition.

LIBAN

Nouveaux accrochages en dépit du cessez-le-feu

De nouveaux accrochages, à l'arme légère, ont eu lieu lundi matin 8 décembre à Beyrouth entre Palestiniens et miliciens du mouvement chiite Amal, en dépit du cessez-le-feu conclu il y a quarante-huit heures sous l'égide de l'Iran. Dès samedi, le cessez-le-feu avait été violé et les combats avaient fait une vingtaine de morts ; ils avaient sensiblement haussé d'intensité dimanche, se limitant à quelques tirs sporadiques de part et d'autre.

Les belligérants n'arrivent pas à s'entendre sur les termes du cessez-le-feu. Amal exige que les Palestiniens se retirent des positions qu'ils occupent dans le village stratégique de Magdouché, dans le sud du Liban, avant de lever le siège des camps. Les Palestiniens ont jusqu'à présent refusé d'accéder à cette demande.

D'autre part, le ministère iranien des affaires étrangères a fait savoir, dimanche, que Dubaï allait « réexaminer très sérieusement » sa participation à la FINUL, dans le sud du Liban, à la suite de la mort d'un « casque bleu » irlandais.

Mais d'autres personnalités ont accepté de jouer le jeu, comme M. Andrzej Swietochowski, qui devra pour cela renoncer à son titre de président du KIK, puisque ce club avait, à une très forte majorité, refusé d'être représenté au sein du nouvel organisme « consultatif ». Et la véritable surprise est venue de la présence, parmi les cinquante-six membres du nouveau conseil, de M. Siles-Nowicki, un avocat qui fut conseiller légal de Solidarité depuis de longues années et qui avait défendu nombre de détenus politiques avant d'être « mis à la retraite ».

Les autorités pourront aussi se flatter de la présence d'universitaires respectables, comme les recteurs des universités de Varsovie et de Cracovie, MM. Bialkowski et Gierowski, et d'un bon metteur en scène de théâtre, sans parler naturellement d'un grand nombre de personnalités qui sont nettement de leur bord.

Plus significatif cependant sur le plan politique est l'apparition, en ce conseil, de quelques hommes proches de l'épiscopat, comme M. Marian Gieroch. L'Eglise avait certes explicitement décliné l'offre qui lui était faite d'être clairement représentée au sein du conseil. Mais cela n'empêchait pas le primate, Mgr Glemp, d'être en même temps assez favorable à cette initiative des autorités. Ceci explique sans doute cela. On note aussi la présence de personnalités à l'itinéraire un peu sinusoïdal, comme M. Zablocki, ancien député, qui, après avoir été utilisé par le pouvoir, dans les années 70, pour diriger une petite formation catholique assez mal considérée par l'épiscopat, avait été mis à l'écart par le général Jaruzelski et avait réussi à regagner le soutien de l'Eglise, et qui réapparaît maintenant au sein de cette institution ambiguë.

Les autorités ont aussi invité à siéger au conseil deux anciens responsables de Solidarité, M. Jan Kulaj, ex-président de Solidarité rurale, et Andrzej Zawada, des acrobates de Nowa-Huta. Mais tous deux sont considérés comme des renégats, et leur présence ne fait en fait que souligner le refus du pouvoir d'avoir affaire à des représentants authentiques du mouvement. M. Walesa a déclaré, pour sa part, qu'il « ne pensait pas que le conseil puisse servir à grand-chose ».

Néanmoins, il existe, et c'est sans doute un motif suffisant de satisfaction pour le général Jaruzelski.

JAN KRAUZE.

● BELGIQUE : manifestation d'extrême droite dans les Fournons. — Un millier de militants flamands d'extrême droite se sont « proménés » dimanche 7 décembre dans les Fournons pour exiger la flammisation totale et définitive de cette petite région, peuplée en majorité de francophones mais rattachée depuis 1963 à la Flandre. M. José Appart, le maire de la commune, destitué par arrêt du Conseil d'Etat mais nommé à nouveau par son conseil communal, qui avait interdit la manifestation, a été pris à part par quelques militants flamands. Les gendarmes, pratiquement aussi nombreux que les manifestants, ont procédé à une vingtaine d'arrestations. — (Corresp.)

Sur le vif

Sérénissimes

Vous avez vu, dans le *Canard*, ces vacheries sur le grand Ballamou, le Ballamou, le Balladur, saisi par la folie des grandeurs. Je fis ça, la fou-rre me prend, le dégringole au service politique et je tombe sur l'homme et Colombani en train de calculer leurs droits d'auteurs. Depuis qu'ils ont écrit un best-seller sur les amours de mon Jacquot et de mon Mimi, ils me traitent de haut. Je les tire par la manche :

— Hé, là, ho ! C'est vrai ce qu'ils disent là : Ballamou oblige le petit personnel de la rue de Rivoli à porter des souliers à boucles argentées. Et il a commandé de la porcelaine gravée à ses initiales pour les dîners officiels. Et les bustes d'empereurs romains dans son bureau. Et les statues au garde-à-vous sur les marches de l'escalier d'honneur ?

— De qui tu parles là, de Sa Sérénissime ? Bien sûr ! D'où tu sors ? Tout le monde est au courant sauf toi. Si t'avais lu notre bouquin...

Je l'ai fauché. Ils l'ont laissé entendre, c'est vrai. Ça se passait en conseil des ministres. Un des premiers de la cohabitation. Au terme de l'énoncé kilométrique de toutes les attributions, de tous les titres de m'sieur le ministre de l'économie, des

finances, de la privatisation et du reste — la moitié de l'Etat, c'est lui, — mon Mimi a eu un sourire un peu narquois. L'autre, ça l'a vexé.

Ils adorent ça, les politiciens, s'installer, en installer, dans les palais de nos anciens maîtres. Prenez Monory, l'autre soir, à la télé, un Monory à dix millions d'années-lumière de la rue en colble, de la rue meurtrie, un Monory souverain, trônant dans ses ors et ses velours, et ses lambris, et ses épais tapis plantés d'huissiers en livrée. Moi, ça me choque, ça m'horripile.

Les confrères scandinaves et allemands en poste à Paris — on en parlait hier encore à dîner, — eux, ça les fait marrer. Ils se croient au Centre-afrique du temps de Bokassa. Moins les congédiés ! Parait qu'à Bonn ou à Stockholm le cabinet de crise ça se tient dans une espèce d'HLM. On s'installe dans la désordre, on commande des bières, on tombe la veste, on renousse ses manchettes, et au bout d'un moment on peut-être pas mieux que nos petits marquis, mais, question qualité-prix, c'est quand même plus avantageux.

CLAUDE SARRAUTE.

En Guadeloupe

Deux militants de la CFDT placés en garde à vue

POINTE-A-PITRE
de notre correspondant.

Après l'arrestation, dans le cadre de l'enquête sur les attentats en Guadeloupe, de Lucien Viardot, transféré et écroué à Paris, les policiers du SRPJ Antilles-Guyane ont interpellé le vendredi 5 décembre, deux dirigeants syndicaux de l'Union interprofessionnelle de la Guadeloupe (UIG), rattachée à la CFDT), MM. Alain Mephon, secrétaire général de l'UIG, et Justin Bourgeois, dirigeant de l'UIG-impôts, ont été placés en garde à vue. Le fichier de l'organisation syndicale a également été saisi. Sept organisations syndicales (la CGDG, la FEN, FO, le MASU-Mouvement d'acteurs syndicaux unifiés, — le SGEF — Syndicat général de l'enseignement à la Guadeloupe, — l'UGTG — Union générale des travailleurs guadeloupéens, satellite de l'UPLG — et l'UIG-CFDT) ont dénoncé « la mise en question par le gouvernement des organisations syndicales et leurs actions ; les violences et répressions policières qui touchent particulièrement les militants des organisations syndicales de la Guadeloupe ».

Le syndicat guadeloupéen des finances affilié à l'UIG-CFDT, et dont font partie les deux personnes placées en garde à vue, exige, pour sa part, « la libération de ses deux camarades ». Un meeting était prévu lundi à Pointe-à-Pitre, à l'appel de ces organisations.

Depuis le 24 novembre dernier, vingt attentats à l'explosif ont été perpétrés sur l'ensemble du département. Dix-neuf d'entre eux ont été revendiqués par l'Alliance révolutionnaire caribbe (le *Monde* daté 7-8 décembre). L'un d'eux visait l'hôtel des impôts, où travaillent les deux dirigeants syndicaux interpellés.

A. L.

Où trouver le Glenlivet ?

Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple La Maison du Whisky, 20, rue d'Anjou, Paris 8.

BAUME & MERCIER
GENEVE 1830

Riviera

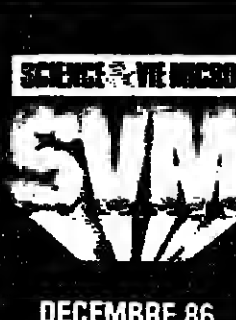
bracelet bicolore
or et acier, lunette
en or 18 carats -
étanche - mouvement
à quartz ultra-plet
Disponible en
plusieurs grandeurs

FF 12 100.-

Aldebert

PARIS : 16, place Vendôme • 1, bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré • Palais des Congrès, Porte Maillot
CANNES : 19, La Croisette

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique / permanence télex
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris



Le numéro du « Monde »
daté 7-8 décembre 1986
a été tiré à 517 658 exemplaires

DOSSIER NOËL : CHOISIR SON MICRO-ORDINATEUR PERSONNEL
5 constructeurs essentiels mis à nu.

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15 + ISLM

A B C D E F G